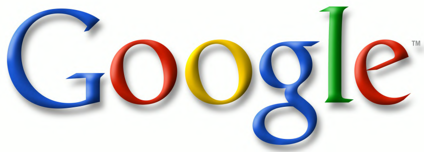
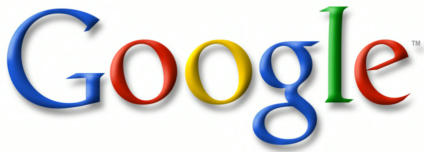
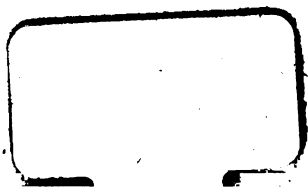








HISTOIRE DE FRANCE,

PENDANT

LE DIX-HUITIÈME SIÈCLE;

PAR CHARLES LACRETELLE,

MEMBRE DE L'ACADÉMIE FRANÇAISE,

PROFESSEUR D'HISTOIRE A LA FACULTÉ DES LETTRES, CHEVALIER DES ORDRES DE SAINT-MICHEL ET DE LA LÉGION-D'HONNEUR.

CINQUIÈME ÉDITION.

TOME SECOND.



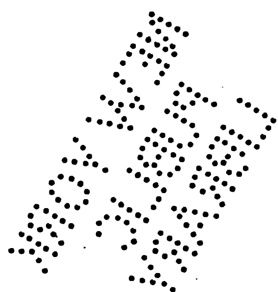
PARIS.

DELAUNAY, LIBRAIRE

DE SON ALTESSE ROYALE MADAME LA DUCHESSE D'ORLÉANS,

PALAIS-ROYAL.

1830.



HISTOIRE

DE FRANCE,

PENDANT LE XVIIIe. SIÈCLE.

LIVRE CINQUIÈME.

LOUIS XV : MINISTÈRE DU DUC DE BOURBON.

Le duc de Bourbon est premier ministre.

Le duc de Bourbon brûlait d'exercer les fonctions de premier ministre. L'âge et la timidité du roi devaient laisser un pouvoir immense au successeur du duc d'Orléans. Le jeune monarque avait toujours montré de la froideur au duc de Bourbon; celui-ci se vit obligé de solliciter l'appui de l'évêque de Fréjus. C'était la seconde fois que ce prélat avait à décerner l'autorité qu'il ambitionnait pour lui-même. Convaincu qu'il était dangereux de résister au duc d'Orléans, il n'avait attaché aucune condition aux bons offices qu'il lui avait rendus. Mais, en se prêtant aux vœux de M. le duc, il sut lui faire comprendre qu'un homme que

le roi honorait d'une confiance et d'une amitié sans réserve, ne pouvait demeurer tout-à-fait étranger à l'administration. Il se réserva une part dans les affaires, en se gardant bien de la définir, et vint proposer au roi le duc de Bourbon pour son premier ministre. Louis eut l'air de faire un acte de déférence pour son instituteur, et n'exprima son consentement que par un signe de tête; en sorte que Fleury paraissait seul avoir donné l'investiture du premier ministère au plus altier des princes du sang. Le duc de Bourbon eût bien voulu lui faire accepter des dons et des honneurs qui constituent dans une sorte de dépendance celui qui les reçoit; mais l'adroit vieillard résistait sans effort à ce piége : le luxe n'avait aucun attrait pour lui. Il vivait dans l'appartement le plus modeste, mais il choisissait l'appartement le plus près du roi; il aimait le pouvoir comme un avare aime l'or, sans rechercher, ou plutôt en évitant les jouissances extérieures qu'il donne; il assistait aux conseils; il était présent chaque fois que M. le duc travaillait avec le roi; enfin, on voyait en lui le surveillant, le rival secret et le juge du premier ministre.

Son portrait.

Le duc de Bourbon n'avait, pour éblouir le public, que son nom et sa magnificence; mais la pompe qu'il étalait rappelait trop ses

liaisons intéressées avec Law, et les souvenirs de la rue Quincampoix ternissaient l'éclat de Chantilly. On était revenu, après une douloureuse expérience, de l'opinion que ceux-là fussent les plus propres à enrichir l'État, qui avaient eu le secret de s'enrichir eux-mêmes. M. le duc ne s'était pas montré moins âpre dans sa haine contre ses parens, que dans sa cupidité ; et en cela il faisait regretter le facile régent qui n'avait jamais haï personne. Il possédait plusieurs qualités extérieures ; on vantait son adresse dans différens exercices. Il avait de l'aisance et de la noblesse dans la taille ; sa figure était belle, quoiqu'il eût eu le malheur d'avoir un œil crevé par l'imprudence du duc de Berry dans une partie de chasse. Quelque chose de hautain et de dur perçait à travers sa politesse recherchée. Dans un entretien un peu suivi, il était obligé d'affecter de la légèreté ou de montrer de l'orgueil pour cacher la stérilité de son esprit. Il avait été un mauvais mari pour sa première femme[1], morte quelques années avant son ministère. La marquise de Prie exerçait sur lui un empire absolu ; elle fut pour lui ce que le cardinal Dubois avait été pour le régent.

[1] Marie-Anne de Bourbon-Conti. Elle mourut sans enfans en 1720.

Elle était femme d'un ambassadeur français à Turin ; elle joignait à une beauté régulière cette grâce piquante qui est le charme particulier des dames françaises. Sa taille avait ces contours agréables, cette légèreté que l'imagination prête aux nymphes de la fable. Habituée à tous les artifices dont une femme perverse fait son étude, elle savait jouer l'étourderie, et même l'ingénuité. Comme elle croyait, par sa présence d'esprit, pouvoir se tirer des situations les plus périlleuses, elle se piquait de prendre très-peu de précautions, dans les nombreuses infidélités qu'elle faisait à son amant. Elle le rendait ridicule par sa crédulité, ou abject par sa complaisance. Née d'une famille de traitans, où la probité n'était point héréditaire, elle y avait puisé un instinct de cupidité qui fut sa passion dominante. Le cabinet de Londres jugea cette femme digne de succéder à la pension qu'il payait au cardinal Dubois.

Édit contre les protestans. 1724. 24 mai.

Le premier acte du nouveau gouvernement fut absurde et odieux. Ce fut un édit contre les protestans, plus cruel encore que la révocation de l'édit de Nantes. On y défendait jusqu'à l'exercice le plus secret de la religion réformée. On arrachait les enfans aux pères pour les faire élever dans la religion catholique. La peine de mort était prononcée contre les

pasteurs rebelles, la confiscation des biens contre les relaps. On flétrissait la mémoire de ceux qui mouraient sans avoir reçu les sacremens. On renouvelait enfin tous les genres d'oppression que les ministres de Louis XIV avaient conçus, et que l'horreur publique commençait à faire tomber en désuétude. La marquise de Prie, dont l'impiété égalait celle du cardinal Dubois [1], sut persuader à son amant qu'elle suivait les grands principes des hommes d'État, en commençant une persécution nouvelle. Chacun fut révolté des efforts que le vice faisait pour se donner l'apparence du zèle. Cette barbare ineptie fit regretter la tolérance du régent.

Contraste de cette rigueur avec la modération du régent.

Le duc d'Orléans avait témoigné plusieurs fois à son conseil l'intention de modifier les lois de Louis XIV contre les protestans; mais il fut contrarié dans ses vues par les protestans eux-mêmes, qui, peu de temps après la mort de Louis XIV [2], eurent l'imprudence de se faire craindre quand on voulait adoucir leur sort. Leur conduite fut telle alors, qu'ils semblaient dirigés et trompés par leurs propres

[1] Lorsqu'en 1725, année où les pluies perdirent la récolte, on porta en procession la châsse de sainte Geneviève, la marquise de Prie disait : *Le peuple est fou, c'est moi qui fais la pluie et le beau temps.*

[2] En juin 1716.

ennemis. Ils avaient fait des rassemblemens armés dans les provinces de la Guienne et du Languedoc, et s'étaient refusés à l'impôt du dixième. Le régent employa la plus grande modération pour pacifier ces troubles. Il fut secondé par deux hommes pieux et tolérans, d'Aguesseau et le cardinal de Noailles. La charité qui les inspirait se trouvait d'accord avec ce que la politique indiquait de plus sage; mais on ne put accorder à des rebelles rien au delà d'un pardon. Depuis, on vit avec étonnement des seigneurs protestans entrer dans les intrigues de la duchesse du Maine. Le régent n'en fut pas plus irrité contre la secte à laquelle ils appartenaient. Au milieu de l'agitation du système, quand tout parlait de banque et de commerce, il pensa plus sérieusement à porter un remède, déjà trop tardif, à la plaie que l'édit de Louis XIV avait faite à l'industrie française. Mais ses conseillers lui firent beaucoup d'objections. Ce qui, surtout, empêcha la rentrée des meilleurs manufacturiers et des négocians les plus probes de l'Europe au sein de la France, ce fut l'ambition qu'avait Dubois de parvenir aux dignités de l'Église; mais du moins les protestans vécurent à l'abri de recherches sévères, et le gouvernement le plus indulgent pour le scan-

dale le fut aussi pour les erreurs de la conscience.

La rigueur inattendue et tyrannique du duc de Bourbon ne fut louée que dans des harangues mercenaires. Les parlemens enregistrèrent un pareil édit, sans faire de remontrances. Le gouvernement anglais ne voulut point troubler, par des réclamations, un acte dont se glorifiait la favorite qui lui vendait les intérêts de la France. La Hollande eut plus de générosité; cette république intercéda pour les religionnaires avec tant de force, que le duc de Bourbon fut obligé de donner à son édit des modifications qui en faisaient attendre de nouvelles. Une exception fut portée en faveur des protestans d'Alsace, d'après leurs capitulations.

Agiotage, corruption, vénalité.

Le duc de Bourbon avait déjà pour cliens, sous la régence, tous les hommes que leur adresse et leur avidité dans les affaires avaient flétris sous le nom d'*agioteurs*. Ils s'emparèrent aisément de son administration. Il y eut un tarif convenu pour les grâces, les priviléges et les charges importantes. On pouvait, sans hésiter, s'adresser à la marquise de Prie dans les négociations de ce genre. Cependant, afin de se concilier l'opinion publique, elle avait recherché les hommes de finance alors les plus considérés, les frères Pâris. Ceux-ci, courageux antagonistes du système de Law, s'étaient

souvent trouvés en opposition avec M. le duc sous la régence. Ils s'étaient deux fois rendus nécessaires dans les grandes crises de finance qui ouvrirent et qui terminèrent l'administration du duc d'Orléans. Plus ambitieux que cupides, ils avaient la prétention de tout conduire. Ils souillèrent leur réputation en se liant avec la marquise de Prie, qui les rapprochait de tous les fripons dont ils avaient été la terreur. Les plus grandes affaires de l'État furent soumises à l'un d'eux particulièrement, à Pâris-Duverney. Son génie financier, mis à l'épreuve, ne trouva que de communes et de trompeuses ressources. Il n'avait le droit de contrôler aucune dépense [1]; on lui demandait des édits bursaux pour y faire face; par la nécessité de déguiser l'impôt, il le rendait plus onéreux.

1723. Décembre. Le maréchal de Villars et le duc de Noailles reprirent de la faveur sous le ministère de M. le duc; ils entrèrent au conseil, où ils eurent le privilége dérisoire de pouvoir discuter des projets qui avaient été invariablement résolus par la marquise de Prie. L'ambition du duc de Richelieu, toujours hu-

[1] Le président Dodun était contrôleur général des finances; Pâris-Duverney administrait sous son nom sans avoir aucun titre.

miliée par le régent et par Dubois, ne manqua point de s'exercer sous le règne d'une femme galante. Il s'occupa de lui plaire, quoiqu'il n'espérât point la fixer. La marquise fit succéder au goût passager qu'elle avait eu pour lui, un intérêt déclaré pour sa fortune. Richelieu se montrait le plus zélé de ses partisans, et conservait cependant des intelligences secrètes avec ses ennemis. L'un et l'autre donnaient à ce commerce le nom d'amitié. Un autre homme, destiné à jouer un rôle éclatant, le comte depuis maréchal de Belle-Isle, attirait les regards à cette époque, et commençait sa carrière au milieu des disgrâces et des persécutions. La haine que la marquise de Prie signala contre lui, devint ensuite son meilleur titre de recommandation. Ceci me donne occasion de parler d'un procès dans lequel il fut impliqué

Procès du ministre de la guerre Le Blanc.

Parmi les ministres du duc d'Orléans, aucun, si l'on en excepte le garde des sceaux d'Argenson, n'avait eu plus de réputation d'habileté que le secrétaire d'État de la guerre Le Blanc. On ne donnait pas les mêmes éloges à son désintéressement. On prétendait que le système de Law avait élevé sa fortune jusqu'à dix-sept millions. Il plaisait au régent par la netteté de son travail et par la souplesse de son caractère. Comme il connaissait ce prince,

il n'avait jamais essayé de substituer son influence auprès de lui, à celle du cardinal Dubois. Il affectait de ne paraître qu'un protégé du favori, et se refusait toutes les occasions de montrer des connaissances qui manquaient à celui-ci. Tant de circonspection ne put cependant le mettre à l'abri des ombrages d'un homme jaloux de toute espèce de mérite. Après la chute du système, Le Blanc avait dans son ministère un arriéré considérable, qu'il s'agissait de couvrir. On en était à examiner ses comptes, lorsque le trésorier de la guerre, La Jonchère, fit banqueroute. Cet événement excita contre Le Blanc des rumeurs que Dubois, alors premier ministre, eut soin de propager. On lui reprochait d'avoir puisé dans la caisse de La Jonchère pour son propre compte, et d'en avoir causé le déficit. Bientôt la marquise de Prie lui suscita un accusateur puissant dans le duc de Bourbon. Cette femme venait d'avoir les démêlés les plus odieux avec sa mère, madame de Pléneuf; dans l'éclat de leur rupture, Le Blanc était resté fidèle à celle-ci, qui était son ancienne amie. La marquise de Prie, en le faisant poursuivre par son amant, jouissait du chagrin qu'elle causait à sa mère. Dubois fut enchanté de satisfaire sa propre haine, et de paraître seconder celle de M. le duc. La Jonchère fut

arrêté et mis à la Bastille. Le Blanc fut renvoyé du ministère et exilé. L'intendant de Limoges, Breteuil, fut nommé par le cardinal Dubois pour le remplacer. C'était le prix du service qu'il avait rendu à ce prélat, en supprimant la preuve de son mariage. Le comte et le chevalier de Belle-Isle, accusés d'avoir favorisé les fraudes de La Jonchère, furent décrétés d'ajournement personnel. Après la mort du cardinal, le duc d'Orléans montra de la répugnance à suivre cette affaire. Comme il s'était déjà rapproché de tous ceux que la jalousie de Dubois avait éloignés de lui, on ne doutait pas qu'il ne rendît bientôt sa confiance et son amitié à Le Blanc. Mais celui-ci eut tout à craindre quand le duc de Bourbon, investi de la toute-puissance, fut maître de son sort. La marquise de Prie, constante dans sa haine, le fit mettre à la Bastille. Les promesses et les menaces furent tour à tour employées auprès de La Jonchère, pour l'engager à charger dans ses déclarations l'ancien secrétaire d'État de la guerre. On arracha de lui quelques aveux qu'il rétracta bientôt. On supposa que c'étaient les deux frères Belle-Isle qui, entretenant avec lui une correspondance secrète, avaient su lui rendre de la fermeté. On se vengea sur eux, ils furent aussi conduits à la Bastille.

MM. de Belle-Isle sont accusés d'assassinat.

Pâris-Duverney s'était montré un ennemi déclaré de La Jonchère et de tous ses coaccusés. Un particulier, qu'on disait être de sa taille, fut percé de huit coups de poignard, et laissé pour mort, par cinq ou six hommes qu'on avait vus rôder long-temps autour de la maison des Pâris. Duverney fut persuadé que c'était lui que les assassins avaient voulu frapper. On désigna les deux frères de Belle-Isle comme les auteurs de cet assassinat, sans avoir contre eux d'autre indice que la vengeance dont on les supposait animés, et leur caractère violent. Ce fut sous le poids de telles accusations que les deux petits-fils du malheureux Fouquet entrèrent dans la prison, où leur aïeul avait passé un grand nombre d'années dans la crainte du dernier supplice. Leur père avait été ignominieusement repoussé dans toutes ses demandes par Louis XIV. Pour eux, ils avaient pris le parti des armes. L'aîné s'était distingué au siége de Lille, et y avait reçu une blessure. Il avança sa fortune sous le régent. Comme il avait montré du courage et de l'habileté dans la guerre contre Albéroni, il fut promu au grade de maréchal de camp. Le chevalier de Belle-Isle suivait d'assez près son aîné dans la même carrière. Le Blanc les protégeait; le régent augurait beaucoup de leur

esprit actif et entreprenant. Bientôt ils se livrèrent à la cupidité générale. Les marchés qu'ils firent avec La Jonchère, et qui consistaient à remplacer l'argent comptant de sa caisse par des billets fort décriés, eussent déshonoré des nobles sous Louis XIV ; mais les maximes de l'honneur avaient beaucoup fléchi depuis ce temps. Ils intéressaient par une amitié fraternelle telle qu'on ne la vit jamais chez deux ambitieux. Tout était, et tout resta commun entre eux, dans le cours même de leurs prospérités. Ils s'honoraient également par leur piété filiale ; ils prodiguaient les secours, et montraient le plus tendre respect à leurs parens malheureux. Le public prit parti pour eux et pour Le Blanc dans le procès qui leur était suscité par le duc de Bourbon et la marquise de Prie. Deux magistrats, Moreau de Séchelles et de Conches, avaient été compromis dans cette affaire et renfermés à la Bastille. Le premier ministre n'osa remettre le sort des accusés à une commission. Le parlement ne voulut point servir aveuglément la haine d'une impudente favorite. Ce corps se souvenait avec reconnaissance que le ministre Le Blanc s'était opposé à un projet de le supprimer. Par un premier arrêt, La Jonchère fut condamné au blâme et à une forte restitution. Le comte de

Belle-Isle fut déclaré sa caution pour six cent mille livres; les autres accusés furent renvoyés. Les griefs particuliers contre Le Blanc furent réservés pour une autre instruction; elle eut lieu avec une grande solennité. Le gouvernement employa tous ses efforts pour gagner et pour intimider les magistrats; ils maintinrent leur indépendance. Le duc de Chartres, devenu duc d'Orléans, montra le plus grand zèle pour un accusé qu'avait chéri son père. On le vit assister à toutes les séances de ce procès. Les ducs de Richelieu, de Brancas et le maréchal de La Feuillade avaient voulu également se placer au nombre des juges de Le Blanc. Le public ne vit en eux que les instrumens de la haine de la marquise de Prie; et il les força, par ses murmures, à se retirer. Le Blanc fut acquitté, mais le gouvernement prolongea son séjour à la Bastille.

Voyage et fêtes de Chantilly.

Le duc de Bourbon s'apercevait avec inquiétude qu'il ne faisait aucun progrès dans les affections du jeune monarque. Rien ne lui parut plus propre à le flatter qu'un voyage de la cour à Chantilly. M. le duc passait pour être l'homme de l'Europe qui donnait des fêtes avec le plus de somptuosité, d'ordre et de délicatesse. Il voulut défrayer pendant un mois, de la manière la plus splendide, la maison du souverain. Plusieurs dames avaient été com-

prises dans la liste du voyage. Chacune d'elles essayait le pouvoir de ses charmes sur le cœur, ou plutôt sur les sens d'un roi qui n'avait pas quinze ans. Sa taille était déjà grande, ses yeux pleins de vivacité. Il rappelait le maintien de Louis XIV avec des traits plus fins et plus doux; mais, timide et religieux, il ne montrait aux dames qu'une galanterie froide, et n'avait d'ardeur que pour la chasse. L'évêque de Fréjus l'avait sans doute prévenu contre des fêtes si magnifiques et si longues, qui lui étaient données par un prince son sujet. Louis saisit avec empressement une occasion de s'y soustraire. La mort du duc de Melun avait troublé les plaisirs de Chantilly. Ce seigneur, jeune, aimable et brillant, en accompagnant le roi dans une partie de chasse, avait été tué par un cerf. Il passait pour être tendrement aimé de mademoiselle de Clermont, sœur de M. le duc, et même pour l'avoir épousée en secret. Le roi montra, en apprenant sa mort, une vive sensibilité, et déclara qu'il ne pouvait plus rester à Chantilly. On lui citait en vain l'exemple de Louis XIV, à qui la mort du dauphin et de la dauphine n'avait pas fait abréger le voyage de Marly; il fallut partir. Les courtisans augurèrent mal, pour le premier ministre, de cette précipitation; mais un événement important que M. le duc dirigea, servit à pro-

longer sa puissance : ce fut le renvoi de l'infante d'Espagne fiancée à Louis XV, et le mariage de celui-ci avec Marie Leczinska, fille d'un roi détrôné. Le ministère de M. le duc est renfermé presque entièrement dans cette intrigue où tous les vices conspirèrent en faveur de la vertu pauvre et ignorée. Il faut, pour l'expliquer, parler d'abord du changement qui s'était fait à la cour d'Espagne.

Le roi d'Espagne et Grimaldo, son premier ministre.

Philippe V, depuis qu'il s'était délivré ou plutôt privé du cardinal Albéroni, avait laissé retomber la monarchie espagnole dans un état de langueur. Son premier ministre, Grimaldo, avait fait beaucoup de sacrifices à la paix, et n'en avait su tirer aucun fruit. Celui-ci, dans sa lâche politique, se montrait aussi soumis à l'Angleterre, qu'Albéroni avait été fier et menaçant. On prétend qu'à l'exemple du cardinal Dubois, Grimaldo recevait une pension de ce gouvernement corrupteur. Ce qu'il y a de certain, c'est que son administration était aussi énervée, et surtout aussi contraire aux intérêts d'une puissance maritime, que s'il eût cherché à mériter ce honteux salaire. Philippe, que toute l'agitation du précédent ministère avait à peine arraché à sa mélancolie, ne fit que s'y enfoncer davantage. Il fatiguait les Espagnols eux-mêmes par l'excès de sa gravité; il passait presque sans intervalle de

l'entretien de son confesseur à celui de sa femme.

Ce n'était plus le Père d'Aubenton qui dirigeait sa conscience, c'était un autre jésuite, nommé *Bermudès*, homme violent et perfide. Celui-ci trouva moyen d'ajouter encore de nouvelles terreurs à celles dont le monarque était poursuivi. Bermudès était gagné par des grands et par des prélats qui s'étaient ligués pour établir à côté du trône un pouvoir oligarchique. Une abdication de Philippe V leur parut le meilleur moyen de réussir dans leur projet. L'héritier de la couronne, don Louis, était un prince très-jeune, timide et inappliqué. Ils se flattaient de pouvoir gouverner sous son nom comme dans une régence. Philippe s'était formé des scrupules sur la légitimité du titre auquel il possédait le trône. Le jésuite trouva dans les subtilités des casuistes de son école, des moyens de persuader au roi qu'il pouvait abandonner à son fils ce que lui-même ne possédait pas avec sécurité de conscience. La reine était bien loin de partager ce dégoût du pouvoir; mais toutes ses instances pour le retenir furent vaincues par les terreurs religieuses et l'obstination de son mari.

Le jésuite Bermudès, son confesseur.

Le 15 janvier, Philippe V abdiqua en faveur de son fils; et, fidèle aux instructions perfides de son confesseur, il forma une *junte* pour

1724. Ce moine, gagné par les grands, décide Philippe à abdiquer.

gouverner sous l'autorité du roi, Louis Ier. Cette commission était composée du président de Castille, de l'archevêque de Tolède, du grand-inquisiteur, du marquis de Valéro, du comte de Saint-Estivan, du marquis de Leyde et de Guerreyra. Philippe avait voulu être suivi dans sa retraite par le marquis de Grimaldo, à qui cette résolution causait le plus grand dépit. La femme de ce ministre en était encore plus irritée. Philippe ne s'était réservé que le château de Saint-Ildephonse et une pension de deux cent mille pistoles. La lettre qu'il écrivit au roi son fils était remplie de conseils d'une dévotion pusillanime, et ne renfermait pas une seule instruction politique.

Suite de cette abdication.

Peu de temps après l'abdication du roi, la *junte* se conduisit de manière à lui faire prévoir qu'il ne serait point affranchi des dégoûts dont Charles-Quint avait été abreuvé dans sa retraite ; elle s'écarta de toutes les dispositions qu'il avait réglées. Le roi, Louis Ier., ne monta sur le trône que pour essuyer la tutelle humiliante à laquelle son père et son inexpérience le soumettaient.

Chagrin domestique du nouveau roi Louis Ier.

Un chagrin domestique qu'il éprouva vint bientôt troubler un des règnes les plus courts dont parle l'histoire. La jeune reine (fille du régent) n'avait montré qu'une humeur triste et revêche, quoiqu'elle eût été accueillie avec

la plus grande tendresse par son beau-père, et même par sa belle-mère. Quand le roi Philippe, en s'écartant de son austérité, disposait pour elle une fête, elle s'y refusait souvent avec une obstination dont il était impossible d'assigner les motifs. Devenue reine, elle faisait consister tous ses plaisirs dans des liaisons avec les dames de son palais; et comme leurs jeux étaient clandestins, on leur donna une interprétation scandaleuse. On en fit un grand éclat auprès du roi, qui eut l'imprudence d'accréditer des bruits calomnieux ou exagérés, en faisant conduire sa femme au château de Buen-Retiro. Elle y vécut sous une garde sévère et sans communication au dehors. Cette rigueur dura peu, et les deux époux se réconcilièrent; mais à peine étaient-ils réunis, que le roi tomba malade de la petite vérole, et mourut au bout de cinq jours. Toute l'Europe eut les yeux fixés sur le roi Philippe; le même ennui qui l'avait persécuté sur le trône, l'avait suivi au château de Saint-Ildephonse. Il avait eu à y essuyer les plaintes et les reproches de la reine, du marquis et de la marquise de Grimaldo. Le mépris que la *junte* avait témoigné pour plusieurs de ses volontés, l'avait vivement ému. Cette commission pouvait tout entreprendre sous le règne du second de ses fils, l'infant Ferdinand, âgé de dix ans.

Philippe V hésite à reprendre la couronne.

Philippe se résolut à sortir de sa retraite. Il revint à Madrid, et parut disposé à succéder à son fils; mais il souhaitait d'y être engagé par les vœux de ses sujets. Les grands, qui brûlaient d'exercer la régence, osèrent s'opposer au désir de leur monarque. Ils écartèrent toutes les suppliques par lesquelles il voulait être prévenu. Enfin, ils eurent l'impudence de déclarer qu'ils attendraient la décision théologique des docteurs sur la question de savoir si Philippe pouvait remonter sur un trône qu'il avait abdiqué. Le jésuite Bermudès fit parler ces docteurs; et le petit-fils de Louis XIV, pour avoir eu d'imbéciles scrupules dignes de Louis le Débonnaire, s'entendit déclarer, par des prélats, que la religion s'opposait à ce qu'il reprît la couronne. Cette décision, et les menaces que l'hypocrite Bermudès lui faisait au nom du ciel, l'effrayèrent à tel point, qu'il parla de retourner sur-le-champ à Saint Ildephonse. La reine, transportée d'indignation, fit les plus violentes apostrophes au jésuite Bermudès. Elle lui dit qu'*il était un traître, un Judas; que, si elle était en péril de mort, elle aimerait mieux mourir sans sacremens, que de les recevoir par les mains d'un aussi méchant homme*. La nourrice de la reine, cette femme qui avait pu renverser un ministre tel qu'Albéroni, vint trouver le roi, et lui parla

avec une audace sans exemple : elle s'attendrit sur le sort d'un enfant dont des usurpateurs menaçaient le trône et les jours. « Puisqu'ils » chassent le père, disait-elle, quel traitement » réservent-ils au fils ? Ne trouveront-ils pas » un Bermudès pour approuver leur conduite » et chacun de leurs crimes ? Allez donc, vivez » dans votre retraite ; mais quand vous verrez » tous vos enfans renvoyés à Parme, ou peut- » être empoisonnés, et la reine que j'ai nourrie » sans asile ; lorsque vous-même vous vous » traînerez vers un couvent en France, vous » vous repentirez d'avoir plus écouté un prêtre » scélérat que vos devoirs de père et de roi. »

La reine, présente à cet entretien, s'apercevant que Philippe pâlissait, craignit l'effet d'un discours si emporté. « *Taisez-vous, nour-* » *rice*, dit-elle, *vous ferez mourir le roi.* — » *Que m'importe qu'il meure*? reprit cette » femme : *qu'il meure, ce n'est qu'un homme* » *de moins*; *au lieu que, s'il abandonne le* » *gouvernement, ses peuples, ses enfans, son* » *royaume, sont perdus.* »

La reine voyait Philippe ébranlé. Elle crut devoir s'aider des instances du maréchal de Tessé, ambassadeur de France à Madrid. Celui-ci vint trouver le roi ; et, reproduisant les alarmes qui s'étaient offertes à l'imagination fougueuse de la nourrice, il représenta

que les seigneurs castillans, dont le roi avait déjà éprouvé l'ingratitude, pouvaient, dans une minorité, se liguer contre les descendans de Louis XIV, rompre tout pacte avec la France, et troubler les deux royaumes par des guerres cruelles. Tout ce qui rappelait à Philippe sa première patrie rendait quelque énergie à son âme; mais des prêtres seuls pouvaient bannir de son esprit les terreurs que d'autres prêtres y avaient jetées. Le nonce du pape, Aldobrandin, vint lever tous ses scrupules. Philippe déclara, le 5 septembre 1724, qu'il reprenait la couronne en propriété. La reine, le marquis et la marquise de Grimaldo régnèrent au lieu d'une commission qui, sans doute, n'avait pas, sans des desseins coupables, fait parler des prêtres imposteurs. La pusillanimité religieuse que le roi venait de montrer affaiblissait encore la monarchie espagnole. Le duc de Bourbon ne craignit pas de lui faire le plus sanglant outrage, en renvoyant l'infante dont la main était promise à Louis XV.

1725. Avril.

Renvoi de l'infante et mariage du roi.

Les bons Français étaient affligés de voir leur jeune roi, à un âge où il pouvait affermir la paix du royaume en lui donnant un dauphin, retenu par un lien que le régent avait formé, dans le dessein de le laisser encore long-temps sans postérité. L'infante n'avait que six ans;

Louis en avait près de quinze. Le duc de Bourbon, depuis son ministère, avait conçu une vive inimitié contre le duc d'Orléans, fils du régent. Il voyait avec inquiétude un parti considérable se ranger autour du premier prince du sang, et l'engager, malgré sa timidité et son apathie naturelles, dans quelques actes d'opposition. Il se regardait comme perdu si le roi mourait sans enfans, et ne pouvait supporter l'idée de voir son rival monter sur le trône. Une maladie peu grave, dont Louis fut atteint, redoubla les alarmes de M. le duc. Il venait dans la nuit s'informer plusieurs fois de sa santé. On l'entendit se dire à lui-même : *Je n'y serai plus pris; s'il guérit, je le marierai.* La marquise de Prie et Duverney, depuis long-temps, l'exhortaient à prendre cette résolution. Le maréchal de Villars, attaché de cœur au sang de Louis XIV, ne cessait de représenter la nécessité de marier le roi avec une princesse qui pût bientôt combler l'espoir des Français. Il en avait souvent parlé au jeune monarque avec une franchise militaire[1].

[1] Le roi ne tourne point encore ses beaux et jeunes regards sur aucun objet. Les dames sont toujours prêtes, et l'on ne peut pas dire *le roi ne l'est pas*, puisqu'il est plus fort et plus avancé à quatorze ans et demi

Première idée de M. le duc.

Le duc de Bourbon avait songé d'abord à unir le roi avec une de ses sœurs, mademoiselle de Vermandois. Un prince qui aurait eu l'assurance et la fermeté nécessaires aux ambitieux, se serait invariablement arrêté à ce choix. La maison de Condé aurait ainsi régné long-temps sous le nom d'un roi dont l'esprit et le caractère tardaient à se développer. Mais le duc de Bourbon, en décelant ses vues pour l'avenir, avait à craindre les murmures de la nation dont il savait n'être point aimé, la jalousie secrète de l'évêque de Fréjus, enfin l'opposition déclarée du duc d'Orléans et de son parti. Ces obstacles étaient de nature à effrayer un homme qui avait toujours montré plus d'orgueil que de résolution.

Il destinait au roi l'une de ses sœurs.

Mademoiselle de Vermandois l'emportait en beauté sur toutes les princesses qui pouvaient aspirer à un mariage aussi illustre. Elevée dès

que tout autre jeune homme à dix-huit... J'ai parlé très-fortement à Sa Majesté dans le conseil sur l'extrême importance aux rois de s'assurer une postérité dont dépendent souvent la tranquillité de leurs États et leur propre conservation. « Vous devez, sire, » d'autant plus y songer, que Dieu donne à vos peu» ples la consolation de vous voir si fort à quatorze » ans et demi, qu'il ne tient qu'à vous de nous donner » bientôt un dauphin. »

Journal de Villars.

l'âge le plus tendre dans un couvent, elle avait été préservée des séductions de la cour. Son éducation n'avait pas été négligée; son esprit était juste et fin; son caractère altier, mais sincère. Madame de Prie voulut juger cette princesse par elle-même. Elle se fit présenter à elle sous un nom supposé; et dans un long entretien elle lui fit pressentir la brillante destinée qui l'attendait. Mademoiselle de Vermandois, habituée à maîtriser ses mouvemens, ne témoigna ni joie ni surprise. La marquise en conclut qu'il y aurait peu à compter sur sa reconnaissance. Elle engagea ensuite la conversation, de manière à s'assurer de ce qui l'intéressait particulièrement, de l'opinion que la princesse avait d'elle. A peine lui eut-elle nommé la marquise de Prie avec quelques mots d'éloge, que mademoiselle de Vermandois l'interrompit vivement, et s'expliqua sur la maîtresse de son frère avec l'horreur qu'inspire le vice à une jeune personne fière et religieuse. Elle plaignit M. le duc de supporter un joug aussi honteux. Elle alla jusqu'à dire que, si elle devenait reine, elle mettrait au nombre de ses devoirs d'éloigner cette femme de la cour. La marquise eut peine à contenir sa fureur. Elle prit brusquement congé de la princesse, et, en s'éloignant, elle dit : *Va, tu ne seras jamais reine.*

Pâris-Duverney l'en détourne.

Quel que fût son empire sur son amant, elle craignit de lui parler de l'épreuve qu'elle venait de faire. Elle chargea Pâris-Duverney de détourner le prince d'un choix qui, en la perdant, perdait aussi ses protégés. Duverney, alarmé pour lui-même, se hâta de seconder le ressentiment de la marquise. Il insista fortement auprès du duc de Bourbon sur les obstacles qui avaient déjà rendu ce prince indécis. Il lui fit craindre particulièrement l'évêque de Fréjus, qui, toujours maître de l'esprit du roi, traverserait par tous les moyens un mariage aussi glorieux pour la maison de Condé. Il lui représenta en outre que mademoiselle de Vermandois, devenue reine, ne consulterait personne autant que madame la duchesse sa mère, princesse active, ambitieuse, qui, sans renverser la puissance de son fils, chercherait au moins à le subordonner à ses conseils, à ses ordres. Enfin, M. le duc, suivant Duverney, n'avait pas un moyen plus assuré de s'élever au-dessus de tous ses ennemis secrets ou déclarés, que de montrer le comble du désintéressement dans une occasion où chacun le croirait occupé de la grandeur de sa maison.

Ces raisonnemens persuadèrent le premier ministre. La marquise, heureuse de n'avoir plus à craindre le joug d'une princesse dont elle était méprisée, ne fut plus occupée qu'à

en chercher une qui dût lui être à jamais attachée par la reconnaissance. L'exemple de la princesse des Ursins, qui avait fait, avec un si mauvais succès, la même combinaison était récent. La marquise de Prie crut devoir porter les précautions plus loin qu'elle dans un choix d'où dépendait toute sa fortune. Elle exclut les princesses d'Italie, dont elle craignait la violence, et celles d'Allemagne, dont elle craignait l'orgueil; elle engagea le duc de Bourbon à refuser un parti beaucoup plus brillant. La czarine Catherine Ire., qui régnait depuis la mort de son époux, avait fait offrir par son ambassadeur la main de la princesse Élisabeth, sa fille, qui depuis fut impératrice de Russie. On s'arrêta peu aux avantages politiques qu'offrait cette grande alliance. La marquise ne pouvait se persuader qu'une fille de Pierre Ier. consentît à rester long-temps sous sa tutelle; elle lui préféra Marie Leczinska, dont le père était, depuis plus de quinze ans, proscrit par la Russie. Arrêtons-nous un moment pour faire connaître Stanislas et sa fille.

Stanislas Leczinski, ses vertus, ses malheurs, etc.

1709. 8 juillet.

Charles XII, dans le cours de ses prospérités passagères, n'avait rien fait de plus magnanime que de donner à la Pologne, qu'il avait conquise, un roi polonais plein d'amour pour sa patrie et d'horreur pour la fatale influence des Russes, jeune, riche, éclairé, bien-

faisant. Tel était Stanislas; mais à peine ce monarque avait-il annoncé par de sages lois combien son règne serait équitable, que la défaite de Charles XII à Pultawa mit en péril sa couronne et ses jours. Hors d'état de résister à une ligue puissante, on le vit, après avoir abandonné son trône, se jeter dans la Poméranie suédoise pour y défendre les possessions de son illustre et malheureux ami. Quand il sut que ce héros s'était retiré en Turquie, et que, par son imprudente opiniâtreté, il avait irrité le gouvernement qui lui donnait asile, il conçut le projet généreux d'aller le trouver, de partager ses malheurs et d'adoucir la violence de son caractère. Il arriva déguisé sur les frontières de la Turquie. Charles XII venait d'être fait prisonnier par les Turcs, après avoir soutenu un siége dans sa maison de Bender. Stanislas fut reconnu et arrêté. Bientôt les Turcs se lassèrent de persécuter deux rois ennemis des Russes. Nous avons parlé des entreprises qui s'offrirent au caractère indomptable de Charles, lorsqu'il rentra dans ses États. Stanislas fut obligé de se séparer de son ami; mais il n'en fut point oublié. Le monarque suédois, malgré sa détresse, veilla sur les besoins du roi de Pologne, dont les biens considérables avaient été confisqués dans sa patrie. Il lui fit une pension assez forte, que celui-ci

touchait dans le duché de Deux-Ponts. La mort de Charles laissa Stanislas sans ressources, mais non sans ennemis. Il y eut un projet formé de l'enlever. Stanislas, après avoir échappé à ce danger, demanda au régent la permission de se retirer dans l'Alsace. Ce prince y consentit avec empressement. Le roi Auguste fit porter à la cour de France des plaintes de l'asile accordé à son ancien rival. Le duc d'Orléans, en répondant à l'ambassadeur de Pologne, se servit de ces nobles expressions : *La France a toujours été l'asile des rois malheureux*. Depuis ce temps, Stanislas vivait à Weissembourg, soutenu dans le malheur par la philosophie qui apprend à le braver, et par la religion qui va jusqu'à le bénir. Le seul objet de ses sollicitudes était sa fille, qui, dès l'âge le plus tendre, avait partagé et adouci tous les maux de sa vie errante. La piété filiale avait développé en elle des vertus actives et modestes. Ses traits n'avaient rien de remarquable, mais la jeunesse, l'innocence et la bonté leur donnaient de la grâce. Sa taille était noble, élégante; son esprit avait plus de justesse que d'éclat; son instruction était médiocre. Elle était timide comme les personnes qui ont appris de bonne heure à se défier de la fortune. Sa piété était sincère, indulgente, et n'excluait point la gaieté. Sta-

nislas n'espérait lui trouver un époux que parmi des hommes fort au-dessous du rang qu'il avait occupé. Un colonel français, le comte, depuis maréchal d'Estrées, avait vu Marie Leczinska, et avait paru faire quelque impression sur son cœur. Stanislas estimait cet officier, et augurait bien de la carrière qu'il devait remplir. Il lui offrit la main de sa fille, et ne lui demanda d'autre condition que d'obtenir le titre de duc et pair. D'Estrées vint apprendre au régent le bonheur inespéré qui lui était offert, et solliciter la grâce qui en était le prix. Le régent, qui avait beaucoup de moyens de faire cesser la proscription de Stanislas, ou d'obtenir au moins pour lui la restitution de ses biens, qui se montaient à plus de deux millions de revenu, traita le jeune colonel, dont il n'aimait pas la famille [1], comme un présomptueux, et lui défendit de songer à un tel mariage. Il en parla à M. le duc, qui était veuf depuis quelque temps, et

[1] Louis-César Le Tellier de Courtanvaux, né en 1695, était petit-fils du ministre Louvois ; il prit le nom de sa mère, Marie-Anne-Catherine d'Estrées, à l'extinction de cette famille, dont les biens passèrent dans la sienne. On le verra, dans le cours de cette Histoire, se distinguer à la tête des armées. Il devint maréchal de France et duc à brevet, et mourut en 1771, à soixante-seize ans.

il l'engagea à demander la main d'une princesse qui donnerait à son époux des chances pour une élection au trône de Pologne. M. le duc n'avait refusé ni accepté cette ouverture. Devenu premier ministre, il parut l'avoir totalement oubliée. La marquise de Prie lui rappela Marie Leczinska, quand elle le vit déterminé à ne point offrir au roi la main de mademoiselle de Vermandois. Une femme qui avait foulé aux pieds tous les devoirs de la nature à l'égard de sa mère, affectait le plus grand enthousiasme pour une fille dont toute la vie avait été un continuel dévouement à l'auteur de ses jours. Pour trouver une âme reconnaissante, elle avait été obligée de chercher celle qui offrait le plus grand contraste avec sa conduite. Le duc de Bourbon céda bientôt aux instances de sa maîtresse. Ce choix commu- 1725.
niqué à l'évêque de Fréjus, parut ne point lui 15 avril.
déplaire; sa plus grande crainte était de voir sur le trône une princesse de Condé. Le roi consentit docilement à ce mariage. Deux mois auparavant, il avait vu partir, avec la plus complète indifférence, l'infante, qu'on l'avait forcé à regarder comme sa compagne. La cour était stupéfaite d'un changement de scène aussi imprévu.

Le roi de Pologne était dans un château délabré près de Weissembourg, lorsqu'une

lettre de M. le duc lui apprit cette prodigieuse faveur de la fortune. Transporté de joie, il entra dans la chambre où étaient sa femme et sa fille. « Ah! ma fille! lui dit-il, tombons » à genoux et remercions Dieu! — Mon père, » s'écrie celle-ci, seriez-vous rappelé au trône » de Pologne? — Le ciel, reprit Stanislas, nous » est bien plus favorable, ma fille : vous êtes » reine de France. »

Peu de temps après, cette famille fut confirmée dans un bonheur qu'elle regardait encore comme un rêve, par l'arrivée du duc d'Antin et du marquis de Beauveau, chargés de faire au nom du roi la demande de la princesse. Marie n'osait s'abandonner à toute sa joie, et semblait toujours craindre une mé-
1725. prise. On lui vantait les grâces et la figure du jeune roi. « Ah! disait-elle, vous redoublez » mes alarmes! » Le duc de Bourbon avait fait charger le duc d'Orléans d'épouser la princesse au nom de Louis XV. Cette cérémonie eut lieu à Strasbourg. Le 4 septembre, le mariage fut célébré à Fontainebleau par le cardinal de Rohan. Une maison magnifique fut montée pour la reine. Cette dépense fut condamnée par le maréchal de Villars et par plusieurs membres du conseil, vu le déplorable état des finances. Si la reine l'eût osé, elle s'y fût opposée elle-même. On affecta beau-

coup de précautions et de scrupules pour lui choisir douze dames d'honneur. Cette délicatesse était bien illusoire, puisque la marquise de Prie se fit donner ce titre. La reine, qui avait craint de déplaire à un époux si jeune et environné de tant d'objets séduisans, parut lui inspirer plutôt une affection durable qu'une vive passion. Elle n'était occupée que de sa tendresse pour lui. Elle montrait la plus grande déférence pour M. le duc, et sa reconnaissance lui voilait tous les vices de celle qui l'avait fait monter sur le trône.

Suites du renvoi de l'infante.

La cour d'Espagne n'avait pas vu sans indignation l'affront qu'on venait de lui faire en renvoyant l'infante. M. le duc n'avait pris d'autre soin, pour adoucir cet outrage, que de laisser à cette princesse les pierreries et les présens magnifiques qu'elle avait reçus à la cour de France. Il s'était dispensé de toutes les formalités qui auraient pu faire traîner cette affaire en longueur, et en compromettre le succès. Le maréchal de Tessé, ambassadeur à Madrid, avait été rappelé. L'abbé de Livry, ambassadeur à Lisbonne, fut chargé de venir faire cette cruelle notification à Philippe V. Ce monarque avait rarement témoigné une douleur aussi profonde. La reine ne lui parla plus que de vengeance. Elle fit, par représailles, renvoyer mademoiselle de Beaujolais, fille du

régent, qui était déjà fiancée à l'infant D. Carlos. La plupart des Français reçurent l'ordre de sortir d'Espagne. Ils étaient insultés dans les rues de Madrid. Le ressentiment de Philippe fut si amer, qu'il oublia les longs démêlés qu'il avait eus avec l'Autriche, et qu'en se rapprochant de cette cour [1], il mit tout en usage pour lui inspirer des intentions hostiles contre la France. Un aventurier beaucoup moins brillant, mais aussi violent, aussi présomptueux qu'Albéroni, Riperda, fut chargé de cette négociation. Le duc de Bourbon, alarmé de l'orage dont la France était menacée, cherchait quelle satisfaction il pourrait offrir au roi d'Espagne. Il avait d'abord voulu charger le comte de Charolais, son frère, de la mission délicate et pénible d'aller faire des excuses à la cour de Madrid; mais tous ses conseillers furent épouvantés de ce choix, tant le comte de Charolais avait fait craindre son caractère emporté, son esprit impérieux. Le gouvernement espagnol s'expliqua bientôt d'une manière qui rompit une négociation

[1] Lorsque les ministres d'Espagne et d'Autriche paraissaient le plus divisés au congrès de Cambrai (indiqué depuis 1720, et ouvert en janvier 1724), des négociations très-actives avaient déjà lieu entre les deux cours, et le renvoi de l'infante ne fit qu'en accélérer le succès.

où la France aurait joué un rôle aussi humiliant. Le marquis de Grimaldo, premier ministre, écrivit au maréchal de Villars [1] qu'on ne recevrait les excuses que du duc de Bourbon lui-même, et que c'était à ce prince, auteur de l'outrage, à se présenter à Madrid. M. le duc ne s'occupa plus que de prévenir une rupture avec l'Autriche. On pensait que, sans cet appui, l'Espagne n'oserait rien entreprendre, et l'on voyait sans inquiétude les troupes que Philippe faisait filer vers les Pyrénées.

1725. Juillet. Le duc de Richelieu envoyé à Vienne.

Le duc de Richelieu fut nommé à l'ambassade de Vienne. Le désir de donner de l'éclat à ses premiers pas dans la carrière politique, lui suggéra les démarches vives et fières qui sauvèrent l'honneur de la France. Malgré toute la hauteur qu'affectait le duc de Bourbon, sa politique était pusillanime. La pension que sa maîtresse recevait de l'Angleterre, ôtait toute dignité à la première puissance de l'Europe. L'Angleterre avait conquis avec quarante mille livres sterling le droit de tenir dans ses mains la balance des États du continent. Une autre cause contribuait à rendre le gouvernement français timide et embarrassé dans ses rela-

[1] En réponse à une lettre que Villars avait écrite au roi d'Espagne. Cette lettre lui fut renvoyée sans avoir été lue, mais il en avait adressé une copie à Grimaldo.

tions avec ses voisins, c'était le désordre des finances.

Cour et intérieur.

Le faste de la cour avait fait des progrès sensibles depuis la majorité du roi. Le duc de Bourbon ne voyait la majesté que dans une représentation imposante. Il multipliait les fêtes; mais elles n'avaient point ce caractère de grandeur que la gloire et le génie des arts avaient imprimé à celles de Louis XIV. Le duc d'Orléans avait beaucoup donné, le duc de Bourbon laissait beaucoup prendre. Les frères Pâris, après avoir épuisé les petits expédiens, parlèrent enfin de créer de grandes ressources pour les besoins de l'État, c'est-à-dire pour ceux d'une cour où l'ostentation éveillait sans cesse la cupidité. Ce n'était pas assez pour eux que le droit de joyeux avénement, impôt qui annonce au peuple un monarque nouveau par une charge nouvelle : ils firent rendre un édit par lequel le roi prélevait un cinquantième sur tous les revenus du royaume, sans en excepter ceux des privilégiés. Cet impôt pouvait d'abord paraître modéré; mais il était peu justifié par la nécessité, puisqu'on comptait déjà douze années de paix. (La courte guerre avec l'Espagne n'avait été regardée que comme un camp de plaisance.) Les auteurs de l'édit l'avaient combiné avec toutes les ressources du génie fiscal. Les

revenus étaient taxés sans prélèvement des frais de culture et de toutes les autres charges. L'estimation en devait être faite de la manière la plus arbitraire. La terreur fut telle dans plusieurs provinces, qu'on craignit de payer, au lieu d'un cinquantième, un quart ou un tiers du revenu net. Les frères Pâris espéraient de cet impôt un bénéfice à peu près égal à celui que Desmarets avait tiré du dixième.

Opposition des grands et du clergé.

Les grands ne tardèrent pas à manifester leur opposition contre un édit qui attaquait leurs priviléges. Le maréchal de Villars et le duc de Noailles l'avaient vivement combattu dans le conseil. L'évêque de Fréjus s'était joint à eux, et avait donné l'éveil au clergé sur cet attentat contre l'immunité des biens ecclésiastiques. L'édit passa pourtant, parce que Fleury avait intérêt à laisser le premier ministre s'engager dans une mesure qui augmentait le nombre de ses ennemis.

Remontrances des parlemens.

On s'attendait à un grand choc avec le parlement de Paris. Ce corps n'aimait point le duc de Bourbon, et ne lui supposait ni la dextérité ni la fermeté du duc d'Orléans. Il fit des remontrances hardies, qu'une partie de la cour et le peuple louèrent avec transport. Le clergé trouva commode de montrer des sentimens civiques en défendant sa propre cause. Les parlemens des provinces suivirent cet

exemple. Ces remontrances étaient regardées par le public comme une satire personnelle contre M. le duc. On y parlait du *système;* on ne pouvait le faire sans rappeler indirectement la part qu'il y avait prise, et les bénéfices honteux qui lui en étaient restés. Pour faire cesser l'opposition de la magistrature, il fallut recourir à un lit de justice. Les membres du parlement de Paris composèrent leur maintien de manière à produire une vive impression sur le cœur d'un monarque qu'on supposait sensible, parce qu'il était jeune. Il rencontrait partout les regards de la plus tendre affection, mais aussi ceux d'une profonde douleur. L'avocat général Gilbert se montra plus fidèle à l'honneur de son corps qu'à une fonction qui le rendait l'organe des volontés du souverain. Lorsqu'il eut à requérir l'enregistrement de l'édit, il déclara que le devoir qu'il remplissait lui était plus pénible que le sacrifice de sa fortune et de sa vie. Le jeune roi parut étonné de cette audace. L'édit fut enregistré. Le peuple, pour s'en consoler, voulait porter en triomphe l'avocat général; mais ce magistrat craignit pour lui-même l'effet de ces transports. On croit que, menacé d'une lettre de cachet, il fléchit le premier ministre par des excuses. A cette époque, on voulait faire quelques actes d'opposition pour honorer sa

vie; mais personne, excepté quelques vieux jansénistes, ne luttait long-temps contre la cour.

Disette.

La haine publique contre M. le duc fut encore accrue par une disette dont on devait plus accuser les vices de l'administration que l'intempérie du ciel. L'année 1725 avait été pluvieuse; les moissons n'avaient mûri qu'imparfaitement; des alarmes exagérées se répandirent; le blé monta presque au même prix que dans l'hiver de 1709; la livre de pain se vendait, avant la récolte, neuf ou dix sous, le ministère manquait de vigilance et de fermeté pour faire passer des secours d'une province à une autre. Le public accusa du délit imaginaire d'accaparement tous ceux qu'à plus juste titre il pouvait accuser de toutes les autres combinaisons de la cupidité. La marquise de Prie était surtout l'objet de l'animadversion générale. Le parlement et le clergé étaient soupçonnés d'entretenir l'agitation des esprits. Le premier ministre s'indignait contre l'évêque de Fréjus, qui semblait offrir un ralliement secret à tous les mécontens, et qui lui faisait acheter de vaines apparences d'amitié par des réprimandes chagrines. Lorsque la reine essuyait quelque froideur du roi, la marquise de Prie ne manquait pas d'en accuser devant

elle un prélat jaloux, qui voulait seul subjuguer l'esprit du monarque.

Intrigue contre Fleury. 1725. Décembre.

La reine fut tellement obsédée par les deux auteurs de sa fortune, qu'elle consentit à entrer avec eux dans une intrigue dont le but était d'éloigner par degrés Fleury de toutes les affaires. Comme celui-ci ne souffrait jamais que le duc de Bourbon entretînt le roi sans lui, il fut convenu qu'elle engagerait son époux à travailler dans son appartement, ainsi que Louis XIV avait fait auprès de madame de Maintenon. Le roi reçut cette proposition avec la joie d'un jeune homme inappliqué, à qui l'on offre une diversion au milieu d'une tâche ennuyeuse; mais pendant qu'il était occupé avec M. le duc, sous les yeux de la reine, Fleury, surpris de ne point le trouver dans le lieu ordinaire de son travail, s'épuisait en conjectures; enfin, il apprit qu'il était joué, et qu'on avait trouvé un moyen de le séparer de son élève. Dans son dépit, il n'imagina rien de mieux que de recommencer l'épreuve d'une retraite simulée. Il écrivit au roi une lettre pleine de tendresse et de douleur; il y déclarait que, fatigué de lutter contre ceux qui mettaient tout en œuvre pour lui enlever sa confiance, il allait terminer dans une retraite des jours qu'il aurait voulu rendre utiles au roi, et qu'il était résolu enfin de consacrer à Dieu; pour

cette fois, il eût grand soin d'indiquer son asile, afin que le temps employé à le chercher n'amortît point le premier effet de la douleur de son élève.

Il annonce sa retraite à Issy.

Cet asile était à Issy, près de Paris, dans la communauté des sulpiciens. Son départ ne causa d'abord aucune inquiétude au duc de Bourbon. Chacun à la cour trouvait le vieillard un peu monotone dans ses ruses. Cependant Louis avait déjà vingt fois demandé l'évêque de Fréjus. Le duc de Mortemar, qui était alors gentilhomme de service, attendit que le roi eût laissé éclater son impatience et son inquiétude pour lui remettre une lettre dont Fleury l'avait chargé. Louis éprouva, en la lisant, la même émotion que lui avait causée le premier départ de son précepteur. Il sanglotait comme un enfant timide qui se voit menacé, et qui n'ose se défendre. Quoiqu'il fût en quelque sorte né sur le trône, une résolution à prendre, une volonté à exprimer, était une chose nouvelle pour lui. Le duc de Mortemar le combla de joie en lui apprenant qu'il pouvait, sans péril, redemander son ancien précepteur, et que personne n'oserait contrevenir à ses ordres. Louis manda le duc de Bourbon, et le frappa d'un coup de foudre en lui signifiant qu'il ne voulait point être séparé de l'évêque de Fréjus, et qu'on eût à le ramener incontinent. Il fal-

lut obéir. On comparait à la cour la situation de M. le duc à celle d'Aman, forcé de conduire le triomphe de Mardochée. Fleury eut beau affecter de la modestie dans le sien, et professer les maximes évangéliques sur le pardon des injures, chacun vit en lui le véritable chef de l'État. Pourtant il ne crut pas devoir accabler son rival dans le premier moment. Il le laissa respirer encore pendant plusieurs mois, et se perdre dans les mauvaises routes d'une administration sans ordre, sans suite et sans dignité.

Les forces du jeune roi étaient comme épuisées par l'effort qu'il venait de faire; il craignit les larmes et les reproches de son épouse. Il est vraisemblable aussi que, d'après les impressions qu'il avait reçues dans son enfance, son imagination était vivement frappée de ce que pouvaient entreprendre contre lui les princes de son sang. Fleury craignit lui-même que le duc de Bourbon, en prévoyant sa chute, ne parvînt à se former un parti assez puissant pour se rendre maître du palais. Il prit des précautions dignes d'un vieillard faible et soupçonneux, il eut recours à une dissimulation profonde, et enseigna les secrets de cet art à un roi dont il aurait dû former l'âme suivant de plus nobles principes.

Il s'était élevé des troubles dans plusieurs provinces à l'occasion de la cherté des denrées. Une émeute avait éclaté dans Paris même; on avait été obligé de la réprimer par la mort de quelques mutins. Le roi regardait cette agitation comme le présage d'un règne orageux [1]. Quand Fleury le vit résolu à éloigner, dans le duc de Bourbon, la cause de ce tumulte, il lui recommanda de montrer à ce prince un visage plus ouvert et plus gracieux que de coutume. M. le duc et la marquise de Prie étaient complétement rassurés. La reine s'applaudissait des heureux effets de sa continuelle intercession pour ses amis. On annonça un voyage de la cour à Rambouillet. Louis parlait avec vivacité des plaisirs qu'il se proposait d'y goûter : il voulut partir le premier. Au moment de monter en voiture, il recommanda instamment au duc de Bourbon d'arriver à Rambouillet pour le souper. *Prenez*

Émeutes à Paris et dans quelques provinces.

1725. Août.

[1] Ces émeutes eurent lieu à Paris, à Caen, à Rouen, et dans beaucoup d'autres villes. Un boulanger du faubourg Saint-Antoine ayant voulu vendre l'après-midi son pain plus cher que le matin, le peuple s'assembla, pilla sa boutique et toutes celles du faubourg. Il voulait entrer dans la ville, on ferma la porte Saint-Antoine. L'émeute ne fut dissipée que dans la nuit, et après plusieurs décharges du guet sur la multitude.

garde, ajouta-t-il, *de vous faire attendre.* Charmé de cet empressement, le duc de Bourbon arrangeait son départ, lorsque le duc de Charost vint lui apporter une lettre conçue en ces termes : *Je vous ordonne, sous peine de désobéissance, de vous rendre à Chantilly, et d'y demeurer jusqu'à nouvel ordre.* Le prince parut encore plus affecté de la sécheresse offensante de ces expressions que de sa disgrâce même. Il partit, et un lieutenant des gardes du corps l'accompagna jusqu'à Chantilly. En même temps, la reine recevait une lettre de son époux, non moins impérieuse et presque aussi cruelle; la voici : *Je vous prie, madame, et, s'il le faut, je vous l'ordonne, de faire tout ce que l'évêque de Fréjus vous dira de ma part comme si c'était moi-même;* signé *Louis*. La reine fondit en larmes, et ne put concevoir que son époux lui fît une espèce de crime de sa reconnaissance pour un prince qui, du sein de l'indigence et de l'obscurité, l'avait élevée au comble de la gloire, elle ne pouvait plus dire du bonheur.

Exil de madame de Prie; sa mort.

Une autre lettre de cachet exilait en même temps la marquise de Prie à sa terre de Courbépine. Dans le premier moment, elle se composa pour montrer de la fermeté, et ses plaintes ne portèrent que sur le sort de la reine [1]. Mais

[1] Une anecdote que plusieurs contemporains garan-

le désespoir le plus violent vint la saisir lorsqu'elle se vit confinée dans un château dont elle avait fait un lieu de délices. Tout devenait pour elle un sujet de fureur; elle maigrissait, elle perdait tous ses charmes; elle se plaignait d'être consumée par un mal intérieur, et ne pouvait l'exprimer aux médecins. Cette fièvre morale qui aigrissait son sang, la conduisit lentement à la mort après quinze mois d'exil. Elle n'avait que vingt-neuf ans.

Pâris-Duverney fut mis à la Bastille; ses frères furent exilés. Ainsi finit un ministère qu'on peut appeler *la seconde régence.*

tissent, peut servir à faire connaître le caractère d'une femme qui ne savait passer que d'une ivresse à une autre. Le jour même où elle se disposait à partir, elle se livra, dit-on, à l'un de ses amans avec si peu de précaution, que les voisins furent témoins de leurs embrassemens. Telle était la femme que le duc de Bourbon avait fait régner sur la France.

FIN DU CINQUIÈME LIVRE

LIVRE SIXIÈME.

MINISTÈRE DU CARDINAL DE FLEURY.

L'ADMINISTRATION du cardinal de Fleury se divise en deux époques, qui présentent deux tableaux fort différens. La première, qui s'étend depuis le mois de juin 1726 jusqu'en 1733, montre la France immobile et l'Europe faiblement agitée : c'est un de ces heureux intervalles que l'*histoire*, dit-on, *loue par son silence*. Mais ce mot ne donne-t-il pas une idée sombre et fausse de l'histoire ? Doit-elle être exclusivement consacrée au récit des événemens tragiques, des guerres qui désolent les nations, du désordre des cours et des troubles civils ? Pourquoi refuserait-elle la tâche consolante d'avoir à exposer les soins d'un gouvernement paternel et les principes sur lesquels se fonde la félicité du peuple ? Combien ne désirerait-on pas aujourd'hui des détails sur des règnes tels que ceux de Trajan et de Marc-Aurèle ! J'aurai cependant peu de chose à dire sur l'administration du cardinal de Fleury. Le bien qu'il fit ne fut pas sans

mélange de maux, et d'ailleurs fut passager. Le génie seul donne de la stabilité aux institutions. Le cardinal de Fleury n'eut que de la sagesse; et, pour restreindre encore ce mot, il n'eut que la sagesse d'un vieillard. S'il peut être proposé comme un modèle d'économie et de désintéressement, deux qualités dont la réunion est rare chez les hommes d'État, aucune de ses mesures n'a le caractère de grandeur ou de vaste utilité qui appelle l'attention de l'historien.

Deux guerres entreprises contre le gré du cardinal de Fleury, fournissent beaucoup plus à l'histoire, dans la seconde époque de son ministère.

L'évêque de Fréjus avait soixante-treize ans quand le roi, son élève, lui confia la direction de toutes les affaires de la monarchie. Il se contenta du titre de *ministre d'État*, et sut, par une modestie politique, éviter celui de premier ministre que le cardinal Dubois avait avili, et que le duc de Bourbon avait fait haïr. Fleury engagea Louis XV à faire, après la disgrâce de M. le duc, la belle déclaration que Louis XIV avait faite après la mort du cardinal Mazarin, *que désormais il allait régner par lui-même*. Mais ces mots, qui avaient annoncé dans Louis XIV l'essor d'un grand caractère, ne produisirent aucun effet dans la bouche d'un

jeune roi timide et indolent. On se fit une image douce, mais peu brillante, de la nouvelle administration. On jugeait de la modération et de l'adresse avec lesquelles Fleury exercerait le pouvoir, par la patience et la flexibilité qu'il avait employées pour y parvenir. Cependant il montra beaucoup d'empressement à renverser toutes les créatures et tous les actes de son prédécesseur. L'ancien secrétaire d'État Le Blanc fut rappelé de son exil pour reprendre le département de la guerre. On le dédommageait de ce que lui avait fait souffrir la marquise de Prie; mais on oubliait, ou plutôt on affectait d'oublier qu'une grande fortune acquise par le *système* rendait son intégrité suspecte. A son retour au ministère, il se conduisit comme un administrateur habile; mais le même public, qui l'avait plaint dans ses disgrâces et pendant sa longue prison, lui sut mauvais gré de la vengeance qu'il lui vit souvent exercer contre des hommes qui avaient été les instrumens passifs de ses ennemis. Fleury poussa le vain plaisir d'humilier M. le duc, jusqu'à rendre un emploi important au banqueroutier La Jonchère. Enfin, le ministre qui fut le moins accusé de profusion, fit restituer au marquis de Belle-Isle les libéralités sans mesure que ce petit-fils de Fouquet avait reçues du régent, et y ajouta encore dès

sommes considérables. *On lui fit*, dit le maréchal de Villars dans ses mémoires, *un apanage comme à un fils de France*. Le président Dodun, qui avait eu le titre de contrôleur général des finances pendant que les frères Pâris les administraient, fut renvoyé et remplacé par Le Pelletier-Desforts, homme jugé capable, parce qu'il était sévère, mais auquel il manquait d'être juste. On fit sortir des prisons, on tira de l'exil tous ceux qui passaient pour avoir été en butte à des ressentimens de M. le duc et de la marquise de Prie. Mais tandis qu'on rappelait Le Blanc, La Jonchère et Belle-Isle, on laissait dans sa retraite le plus grand magistrat dont la France pût s'honorer. Ce ne fut qu'au mois d'août de l'année suivante (1727), que le chancelier d'Aguesseau vit lever un exil imposé par Dubois, et continué par la marquise de Prie. Les sceaux restaient entre les mains de Darmenonville, magistrat dont la faiblesse s'appelait esprit de conciliation. Le comte de Maurepas [1],

[1] Jean-Frédéric Phelipeaux, comte de Maurepas, petit-fils du chancelier de Pontchartrain, mort en 1727, fut nommé secrétaire d'État de la marine en 1715. Il n'avait alors que quatorze ans. Son cousin, le comte de Saint-Florentin, depuis duc de la Vrillière, fait secrétaire d'État à vingt-quatre ans, eut d'abord le département du clergé, et bientôt après celui des

qui, par les grâces d'un esprit aimable et frivole, avait le don d'amuser un vieillard toujours porté à un élégant badinage, garda le département de la marine qu'il avait eu dès la dernière année du règne de Louis XIV. Comme le cardinal de Fleury, il était destiné à devenir, dans l'âge le moins fait pour l'ambition, le guide d'un jeune monarque; Fleury sut tout conserver, Maurepas perdit tout. Ce dernier n'avait que l'aménité de son modèle, il n'en avait pas la prudence. Voilà quel était le cercle d'hommes médiocres rangés autour d'un ministre septuagénaire et d'un roi de dix-sept ans. Ils firent pourtant une assez longue route sans péril; mais la route n'était pas embarrassée, ni toute bordée d'abîmes comme elle le fut depuis.

La cour, ce pays où le mouvement n'est jamais plus vif, où les intrigues ne sont jamais plus animées que pendant la jeunesse du monarque, fut gouvernée comme une famille aisée, modeste et paisible. Le précepteur de Louis XV avait préparé de loin ce résultat en gravant dans son cœur les principes d'une piété sévère et d'une retenue qui tenait à la fois de la pudeur et de la timidité. Il savait

lettres de cachet, qu'il conserva jusqu'à la mort de Louis XV.

diriger ses goûts et ses affections en écartant toujours des conseils qu'il avait à lui donner, l'air d'autorité, le ton de pédantisme. On ne vit point à la cour de ces conversions qui s'étaient si subitement annoncées dans les dernières années de Louis XIV, et si honteusement démenties sous le régent. La licence fut écartée sans bruit, le scandale ne fut plus une mode.

Deux sociétés qui formaient deux cours particulières, étaient alors renommées par les agrémens de l'esprit et par l'élégance des mœurs. L'une était celle de la duchesse du Maine; l'autre, celle de sa belle-sœur, la comtesse de Toulouse. La première de ces sociétés n'était plus troublée par les intrigues politiques; la seconde avait toujours eu le bonheur d'y être étrangère. C'était celle-ci que préférait Louis XV; il y trouvait une gaieté piquante et de l'esprit sans affectation.

Deux sociétés partagent la cour.

Le comte de Toulouse était le meilleur et le plus heureux des princes. S'il s'était préservé de l'orage suscité contre sa famille pendant la régence, ce n'était point pour avoir employé le manége d'un courtisan, c'était plutôt pour avoir montré la sérénité d'un sage Les illusions de la fortune et de la naissance n'agissaient point sur lui. Il l'avait prouvé en épousant une femme éloignée de son rang, la

marquise de Gondrin, sœur du duc de Noailles [1]. Cette union leur donnait bien plus de bonheur que n'avaient fait tous les soins de madame de Maintenon pour son élévation et celle de son frère. Il vivait à Rambouillet. Le jeune roi y venait souvent, et montrait pour la comtesse de Toulouse une amitié qui n'était pas sans quelques nuances de galanterie, mais qui, pourtant, ne fut jamais calomniée. Cette princesse s'entendait avec le cardinal de Fleury pour donner à Louis le goût des plaisirs qui ne causent ni trouble ni remords.

Le duc du Maine reparut souvent à la cour depuis l'exil de son ennemi le duc de Bourbon, et réussit à plaire au roi. Les princes légitimés [2] recouvrèrent toutes leurs prérogatives, hormis le droit de succéder au trône. Le duc du Maine ne fit plus aucun effort pour recouvrer quelque influence politique. Son épouse avait elle-même renoncé à l'ambition. Le roi était gêné auprès d'elle. Le bel esprit le mettait au supplice. Son précepteur l'avait accoutumé à une vénération exclusive pour le bon sens. Fleury haïssait le luxe de l'esprit

[1] Ce mariage avait été rendu public en décembre 1723.

[2] Par lettres patentes du 16 avril 1727, le roi accorda aux enfans du duc du Maine et du comte de Toulouse, l'état et les honneurs des princes du sang, dont ils avaient été privés en 1718.

comme toute autre espèce de luxe. Son élève poussait encore plus loin que lui cette antipathie. De là vient sans doute l'indifférence que, dans tout le cours de son règne, il montra pour des hommes qui en faisaient l'honneur par l'éclat de leurs talens, et surtout par la vivacité de leur imagination. Cependant luimême, quoiqu'il parlât peu, avait souvent des reparties brillantes. Les beaux mots de Louis XIV appartiennent à l'histoire, parce qu'ils étaient presque toujours des hommages subits, éloquens, rendus au mérite et à la gloire. Les mots les plus piquans de Louis XV sont bien moins précieux à conserver, parce qu'ils lui étaient toujours inspirés par le dédain.

Retour du maréchal de Villeroy à la cour.

En se souvenant du duc du Maine, qui avait eu quelque part à son éducation, Louis se montra très-indifférent pour le maréchal de Villeroy. Ce seigneur, dans sa retraite, semblait avoir oublié tous ses ennemis pour n'accuser que l'évêque de Fréjus. Il ne lui pardonnait pas d'avoir éludé l'engagement le plus sacré par une fuite simulée, et d'être revenu si promptement auprès du roi sur l'invitation du régent. Il croyait que, sans cette trahison de son collègue, il serait lui-même rentré dans le pouvoir par l'effet d'une révolution à la cour, ou d'un soulèvement de la nation. Cependant il revint plein de confiance se montrer

à son élève, lorsque celui-ci fut affranchi de la tutelle de M. le duc. Quelle fut la douleur de ce vieillard en recevant du roi un accueil glacé! Sa tristesse fut partagée par les courtisans les plus probes et les plus éclairés, qui voyaient avec regret s'annoncer dans le monarque une insensibilité si rare dans la jeunesse. Villeroy s'éloigna désespéré. Il affecta de faire plusieurs visites à M. le duc. Il aimait à chercher un ennemi de son ennemi. Ensuite il vécut confiné dans son gouvernement de Lyon, où il acheva sa carrière agitée et peu glorieuse.

Le roi tarda beaucoup à s'adoucir envers M. le duc. Ce prince avait demandé d'abord la honteuse faveur de pouvoir être rapproché de la marquise de Prie, dont il parlait avec une tendresse, et même avec une estime qu'on ne pouvait concevoir. Cette permission lui fut refusée. Il affectait, devant ceux qui le visitaient, de goûter assez vivement les plaisirs de Chantilly; mais bientôt il retombait dans le plus morne chagrin. Le roi eut une maladie qu'on prit pour la petite vérole, mais qui ne dura que peu de jours. Le duc de Bourbon se flatta d'être admis à le voir dans sa convalescence; madame la duchesse vint demander au roi de permettre que son fils pût venir savoir de ses nouvelles. Il répondit fort sèchement, *point*. — *Mais*, *sire*, répliqua-t-elle,

vous m'accablez de la plus vive douleur. Voulez-vous mettre mon fils et moi au désespoir ? Qu'il ait la consolation de vous voir un seul moment. Il lui dit encore *non*, et tourna le dos. L'absolu Louis XIV eût exprimé moins durement un refus en parlant à une mère. Le duc de Bourbon n'eut la permission de revenir à la cour que dans l'année 1729. Le roi et le cardinal de Fleury parurent ne le voir qu'avec indifférence. L'année d'auparavant il avait épousé une princesse allemande (Caroline de Hesse-Rhinsfeld); c'est de ce mariage qu'est né le prince de Condé encore vivant.

Louis XV montrait une sorte d'aversion pour un frère de M. le duc, le comte de Charolais. La plupart des mémoires de ce temps font un portrait odieux de ce prince, et le représentent comme sujet à des emportemens qui allaient jusqu'à la férocité. Dans quelques-uns, on prétend même qu'il commettait des meurtres sans intérêt, sans vengeance et sans colère. Il tirait, dit-on, sur des couvreurs, afin d'avoir le barbare plaisir de les voir précipités du haut des toits. On raconte qu'un jour il vint demander sa grâce au roi pour un de ces meurtres qu'il imputait à un accident, à une méprise. Le roi lui dit : *La voilà, mais je vous déclare que la grâce de celui qui vous tuera est toute prête.* Ce fait est certainement

inexact : une grâce suppose une accusation, un procès, un jugement ; on n'en trouve point de trace à l'égard du comte de Charolais. Au reste, il est certain qu'avec de la vivacité et de l'étendue d'esprit, il ne manifesta aucune ambition dangereuse, et qu'il montra du courage à la guerre. Le comte de Clermont, autre frère de M. le duc, avait les goûts les plus paisibles, un bon cœur et des talens médiocres. L'illusion qu'il se fit sur ses talens militaires fut fatale à la France. Ce prince, à peu près de l'âge du roi, lui donnait souvent des fêtes ingénieuses, et lui inspirait une sorte d'amitié.

Le duc d'Orléans, fils du régent.

Sous le ministère du cardinal de Fleury, on disait encore par habitude *le parti d'Orléans*. Ce prétendu parti ne se montra en rien. L'inactivité politique du prince de ce nom s'augmentait en même temps que sa dévotion. Il se laissa patiemment dépouiller, par le cardinal de Fleury, de la charge de colonel-général de l'infanterie française, que son père avait rétablie pour lui. Il aimait à se retirer dans l'abbaye de Sainte-Geneviève ; et il faisait à des moines autant de libéralités que son père en avait fait à des seigneurs dissolus. Sa sœur, la reine d'Espagne, rentrée en France après la mort de son époux, tomba presque dans la détresse quand la cour de Madrid eut cessé de lui payer sa pension. Elle vint occuper

dans le couvent des Carmélites la même chambre que la duchesse de Berry avait fait préparer pour elle-même dans ses bizarres accès de pénitence. Mademoiselle de Beaujolais, la plus jeune des filles du régent, après avoir été renvoyée d'Espagne, mourut à Paris, en 1734, à l'âge de dix-neuf ans.

La reine.

Il n'était pas difficile à un adroit vieillard de gouverner cette cour, tandis que les passions du roi dormaient encore. La reine, que la reconnaissance seule avait fait entrer dans une faible et maladroite intrigue contre l'évêque de Fréjus, frappée de la crainte de déplaire à son époux, n'osa plus contrarier le ministre qui s'était joué de ses efforts. Elle n'avait plus pour protégés que les pauvres. Le bonheur de soulager leurs besoins était le seul qu'elle goûtât sur le trône. Mais la sévère économie du cardinal venait restreindre jusqu'aux aumônes de la reine. Lorsque, entraînée par sa bienfaisance, elle avait un peu anticipé sur le paiement de sa pension, le cardinal venait lentement à son secours, et la sévérité de ses réprimandes décelait encore en lui un reste de vengeance. Le roi ne savait rien offrir de son propre mouvement à la seule femme qu'il aimât. Le peuple, presque toujours judicieux dans ses affections, tenait compte à la reine du bien qu'elle faisait et de celui qu'elle voulait

faire. Sa bonté, ses vertus étaient respectées même des courtisans; sa piété indulgente n'effrayait personne. On s'intéressait à sa joie, à ses peines [1]. Le dauphin qu'elle donna à la France, le 4 septembre 1729, la rendit encore plus chère à la nation [2].

Etat des mœurs.

Le tableau de la cour ne varia que très-peu pendant sept ou huit ans. Les mœurs avaient été trop corrompues sous la régence et sous l'administration de M. le duc, pour que la régularité du jeune roi opérât une réforme générale. Le libertinage fut moins impudent; mais l'art de la séduction fit des progrès. L'incrédulité prit moins les formes de la licence et du cynisme, mais devint plus systématique.

[1] Le roi avait coutume de demander à ceux qui lui vantaient, avec une affectation dont il devinait le motif, quelque femme célèbre par sa beauté, *est-elle plus belle que la reine ?* Cette réponse, qu'on ne manquait pas de rapporter à celle-ci, la charmait comme un témoignage de l'amour de son mari, mais lui laissait sa modestie et sa simplicité.

[2] Louis XV eut de la reine son épouse dix enfans, savoir : trois princesses nées avant le dauphin, et mortes en bas âge; un prince (le duc d'Anjou), né en 1730, et mort à quatre ans et demi; et cinq princesses, dont la dernière, madame Louise, née en 1737, mourut en 1787, prieure des carmélites de Saint-Denis. Ses deux sœurs aînées, mesdames Adélaïde et Victoire, sont mortes à Trieste depuis la révolution.

Le gouvernement s'attacha surtout à réprimer la cupidité, le vol, l'escroquerie publique, dont les années précédentes avaient offert les exemples les plus révoltans. De toutes les lois, il n'y en a point peut-être qui agissent plus directement sur les mœurs d'une nation, que celles qui sont relatives aux finances. Je vais considérer sous ce rapport l'administration du cardinal de Fleury.

Il commença par réduire, et peu après il supprima le cinquantième qui avait fait élever tant de cris contre M. le duc. Les remontrances du parlement et du clergé avaient beaucoup contrarié la perception de cet impôt. On n'avait osé lui donner l'extension arbitraire dont il était susceptible; le ministre se priva sans regret d'une ressource qui rendait à peine trois millions, au lieu de sommes considérables que le duc de Bourbon en avait attendues. L'année suivante, le cardinal de Fleury crut pouvoir accompagner ce bienfait d'une diminution sur les tailles et sur d'autres impositions nouvelles, telles que celles des fourrages. Les contribuables, à leur grande surprise, se virent déchargés de dix millions. On savait que l'administration précédente avait laissé un grand déficit pour l'année 1726. Le gouvernement l'avait comblé par une économie portée sur une infinité de détails dont il serait long et 1726. Juin.

superflu de rendre compte. Il avait obtenu un bénéfice assez considérable dans le nouveau bail des fermes et dans celui des recettes générales. Le premier avait été porté de cinquante-cinq millions à quatre-vingts; on y avait joint de nouveaux droits. Le second avait été porté à soixante millions. L'état pouvait ainsi toucher cent quarante millions sans aucuns frais de régie. Les différens revenus du royaume, dégagés de toutes charges, n'allaient pas à cent millions à la mort de Louis XIV. Une amélioration aussi sensible, qui s'était graduellement opérée pendant le cours de deux administrations vicieuses, donne une idée des ressources de la France et des biens de la paix. Il est vrai que dans le nouveau bail on avait abandonné aux fermiers le recouvrement de beaucoup de contributions arriérées, et particulièrement de celles que la maladroite régie établie par Law n'avait pas su faire rentrer. Les nouveaux fermiers mirent tant d'activité et d'intelligence dans ce recouvrement, que ce bail fit leur fortune. Le ministère ne porta point envie à leur prospérité, et ne renouvela plus contre les hommes de finance des recherches et des peines que la régence avait rendues odieuses.

Heureux effets de son opération sur les monnaies.

Les monnaies avaient été soumises à des opérations assez violentes sous le ministère de

M. le duc. Le cardinal de Fleury eut à remédier aux abus nés de leurs variations. Il fixa la valeur des anciennes et des nouvelles pièces d'or et d'argent, dans une proportion qui fut utile au trésor royal, et qui rétablit de l'ordre dans les transactions particulières. La base qu'il posa ne changea plus dans tout le cours de son ministère, et ses successeurs même se firent une loi de la respecter. Ainsi s'arrêta, pour un grand nombre d'années, un des fléaux, une des iniquités fiscales par lesquelles la France avait été le plus désolée. De tous les genres de bien que produisit cet administrateur économe, celui-ci fut presque le seul durable.

Faute de ce ministre nuisible au crédit public.

Mais à côté de ces opérations heureuses, le cardinal de Fleury fit, dès son début, une faute très-préjudiciable au crédit public, et qu'il eut ensuite beaucoup de peine à réparer. Ce fut un retranchement sur les rentes perpétuelles et viagères qui avaient été créées lorsque, après le désastre de Law, le gouvernement eut à éteindre une masse énorme de numéraire fictif. Les frères Pâris, qui dirigèrent cette liquidation, offrirent des rentes hypothéquées sur les tailles aux actionnaires de la banque et de la compagnie, mais en leur faisant subir des réductions sévères sur leur capital. Ces rentes ne portaient qu'un intérêt de quatre pour cent. Le cardinal Dubois et

M. le duc les multiplièrent; elles n'avaient pas été payées exactement, et il en était dû deux années d'arrérages. Le nouveau contrôleur général, Le Pelletier-Desforts, crut ne trouver que peu d'opposition dans le public, en frappant sur des rentes qui pouvaient être considérées comme des débris du *système*, et dont plusieurs avaient été achetées à vil prix. Il présumait que le résultat de cette banqueroute partielle, ou plutôt de cette nouvelle addition faite à la banqueroute du régent, affranchirait le trésor royal de quarante millions, tant pour l'année courante que pour les deux années d'arrérages. Mais un gouvernement n'a que de mauvais calculs à faire sur le produit de semblables opérations. Rien n'est plus lent à réparer que les atteintes portées au crédit public. On est long-temps humilié et gêné pour avoir eu recours à ce honteux soulagement. Le cardinal de Fleury ne tarda pas à se repentir d'avoir adopté la mesure proposée par le contrôleur général. Il fallut d'abord essuyer les remontrances du parlement. Elles n'avaient point le caractère d'inimitié qu'elles avaient eu sous l'administration de M. le duc; mais enfin elles dévoilaient une banqueroute qu'on voulait en vain masquer, et la dignité royale souffrait beaucoup d'un tel reproche. Les rentiers qui n'étaient pas atteints, s'alarmèrent et

firent cause commune avec ceux qui venaient d'être frappés. On s'indigna surtout de voir un seul magistrat, Machault, chargé de faire ces retranchemens et d'examiner cent cinquante mille requêtes. Les murmures allèrent toujours en croissant contre le contrôleur général, et bientôt le cardinal de Fleury ne vit plus d'autre moyen de se maintenir dans la confiance de la nation, que d'adoucir beaucoup cette mesure, et de sacrifier le ministre qui l'avait proposée. Au commencement de l'année 1728, il fit rendre un édit qui rétablissait un million huit cent mille livres de rentes supprimées. Ce retour à l'équité était bien imparfait, mais il était nouveau. Les banqueroutes partielles avaient été fréquentes en France depuis plus de deux siècles : c'était la première fois qu'on en réparait une, ou plutôt qu'on cherchait à l'adoucir. Le cardinal de Fleury, sans connaître les élémens de la science du crédit public, telle qu'elle était pratiquée en Angleterre, vit pourtant que des emprunts faits par le gouvernement dans un temps où les capitaux des particuliers s'étaient accrus, étaient un bon moyen d'éteindre des emprunts faits à des conditions rigoureuses dans des temps de détresse et de discrédit. Le contrôleur général, Orry [1], qui remplaça en 1730 Le Pelletier-

[1] Orry avait d'abord pris le parti des armes ; mais

Desforts, fit goûter ce système au cardinal, et y procéda par des essais heureux. Les emprunts ne furent jamais plus promptement remplis que sous cet habile administrateur. Il employa différens moyens pour tenter les capitalistes; il fit des loteries, des tontines, etc.; ce qui vaut mieux que toutes ces combinaisons, il fut exact à remplir les engagemens du trésor. L'intérêt des emprunts faits par Orry s'éleva à près de dix-huit millions. On n'eut pas besoin d'impôts nouveaux pour subvenir à cet accroissement de charges. D'un côté des dépenses retranchées, de l'autre une amélioration progressive dans plusieurs parties du revenu public, enfin l'extinction des diverses rentes, couvrirent cette dette. Mais le cardinal de Fleury ne prit point assez de confiance dans les ressources qu'il avait créées, ou plutôt dans celles que la France se créait elle-même sous son paisible ministère. Nous verrons bientôt des suites déplorables de l'excès de sa circonspection.

son père, qui avait été à la tête des finances d'Espagne, étant revenu de ce pays avec une fortune considérable, lui persuada de quitter le service pour une charge de conseiller au parlement de Paris. Il fut ensuite maître des requêtes, et successivement intendant de Soissons, de Perpignan et de Lille.

Sully et Colbert comparés à Fleury.

Sully et Colbert, dont l'administration mérite beaucoup plus d'être étudiée que celle du cardinal de Fleury, eurent, chacun dans un sens différent, et même opposé, une direction forte, et qui se présente encore aujourd'hui sous de grands traits. Il n'en est pas de même de celle qui protégea, pendant dix-sept ans, la plus heureuse partie du règne de Louis XV. Les ressources du cardinal semblaient aussi mystérieuses que son ambition l'avait été longtemps. Il ne faisait qu'un pas chaque jour; mais, excepté dans la mauvaise opération des rentes, il n'eut point à faire de pas rétrogrades. Son économie était, il est vrai, minutieuse, mais non sordide. Il faisait éprouver plus de refus aux courtisans qu'aux malheureux. Il avait des fonds en réserve pour les grandes calamités locales. C'est ainsi qu'il fit rebâtir la ville de Sainte-Menehould, consumée presque en entier par un incendie [1]. Les généralités qui avaient été dévastées par quelque fléau, obtenaient toujours de lui des soulagemens. Il prit pour relever l'agriculture un des moyens qu'avait employés Sully, une diminution sur les tailles; mais il n'osa point l'imiter dans la vaste mesure que ce grand homme d'État conduisit avec tant de succès

[1] En 1719.

et sans aucune sorte de péril, la liberté de l'exportation des grains. Il fit beaucoup pour le commerce en le contrariant peu. Sans être ni encouragées ni rebutées, les manufactures se relevèrent ; mais elle se trouvaient en concurrence avec toutes celles que les réfugiés français, depuis la révocation de l'édit de Nantes, avaient portées à l'étranger, et surtout avec celles de l'Angleterre. Les colonies françaises, et particulièrement celle de Saint-Domingue, tiraient chaque jour de nouveaux fruits d'une longue paix.

La Martinique. La Martinique avait donné quelque inquiétude sous le régent. Les colons de cette île avaient osé renvoyer, en 1717, un gouverneur et un intendant qu'ils accusaient de vexations [1]. La modération du régent, et ensuite celle du cardinal de Fleury, renouèrent leurs liens avec la métropole. Mais, ce que le cardinal devait le plus au commerce, et ce qu'il ne lui donna point, c'était une marine imposante. Nous parlerons ailleurs de ce sujet de reproche ; je renvoie également à un autre livre ce qu'il fit pour les sciences et pour les lettres. Son administration offre de l'analogie avec celle qui

[1] Le gouverneur s'appelait La Varenne, et l'intendant Ricouard. Ils avaient voulu imposer un droit nouveau de trente sous par quintal de sucre. Cette affaire n'eut aucune suite.

valut à Louis XII le nom de *père du peuple*. L'économie de ce ministre eut peu d'imitateurs; son désintéressement en eut encore moins. J'ai maintenant à l'envisager sous un autre aspect. On ne va voir en lui qu'un prêtre imprudent, opiniâtre et fauteur, par sa maladresse, des troubles qu'il voulait étouffer.

Affaires ecclésiastiques.

Il y aurait une longue énumération à faire de toutes les mesures oppressives, de toutes les guerres suscitées dans les monarchies catholiques de l'Europe, par des ministres qui ont ambitionné le chapeau de cardinal. Ils deviennent alors les sujets de deux maîtres, et sont trop tentés de sacrifier les intérêts de leur patrie à ceux de Rome. Le modeste évêque de Fréjus, qui avait refusé avec l'archevêché de Reims le titre de premier pair du royaume, et qui avait rejeté celui de premier ministre, voulut cependant être cardinal. Une seule voie était ouverte à tous les prélats de France qui briguaient cette éminente dignité; c'était de se montrer zélés pour la défense de la constitution *Unigenitus*. Fleury promit tout au Saint-Siége; et quand son ambition fut satisfaite [1], il tint toutes ses promesses. Il y avait

[1] La promotion des couronnes ne devant avoir lieu qu'en 1727, le roi, qui, dès l'année précédente, avait donné sa nomination à l'évêque de Fréjus, désirait qu'il fût promu hors de rang et par anticipation. Il fallait

long-temps que, dans le dessein de plaire à Louis XIV, qui lui reprochait des ménagemens politiques, il avait écrit contre le Père Quesnel. On s'était alors aperçu qu'il maniait les armes de la théologie avec peu d'adresse et de force. Le Père Quesnel, plus exercé dans cet art, l'avait accablé par la vigueur de ses raisonnemens. Fleury avait long-temps conservé et caché son dépit; devenu tout-puissant, il le fit éclater.

Papes contemporains.

Il est à remarquer que, dans le temps où se firent en France de grands efforts pour y rétablir le joug ultramontain, le trône pontifical fut successivement occupé par des vieillards d'un caractère modéré, et même timide. Au pape Innocent XIII, que le remords d'avoir signé un marché simoniaque, et les persécutions de l'abbé de Tencin, avaient conduit au tombeau, succéda en 1721 le cardinal des

le consentement de l'empereur et du roi d'Espagne. Le duc de Richelieu, alors ambassadeur à Vienne, l'obtint du premier par l'entremise du prince Eugène et du grand chancelier Sinzendorff. L'évêque de Fréjus fut fait cardinal dans un consistoire tenu le 11 septembre 1726. Lorsqu'il reçut la barrette des mains du roi, ce prince lui fit l'honneur de l'embrasser aux yeux de toute la cour. Le duc de Richelieu fut récompensé par le cordon bleu des démarches qu'il avait faites à Vienne pour assurer la promotion du premier ministre.

Ursins, qui prit le nom de Benoît XIII. Les jésuites étaient en quelque sorte obligés de le menacer pour arracher de lui des brefs contre le jansénisme. Le successeur qu'il eut en 1730, Corsini, presque octogénaire quand il reçut la tiare sous le nom de Clément XII, était encore moins porté et moins propre aux combats. Ainsi, ce fut presque en dépit de Rome que des moines turbulens et des prélats ambitieux travaillèrent pour étendre sa domination. Les jésuites s'aidèrent en France des sulpiciens, dont les intrigues n'étaient pas aussi décriées que les leurs, et que le cardinal de Fleury consultait avec trop de déférence. Les cardinaux de Rohan et de Bissy trouvaient encore incomplet le triomphe que leur indigne collègue, le cardinal Dubois, leur avait fait remporter; toute mesure leur paraissait faible, si elle n'était point dans le genre de celles du Père Le Tellier. Ils étaient secondés par ceux des évêques qui aspiraient aux plus hautes faveurs de la cour et aux grandes dignités de l'Église. Plusieurs de ces prélats étaient sortis de l'ordre des jésuites. Le plus ardent de tous était l'évêque de Sistéron, Laffiteau, qui avait été le digne agent des intrigues de Dubois à Rome pour lui faire obtenir le chapeau de cardinal. L'abbé de Tencin, qui avait conduit en chef cette infâme négociation, était furieux

de ce que le pape Innocent XIII était mort sans l'avoir satisfait sur l'objet de son ambition. M. le duc l'avait rappelé de Rome pour y placer le cardinal de Polignac, et l'avait fait archevêque d'Embrun. Tencin s'ennuyait dans son diocèse, et il résolut d'y faire un tel tumulte, que la cour de France et celle de Rome fussent obligées de récompenser son zèle par le chapeau qu'Innocent XIII s'était obstiné à lui refuser. Il choisit, pour l'objet de ses persécutions, un saint prélat octogénaire, Soanen, évêque de Senez. Celui-ci avait fait, en 1726, une instruction pastorale, dans laquelle il se trouvait des propositions assez analogues à celles du fameux livre du père Quesnel, et même à celles d'Arnaud, de Nicole et de Pascal. L'archevêque d'Embrun feignit d'être épouvanté de l'hérésie d'un évêque, son suffragant. Il le blâma, le dénonça, et ne respira plus qu'il n'eût chassé un vieillard des lieux où, depuis quarante ans, s'exerçait sa charité. Fleury fut frappé des cris de Tencin, et ne rougit pas de sacrifier un prélat dont il connaissait la piété et la vertu exemplaires, à celui dont la vie n'avait été qu'un tissu de scandales. Les sulpiciens lui indiquèrent un moyen de donner plus d'éclat et de force à la condamnation de l'évêque de Senez. Les jansénistes ne cessaient d'appeler un concile; c'était un coup de partie

que de les accabler par un concile même, mais il fallait le combiner de manière que la décision en fût assurée et prochaine. Le cardinal de Fleury se contenta d'offrir une vaine et faible image de ces grandes assemblées de l'Église. Par une lettre de cachet, il fit convoquer, dans le palais de l'archevêque d'Embrun, un concile provincial où furent appelés les évêques de Senez, de Gap, de Bellay, de Fréjus, de Vence, de Sistéron, de Glandève, d'Autun, de Viviers, d'Apt, de Valence, de Grenoble, de Grasse et de Marseille. Le clergé de France comptait peu de *constitutionnaires* aussi décidés. Ils condamnèrent unanimement la doctrine de leur respectable confrère. Ils lui demandèrent un désaveu, qu'il eut la fermeté de refuser. L'implacable Tencin fit rendre alors une décision du concile qui déclarait l'évêque de Senez interdit de ses fonctions épiscopales. Ce vieillard fut arraché de son diocèse; une lettre de cachet l'exila dans les montagnes de l'Auvergne, où il mourut bientôt sans appui, sans secours, après avoir vu les mêmes rigueurs exercées contre tous les prêtres qui lui étaient restés fidèles. L'autorité d'un concile, présidé par Tencin, ne put affaiblir dans les âmes une juste compassion pour la vieillesse et la piété opprimées. C'était un spectacle déplorable que de voir le cardinal

de Fleury âgé de soixante-seize ans, persécuter un évêque qui en comptait plus de quatre-vingts.

Quelques évêques appellent en faveur de Soanen.

Le parti janséniste conservait quelques défenseurs dans le clergé. Le cardinal de Noailles existait encore ; mais la vieillesse avait ralenti son zèle pour les libertés de l'Église gallicane, dont tant de fois il avait failli d'être le martyr. Les molinistes ne désespéraient pas de l'entraîner à une acceptation pure et simple de la bulle *Unigenitus*. Il ne put cependant voir sans une vive émotion l'évêque de Senez éprouver le sort qu'il avait long-temps craint pour lui-même. Douze évêques, parmi lesquels on distinguait Colbert, évêque de Montpellier, et Caylus, évêque d'Auxerre, se joignirent à lui pour appeler d'abord au roi, et ensuite à un futur concile général du jugement d'Embrun. Le roi condamna cette démarche. Le cardinal de Noailles se troubla. Il crut devoir recommencer sur le bord de la tombe l'examen des questions théologiques, dans lesquelles, depuis trente ans, il avait pris un parti décidé et courageux. Enfin, on le vit rétracter ses opinions et démentir son caractère. Il publia un mandement dans lequel il acceptait la bulle sans modification. Ce fut un triomphe pour Rome, que la soumission d'un ennemi si long-temps indomptable. Le pape en fit ren-

dre des actions de grâces au ciel. Les démonstrations de joie des molinistes humilièrent le cardinal et le jetèrent dans un nouveau trouble de conscience. Il fut incertain de son salut, et craignit de s'être avili aux yeux des hommes. La honte, le chagrin et les anxiétés du doute avancèrent sa fin, et la rendirent cruelle. Les jansénistes le plaignirent, et se plurent à ne voir dans sa mort que l'effet d'un profond repentir.

En même temps le chancelier d'Aguesseau avait été rappelé de son exil. Le cardinal de Fleury, avant de lui rendre les sceaux, mit sa docilité à de pénibles épreuves [1]. Comme on s'attendait à une vive résistance du parlement sur les affaires ecclésiastiques, on avait remplacé le faible d'Armenonville, garde des sceaux, par Chauvelin, qui feignait d'être animé du plus grand zèle pour la bulle. On ne s'était pas trompé, en craignant tout de l'opposition parlementaire. Elle fut active, constante, et si habilement calculée, que les droits du trône paraissaient sacrifiés par les ministres et défendus par les magistrats.

Le parlement montra une honorable fer- Légende de Grégoire VII.

[1] Les sceaux ne furent rendus au chancelier d'Aguesseau que dans l'année 1737.

meté en refusant la légende de Gregoire VII [1]. De tous les papes, aucun n'avait étendu plus loin les usurpations pontificales que ce terrible adversaire de l'empereur Henri IV. Son nom rappelle les plus grands outrages faits à la royauté et à l'indépendance des nations. Le pape Grégoire XIII avait cru d'un bon exemple de canoniser cet ambitieux pontife. Les jésuites, ligués pour amener les rois aux pieds du chef de l'Église, excitèrent Benoît XIII à faire paraître un office, autrement dit une légende, en l'honneur d'un saint qui avait été si loin de l'humilité et de la douceur évangéliques. Cette légende parut imprimée en France. Elle indigna le parlement de Paris, qui prit le parti de la condamner. Les parlemens de Metz, de Rennes et de Bordeaux suivirent cet exemple. L'évêque d'Auxerre, Caylus, défendit à ses diocésains de s'en servir. La cour de Rome avait eu la politique de vouloir faire passer cette légende à la faveur d'une autre bulle pour la béatification de Vincent de Paul, le modeste héros de la charité chrétienne. Le parlement, en examinant cette dernière bulle, y découvrit encore plusieurs maximes contraires

[1] Hildebrand, successeur d'Alexandre II en 1073, et mort en 1085. Il est le premier pape qui ait déposé des princes.

aux droits des rois et des nations; et, malgré son respect pour le saint qui en était l'objet, il la supprima [1].

Le cardinal de Fleury n'osa venger la mémoire de Grégoire VII; mais il ne laissa pas le parlement s'applaudir long-semps de sa résistance. Il fit tenir, le 3 avril 1730, un lit de justice où la constitution *Unigenitus* fut enfin enregistrée sans aucune modification, ainsi que toutes les bulles des papes rendues contre le jansénisme. Comme le parlement avait coutume de faire des protestations le lendemain de ces enregistremens forcés, le roi lui fit défense de délibérer. Le parlement désobéit.

Résistance du parlement.

Ce corps était dirigé par un homme habile et courageux, qui avait suivi toutes les guerres du jansénisme, et qui, sous Louis XIV, s'était distingué à côté même de d'Aguesseau et de Joly de Fleury. C'était l'abbé Pucelle [2], con-

[1] Elle fut reçue en 1730.

[2] L'abbé Pucelle, né à Paris en 1655, était neveu du maréchal de Catinat. Dans sa jeunesse, il avait passé alternativement du goût pour les controverses théologiques, à une vive passion pour les armes. Ce dernier penchant céda enfin à l'autre; il prit l'habit ecclésiastique, et fut reçu conseiller-clerc au parlement de Paris en 1684. Il écrivit contre les jésuites avec emportement, et se montra leur ennemi le plus acharné

seiller-clerc. Avec l'autorité d'un grand âge, il conservait tout le feu de la jeunesse. Son éloquence n'avait rien d'étudié ; elle était austère comme les dogmes qu'il professait, et partait d'une âme énergique. Les jeunes magistrats, toujours portés aux résolutions hardies, se ralliaient autour de ce vétéran du jansénisme. La grand'chambre, composée de vieillards auxquels l'expérience avait appris tous les dangers des combats contre la cour, opposait à cet orateur véhément l'abbé Mengui, dont l'élocution était douce, abondante et fleurie, et qui réunissait les artifices des plus subtiles molinistes à ceux des plus fins courtisans. Le premier président, Portail, servait la cour dont il était le pensionnaire, et craignait de blesser le corps dont il était l'organe. Joly de Fleury était encore procureur général. Son amitié constante pour le chancelier d'A-

dans ses fonctions de magistrat. Il ne ménageait pas le cardinal de Fleury, dont il avait été l'ami dans ses premières années. Il l'accablait d'épigrammes peu délicates, et rappelait quelquefois des intrigues galantes du prélat. Par ces discours aigres et mordans, il mit à bout sa patience. L'exil qu'il subit devint pour lui une nouvelle occasion de déployer la fermeté de son caractère. Sa sobriété était égale à sa bienfaisance. Il mourut à Paris, en 1745, âgé de quatre-vingt-dix ans.

guesseau, qui s'éloignait par degrés des jansénistes, refroidissait son zèle pour ce parti. Cependant il osa plusieurs fois s'élever contre la cour de Rome, et se rendre appelant des brefs du pape. C'était lui qui avait fait rejeter la légende de Grégoire VII [1].

Telle était la situation du parlement lorsque le cardinal de Fleury, après lui avoir fait enregistrer de force toutes les bulles des papes, voulut le réduire au silence. Dès le lendemain du lit de justice, l'abbé Pucelle proposa la plus noble et la plus judicieuse des protestations; c'était une déclaration qui tendait à mettre l'autorité royale à l'abri des atteintes de Rome. J'en vais transcrire les articles, en faisant remarquer qu'ils diffèrent très-peu de ceux que Bossuet, interprète du clergé de France, avait publiés comme maximes de l'Église gallicane.

1°. La puissance temporelle, établie directement par Dieu, est indépendante de toute

[1] Joly de Fleury obtint, en 1740, la survivance de sa charge de procureur général pour son fils aîné. Il mourut en 1756, dans sa quatre-vingt-unième année. La France a compté peu de magistrats aussi versés dans le droit public. Il exprimait des pensées fortes avec une éloccution précise et lumineuse. Il n'appartient qu'aux monarchies tempérées de produire des hommes de ce mérite et de ce caractère.

autre, et nul pouvoir ne peut donner la moindre atteinte à son autorité;

2°. Il n'appartient pas au ministre de l'Église de fixer les termes que Dieu a placés entre les deux puissances; les canons de l'Église ne deviennent lois de l'État qu'autant qu'ils sont revêtus de l'autorité du souverain;

3°. A la puissance temporelle seule appartient la juridiction extérieure qui a le droit de contraindre les sujets du roi.

4°. Les ministres de l'Église sont comptables au roi et à la cour, sous son autorité, de tout ce qui peut blesser les lois de l'Etat;

5°. Les ordonnances, édits, règlemens, arrêts de la cour, sous l'autorité de nos rois, seront exécutés selon leur forme et teneur.

Le présent arrêté sera lu, publié et affiché.

Voilà les maximes qu'un ministre cardinal osa condamner. L'arrêté du parlement fut cassé par un arrêt du conseil. Pendant les vacances, les hostilités restèrent suspendues, les esprits s'échauffèrent. La déclaration que venait de faire le parlement, lui avait attaché, outre les jansénistes, les ennemis du fanatisme et les âmes nobles qui ne se croient pas dispensées des vertus civiques dans une monarchie. Deux classes puissantes dans la capitale, les avocats [1]

[1] Le premier mouvement des avocats eut lieu en

et les curés, se joignaient avec ardeur à la cause du parlement. Comme le gouvernement avait supprimé les consultations des uns et les exhortations des autres relatives aux affaires ecclésiastiques, ils avaient des injures personnelles à venger. Ils se flattaient de lasser, par la constance et la vivacité de leurs attaques, un ministre octogénaire. Chacun donnait pour excuse de sa résistance les intérêts mêmes du roi qu'on défendait contre les ministres. L'esprit d'opposition était partout, et l'esprit de rébellion n'était nulle part.

On s'aperçut des progrès qu'avaient faits les principes d'indépendance dès la première séance du parlement à sa rentrée. Le comte de Maurepas fut chargé d'apporter à cette compagnie 1731.

1730. Quarante d'entre eux avaient signé un mémoire en faveur d'un curé d'Orléanais, appelant des ordonnances de son évêque. Quelques expressions de ce mémoire parurent tendre à relever l'autorité du parlement au détriment de celle du roi. Il fut supprimé par arrêts du conseil, et les avocats protestèrent, dans une déclaration, des sentimens de respect et de soumission dont ils étaient pénétrés pour l'autorité royale. L'année suivante, l'archevêque de Paris ayant obtenu l'évocation au grand conseil de l'appel comme d'abus interjeté par les avocats, d'une ordonnance contre eux rendue par ce prélat, ils fermèrent leurs cabinets, et dix d'entre eux furent exilés à cette occasion.

Journal de Louis XV.

une lettre close du roi. On avait bien des raison de soupçonner que le contenu en devait être fâcheux pour l'honneur et pour les droits du corps. Les chambres prirent le parti de refuser de l'ouvrir. Bientôt on leur fit dire que sa majesté leur en réitérait l'ordre formel, sous peine d'être traités en rebelles. Cette menace ne fit qu'irriter l'orgueil des magistrats. L'abbé Pucelle leur proposa d'aller se plaindre au roi de la manière dont on exécutait ses ordres ; mais la cour était alors à Marly. *Eh bien ! faisons tous le voyage de Marly !* s'écrièrent les conseillers des enquêtes. Ils répétèrent cette proposition avec tant d'emportement, que les vieux magistrats furent forcés de dire avec eux *à Marly ! à Marly !* Ce voyage fut résolu; mais, avant de partir, on voulut compenser la témérité de cette démarche par un acte d'obéissance. La lettre close fut enfin ouverte. Le roi y défendait toute délibération sur les matières ecclésiastiques, sous peine d'encourir son indignation. Nouveau grief, nouvelles clameurs. On arrive à Marly.

Surprise de la cour.

L'étonnement de la cour fut au comble en voyant ces magistrats se présenter, sans avoir été mandés, dans un lieu consacré aux plaisirs et aux fêtes. Ils furent reçus au milieu des railleries des jeunes courtisans qui s'attendaient à voir réprimer leur audace. Pendant que le

premier président négociait pour obtenir une audience du roi, on laissait errer les conseillers pêle-mêle dans de longs corridors. Le duc de Noailles montra seul quelque considération pour un corps dont l'appui n'était jamais à négliger. Ils reçurent enfin la triste réponse que le roi refusait de les voir, leur ordonnait de repartir sur-le-champ, et leur défendait toute réplique. Le cardinal de Fleury, qui venait d'arriver en toute hâte à Marly sur le bruit de cette étrange démarche, se présenta aux magistrats humiliés, et, sans respect pour leur gravité, il les traita comme des étourdis. Il gronda particulièrement l'abbé Pucelle, mais avec ce ton d'affection qui fait évanouir la colère. En les congédiant, il ne cessait de répéter : *Un voyage du parlement à Marly! O ciel! venir trouver le roi à Marly!*

Voilà quel fut le résultat d'une résolution où il n'était entré ni dignité ni sagesse. Il n'y avait plus qu'un moyen de faire cesser le mauvais effet et le ridicule même de ce désagréable voyage, c'était de redoubler de fierté. Après avoir soutenu encore différens chocs, le parlement menaça la cour de cesser ses fonctions. Le cardinal avait bien de la peine à dissimuler la frayeur que lui causait cette menace. Il craignit le désespoir de la capitale lorsqu'elle se verrait privée d'un corps aussi nécessaire à

sa splendeur. La multitude était alors fortement agitée. Le genre de frénésie qu'elle manifestait était bien plus à craindre que les fureurs passagères qu'avait excitées la banqueroute de Law. Les jansénistes avaient mis en œuvre auprès d'elle le ressort le plus puissant, celui de la superstition. De quoi n'étaient pas capables des hommes assez fanatiques pour voir chaque jour les prétendus miracles qui s'opéraient sur le tombeau du diacre Pâris! Une troupe de convulsionnaires pouvait devenir une armée de séditieux. Voilà ce qui prescrivait au cardinal de Fleury des ménagemens. Il chargea le chancelier d'Aguesseau de négocier avec les conseillers de la grand'chambre, et de s'assurer qu'ils n'abandonneraient point leurs fonctions. La plupart d'entre eux écoutèrent la voix d'un homme qui les avait si long-temps dirigés. Mais d'Aguesseau était-il donc ouvertement infidèle aux principes qu'il avait professés? Quels étaient ses motifs en accordant au cardinal de Fleury un consentement qu'il avait refusé à Louis XIV? Voici ceux qu'on peut lui supposer : il était impatient de terminer des troubles qui compromettaient en même temps la religion et le pouvoir du monarque. Les jansénistes devenaient une secte dangereuse dès qu'ils s'aidaient de la crédulité et des transports insensés de la mul-

titude. Le parlement, en prolongeant sa résistance contre la cour, pouvait ou limiter l'autorité royale de manière à l'enchaîner et à l'avilir, ou forcer le gouvernement à dissoudre ces grands corps de magistrature; et alors l'autorité royale, délivrée de cette puissante et unique barrière, deviendrait despotique. D'Aguesseau réussit peu dans le rôle de conciliateur; il passait à la cour pour être voué au parlement, et la plupart de ses anciens collègues le regardaient comme l'homme de la cour. La grand'chambre seule lui restait fidèle.

Les enquêtes crurent qu'il était temps d'accomplir leur menace et de suspendre le cours de la justice; elles interrompirent leurs audiences; la grand'chambre continua les siennes. Le roi manda le parlement en corps pour lui réitérer la défense de délibérer sur les affaires ecclésiastiques [1]. Chacun des conseillers avait

[1] Un mandement de l'archevêque de Paris (Vintimille) venait d'être condamné par le parlement, comme renfermant des principes trop ultramontains. Le ministère s'était prononcé pour ce prélat, qui se vit en butte à mille plaisanteries cruelles. Les jansénistes, qui n'avaient plus le talent de terrasser leurs ennemis par des *Lettres provinciales*, composaient, répétaient et faisaient circuler des chansons et de sanglantes épigrammes dont le ton était plus licencieux qu'on ne devait l'attendre d'un parti qui se présentait comme le défenseur de la religion.

été prévenu que toute réplique serait punie comme un crime d'État. Quand le roi eut parlé comme un maître qui veut bien pardonner, mais qui attend une soumission profonde, le premier président parut vouloir commencer un discours. « *Taisez-vous*, » lui dit le roi. L'abbé Pucelle se jette alors aux pieds du monarque, et y pose en silence l'arrêté du parlement. Les courtisans murmurent; le comte de Maurepas, alors l'ennemi des parlemens dont il devint l'appui long-temps après, prend l'arrêté et le déchire en mille morceaux. On se retire. Dans la même nuit, l'abbé Pucelle est enlevé par deux gardes qui le conduisent à son abbaye de Corbigny. Le conseiller Titon, qui s'était exprimé avec violence dans les chambres contre le ministre-cardinal, est aussi exilé. Le parlement les réclame, et quatre de leurs collègues subissent la même peine. La cour sévit également contre des avocats, des curés, des docteurs de Sorbonne. Elle met à l'épreuve leur courage, et se contente des plus faibles désaveux. Qui voulait devenir un personnage important, n'avait qu'à se montrer janséniste; qui voulait être comblé des faveurs de la cour, n'avait qu'à renoncer à ce parti. Les avocats, qui se formaient insensiblement en corporation républicaine, se liguent pour laisser désertes les audiences de la grand'cham-

bre. Le peuple couvre de huées les conseillers qui viennent encore siéger; tous les autres s'exaltent, et envoient leur démission. Mais le temps s'écoule, la patience des opposans s'épuise; le peuple se refroidit, les avocats commencent à plier, on entre en négociations. Les démissionnaires témoignent quelque repentir, mais demandent des conditions honorables. C'est d'Aguesseau qui règle cette capitulation. Il veille à conserver l'honneur de la magistrature. Toutes les chambres rentrent enfin, et on leur permet de nouvelles remontrances, ce qui était implicitement révoquer la défense de délibérer sur les affaires ecclésiastiques. Le parlement, pour constater sa victoire, se hâte d'user du droit qui lui est rendu. Le roi s'irrite de nouveau, quarante magistrats sont encore exilés. On les rappelle au bout de quelques mois. La lutte est encore engagée entre le roi et le parlement, et ne s'arrête que parce qu'une guerre étrangère vient offrir une diversion aux esprits.

Qui ne remarque ici la décadence lente mais progressive d'une autorité que Richelieu avait rendue si sévère, et Louis XIV si pompeuse? Fleury passa de l'imprudence à la timidité, et se tint heureux d'obtenir une espèce de trêve qui laissait tout indécis entre les combattans. Les finances étaient alors dans le meilleur

ordre où elles eussent été portées depuis la mort de Colbert. Sans cette heureuse circonstance, le gouvernement qu'on blâmait, mais qu'on ne haïssait pas, eût expié beaucoup plus cruellement son aveugle obstination à défendre les intérêts de Rome aux dépens des siens mêmes.

Convulsions au tombeau de Pâris.

Le cardinal de Fleury fit cesser plus facilement les prétendus miracles opérés sur le tombeau du diacre Pâris.

Les premiers solitaires de Port-Royal, malgré la vaste étendue de leur esprit et leur puissante logique, eurent un singulier genre de crédulité (car il ne peut être question d'impostures dès qu'on prononce le nom d'hommes tels que les Arnaud, Nicole et Pascal). Ils se persuadèrent que la vérité de leurs opinions théologiques était attestée par des miracles journaliers que le ciel daignait faire dans l'enceinte de leur retraite. Eux qui avaient lancé avec tant d'adresse le ridicule contre leurs adversaires, ils en essuyèrent de justes représailles pour cette prétention. Ils cessèrent de faire du bruit de ces miracles, qui ne furent plus qu'une consolation secrète administrée uniquement à leurs sectateurs les plus fidèles. Chaque fois qu'ils éprouvaient une nouvelle persécution, ils attendaient du ciel ce genre de secours, et se flattaient de l'avoir obtenu.

Soit par une combinaison de leurs chefs, soit par un aveugle enthousiasme qui s'était répandu dans leur parti, les miracles reprirent un grand éclat depuis l'année 1727.

Un diacre de la paroisse de Saint-Médard, nommé Pâris, d'une famille assez distinguée dans le parlement, était mort appelant, réappelant, fidèle aux maximes du Père Quesnel, plein d'horreur pour les jésuites, regretté des pauvres auxquels il avait prodigué son bien et ses instructions, ennemi déclaré de la communion fréquente, et enfin doué de ces révélations particulières qui troublent l'esprit d'un sectaire exalté. Les jansénistes avaient peu employé cet enthousiaste pendant le cours de sa vie, parce qu'il gâtait tout le mérite de sa ferveur par un peu d'ineptie. Il leur fut plus commode de se servir de son nom après sa mort. Il parut en 1728 une histoire de la vie du diacre Pâris, écrite avec cette simplicité qui éloigne toute défiance. Cet ouvrage, fait pour le peuple, eut un succès prodigieux; Pâris fut canonisé par acclamation. On voulut visiter sa sépulture dans le cimetière de Saint-Médard. On y vint, persuadé que le nouveau saint ne tarderait pas à s'annoncer par quelque miracle. Des esprits prévenus virent ce qu'ils s'étaient promis de voir. L'imbécillité populaire seconda les inventions du plus gros-

Notice sur ce diacre.

sier charlatanisme. Les mendians affluèrent dans un lieu déjà consacré par la superstition. Il leur fut aisé de paraître guéris de maladies qu'ils s'étaient fabriquées avec des artifices sur lesquels la charité ou l'esprit de parti se plaisait à fermer les yeux. Pour donner plus d'effet au miracle, ils ne manquaient pas, dès qu'ils étaient sur la fosse du diacre Pâris, de se trouver saisis de ces convulsions qui, dans tous les siècles et chez tous les peuples, ont paru annoncer, soit l'approche d'une divinité propice, soit la présence de mauvais génies. Des convulsions feintes en produisirent bientôt de réelles parmi de nombreux spectateurs dont l'imagination s'exaltait chaque jour davantage. Une guérison plus ou moins prompte était promise à tous ceux qui éprouvaient ces heureux transports, et paraissait quelquefois s'opérer subitement. Un conseiller du parlement de Paris, nommé Carré de Montgeron [1], répandit dans le public un ouvrage où tous ces

[1] Ce qu'il y avait de plus bizarre dans le fanatisme de ce magistrat, c'est qu'il avait fait long-temps profession d'incrédulité, même sur les points les plus importans de la religion. Il vint au fameux cimetière, persuadé qu'il y trouverait des sujets de plaisanterie et de dérision. Les choses qu'il y vit frappèrent tellement son esprit faible, qu'il se sentit, disait-il, *éclairé et terrassé par mille traits de lumière*. Les miracles

prodiges étaient rapportés et certifiés. L'appareil des procès verbaux ne manquait point à ces guérisons miraculeuses. Non-seulement les témoins étaient nombreux, mais on en trouvait plusieurs d'un nom imposant et d'une piété recommandable. La police vit pendant trois ans ce délire fanatique sans oser l'arrêter. Cependant il s'engageait une discussion sur ces miracles. Le parlement et les prélats jansénistes affectaient d'y croire. Le cardinal de Noailles avait été un moment séduit par leur prétendue évidence. Son successeur Vintimille, moins moliniste que courtisan, prit parti contre les convulsionnaires, et défendit, dans un mandement, d'invoquer M. Pâris. Plusieurs curés de son diocèse, appuyés par des avocats cités comme l'honneur du barreau, appelèrent de ce mandement au parlement de Pâris; et cette compagnie, dans le même temps où elle établissait avec tant de fermeté les plus saines maximes du droit public, partagea le ridicule

de Pâris devinrent pour lui la preuve de ceux de Jésus-Christ; il en fit un impudent parallèle dans un écrit qu'il osa présenter au roi en 1737, c'est-à-dire plusieurs années après la clôture de ces scènes de folie. Martyr d'un enthousiasme qui avait tous les caractères de la démence, il ne fit plus que passer de l'exil à la prison, et mourut dans celle de Valence en 1754, à l'âge de soixante-huit ans.

de tant d'inepties en recevant l'appel de ces curés. Les molinistes ne laissaient pas que d'éprouver quelque embarras dans la discussion de miracles si fortement attestés. Les incrédules vinrent à leur appui. Des écrits caustiques et plaisans firent plus de tort aux convulsionnaires que les mandemens de l'archevêque de Paris. C'était une singulière situation que celle du parti qui gardait la neutralité entre les molinistes et les jansénistes, et qui était accusé des deux côtés d'une tiédeur très-suspecte. Il fournissait des auxiliaires aux jésuites, dès qu'il s'agissait de se moquer des fanatiques du cimetière de Saint-Médard; et au parlement, quand ce corps voulait s'en tenir à réclamer les libertés de l'Église gallicane. On voit combien l'irréligion sut se prévaloir de ces querelles longues et ridicules. Le gouvernement s'aperçut que les rieurs devenaient chaque jour plus nombreux, et ne craignit plus d'exciter des soulèvemens dans le public en faisant fermer le lieu qui servait de théâtre à ces folies [1].

[1] Le cimetière de Saint-Médard fut fermé en janvier 1732. On y vit affichée, le lendemain de sa clôture, cette plaisante inscription :

De par le roi, défense à Dieu
De faire miracle en ce lieu.

On attribua cette inscription à une main janséniste

Il fut aisé dès lors de démasquer les convulsionnaires : on en arrêta un grand nombre, et le lieutenant de police Hérault obtint l'aveu de leur imposture. On vit avec étonnement et avec douleur le chevalier de Folard, ce savant commentateur du judicieux Polybe, arrêté pour s'être obstiné à venir chercher des convulsions dans le cimetière de Saint-Médard. Le comte de Belle-Isle intercéda pour un vieillard dont le sens pouvait être affaibli par l'âge, et le gouvernement s'abstint d'une injuste et maladroite sévérité.

Des scènes aussi extravagantes nuisirent beaucoup aux défenseurs des libertés de l'Église gallicane. Le cardinal de Fleury savait employer contre ses adversaires l'arme du ridicule. Le comte de Maurepas[1], né avec un goût pour les facéties qu'il ne conserva que trop à un âge avancé et dans des circonstances plus graves, lui fournissait de piquans à-propos. Plus heureux et plus adroit que le cardinal Mazarin, Fleury, non-seule-

elle indique bien plutôt un esprit de raillerie qui se jouait de tous les combattans.

[1] Le comte de Maurepas avait fait, à l'instigation du cardinal de Fleury, une chanson sur l'enlèvement de l'abbé Pucelle. Il y faisait parler les dames de la Halle, qui disaient en refrain : *Rendez-nous Pucelles, ô gai!*

ment entendait chanter les Parisiens, mais il les entendait quelquefois chansonner ses ennemis.

Conjuration des Marmousets.

1730.

La manière dont il déconcerta ceux qu'il avait à la cour, parut pleine d'adresse et de modération. De jeunes seigneurs, à peu près de l'âge du roi, s'étaient ligués contre le cardinal. Ils étaient mécontens d'un ministère dont l'économie interdisait les profusions qui sont le patrimoine des courtisans. Le roi leur permettait souvent de railler son vieux précepteur, et semblait se plaindre avec eux d'un régime trop sévère et trop monotone. Les ducs de Gèvres et d'Épernon s'enhardirent par ces dispositions apparentes de Louis, jusqu'à lui présenter un mémoire qui était la censure la plus amère de l'administration de Fleury : le ton en était vif et pressant. On croit que le cardinal de Polignac, toujours inquiet et porté aux intrigues, le leur avait envoyé de Rome, où il était chargé des affaires de France. Le roi le lut avec une sérieuse attention. Comme il voyait les jeunes ducs alarmés des suites que pourrait avoir cette démarche hardie, si elle était connue du ministre, il leur donna sa parole royale qu'il la lui laisserait toujours ignorer. Pour ne mettre personne dans la confidence, il copia le mémoire tout entier de sa main. Par

une dissimulation dont il avait pris de bonne heure l'habitude, il continua de montrer aux ducs de Gèvres et d'Épernon la même confiance, et à Fleury la même docilité. Un secrétaire eut la bassesse d'enlever le mémoire et de le porter au cardinal. Celui-ci, dans le premier moment, crut voir sa disgrâce écrite de la main du roi. Il vint le trouver, et n'exprima d'abord devant lui que des inquiétudes vagues. Il mit en avant quelques mots sur les diffamations dont il était l'objet. Louis parut les ignorer; mais, quand il entendit le cardinal le menacer d'une nouvelle retraite à Issy, la crainte de ce malheur le troubla aussi vivement que dans ses premières années; et, remettant à Fleury le mémoire qui avait été reporté parmi ses papiers, il lui en nomma les auteurs. Le cardinal de Richelieu avait fait expier par des supplices des torts qui n'étaient pas beaucoup plus graves; le cardinal de Fleury se garda bien d'imiter ce sanguinaire ministre. Les jeunes ducs furent renvoyés à leurs parens comme des étourdis qui devaient être surveillés; leur exil ne dura que deux ans. Ce qu'il y eut de plus cruel dans leur punition, c'est que leur entreprise fut livrée au ridicule sous le nom de la *Conjuration des Marmousets*. On loua la modération et la dextérité du cardinal;

mais ne devait-on pas plutôt s'effrayer de ce que l'instituteur d'un roi, pour écarter un très-faible péril, avait amené son élève à trahir l'amitié?

Extérieur. Nous avons à présent à considérer comment Fleury maintint la paix pendant sept ans, et fut entraîné à la guerre.

Depuis plus de douze ans, le repos de l'Europe n'avait été troublé, ou du moins menacé, que par les passions de la reine d'Espagne. Il lui tardait de se venger sur la France du renvoi de l'Infante sa fille; elle eut recours à l'Autriche, qui n'avait cessé de contrarier son vœu le plus ardent, c'est-à-dire l'établissement de ses fils en Italie. Le cabinet de Vienne suivait une entreprise dont l'exécution donnait beaucoup d'ombrage à l'Angleterre; il voulait enfin prendre part au commerce maritime, et venait d'établir à Ostende une compagnie des Indes-Orientales [1]. Pour se mettre à l'abri des mesures

[1] « La cour de Vienne avait établi cette compagnie en 1722, sur un plan tracé quelques années auparavant par un négociant anglais nommé Colebrook. Celui-ci s'était adressé, pour le faire adopter, au prince Eugène. Il prétendait que cette entreprise animerait l'industrie de tous les États de la maison d'Autriche, donnerait à cette puissance une marine, dont une partie serait dans les Pays-Bas, et l'autre à Fiume ou

de l'Angleterre et de la France, l'Autriche se rapprocha de l'Espagne, et reçut avec joie les ouvertures qui lui étaient faites par cette cour. Ces négociations eurent des résultats rapides, mais passagers; le traité fut signé à Vienne le 30 avril 1725. L'empereur consentit à reconnaître les droits héréditaires de l'infant don Carlos sur les États de Toscane, de Parme et Plaisance. L'ordre de succession au trône d'Espagne, établi par le traité d'Utrecht, était enfin reconnu par l'Autriche;

à Trieste, la délivrerait de l'espèce de dépendance où elle était encore des subsides de l'Angleterre et de la Hollande, et la mettrait en état de se faire craindre jusque dans Constantinople.

» Le prince Eugène sentit le prix des ouvertures qu'on lui faisait; mais il ne voulut rien précipiter. Pour accoutumer les esprits de sa cour et ceux de l'Europe entière à cette nouveauté, il fit partir, en 1717, avec ses seuls passe-ports, deux vaisseaux pour l'Inde. Le succès de leur voyage multiplia les expéditions dans les années suivantes. Toutes les expériences furent heureuses, et le conseil de Vienne crut pouvoir, en 1722, fixer le sort des intéressés par l'octroi le plus ample qui eût jamais été accordé.

» La nouvelle compagnie, qui avait un fonds de dix millions huit cent mille livres, parut avec distinction dans tous les marchés des Indes. Elle avait, au moment de sa suppression, deux établissemens, l'un dans le Gange, et l'autre à la côte de Coromandel. »

Raynal, *Histoire philosophique.*

et, de son côté, le roi d'Espagne garantissait l'ordre de succession que l'empereur avait fixé po r ses propres États. Enfin, l'Autriche promettait à l'Espagne ses bons offices pour lui faire restituer par l'Angleterre Gibraltar et l'île de Minorque. Un traité de commerce et un traité d'alliance défensive furent conclus presque en même temps. L'Angleterre sonna l'alarme sur le rapprochement inopiné de ces deux cours. Son ambassadeur, Horace Walpole, entreprit de persuader au duc de Bourbon que rien n'était plus préjudiciable aux intérêts de la France que de voir l'Autriche se placer au rang des nations commerçantes.

La pension payée à la marquise de Prie fut le meilleur des argumens de Walpole. La France et l'Angleterre resserrèrent leur alliance par le traité de Hanovre, le 3 septembre 1725. Le roi de Prusse, et ensuite la Hollande, y acccédèrent; mais le premier s'en détacha bientôt. L'Angleterre armait déjà; l'Espagne faisait des préparatifs pour le siége de Gibraltar. On craignait que l'empereur ne se déclarât contre la France; il y était vivement excité par l'ambassadeur d'Espagne, Riperda. Les Français essuyaient à Vienne des dégoûts qui sont les avant-coureurs ordinaires d'une rupture, lorsque le duc de Richelieu arriva dans cette capitale avec le

titre d'ambassadeur. Il y déploya une magnificence digne du gouvernement qu'il représentait. Riperda affectait, en toute occasion, de le braver, et annonçait l'intention de prendre le pas sur lui dans la première solennité [1]. Richelieu, qui le méprisait, lui fit des provocations qui ressemblaient à des cartels; et l'on vit avec étonnement l'ambassadeur d'Espagne sortir de Vienne la veille du jour où Richelieu devait faire son entrée dans cette capitale, et où la dispute de préséance devait être terminée. Fleury, déjà ministre, fut enchanté de la fierté qu'avait montrée Richelieu dans cette circonstance. Cet adroit courtisan avait pressenti longtemps auparavant la puissance à laquelle devait s'élever l'évêque de Fréjus, et avait su se concilier sa bienveillance dans le temps même où il ouvrait sa carrière sous les auspices de la marquise de Prie. Il continua son ambassade avec éclat, et présenta le maintien de

[1] On lit, dans la *Vie privée du maréchal de Richelieu*, que Riperda, voulant un jour le devancer pour entrer chez l'empereur, fut écarté par Richelieu, qui lui donna un violent coup de coude; et que ce dernier, persuadé que ce démêlé aurait des suites, se rendit le soir à l'hôtel de l'ambassadeur d'Espagne, qui lui fit dire qu'il était sorti. Ce fait n'est confirmé par aucun Mémoire authentique.

la paix comme son ouvrage. La vérité est qu'il ne trouva point dans l'empereur Charles VI les intentions hostiles que la cour de France avait paru craindre. Ce monarque, d'un esprit médiocre et d'un caractère froidement altier, donnait moins d'attention aux affaires d'État qu'aux soins de l'étiquette. Dans la vie languissante qu'il menait, et au milieu des pratiques de dévotion les plus minutieuses, les pensées de l'ambition venaient peu le troubler. Le prince Eugène, à qui la direction principale des affaires restait toujours, en dépit de la jalousie secrète de l'empereur, persévérait dans l'inimitié qu'il avait signalée contre la France; mais une gloire militaire qu'il craignait de compromettre, et le souvenir d'avoir vu à Denain la fortune infidèle, avaient beaucoup ralenti son ardeur guerrière. Les intrigues de Richelieu pour connaître et pour détourner ses projets, sortaient des procédés ordinaires de la diplomatie. C'étaient toujours des femmes qu'il faisait servir à ses desseins; il peignait à la cour de Versailles toutes les bonnes fortunes qu'il avait à Vienne, comme des actes de dévouement pour la gloire de son maître.

Faveur de Riperda.

Riperda, que Richelieu avait en quelque sorte chassé honteusement de Vienne, fut reçu en Espagne comme s'il eût rendu le

plus grand lustre à cette monarchie. On le fit premier ministre. La noblesse et la nation espagnoles furent révoltées de ce choix. En effet, un pareil homme ne pouvait séduire qu'un roi consumé de vapeurs, et qu'une reine à laquelle tous les instrumens étaient bons dans ses projets d'ambition et de vengeance. Le baron de Riperda était né en Hollande, et avait représenté cette république auprès de la cour d'Espagne. Pendant qu'il remplissait cette mission, il abjura le calvinisme, et se flatta de subjuguer un monarque dévot par une conversion que tout rendait suspecte. D'abord, il n'en reçut pour salaire qu'un mépris général; mais sa présomption et son opiniâtreté lui ouvrirent enfin un accès à la cour. Il s'efforçait de copier Albéroni; et comme la reine se repentait d'avoir laissé renvoyer ce ministre, elle vit dans Riperda un homme qui pouvait la dédommager de cette perte. Il réussit à prouver que le marquis de Grimaldo était vendu à l'Angleterre, et il lui succéda. Mais, entraîné par sa bassesse, il ne tarda point à se vendre lui-même au cabinet de Londres. Il lui donna connaissance des articles qu'il avait réglés avec l'Autriche, et par l'un desquels cette puissance et l'Espagne s'engageaient, dit-on, à rétablir le prétendant sur le trône. Les seigneurs castillans épiaient

toutes les démarches de Riperda, et ils parvinrent à ouvrir les yeux de Philippe V sur la perfidie de ce ministre. Le roi s'était borné à le destituer de tous ses emplois. On vit alors combien un homme que sa conscience accuse, se trahit par l'excès de ses terreurs. Riperda crut qu'on en voulait à sa liberté, à ses jours; et il vint, dans un carrosse prêté par l'ambassadeur de Hollande, se réfugier chez Stanhope, ambassadeur d'Angleterre. L'asile qu'il avait choisi fut considéré comme une preuve manifeste de sa vénalité. Le gouvernement fit investir l'hôtel de Stanhope; et cet ambassadeur, après d'inutiles protestations, fut obligé de rendre Riperda. On enferma celui-ci au château de Ségovie. Il parvint à s'en échapper au bout de quelques mois, et se retira en Angleterre [1]. Les aventures qu'il eut depuis

[1] Riperda revint en Hollande, s'y lia avec un envoyé de Maroc, et le chargea d'offrir ses services à son souverain. Ils furent agréés; et le même homme qui s'était fait catholique à Madrid, devint musulman à Maroc. Il troubla cet État, dont il fut un moment le ministre, en créant une secte qui était un mélange des trois religions chrétienne, juive et musulmane. Chassé, proscrit avec les malheureux qu'il avait entraînés, il mourut en 1737 à Tétuan, dans le royaume de Fez, l'homme le plus méprisé chez l'un des peuples les plus méprisables de l'univers.

présentent à la fois le comble de la démence et de l'infamie.

Rupture entre l'Espagne et l'Angleterre.

Le gouvernement espagnol voulut réparer le temps qu'avait fait perdre Riperda dans l'exécution des projets contre l'Angleterre. Le siége de Gibraltar fut entrepris; mais déjà cette forteresse était abondamment pourvue de troupes, de vivres et de munitions. Les Anglais rirent d'un siége mal conduit, et qui, au bout de cinq mois, ne leur causait encore aucune inquiétude. Il fallut y renoncer. Les Espagnols firent la vaine démonstration de bloquer une place qui, chaque jour, pouvait être secourue par la mer. Pendant ce temps les Anglais arrêtaient les galions, et coupaient toute communication de l'Espagne avec ses colonies. Philippe V éprouvait encore plus de confusion et de repentir qu'il n'en avait eu des mauvais succès d'Albéroni. La France vint à son secours. Le cardinal de Fleury eut l'honneur de la médiation qui termina une guerre que j'appellerais ridicule, si une guerre pouvait l'être.

Fleury, le plus intègre des ministres, n'avait point succédé à l'infâme pension de Dubois et de la marquise de Prie; mais, fortement convaincu du besoin de la paix, il croyait devoir l'assurer par des complaisances pour l'Angleterre. Il n'était pas aisé de satis-

faire cette puissance, qui montrait toujours un armement prêt, dès que le plus léger de ses intérêts maritimes était blessé. Quand les Anglais furent persuadés qu'ils n'avaient aucun ombrage à prendre du cardinal de Fleury, et que ce ministre ne s'occupait nullement de rendre à la France une marine florissante, ils mirent tous leurs soins à le flatter, et lui firent même le sacrifice de quelques-unes de leurs prétentions. L'ambassadeur d'Angleterre, Horace Walpole, était l'homme le plus fait pour suivre invariablement ce plan de conduite. Frère d'un homme d'État (Robert Walpole), qui créa dans sa patrie un système de corruption que le temps a maintenu, il savait jouer la franchise, et professait une grande amitié pour le cardinal. Dès le ministère de M. le duc, il s'était lié avec l'adroit évêque de Fréjus. Il fut le seul qui vint le visiter à Issy, lorsque le duc de Bourbon voulut l'éloigner des affaires. Le cardinal s'en ressouvint avec reconnaissance, et ne parlait de lui que comme d'un ami dont le cœur lui était connu. Le gouvernement britannique, d'après les instructions de Walpole, laissa jouer à Fleury le rôle du médiateur le plus considéré. Les Anglais ne firent aucune insulte à une escadre française de douze vaisseaux de ligne qui sortit de Brest sous le commandement

du marquis d'O, et qui entra dans la Méditerranée, où elle fut jointe par six galères aux ordres du chevalier d'Orléans. L'objet de cette expédition était d'appuyer la médiation de la France. Des articles préliminaires, et bientôt un traité, furent signés à Paris. Les Anglais y obtinrent la suspension, pendant sept ans, de la compagnie d'Ostende. La France contribuait ainsi à assurer leur domination exclusive sur les mers. Ils prodiguèrent les louanges au cardinal de Fleury, et flattèrent la vanité d'un vieillard pacifique en le présentant comme l'arbitre de l'Europe [1].

Cependant Fleury recueillit un fruit très-heureux de cette médiation; ce fut de ramener la plus parfaite intelligence entre la France et l'Espagne. Le roi Philippe n'était heureux qu'en reprenant ses liens avec sa patrie. Il se hâta d'annoncer sa réconciliation avec

[1] Quelque timide que fût le cardinal de Fleury dans ses mouvemens maritimes, il osa cependant, à l'exemple de Louis XIV, venger le pavillon français des outrages d'un État barbaresque. Tripoli avait donné de grands sujets de mécontentement. Une escadre de onze vaisseaux ou frégates, commandée par le chef d'escadre Grandpré, partit de Toulon, se présenta devant Tripoli le 19 juillet 1728, bombarda cette ville, et en détruisit la plus grande partie. Les corsaires vinrent bientôt implorer le pardon du roi.

Louis XV, son neveu; et, depuis ce temps, l'union la plus étroite se maintint entre les deux branches espagnole et française de la maison de Bourbon. La reine d'Espagne, après tant de variations, après tant de projets inspirés par la passion et trahis par la fortune, était bien loin de renoncer à l'établissement de don Carlos. Le moment approchait où les deux successions de Parme et de Toscane allaient s'ouvrir. L'Autriche montrait toujours la même répugnance à laisser les Espagnols pénétrer dans l'Italie. Un congrès qui s'était ouvert à Soissons[1] pour cet objet, avait été aussi infructueux que celui de Cambrai. La cour d'Espagne fut plus heureuse dans ses négociations avec la France et l'Angleterre. Par le traité de Séville, conclu le 29 novembre 1729, il fut convenu que le roi d'Espagne pourrait faire passer six mille hommes en Italie pour assurer les droits éventuels de don Carlos, et que les deux autres cours feraient tout pour le mettre en possession des duchés de Parme et de Toscane. Ce traité reçut une prompte exécution. Le duc de Parme, oncle de la reine

[1] Le 14 juillet 1728, les plénipotentiaires y prirent place autour d'une table tellement ronde, qu'il n'y avait ni haut ni bas bout.

Journal de Louis XV.

d'Espagne, mourut en 1731 sans laisser d'enfans ; mais il déclara par son testament que la duchesse sa femme était grosse. Le fait était faux ; l'Autriche affecta d'y croire, et fit entrer des troupes dans le duché de Parme, sous prétexte d'en assurer la possession à l'héritier qui allait naître. Le roi d'Espagne rappela à ses nouveaux alliés leur promesse. Le cardinal de Fleury mit la plus grande fidélité à tenir la sienne, et l'Angleterre lui montra dans cette occasion une déférence qui entretint sa sécurité. Six mille Espagnols s'embarquèrent à Barcelone sur une flotte anglaise, et descendirent à Livourne. L'infant, aidé de ce secours, occupa le duché de Parme, d'où les Autrichiens crurent devoir se retirer. Ainsi une branche de la maison de Bourbon rentra dans l'Italie, si fatale aux deux maisons d'Anjou. Le gouvernement anglais se fit payer chèrement par l'Espagne un service qui semblait s'écarter des règles de sa politique accoutumée : il obtint la permission d'envoyer tous les ans un vaisseau à Porto-Bello; demande modeste en apparence, mais qui lui fournissait les moyens de faire un commerce interlope avec toutes les colonies espagnoles.

Abdication de Victor-Amédée; son emprisonnement; sa mort.

Le maître du Piémont n'intervint point dans cet événement qui pouvait changer la face de l'Italie. Mais Victor-Amédée ne régnait plus.

Le seul des rois de l'Europe qui eût à cette époque un caractère prononcé et des ressources personnelles, avait, par un caprice inattendu, suivi l'exemple de Charles-Quint, auquel il ressemblait par son activité et ses fourberies politiques. Il avait abdiqué en 1730 [1]. On croit qu'il avait formé ce dessein depuis quelques années. Il s'était occupé avec ardeur de l'instruction de son fils Charles-Emmanuel; dans toutes les occasions il le présentait à son peuple et à son armée. Après avoir eu long-temps des maîtresses faciles, il avait conçu une affection fondée sur l'estime, pour la comtesse de Saint-Sébastien, femme assez âgée, mais du commerce le plus intéressant. Il l'avait

[1] Différens Mémoires expliquent autrement cette abdication, et tendent à prouver qu'elle n'était que simulée. Un Italien anonyme fournit sur ce sujet des conjectures assez curieuses, mais qui offrent trop peu de garantie à l'histoire. Voici comment il les présente :

Victor-Amédée avait à craindre le ressentiment des cours de Vienne et de Madrid, ayant traité avec chacune d'elles au moment où elles allaient devenir ennemies. En 1730, l'empereur Charles VI, ayant résolu de s'opposer à l'entrée des Espagnols en Italie, proposa au roi de Sardaigne de lui fournir un corps de douze mille hommes, moyennant une somme de trois mille écus, et le gouvernement à vie du Milanais. Victor-Amédée y consentit et reçut la somme. Quelque temps après, l'ambassadeur d'Espagne à Gênes se rendit à Turin incognito, et offrit au roi de Sardaigne

épousée, sans lui communiquer son projet d'abdication. Trois semaines après, il fit, en grande pompe et avec une apparence de philosophie, cet acte qu'un prompt repentir suit presque toujours. Il ne se réservait qu'une pension de deux cent mille écus, et se proposait de vivre en épicurien délicat, dans une retraite charmante, près du lac de Genève; mais les plaisirs d'une vie calme, que les princes ont quelquefois enviés aux sages, ne séduisent pas long-temps des âmes qui ont connu le besoin d'une agitation perpétuelle. Victor-Amédée resta toujours le plus inquiet des hommes dans son modeste château. Il tomba malade, et s'of-

les villes de Pavie et de Novare, avec quelques territoires adjacens, au-delà du Tésin, à condition qu'il se joindrait à Philippe V pour chasser les impériaux de l'Italie. Victor-Amédée, trouvant ces offres plus avantageuses que celles de l'empereur, les accepta, et promit de fournir une armée à l'infant D. Carlos.

L'empereur, instruit de cette perfidie, menaça Victor-Amédée des plus terribles effets de sa vengeance. Celui-ci nia d'abord le fait; mais, voyant bientôt après la cour de Vienne disposée à rentrer dans les mesures des alliés de Séville, il fut saisi de terreur, et imagina, pour se tirer du mauvais pas où il s'était engagé, d'abdiquer la souveraineté, jusqu'à ce que le ressentiment des quatre grandes puissances qu'il avait trompées et qui s'apprêtaient à le punir, fût tout-à-fait apaisé.

fensa du peu d'empressement que le roi son fils mettait à le visiter. Il le rappela par des lettres sévères aux devoirs de la reconnaissance et de la piété filiale. Il était guéri, lorsque Charles-Emmanuel vint le voir accompagné de la reine et de ses ministres. L'un de ceux-ci, le marquis d'Orméa, devait tout à Victor-Amédée, et cherchait à inspirer au jeune roi l'ingratitude dont son propre cœur était rempli. Ce ministre s'inquiéta de la soumission craintive et respectueuse avec laquelle Emmanuel recevait les reproches de son père. Il lui persuada de partir précipitamment. Victor, outré, résolut de suivre son fils. Il part, mais il s'arrête à Montcalier. Timide pour la première fois, il écrit au roi qu'il se conforme à ses conseils, et que, ne voulant point s'exposer à passer l'hiver dans le climat rigoureux de la Savoie, il lui demande une autre retraite dans le Piémont. Cette seule démarche inspira des craintes sérieuses au roi Emmanuel; bientôt il accusa son père d'avoir fait une conspiration pour remonter sur le trône. Victor-Amédée fut arrêté avec une indigne violence; c'était pendant la nuit, il était couché auprès de sa femme. Un détachement de grenadiers entre dans sa chambre avec des armes et des flambeaux. Amédée se fait reconnaître à eux comme le roi qui les a conduits si souvent à la victoire. Il lutte contre ceux

qui veulent l'entraîner. Sa femme, qui le défend, est exposée aux coups des soldats. On le jette dans une voiture, on le conduit dans la prison de la Révole, et sa femme est renfermée avec les plus viles prostituées.

Au récit de cet événement, la France entière parut demander la guerre pour la délivrance du grand-père de Louis XV. Le gouvernement fut sourd à ce vœu. Louis avait été moins ému que ses sujets de cette catastrophe. Le cardinal de Fleury reprochait au roi Victor de l'avoir trompé plusieurs fois sous le voile de la confiance et de l'amitié. La guerre, qu'il détestait, ne lui paraissait justifiée que par un grand intérêt national. Il disait que les rois ne sont point les vengeurs des injustices commises par d'autres rois dans leurs propres États; et qu'enfin celui qui, en suivant les conseils d'une politique perfide, s'était armé contre les époux de ses deux filles, n'avait que trop mérité un fils ingrat. Une grande partie du conseil représentait au ministre que l'on devait à la dignité du trône et aux droits du sang une intercession énergique et pressante en faveur du malheureux Victor; mais Fleury, qui jouissait en secret de l'humiliation d'un monarque dont il avait été la dupe, continua de rester muet sur cet événement, comme si la cour de France devait y être

entièrement indifférente. Cependant le roi Charles-Emmanuel fit cesser, après quelques mois, des rigueurs qui étaient un sujet d'indignation pour l'Europe. Victor-Amédée fut libre, et sa femme lui fut rendue. Il mourut dans la même année, sans prononcer de malédiction contre son fils.

Affaires du Nord.

Je viens de représenter l'état du Midi de l'Europe avant la guerre de 1733. C'est dans le Nord que nous trouverons les causes de cette guerre. Jetons un coup d'œil sur les événemens politiques de ces contrées.

Russie.

Trois règnes avaient fini, et un quatrième avait commencé en Russie dans l'espace de six ans. Il est nécessaire de ne pas perdre de vue les révolutions de cet empire, parce qu'elles eurent souvent une grande influence, et même sur les intérêts de la France.

Le czar Pierre, après avoir fait mourir son fils, continua de suivre avec violence les réformes qu'il avait entreprises. La paix qu'il conclut avec le nouveau roi de Suède [1], et qui lui laissait presque toutes les conquêtes faites sur ce malheureux royaume ; la manière

[1] La paix entre la Russie et la Suède fut signée à Neustadt en Finlande, le 21 septembre 1721. Par ce traité, la Russie se fit céder la Livonie, l'Estonie, l'Ingrie, la Carélie, le pays de Wiborg et plusieurs îles voisines.

dont il sut faire respecter à l'Angleterre même sa marine naissante ; de grands succès obtenus contre la Perse, à laquelle il arracha trois provinces ; la ville de Pétersbourg achevée sur un plan magnifique ; de beaux ports construits sur toutes les mers de son vaste empire ; des manufactures établies ; l'agriculture encouragée ; un canal qui joignait la Baltique à la mer Caspienne ; enfin un peuple nouveau sortant des déserts à sa voix : tels furent les derniers travaux d'un homme qui put tout réformer, excepté son violent caractère. Il s'était fait donner le titre d'empereur [1] en bravant la jalousie de l'Autriche. Ses peuples lui avaient décerné le surnom de *Grand*. Catherine exerçait toujours sur lui le même ascendant ; il l'avait fait couronner impératrice, sans entendre par-là lui donner aucun droit de régner après sa mort.

Derniers événemens de la vie du czar Pierre.

Le malheureux Alexis avait laissé un fils en bas âge, que tout l'empire croyait destiné au trône. Le czar Pierre avait deux filles de Catherine ; il maria l'une, Anne Petrowna, au duc de Holstein-Gottorp ; la seconde était la princesse, depuis czarine Élisabeth. Il n'avait rien réglé sur sa succession. Il ne se ralentissait

[1] Ce n'est qu'en 1763 que la France a reconnu le titre impérial comme attaché au trône de Russie.

ni dans ses débauches, ni dans les nobles fatigues du gouvernement de ses États. Quelques jours avant sa mort, il avait fait un nouvel acte de cruauté ou de justice sévère; il avait envoyé au supplice un chambellan de Catherine, soit, comme il le fit annoncer, parce que cet homme avait reçu des présens pour des grâces qu'il promettait de faire obtenir, soit, comme on l'a cru, parce qu'il était aimé de l'impératrice. La sœur de ce chambellan avait été condamnée à recevoir le knout. Peu de temps après cette exécution, et dans le moment où l'on se demandait si la colère du terrible empereur n'allait pas tomber sur son épouse, il fut frappé d'un mal qui se déclara avec beaucoup de violence. C'était un abcès à la vessie. Le czar mourut le 8 février 1725. Les régimens des gardes étaient assemblés; le prince Menzicoff [1] parcourait les rangs; ses

[1] Alexandre Menzicoff, ainsi que plusieurs personnages célèbres, s'éleva à la puissance et à la gloire en faisant d'abord le métier de bouffon. Dénué, dans sa jeunesse, de toute instruction et de tout appui, il amusait les soldats de la garde en leur vendant des pâtisseries. Le czar Pierre fut un jour attiré par les éclats de rire qu'occasionaient ses jeux; il entretint Menzicoff, fut charmé de son esprit, de son bon sens, de sa franchise, autant que de sa gaieté, et depuis ce moment ne put se passer d'un homme qui dissipait ses ennuis et entrait avec ardeur dans tous ses pro-

promesses et celles de Catherine avaient déjà gagné les chefs ; les dons étaient prodigués aux soldats; ils aimaient dans Menzicoff le plus vaillant et le plus habile des compagnons de Pierre-le-Grand. Ce général sollicitait leurs suffrages pour Catherine; bientôt les acclamations qui la saluèrent impératrice de toutes les Russies, retentirent dans le palais où se trouvait renfermé un petit-fils de Pierre-le-

jets. Menzicoff fit bientôt connaître ses talens pour la guerre. Il gagna, en 1706, auprès de Kalisch, la première bataille rangée où les Russes triomphèrent des Suédois. Ce fut lui qui conçut l'habile plan de campagne qui mit un terme aux conquêtes et à la fortune de Charles XII. Personne ne contribua plus que lui à la victoire de Pultawa. Pierre I[er]. fut assez grand pour n'être point jaloux d'un général qui partageait l'honneur de ses brillans succès. Menzicoff se distinguait également dans les fonctions civiles. Tout ce qu'avait conçu son maître, il l'exécutait avec intelligence et vivacité. Sa fortune était cimentée par l'avénement de Catherine au trône; on croit qu'elle avait été auparavant sa concubine. Ses grandes qualités étaient obscurcies par l'avarice et la violence. Il acquit de si grands biens, qu'il pouvait, disait-on, aller de Riga en Livonie jusqu'à Derbent en Perse, en couchant toutes les nuits dans ses terres. Déjà puni de ses exactions par une forte amende, il en avait commis de nouvelles dont Pierre était instruit; et le bruit de sa disgrâce était répandu dans Pétersbourg lorsque le czar mourut.

Grand. Le sénat, qui penchait pour le fils d'Alexis, et qui avait proposé de consulter le peuple, fut obligé de souscrire au vœu des soldats. Cette subite fortune, un supplice peut-être évité, un trône usurpé sur l'héritier du czar, des précautions bien prises pour un événement que la Russie regardait comme inattendu, firent élever des soupçons contre Catherine et contre le guerrier qui l'avait si bien servie. Celui-ci, coupable de grandes exactions, avait à craindre la sévérité d'un souverain que la reconnaissance n'arrêtait pas long-temps. Cependant la maladie de Pierre-le-Grand fut avérée, et l'empoisonnement supposé reste problématique.

Catherine Ire. Le règne de Catherine s'annonçait comme devant être presque aussi glorieux que celui de son époux. Un de ses actes les plus remarquables fut un traité d'alliance conclu entre la Russie et l'Autriche. Menzicoff fut le négociateur de ce traité, que nous verrons bientôt produire des effets contraires aux intérêts de la France. On prétend qu'à la faveur des conférences intimes qu'il eut avec l'ambassadeur d'Autriche, il prit avec cette cour des engagemens qui étaient de nature à menacer le règne et la vie de la czarine; que celle-ci, livrée à de nouveaux amans, tendait à se délivrer d'un ministre impérieux, et qu'il était temps pour

lui de prévenir une disgrâce inévitable. Quoi qu'il en soit, Menzicoff promit au cabinet de Vienne d'assurer la couronne au fils du czarowitz Alexis, lequel était neveu par sa mère de l'impératrice d'Allemagne, femme de Charles VI; et l'Autriche, de son côté, consentit à ce que le futur czar épousât la fille de Menzicoff. Ce traité était à peine conclu et signé, que Catherine mourut à l'âge de trente-neuf ans, le 16 mai 1727, après vingt-sept mois de règne, et le petit-fils de Pierre-le-Grand fut proclamé empereur le même jour.

Suivant quelques relations, la mort de Catherine Ire. n'avait été précédée d'aucune maladie grave, et elle fut accompagnée de convulsions violentes qui décelaient l'effet du poison; mais les meilleurs historiens reconnaissent au contraire que la czarine, effrénée dans ses plaisirs, succomba, comme son époux, à des excès d'intempérance. Ils disent qu'elle dépérissait depuis long-temps, et qu'une fluxion de poitrine avança la fin de ses jours.

Toute-puissance de Menzicoff.

Menzicoff, soit qu'il eût d'avance médité l'élévation de Pierre II, soit que sa politique lui prescrivît de servir avec éclat un prince vers lequel tous les regards se tournaient, montra pour lui tant de zèle, qu'il parut seul lui avoir décerné la couronne. Il se rendit maître du palais, et se fit donner le titre de

vicaire général de l'empire. Sa fille fut fiancée au jeune czar, en attendant l'âge de consommer le mariage. Tout tremblait devant lui. Un enfant renversa ce prodige d'orgueil et de fortune. Dolgorouki, jeune compagnon du czar, sut inspirer à ce prince, âgé de treize ans, la résolution la plus courageuse. Tous deux s'échappèrent d'une maison de campagne dont le ministre avait fait une prison pour son maître. Une escorte disposée par la puissante famille de Dolgorouki, les reçut en chemin et les conduisit à Saint-Pétersbourg. Le czar fut accueilli de ses sujets et de sa garde avec le plus vif enthousiasme. Tous lui offraient de le délivrer de son tyran. On craignit cependant de mettre un homme si redoutable à l'épreuve de ce qu'il pourrait faire pour son salut. Le czar se contenta de l'exiler dans son magnifique château de Rennebourg. Menzicoff obéit; mais il eut l'imprudente vanité de partir pour son exil et de sortir de Pétersbourg avec le faste d'un souverain qui va prendre possession d'un nouveau royaume. Les murmures qu'il excita parmi le peuple, avertirent ses ennemis qu'on pouvait impunément lui porter des coups plus cruels. Ils l'accablèrent tellement, qu'ils en firent un objet de pitié pour l'univers. Ils arrêtèrent ses équipages. On le dépouilla de ses habits somptueux pour lui en faire porter de

bure. On le chargea de chaînes, on le livra à tous les genres d'opprobre. Sa femme, son fils et ses deux filles, dont l'aînée était fiancée au czar, furent traînés avec lui en Sibérie. On fit choix pour eux du désert le plus âpre, le plus dépourvu de moyens de subsistance. Ils n'eurent une chaumière et ne purent soutenir leur existence que par le travail de leurs mains. Menzicoff supporta toutes ces épreuves avec le plus ferme courage, et surtout avec une résignation religieuse qui les lui faisait considérer comme une expiation de ses excès, et peut-être de ses crimes.

Les Dolgorouki, investis d'autant de pouvoir qu'en avait eu Menzicoff, marchaient, sans s'en douter, vers une catastrophe encore plus tragique que la sienne. La destinée les poussait à leur tour vers les déserts de la Sibérie, d'où plusieurs d'entre eux ne devaient sortir que pour monter à l'échafaud. Pierre II mourut de la petite vérole, le 29 janvier 1730, dans la troisième année de son règne et la quinzième de son âge. Un peu auparavant il avait été fiancé avec la sœur de son jeune favori.

Les Dolgorouki ne furent point étourdis d'un coup qui semblait menacer leur puissance. Maîtres du sénat et de l'armée, ils étaient sûrs de disposer du trône. Comme tant d'autres ambitieux, auxquels le même calcul réussit

mal, ils songèrent à y élever une princesse qui, n'y ayant pas les droits les plus prochains, pût leur donner plus de gages de reconnaissance. Ils avaient encore une autre pensée : c'était de limiter le pouvoir despotique des czars, et de faire jouir la noblesse russe des mêmes prérogatives que celle de Suède et de Pologne. Pour remplir ce double objet, ils firent choix de la princesse Anne, fille du czar Ivan V, frère aîné de Pierre I[er]., et veuve du duc de Courlande. Ils excluaient ainsi les deux princesses nées du mariage de Pierre et de Catherine. Le premier ministre Dolgorouki vint trouver la duchesse douairière de Courlande à Mittau, lui annonça la proclamation qui l'appelait à régner sur toutes les Russies, et en même temps lui fit signer un acte qui restreignait l'autorité absolue. La nouvelle impératrice acheta, sans hésiter, l'empire à ce prix ; mais elle ne tarda pas à montrer combien il est facile d'accabler du haut du trône une aristocratie que le temps n'a point cimentée. Aidée de deux étrangers, le fameux comte de Munich [1],

[1] Burchard-Christophe de Munich naquit au pays d'Oldembourg en Allemagne, le 9 mai 1683. Il reçut une excellente éducation de son père, officier distingué au service du Danemarck. Le jeune Munich se sentit particulièrement appelé vers l'étude des fortifications. Il fut attiré en France par le désir de connaître le

et Biren [1], courlandais, qu'elle avait amenés à sa suite, aidée aussi de la petite noblesse

maréchal de Luxembourg et Catinat. Mais lorsque la guerre d'Espagne se déclara, il ne put se résoudre à combattre contre l'Allemagne, sa patrie. Le prince Eugène l'accueillit, l'employa, et ne tarda point à récompenser sa bravoure et ses talens. Munich fut laissé pour mort sur le champ de bataille de Denain. Devenu prisonnier des Français qui lui sauvèrent la vie, et conduit à Cambrai, il eut le bonheur d'être soulagé et consolé par l'immortel Fénélon. La paix de Rastadt l'ayant laissé sans emploi, il passa en Russie, et se fit aisément remarquer du monarque le plus habile à discerner tous ceux dont les talens pouvaient seconder ses grandes entreprises. Le fameux canal de Ladoga avait été commencé sur de mauvais principes qui en compromettaient le succès. Munich releva toutes les fautes des ingénieurs, et Pierre lui confia la direction du canal. Dès que ce monarque vit réussir, par les soins de Munich, ce grand ouvrage, dont il avait presque désespéré, sa reconnaissance éclata par des honneurs tels qu'on en accorde aux généraux qui ont remporté des victoires. La jalousie de Menzicoff s'éveilla, mais fut impuissante. Catherine elle-même se fit un devoir de défendre Munich contre le ministre qui paraissait la subjuguer. Pierre II maintint dans ses emplois l'ennemi de Menzicoff, et la czarine Anne lui donna toute sa confiance.

[1] La famille de Biren avait servi les ducs de Courlande dans les emplois les plus vils. « C'était, dit » Rhulières, un esprit altier, une âme féroce, qui » méditait froidement d'horribles cruautés, et pré» tendait s'en justifier par la nécessité de traiter ainsi

russe, qui voyait avec envie l'élévation des grandes familles, elle fit faire, dans la ville de Moscou, une émeute contre les Dolgorouki : ceux-ci, assaillis dans leur palais, virent qu'il était inutile de résister; ils attendirent ce qu'on ordonnerait de leur sort. Cruelle avec raffinement, la czarine annula le pacte qu'ils lui avaient fait souscrire, et les envoya se construire des huttes en Sibérie, à côté de celle de Menzicoff. Ce malheureux guerrier, après avoir fermé les yeux à celle de ses filles qui avait été désignée impératrice, venait de succomber à ses chagrins, et sa femme l'avait suivi de près au tombeau. Son fils et sa seconde fille virent leurs malheurs partagés par les auteurs de leur cruelle disgrâce : peu de temps après, ils furent rappelés à la cour, et eurent le bonheur de n'y obtenir aucune influence. Munich et Biren, jaloux l'un de l'autre, mais rapprochés par la politique, se partageaient l'autorité. Ces deux hommes, sous le règne de la czarine Anne, lequel fut de dix ans, fortifièrent, étendirent tous les ressorts de grandeur

» le peuple russe. » La vengeance qu'il tira des princes Dolgorouki est une des plus épouvantables barbaries dont l'histoire fasse mention. Deux de ces princes furent roués, deux écartelés, et trois eurent la tête tranchée. Biren fit exiler plus de vingt mille personnes en Sibérie.

que Pierre avait donnés à son empire ; et la France, comme nous l'allons voir, fut humiliée par les armes d'un peuple qui avait été si long-temps ignoré de l'Europe méridionale. Cet événement, ainsi que la guerre de 1733 dont il fait partie, fut occasioné par la prétention qu'eurent la France et la Russie, de donner chacune un roi à la Pologne. Voyons d'un coup d'œil rapide ce qui se passait dans cet État, que ses mauvaise lois, et ses dangereux voisins menaçaient à l'envi.

Auguste II, roi de Pologne et électeur de Saxe, prince aimable et voluptueux, peu distingué dans la guerre, mais habile dans la paix, avait su régner à côté de l'anarchie. Malgré son faste, il avait amassé des richesses qui lui étaient particulièrement utiles pour éviter une dépendance trop servile de la Russie. Pierre-le-Grand, comme nous l'avons vu, l'avait menacé de son ressentiment. Des présens répandus dans la cour du czar avaient attiédi une colère si redoutable. Auguste respirait depuis la mort de Pierre. Cependant des troubles qui s'élevèrent dans le duché de Courlande, État allié de la Pologne, furent pour lui une source de chagrins et d'humiliations. Le peuple s'était soulevé en 1726 contre le duc régnant ; et, soit qu'il eût été excité par le roi Auguste, soit qu'il songeât seulement à s'en

Affaires de Courlande.

faire un appui, il avait offert la couronne ducale au comte Maurice de Saxe [1], fils naturel que ce monarque avait eu de la comtesse de Konigsmarc. Cette élection avait été faite

[1] Maurice, comte de Saxe, naquit à Dresde le 16 octobre 1696. Ses penchans héroïques s'annoncèrent dès l'enfance. Son ardeur pour les exercices dans lesquels il déployait une force et une adresse prodigieuses, lui fit d'abord négliger toutes les études qui demandaient l'application de l'esprit. On ne put lui apprendre d'autre langue que le français. Il se sentit depuis humilié par son défaut d'instruction, et parvint à acquérir, sinon une grande variété de connaissances, du moins beaucoup d'activité et de netteté dans le travail. A l'âge de douze ans il s'était déjà fait connaître à la guerre et en amour. Il se distingua en 1708 au siége de Lille, sous les yeux du roi son père, et du prince Eugène. Le général Schullembourg nomma cet enfant son aide-major-général. Maurice courut les plus grands dangers aux siéges de Tournai et de Mons. Le soir de la bataille de Malplaquet, quand les alliés frémissaient de la perte immense qu'ils venaient de faire, lui seul montrait une figure épanouie; il disait qu'*il était content de sa journée.* Telle était son ardeur pour les combats, qu'il voulut se trouver au siége de Riga, conduit par Pierre-le-Grand; et qu'après la prise de cette ville, il quitta le czar, qui le comblait d'éloges, pour venir en Flandre assister au siége de Douai et de Béthune. Le prince Eugène déclarait n'avoir point vu d'homme plus intrépide que le jeune Maurice. Après cette campagne, le roi Auguste voulut employer à sa propre défense un

solennellement par les États de Courlande, qui avaient su deviner l'âme et les ressources d'un héros, dans un jeune homme occupé avec une égale ardeur de ses plaisirs et des projets

fils d'un courage aussi brillant. Maurice alla servir en Poméranie les puissances alliées contre la Suède, et se distingua, soit dans leurs succès, soit au milieu de leurs revers. Seulement il regrettait de contribuer aux désastres d'un héros tel que Charles XII. Dans le désir de voir ce grand guerrier, il ne manquait pas de s'avancer un des premiers chaque fois que Charles XII faisait une sortie de Stralsund. Il le vit en effet au milieu de ses grenadiers, et son admiration redoubla pour ce monarque. Il avait eu auparavant une occasion d'imiter un de ses exploits le plus extraordinaires. Un corps de huit cents ennemis le cerna dans une auberge où il était avec cinq officiers de son régiment et douze valets; il voulut se défendre et réussit à s'échapper, quoique blessé à la cuisse. Le roi son père le maria, peu de temps après, avec la jeune comtesse de Loben. On dit qu'il se décida à ce mariage, parce que cette dame portait le nom de Victoire. Mais les nombreuses infidélités qu'il lui fit troublèrent bientôt cette union; et son désir de chercher les combats s'accrut encore par l'ennui de vivre auprès de sa femme. L'Europe n'offrait plus qu'un seul théâtre de guerre, c'était sur les confins de la Turquie. Maurice y courut, et le prince Eugène eut le plaisir de revoir dans son camp, sous Belgrade, le jeune héros dont il avait admiré en Flandre les talens et la bravoure.

La paix de Passarowitz se fit trop tôt pour lui. L'amour du plaisir et une vague espérance de fortune l'ap

les plus exaltés; les Russes s'opposèrent à ce choix. Menzicoff, qui, à cette époque, dominait encore à cette cour, voulait pour lui le duché de Courlande. L'impétueux Maurice ne craignit point de défendre ses droits et d'attendre les Russes. Il soutint contre eux des combats multipliés qui accrurent sa gloire. Il fut enfin accablé par le nombre des ennemis. Il revint en France où il avait déjà pris du service, et ne connut plus d'autre patrie. Les orages de la Courlande n'étaient point calmés lorsque le roi Auguste mourut en 1733. La

pelèrent en France en 1720. Le régent mit ses soins à l'y fixer, et lui donna bientôt le brevet de maréchal de camp. Le comte Maurice mit à profit, pour ses études, un intervalle d'inaction militaire. Sa tête était dans une fermentation continuelle. De tous les hommes à projets qui occupaient alors la France, aucun n'avait des idées aussi hardies. Mais après la mort du régent, on était en garde contre les brillantes illusions, et surtout contre celles qui étaient présentées par des étrangers. On commençait à considérer le comte de Saxe comme un aventurier; la cour le négligeait; il s'en consolait au milieu des plaisirs. Il avait inspiré la passion la plus vive à la célèbre comédienne Le Couvreur. On connaît la preuve qu'elle lui en donna, lorsque, nommé duc de Courlande, il eut besoin d'argent pour aller se mettre en possession d'un État si difficile à conserver. Elle vendit ses bijoux et sa vaisselle quarante mille francs, pour l'aider dans cette expédition. La duchesse douairière, qui fut depuis la

vacance du trône de la Pologne excita un embrasement presque aussi général, mais heureusement beaucoup moins long que la succession de l'Espagne.

Il s'était formé en France un parti qui voulait la guerre, quel qu'en fût l'objet ou le prétexte; une pareille ardeur s'éveille ordinairement sous un jeune monarque. On lui fait entendre que, jusqu'à ses premiers combats, ses ménagemens seront traités de faiblesse par des voisins qui sauront s'en prévaloir. Ce n'étaient point seulement les courtisans de l'âge de Louis XV qui l'excitaient à la guerre,

czarine Anne, le reçut à Mittau avec empressement, et même avec tendresse. Il aurait pu l'épouser, s'il n'eût pas donné continuellement prise à sa jalousie; et bientôt après, un coup du hasard eût fait monter sur le trône de Russie l'homme le plus fait pour égaler ou pour surpasser Pierre Ier. Le puissant Menzicoff se déclara contre le nouveau duc de Courlande. Il voulait avoir le titre de souverain, et depuis longtemps ce duché était l'objet de son ambition. Un parti de neuf cents Russes pénétra par ses ordres à Mittau. Le comte de Saxe fut assiégé dans son palais, et avec soixante hommes il fit lever le siége. Mais bientôt les forces de la Russie et celles même de la Pologne le pressent de toutes parts. Il se retire dans l'île d'Usmaïz: après une longue défense, il se vit obligé d'abandonner ce dernier poste, et revint en France, où une destinée plus brillante l'attendait.

c'étaient surtout les vieux lieutenans de Louis XIV. Près de vingt ans avaient effacé le souvenir de ses désastres. L'imagination se reportait aux beaux jours où toutes ses armées combattaient, triomphaient à plus de cent lieues des frontières de la France et où ses vaisseaux respectés partageaient ou disputaient l'empire des mers.

1733. Quels personnages désirent la guerre.

Villars, qui s'impatientait dans sa vieillesse de voir le mérite de ses exploits, et même de la bataille de Denain, mis encore en problème, brûlait de confondre l'envie, et ne cessait d'ouvrir au conseil des avis fermes et guerriers qui inquiétaient le cardinal. Les amis même du premier ministre, l'ambitieux Belle-Isle, à qui il tardait de sortir du rang des hommes habiles et suspects en affaires; le duc de Noailles qui languissait depuis qu'il n'avait plus ni commandement ni ministère; le maréchal de Berwick qui s'ennuyait dans le repos, et n'avait pas de talens à signaler dans la paix; le duc de Richelieu qui ne s'était encore annoncé que par des affronts faits fort à propos au ridicule baron de Riperda, obsédaient le pacifique Fleury. Ses ennemis cachés le poussaient plus vivement à la guerre, dans l'espérance que sa parcimonie et sa pusillanimité feraient manquer toutes ses opérations et tomber son crédit. Quand la mort d'Au-

guste fit vaquer le trône de Pologne, le vœu des courtisans et des chefs de l'armée fut que Louis y replaçât Stanislas Leczinski. On représentait la nécessité de contre-balancer dans le Nord deux empires aussi puissans que l'Autriche et la Russie. On rappelait les vertus du modeste ami de Charles XII, une première élection légitime, un règne heureusement commencé, les souvenirs qu'il avait laissés aux Polonais, ce que le roi devait à un prince dont il n'avait pas dédaigné le malheur, et dont il avait épousé la fille. La reine était aimée; on voulait lui faire connaître le genre de bonheur qui lui serait le plus sensible, celui du rétablissement de son père sur le trône. Mais le cardinal avait pour cette princesse une froideur, qui fût devenue de l'inimitié, sans la déférence de la docile Marie. Une entreprise qui portait au loin les forces de la France, qu'il n'était pas aisé de diriger du fond du cabinet, et qui enfin, ne pouvant s'exécuter d'une manière imposante sans un armement maritime, devait exciter les ombrages de l'Angleterre, lui paraissait chevaleresque et impolitique; mais les Polonais se déclarèrent pour Stanislas avec plus de vivacité qu'on ne l'avait espéré. C'était en présence des plus grands périls qu'ils faisaient éclater leur affec-

tion et leur dévouement pour leur compatriote exilé.

L'Autriche et la Russie se déclarent pour le premier.

Les deux cours d'Autriche et de Russie s'étaient déclarées pour l'électeur de Saxe, fils d'Auguste II. La Russie mettait son orgueil à repousser du trône de la Pologne un roi que Pierre-le-Grand en avait fait descendre. Elle voulait dominer seule sur un État qu'elle considérait déjà comme tributaire. L'Autriche aurait dû s'alarmer de cette ambition de la Russie, et cependant elle la secondait.

Politique de l'empereur Charles VI ; quel intérêt l'égare.

L'empereur Charles VI faisait céder les conseils de la politique à un intérêt qui était le principal objet de ses sollicitudes. Depuis longtemps il prévoyait que sa succession ouvrirait de funestes débats; il voulait l'assurer à sa fille Marie-Thérèse, dont les hautes qualités s'annonçaient dès l'enfance. Il voyait les princes d'Allemagne attendre le moment de sa mort, pour déchirer et démembrer ses vastes États, et pour transférer dans une autre maison le titre impérial. Un testament lui avait paru une égide trop impuissante pour défendre sa fille. Il avait voulu créer de son vivant un système de garantie, et s'assurer de la parole des rois. Une pragmatique qu'il avait rédigée dès l'année 1712, mais qu'il n'avait publiée qu'en 1724, et par laquelle il croyait aplanir toutes les difficultés de sa succession, devenait

la base de toutes ses alliances. La Russie l'avait déjà reconnue. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, un des rivaux les plus dangereux que la fille de Charles eût à craindre, s'était également engagé à la défense de la pragmatique. L'empereur attachait un grand prix à l'accession de l'électeur de Saxe qu'il voulait opposer aux vues ambitieuses de l'électeur de Bavière. Il mit tant de zèle à servir Auguste III dans ses prétentions sur la Pologne qu'il en oublia le soin de ses propres Etats.

Une armée russe et une armée autrichienne s'approchaient déjà des frontières de la Pologne; chacune était estimée de cinquante mille hommes. Stanislas n'avait pour lui que l'enthousiasme des Polonais. Les membres de la diète s'étaient déjà engagés, par un serment, à ne point donner la couronne à un étranger, ce qui prononçait l'exclusion d'Auguste. Dans de telles circonstances le cardinal de Fleury, entraîné à la guerre par les cris de la cour et de l'armée, se résolut, après beaucoup d'efforts, à envoyer trois millions en Pologne pour y assurer l'élection de Stanislas, et à faire embarquer quinze cents hommes pour tenir tête aux armées russe et autrichienne. Encore s'était-il assuré, par de lâches précautions, que l'Angleterre lui permettrait un si faible, ou plutôt un si perfide armement. Mais comme

Les Russes et les Autrichiens entren en Pologne.

il ne pouvait se dissimuler qu'une pareille expédition attirerait le mépris de l'Europe sur son ministère, il voulut déployer sur d'autres points les forces de la France d'une manière plus digne d'elle. Il profita de l'imprévoyance de l'Autriche, qui, trop occupée de la Pologne, assurait mal ses frontières d'Allemagne et d'Italie. Le roi de Sardaigne consentait à lui ouvrir les portes de cette dernière contrée. Charles-Emmanuel venait de conclure avec la France un traité d'alliance, dans l'espoir d'obtenir le Milanais, cet objet constant de l'ambition de son père. Fleury, fier de ce traité, le montrait comme le prix et la justification des ménagemens politiques dont il avait usé envers le fils et l'oppresseur de Victor-Amédée. Mais, en attendant que les armées pussent agir en Allemagne et en Italie, l'honneur du gouvernement français était compromis sur les bords de la Vistule.

Stanislas passe en Pologne déguisé.

Le beau-père du roi de France, appelé par les vœux de sa patrie à venir encore une fois régner sur elle, fut obligé de se déguiser pour venir prendre possession d'un trône. Déjà tous les suffrages lui paraissaient acquis, malgré les menaces d'une guerre sanglante, et malgré les protestations emportées des ambassadeurs de Russie, d'Autriche et de Saxe. L'argent avait séduit tous ceux que l'enthousiasme national

n'aurait pas entraînés. L'allégresse fut au comble, quand on vit paraître Stanislas dans le camp où se préparait son élection. Ses longs malheurs semblaient le décorer autant que l'auguste alliance qu'il avait contractée. Près de soixante mille suffrages se déclarèrent en sa faveur; mais un seul des électeurs, en prononçant le terrible et absurde *liberum veto*, allait tout détruire; enfin cet opposant céda, et Stanislas fut proclamé. Trompeuse faveur de la fortune! Cinquante mille Russes inondaient la Pologne, et livraient au fer et à la flamme les châteaux des nobles qui venaient de couronner leur compatriote. Varsovie n'était déjà plus un asile sûr pour Stanislas; Dantzick lui ouvrit ses portes. Cette ville, qui eut la gloire de concourir avec les autres villes anséatiques à la civilisation de l'Europe, avait employé des trésors, fruit d'un vaste commerce, à fortifier ses murailles. Elle était comme une république particulière au milieu de la république polonaise. Stanislas s'y rendit, persuadant à son parti, et persuadé lui-même, qu'une escadre française allait se présenter à l'embouchure de la Vistule avec une nombreuse armée de débarquement. Le roi de France avait confirmé cette promesse par une lettre adressée aux habitans de Dantzick. Ils virent, sans s'étonner, une armée russe les investir. Elle

était commandée par le comte de Munich. Ce général, savant ingénieur, enseignait aux Russes l'art de conduire des siéges, comme Pierre-le-Grand et Menzicoff leur avaient appris à gagner des batailles : mais il n'avait pas à sa disposition de grands moyens d'artillerie.

L'élite des Polonais, qui était autour de Stanislas, animée par son exemple, se défendait avec le plus grand courage dans les murs de Dantzick contre soixante mille assiégeans. Une sortie dans laquelle ils furent joints par de nombreux volontaires de cette ville ; leur fut si favorable, qu'ils tuèrent quelques milliers d'hommes aux Russes ; ceux-ci se vengeaient par le bombardement. Les Dantzickois restaient encore fidèles en voyant leurs maisons réduites en cendre. Mais quels furent leur désespoir et leur indignation, lorsqu'ils apprirent que le secours annoncé par le roi de France ne consistait qu'en quinze cents hommes, et que le chef d'un corps aussi faible, à peine arrivé devant le fort de Weichselmunde, effrayé de la témérité de cette entreprise, avait fait tourner ses voiles vers Copenhague ? Au défaut de l'espérance, la fureur soutenait encore les Polonais assiégés. Stanislas éprouvait la douleur d'entendre leurs justes imprécations contre la France. Mais bientôt ils

connurent de quoi est capable le courage des Français. L'ambassadeur de cette nation auprès de la cour de Copenhague, le comte de Plélo [1], s'était indigné en voyant arriver les soldats qu'un chef pusillanime avait détournés des murs de Dantzick. Ni les fonctions de la diplomatie, ni la culture des lettres, dans lesquelles il avait fait des essais pleins d'agrément, n'avaient modéré dans ce Français une ardeur héroïque. Il crut devoir y céder dans une circonstance où il s'agissait de l'honneur de sa nation. Il se met à la tête de ses quinze cents compatriotes, leur adjoint cent volontaires, s'embarque avec eux, et dit à ses amis qui l'embrassent : *Je vais périr, je vous recommande ma femme et mes enfans.* Une armée russe bordait le rivage. Le comte de Plélo descend l'épée à la main, culbute les avant-postes par la vivacité de son attaque, et se fait jour au travers des bataillons moscovites. Il n'était pas loin des murs de Dantzick, et sa troupe avait donné la mort à deux mille ennemis, lorsqu'il tomba criblé de balles. Les Français,

[1] Le comte de Plélo, né en 1669, était aussi distingué par les qualités de l'esprit que par celles du cœur. Il faisait avec méthode des recherches savantes. C'est à lui qu'on doit l'idylle gracieuse et naïve connue sous ce titre : *La manière de prendre les oiseaux*.

ébranlés par ce malheureux événement, eurent un instant d'hésitation dont les Russes profitèrent. Ils firent des pas rétrogrades, rentrèrent dans leur camp en bon ordre, s'y fortifièrent, et y soutinrent pendant plusieurs jours des assauts continuels ; enfin ils capitulèrent. On les conduisit peu de temps après à Pétersbourg, où l'impératrice Anne rendit les plus grands honneurs à leur bravoure. Ce revers, mêlé de gloire, après plus de soixante-dix ans, a été réparé sur ce même rivage. Au mois d'avril 1807, une armée française assiégeait Dantzick ; un corps de quinze mille Russes a suivi, pour secourir cette ville, la même route que les quinze cents Français conduits par Plélo, et a succombé dans cette entreprise.

1734. Mars. Le comte de Munich réussit à priver les Polonais du secours de la mer. Il fit investir le fort de Weichselmunde, dont le commandant eut la lâcheté de se rendre après la première sommation. Indignés et consternés de cette trahison, les Dantzickois craignirent tout pour le roi Stanislas, auquel ils venaient d'offrir leur noble et inutile dévouement. Les Moscovites demandaient, pour premier article d'une capitulation, qu'il leur fût livré. Bientôt il se vit entouré de guerriers polonais qui lui proposaient de se faire jour à travers les

rangs ennemis. L'exemple du comte de Plélo n'annonçait que trop combien peu il y avait de chances favorables pour cette brillante témérité. Stanislas ne voulut point entraîner ses amis dans les périls de son évasion. De concert avec l'ambassadeur de France Monti, qui lui avait donné les plus grandes preuves de zèle, il résolut de tenter de s'échapper déguisé en paysan. Une anecdote, racontée par lui-même, montre ce qu'une âme dès long-temps exercée par le malheur, peut conserver de sérénité, à l'approche des plus grands dangers. Il avait déjà fait tous les préparatifs de son déguisement, et pris congé de l'ambassadeur, lorsque, voulant lui inspirer la confiance dont il était rempli, il revint frapper à la porte de sa chambre pour lui faire cette plaisanterie : *J'ai oublié*, lui dit-il, *une chose essentielle dans mon déguisement, c'est mon cordon bleu.* Il lui fit de nouveaux adieux, et s'embarqua dans une nacelle avec trois guides et le général Steinflicht, déguisé comme lui. Il vogua à travers la campagne inondée, cherchant la Vistule, et toujours repoussé de ce fleuve par la présence des troupes ennemies. Comme il s'était réfugié dans une cabane abandonnée à un quart de lieue seulement de Dantzick, des salves d'artillerie faites par les assiégeans lui

firent comprendre que cette fidèle et malheureuse ville s'était rendue. Ce bruit fut autrement interprété par les habitans, qui venaient seulement d'entrer en négociation. L'ambassadeur français ne doutait point que les Russes ne célébrassent par ces décharges la prise du roi Stanislas. Cette nouvelle courut dans la ville de Dantzick, et parvint bientôt dans le camp de Munich. Tout se mit à la recherche de l'illustre fugitif. Entouré de périls qui s'accroissaient à chaque pas, il eut souvent à ranimer, et même à menacer ses guides, à se tenir caché derrière des haies, dans des marais, dans des greniers, où un souffle pouvait le trahir, à démêler d'un seul coup d'œil le caractère des hôtes qui le recevaient, à tromper la curiosité suspecte des uns, à s'abandonner à la loyauté des autres. Enfin, il put gagner la ville prussienne de Marienwerder, où il trouva un grand nombre de ses partisans qui venaient d'y chercher un refuge. Le roi de Prusse, Fréderic-Guillaume Ier., respecta envers lui les lois de l'hospitalité.

1734. 9 juillet. Prise de Dantzick par les Russes.

Dantzick avait ouvert ses portes; le comte de Munich, par les contributions les plus sévères, lui fit payer son dévouement à la cause de Stanislas. Les Polonais se déterminèrent à reconnaître Auguste III, pour évi-

ter de plus grands maux à leur patrie. Le serment qu'ils avaient fait de ne point donner la couronne à un prince étranger, leur inspirait un noble scrupule; ils s'en firent délier par le pape. Il est rare que la promptitude des assemblées délibérantes à s'enchaîner par des sermens, ne soit pas suivie du repentir; mais c'est la seule circonstance, dans le dix-huitième siècle, où un pouvoir politique ait rendu Rome l'arbitre des engagemens qu'il avait pris avec le ciel. Auguste III, après avoir tout obtenu par la protection des Russes, se montra leur docile instrument. L'Autriche avait employé une armée de cinquante mille hommes à donner un vassal à la Russie. Le favori de l'impératrice Anne, Biren, obtint pour son salaire le duché de Courlande [1].

Mais pendant que la France était ainsi humiliée dans le Nord, par la pusillanimité et l'indigne tiédeur de son gouvernement, elle portait ses armes avec honneur en Allemagne et en Italie. Louis, dans l'âge et dans la situation où la gloire est un premier besoin, ne conduisait pas ses guerriers; peut-être le

[1] L'élection de Biren fut faite par les États, le 12 avril 1737, et confirmée le 17 juillet suivant par le roi Auguste III.

cardinal de Fleury avait-il craint que le roi ne perdît au milieu des camps l'amour de la paix qu'il s'était attaché à lui inspirer. Cependant les fléaux de la guerre, vus de près, pouvaient produire sur le cœur d'un jeune monarque une impression qui eût fortifié les leçons de son instituteur. Si Louis eût assisté à la guerre de 1733, peut-être eût-on évité la guerre injuste de la succession d'Autriche. Les soldats français veulent avoir un prince à leur tête ; Louis XIII s'était montré, dans les combats et dans les siéges, digne fils de Henri IV. Louis XIV, avec moins de bravoure que son père, avait suivi dans les camps les grands capitaines qui firent la splendeur de son règne. La loi salique, maintenue avec tant de fierté par nos ancêtres, indique assez le besoin qu'ont les Français d'être animés dans les combats par la voix et par l'exemple d'un roi qui partage leurs travaux ; enfin, le sujet de la guerre était ou paraissait être personnel à Louis, puisqu'il s'agissait de rendre un trône à son beau-père. Les considérations que je viens de présenter ne sont point une digression. Il y a dans les mœurs et dans les sentimens d'une nation, des traits primitifs et constans qu'il ne faut jamais perdre de vue.

Le prince Eugène restait à l'Autriche; mais

Villars et Berwick restaient à la France. Ces derniers avaient appelé la guerre ; Eugène avait cherché à l'éviter. Ce héros n'était plus le seul oracle du cabinet de Vienne ; le crédit d'un ministre, son rival et son ennemi, le comte de Sinzendorff, lui avait porté ombrage. Il disait que des trois empereurs qu'il avait servis, le premier, Léopold, avait été son père ; que le second, Joseph, avait été son frère ; et que le troisième, Charles VI, était son maître. C'était contre son avis qu'une armée autrichienne avait été envoyée en Pologne. Il prévoyait les progrès de la Russie, et démêlait l'adroite politique d'une cour qu'on regardait encore comme barbare. Enfin, il ne se pressait pas d'arriver à la tête d'une armée qui n'aurait que l'emploi peu glorieux, et pourtant difficile de défendre les frontières d'Allemagne contre les Français, supérieurs en nombre et animés d'une vive ardeur.

Campagne en Italie.

Villars ne fut point destiné à l'honneur de le combattre. Le roi lui donna le commandement d'une armée qui devait agir en Italie concurremment avec le roi de Sardaigne, Charles-Emmanuel. Ce héros, octogénaire, reçut avant de partir, une épée de la reine, qui semblait l'armer pour sa propre cause : *Me voilà invincible !* s'écria-t-il avec un

transport chevaleresque. Son orgueil s'exalta au point de dire au cardinal de Fleury: « Le » roi peut disposer de l'Italie, je vais la lui » conquérir [1]. » Le début de la campagne parut répondre à de si magnifiques promesses. Les troupes françaises et sardes réunies soumirent, en moins de trois mois, presque tout le Milanais, et s'emparèrent des forteresses de Pizzighitone et de Crémone; mais elles s'arrêtèrent après une conquête qui n'avait demandé que peu d'efforts. Le roi de Sardaigne ne voyait plus aucun intérêt pour lui à pousser ses armes au delà du Milanais, et ne songeait qu'à s'assurer de cette possession. Villars lui réprésentait en vain le danger de laisser respirer les ennemis; Charles-Emmanuel avait fait assez pour lui-même, et ne voulait rien faire pour la France. Favorisée par cette inaction, l'armée autrichienne parvint à dérober un passage sur le Pô. Le roi de Sardaigne fut bien près d'expier son

[1] La reine de France avait aussi donné une cocarde au maréchal; celle d'Espagne lui en envoya une à Lyon, et celle de Sardaigne lui en attacha une elle-même à Turin. Il dit à cette dernière : « Voilà mon » chapeau orné d'une vole de reines qui me rendra » heureux dans mes entreprises pour les trois cou- » ronnes. »

Journal de Verdun, 1734.

peu d'ardeur et de vigilance. Comme il s'avançait, accompagné du maréchal de Villars, de quatre-vingts grenadiers et de quelques gardes, il fut rencontré par un corps de quatre cents Autrichiens. Il songait à se retirer en toute hâte vers le camp, lorsque le vieux maréchal, soit pour le punir de son inactivité, soit pour conserver en toute rencontre l'honneur des armes françaises, engagea l'action. Il chargea les ennemis avec tant d'impétuosité, qu'il les dispersa et leur fit quelques prisonniers. Ce fut là le dernier exploit de Villars. La fatigue et le chagrin lui causèrent une maladie à laquelle il sentit qu'il allait succomber. Il fut obligé de se retirer à Turin, où il mourut le 17 juin 1734, dans la même chambre où il était né quatre-vingt-quatre ans auparavant, lorsque son père était ambassadeur auprès de cette cour. Après sa mort, la guerre d'Italie fut reprise avec une nouvelle ardeur et des succès nouveaux; mais voyons ce qui se passait en Allemagne [1].

[1] Louis-Hector, duc et maréchal de Villars, naquit à Turin en 1651. L'illustration de sa famille était récente. Son père s'était plus distingué dans la carrière des ambassades que dans celle des armes. Villars entra fort jeune au service. Il se trouva au passage du Rhin, au siége de Maestrich, au combat de Senef, et s'avança rapidement par sa bravoure et sa capacité

Opérations militaires sur le Rhin.

L'armée qui devait agir sur le Rhin était confiée au maréchal de Berwick. Cent mille hommes bien approvisionnés s'avançaient dans

militaire. Il ne commanda en chef que dans la guerre de la succession d'Espagne. On lui dut deux victoires dans le temps où l'honneur des armes françaises commençait à être compromis. L'une fut remportée à Fridelingue sur le prince de Bade, et eut des résultats assez importans; l'autre à Hochstedt en 1703, dans ce même lieu où, deux ans après, les Français éprouvèrent un désastre si cruel. Sans doute il eût su le prévenir; mais comme l'électeur de Bavière se plaignait du ton altier de ce général, Louis XIV l'éloigna, et l'envoya, en 1704, combattre les protestans réfugiés dans les Cévennes. Il sut dans cette guerre civile modérer son caractère impétueux, et il soumit les révoltés beaucoup plus par la prudence que par la force. Bientôt après, une belle campagne défensive sur le Rhin le fit regarder comme le seul espoir qui restât à la France. Il débloqua le fort Louis; et, après avoir forcé les Autrichiens dans les lignes de Stohlhofen, il fit des incursions dans le Palatinat, dans la Souabe et dans la Franconie. En 1708, il fut chargé de couvrir le Dauphiné, menacé par le duc de Savoie, et y réussit. Ses faits militaires depuis 1709 sont rapportés dans le cours de cette Histoire. On connaît ce mot qu'il dit un jour à Louis XIV: *Sire, je vais combattre les ennemis de V. M., et je vous laisse au milieu des miens.* Le *Journal de Villars* est très-précieux pour l'histoire. Ce général s'en occupait avec soin. Le premier volume de ses Mémoires est entièrement écrit de sa main.

l'Alsace, et n'attendaient qu'un signal pour passer le Rhin. Le duc de Noailles, le comte de Belle-Isle, le marquis d'Asfeld, le comte Maurice de Saxe, le duc de Richelieu, le prince de Tingri, en commandaient les principaux corps. On eût dit, à voir la manière dont la France et l'Autriche se présentaient au combat, que c'était cette dernière puissance qui avait subi tous les désastres de la guerre d'Espagne. En effet, l'armée autrichienne était à peine de soixante mille hommes, et mettait à fortifier ses positions un soin qui indiquait de la faiblesse et de la crainte. L'hiver commençait; le vieillard qui gouvernait la France craignit d'exposer à l'intempérie de la saison une armée aussi florissante, et il fit perdre par-là les avantages que promettait la première impétuosité des soldats. Berwick fut forcé de prendre du repos, après s'être emparé, au mois de décembre, du fort de Kehl. Quatre mois d'inaction suivirent ce coup de main. Au mois d'avril 1734, l'armée se remit en mouvement. On avait regardé le passage du Rhin comme impraticable en hiver, quoiqu'on fût maître du fort de Kehl. On se proposait d'attaquer les Autrichiens dans les lignes d'Erlingen, où ils s'étaient retranchés avec de longs et de dispendieux travaux. Enfin, le Rhin est passé. Le

duc de Noailles, secondé du comte de Saxe, se présente avec quinze mille hommes devant les lignes défendues par douze mille Autrichiens. Les Français débouchent du haut d'une montagne, essuient une décharge à bout portant, et sautent dans les retranchemens. Ils se maintiennent dans les postes qu'ils ont emportés. Le maréchal de Berwick, se déployant alors dans la plaine, force les Autrichiens à une retraite qu'ils font en assez bon ordre. Le prince Eugène ne parut à leur tête que le lendemain de cette action. Il en apprit le résultat avec beaucoup de flegme. *Laissez faire messieurs les Français*, dit-il; *je n'ai jamais été du sentiment de ces lignes, elles ne sont faites que pour des poltrons.* Le comte de Belle-Isle venait pendant ce temps de soumettre le pays de Trèves. Encouragé par ce double succès, le maréchal de Berwick se porta sur Philipsbourg, et en commença le siége. Cette guerre se faisait avec peu de passion de part et d'autre. On ne songeait point à pénétrer en Allemagne; une place forte conquise sous les yeux du prince Eugène, paraissait un résultat assez glorieux pour une campagne. La tranchée fut ouverte la nuit du 1er. juin; le siége était poussé avec vigueur, et l'armée qui le protégeait était disposée dans un tel ordre, que

le prince Eugène n'osait l'attaquer. Le com mandant de Philipsbourg, à la tête d'une garnison nombreuse, annonçait la plus belle résistance. Les Français disputaient entre eux de courage et de témérité. Berwick ne pouvait les contenir, ni se contenir lui-même. Il s'avança dans une reconnaissance si imprudemment qu'il se trouva placé entre les feux des assiégeans et celui des assiégés. Un boulet tua le vainqueur d'Almanza [1]. Le vainqueur de Denain expirait lorsqu'on lui apprit la mort de Berwick, et ses dernières paroles furent un pénible retour sur le sort

[1] Le maréchal de Berwick, fils naturel de Jacques II, était neveu, par sa mère, Arabelle-Churchill, du célèbre duc de Marlborough. Sa destinée fut d'être toujours armé contre ses parens les plus proches, puisqu'il eut à combattre son oncle et son fils, et à traverser les entreprises de son frère, le chevalier de Saint-George. Le hasard le fit naître dans le royaume qu'il devait si bien servir. Sa mère, en revenant des eaux de Bourbon, le mit au jour à Moulins en 1671. Lorsque son père fut chassé du trône par la révolution de 1688, Berwick le suivit et prit du service en France. Il reçut, pour prix de plusieurs actions d'éclat, l'honneur de commander en Espagne. Il y gagna, en 1707, la bataille d'Almanza, dans laquelle il tua cinq mille hommes aux alliés, et leur fit neuf mille prisonniers. Les *Mémoires du maréchal de Berwick* ont plus d'exactitude que d'originalité. On les attribue à l'abbé de Margon.

qui le privait d'une mort aussi glorieuse. *Cet homme-là*, dit-il, *a toujours été heureux.* La France apprit coup sur coup la perte de ces deux illustres généraux, dont l'un l'avait sauvée elle-même, et dont l'autre avait sauvé l'Espagne ; les honneurs qui furent rendus à leur mémoire n'eurent point ce caractère imposant et solennel qui perpétue l'héroïsme. On voyait que le temps des grandes choses allait passer, au peu de soin qu'on mettait à conserver de grands souvenirs. Villars et Berwick étaient les deux plus illustres débris du siècle de Louis XIV. L'un avait peut-être à l'excès la modestie qui manquait à l'autre. En paraissant dédaigner l'art du courtisan, tous deux l'employaient quelquefois ; mais ils ne surent point s'élever au rôle politique auquel ils semblaient appelés. Berwick connaissait avec plus d'exactitude toutes les parties de l'art militaire ; Villars avait plus de vivacité dans ses conceptions, et plus de cette fougue qui entraîne une armée. Le fils naturel de Jacques II fut fidèle à sa patrie adoptive, et peut-être le fut-il d'une manière trop rigide, puisque sous la régence il combattit en Espagne contre son bienfaiteur, contre son fils et son frère. Villars aimait sa patrie comme un vieux Français, et pouvait même lui pardonner un peu d'ingratitude.

Le commandement de l'armée fut partagé entre le duc de Noailles et le marquis d'Asfeld, qui reçurent l'un et l'autre le bâton de maréchal de France. Ils continuèrent avec activité le siége de Philipsbourg, quoiqu'ils fussent divisés d'opinion sur les moyens de le couvrir. D'Asfeld, un des ingénieurs les plus distingués de ce siècle, voulut retrancher l'armée assiégeante dans des lignes semblables à celles dont les Autrichiens ont coutume de s'entourer. Noailles regardait cette précaution comme indigne des Français, et comme faite pour rassurer l'ennemi sur le sort de l'Allemagne, dans un moment où elle était de tous côtés ouverte à l'invasion. L'avis du premier prévalut. On sait qu'un pareil moyen, employé par le prince de Condé devant Arras, n'avait pas réussi à ce grand capitaine. Mais d'Asfeld porta ses ouvrages à un tel degré de perfection, que l'armée française ne put craindre, ou plutôt ne put espérer de se voir attaquée. Le prince Eugène avait reçu de nombreux renforts. Les plus distingués des princes allemands étaient venus pour assister à une bataille qu'ils espéraient devoir être aussi fatale aux Français que celle de Hochstedt. Le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, était au nombre de ces princes; il avait auprès de lui son fils, le prince royal, âgé de vingt-un ans,

qui venait étudier ardemment sous le prince Eugène tous les moyens de l'égaler ou de le surpasser. Le défenseur de l'Autriche ne fut point cependant ébranlé par ce concours de guerriers qui brûlaient de commencer leur gloire pendant qu'il ajouterait encore à la sienne. Il déclara que les retranchemens des Français étaient inexpugnables. On voulut en vain lui indiquer quelques endroits plus faibles dans leurs lignes. Il s'en approcha pour convaincre tous les généraux de l'extrême difficulté d'une attaque. Il se contenta de serrer de près l'armée française, et ne cessa de la canonner pendant que la garnison de Philipsbourg la tenait en haleine par la vivacité de son feu et l'impétuosité de ses sorties. Les eaux du Rhin s'enflèrent, et le camp des Français fut inondé. Quelques ouvrages furent interrompus par ces crues violentes; d'autres furent emportés. Les assiégeans avaient toujours les pieds dans l'eau. La gaieté et l'activité des Français furent le meilleur remède contre les maladies qui pouvaient résulter d'une position aussi fâcheuse. Les chefs et les soldats se distinguèrent par leur patience autant que par leur bravoure. On vit le duc de Grammont distribuer cent mille livres à des officiers peu fortunés. D'autres seigneurs imitèrent cette libéralité. Dès

que les travaux du jour étaient finis, une partie de la nuit se passait en plaisirs, en fêtes ; des mets et des vins exquis étaient servis sur la tranchée. Un de ces festins nocturnes fut troublé par un incident qui annonce combien cette gaieté était mêlée d'indiscipline. En soupant avec le jeune prince de Conti, le duc de Richelieu fut insulté par le prince de Lixen. Le premier, qui avait éprouvé beaucoup de fatigue dans la journée, conservait encore quelques traces de sueur au front. Le prince de Lixen, en réponse à quelques épigrammes de ce seigneur, lui dit de s'essuyer, et ajouta *qu'il était étonnant qu'il ne fût pas entièrement décrassé, après l'avoir été en entrant dans sa famille* [1]. Richelieu ne voulut pas différer sa vengeance d'un seul moment. A minuit, les deux adversaires se rendirent à la tranchée ; et le lieu qui devait le plus leur rappeler que leur sang appartenait à la patrie, fut leur champ de bataille. Le prince de Lixen fut tué. Le maréchal d'Asfeld n'osa punir Richelieu ; mais celui-ci crut devoir redoubler d'ardeur, et eut le bonheur d'être blessé sur la tranchée qu'il

[1] Le duc de Richelieu venait de s'allier à la maison de Lorraine, en épousant la princesse Élisabeth Sophie, fille du duc de Guise.

avait teinte du sang de son compagnon. Un grand nombre d'officiers généraux, parmi lesquels on citait le duc de Duras, le marquis d'Hudicourt, le comte de Chaumont, furent également blessés à ce siége. Le marquis de Silly, le chevalier de Sanglé, la Boulaye, Puyguyon, furent tués. Le prince de Conti et le comte de Clermont s'y étaient distingués. Enfin, après quarante-huit jours de tranchée ouverte, la place capitula. C'était en présence du prince Eugène que les Français avaient fait cette conquête.

Malheureusement ils bornèrent à la prise d'une forteresse la gloire et les travaux de cette campagne. Sortis de leurs retranchemens, ils n'osèrent à leur tour attaquer le prince Eugène enfermé dans les siens. Les maréchaux d'Asfeld et de Noailles se divisèrent. Le cabinet de Versailles perdit beaucoup de temps à vouloir les concilier. Il n'y avait plus de dessein arrêté. On se porta sur Mayence pour en faire le siége; un mouvement du prince Eugène fit renoncer à cette entreprise. On chercha ensuite à pénétrer dans la Souabe; on trouva encore le prince Eugène occupant des défilés regardés comme inexpugnables. Pour ne pas obscurcir la gloire du siége de Philipsbourg par des revers qui n'auraient été que le juste prix

de tant d'incertitude, on prit des quartiers d'hiver pendant les plus beaux jours de l'automne.

Des succès plus éclatans, obtenus en Italie dans cette même campagne de 1734, furent également suivis d'une tiédeur et d'une mollesse que les Français victorieux montraient pour la première fois. Jamais l'Autriche n'avait paru plus menacée de perdre toutes ses possessions en Italie, et jamais aussi elle n'avait mérité ce malheur par plus d'imprévoyance. Depuis quinze ans, les projets de la reine d'Espagne sur cette contrée avaient été annoncés, continués ou repris avec une opiniâtreté qui n'avait cessé de tenir l'Europe dans quelque agitation. Cependant l'Autriche n'avait pas, au commencement de cette guerre, plus de dix mille hommes pour couvrir l'Italie, et laissait le royaume de Naples comme à l'abandon. Des intrigues depuis long-temps fomentées, des factions soudoyées par l'Espagne avec l'or du nouveau monde, excitaient les inconstans Napolitains à se délivrer de la domination allemande; l'Autriche croyait pouvoir les contenir avec les milices du pays et des troupes disséminées dans différentes garnisons. La reine d'Espagne regarda la facile occupation du Milanais par le maréchal de Villars et le

roi de Sardaigne comme un heureux présage pour l'invasion de Naples. Elle y envoya son fils don Carlos, dont elle fit appuyer les prétentions par un corps de troupes espagnoles sous la conduite d'un habile général, le duc de Montemar. En même temps elle s'assurait, par des sommes considérables, des grands du royaume de Naples et de la populace la plus mercenaire de l'Europe. La révolution était déjà faite à Naples quand l'infant y arriva au mois de mars 1734. Il fut reçu avec des transports de joie. Le vice-roi impérial, Visconti, s'était hâté de se retirer. Le feu de la révolte s'étendait de toutes parts. Les Napolitains n'avaient pas cependant été opprimés par l'Autriche ; mais la froide régularité des mœurs allemandes avait causé à un peuple mobile, un ennui dont il lui tardait de se venger. Les Espagnols mirent plus d'activité à pousser leurs conquêtes dans le royaume de Naples, que les Français n'en mettaient à profiter de leurs avantages dans la Lombardie. Le duc de Montemar s'avança en diligence contre l'armée autrichienne qui s'était rassemblée dans la Pouille, et l'attaqua dans le camp de Bitonto. Les milices, dont le comte de Visconti avait imprudemment grossi ses troupes, lâchèrent pied dès le commencement de l'ac-

tion. On vit alors les officiers autrichiens combattre presque sans soldats. Leurs efforts furent glorieux, mais inutiles. Accablés par le nombre, et presque tous couverts de blessures, ils posèrent les armes. La victoire fut complète ; il n'y eut plus d'armée autrichienne. Le duc de Montemar, qui reçut, pour prix d'un service si mémorable, le nom de duc de Bitonto, parvint à fermer le chemin de Capoue et de Gaëte aux corps épars qui venaient en renforcer les garnisons. Ces deux villes furent assiégées et prises. Don Carlos fut maître de tout le royaume de Naples, et s'occupa de la conquête de la Sicile. Les Espagnols, qui depuis Charles-Quint n'avaient exécuté aucune entreprise avec plus d'ardeur et de succès, surent bien réparer dans cette île les disgrâces de l'expédition d'Albéroni. Le duc de Montemar dispersa, culbuta vingt mille Autrichiens qui défendaient la Sicile, et parvint à ne leur laisser d'autres asiles que Messine, Syracuse et Trépani. A l'exception de ces trois villes, toute cette île était, en 1735, soumise au nouveau roi de Naples.

Les impériaux faisaient dans la Lombardie une résistance plus digne de leur renommée. Le roi de Sardaigne ne les servait que trop par sa lenteur à les poursuivre. La politique

de cette maison, et celle de la plupart des princes italiens, avaient été de tout temps de tenir une sorte de balance entre la France et l'Autriche. Charles-Emmanuel craignait que les Français, s'ils chassaient les Allemands de toute l'Italie, ne fussent tentés de garder pour eux quelque partie des conquêtes communes. De là son obstination à ne point s'éloigner du Milanais, qui suffisait à son ambition. Le maréchal de Coigny, qui succéda au maréchal de Villars, ne réussit pas mieux que son prédécesseur à exciter cet allié suspect et défiant. Il fallut encore combattre sur le Pô, lorsqu'un mouvement un peu énergique pouvait porter les Français jusque sur l'Adige. Les Autrichiens avaient reçu des renforts, pendant un hiver que leurs ennemis avaient passé dans l'inaction. La campagne s'était ouverte par des marches compliquées, incertaines, que l'ignorance ou la flatterie appelait des marches savantes. Le comte de Mercy, qui avait rallié les différens corps autrichiens épars dans l'Italie, crut pouvoir se maintenir dans le duché de Parme, qui avait été l'un des premiers prétextes de la guerre. Le maréchal de Coigny vint l'y attaquer. Le roi de Sardaigne, qui voulait bien consentir à une victoire des Français, mais non aux avantages qu'ils pouvaient en retirer, s'abstint

de donner à ses troupes aucun ordre perfide. Le maréchal de Coigny n'était plus qu'à une lieue de Parme; le 29 juin, les deux armées étaient en présence. Une maison isolée, placée entre elles, fut le premier point d'attaque. Le général autrichien de La Tour s'y porta avec impétuosité. Cinq compagnies de grenadiers français, qui s'y étaient embusquées, le repoussèrent. Bientôt l'action s'engagea sur tous les points : elle dura depuis dix heures du matin jusqu'à huit heures du soir; les Autrichiens, qui avaient commencé à plier, étaient ramenés au combat par leurs généraux qui s'élançaient à la tête des colonnes. Le comte de La Tour fut grièvement blessé; le général en chef de Mercy fut tué en chargeant les Français : c'était le destin des Mercy d'être toujours distingués et malheureux dans les combats. Le prince de Wirtemberg prit le commandement; et déjà résolu d'abandonner le champ de bataille, il voulut au moins s'y maintenir jusqu'à ce que la nuit favorisât la retraite. Il réussit dans son projet; et son armée, qui avait fait la perte énorme de dix mille hommes tués ou blessés, ne fut point mise en déroute. L'armée victorieuse avait perdu quatre mille hommes, dont mille officiers. Le maréchal de Coigny et le maréchal de Broglie se partagèrent l'honneur de la ba-

taille de Parme, à laquelle le roi de Sardaigne n'avait point assisté. Mais l'un et l'autre peuvent être blâmés de n'avoir mis ni vigueur ni habileté à poursuivre les ennemis vaincus. Ils parurent ignorer toujours les mouvemens des généraux autrichiens. Ils employèrent deux mois à soumettre un pays tout ouvert, et formant à peine vingt lieues de terrain. Une conduite si timide de la part des alliés avait déjà rendu le courage à l'armée autrichienne. Un nouveau général, tacticien habile, le comte de Kœnigsegg, venait d'y rétablir la discipline. Elle put, dès le mois de septembre, faire un sanglant affront aux vainqueurs de Parme. Le prince de Wirtemberg, par l'ordre de Kœnigsegg, passa de nuit la Secchia à un gué que les Français connaissaient et n'avaient point gardé, et tomba avec une troupe d'élite sur le quartier du maréchal de Broglie. Les Français, étourdis de cette attaque imprévue, ne purent se ranger en bataille. La surprise et la confusion furent telles, que le maréchal fut obligé de se sauver en chemise. On courut pêle-mêle vers le camp de Coigny, en abandonnant sans combat aux ennemis tous les bagages et quatre mille prisonniers. Le corps d'armée qui venait d'essuyer cette déroute, en butte à des plaisanteries cruelles, brûlait de laver son outrage. Les Français prévoyaient

avec plaisir que les ennemis viendraient leur présenter la bataille. Ils restèrent retranchés auprès de Guastalla. Des cris de joie s'élevèrent lorsqu'on aperçut les corps autrichiens qui s'approchaient. Le 19 septembre, on fut en présence. A dix heures, l'action commença par une charge impétueuse de la cavalerie impériale. Elle fut deux fois repoussée par la cavalerie française, et revint se former derrière les bataillons. Bientôt elle reparut sur deux escadrons de front, appuyée sur deux colonnes d'infanterie, dont l'une suivait le Pô, et l'autre la chaussée de Luzara. Ce nouvel ordre de bataille se développait à peine, que les alliés opposèrent la disposition la plus propre à le renverser. Une des colonnes autrichiennes fut contenue par l'infanterie française; et l'autre, celle qui longeait le Pô, après une vive résistance, céda enfin au choc des alliés. La cavalerie autrichienne fut alors à découvert; mais elle sut profiter habilement de quelques difficultés du terrain pour contenir la cavalerie française, et donna le temps aux bataillons de faire encore front au centre des alliés. Cette action, l'une des plus meurtrières qui eussent depuis long-temps ensanglanté l'Italie, avait duré plus de huit heures. La fatigue était extrême des deux côtés. Le combat avait été quelquefois suspendu par le soin d'emporter

les morts et les blessés, dont le nombre était effrayant. L'approche de la nuit vint ranimer l'ardeur des Français, qui voulaient, à quelque prix que ce fût, rester maîtres du champ de bataille. Ce ne fut qu'à dix heures du soir que les impériaux l'abandonnèrent entièrement; leur retraite fut imposante. Ils avaient perdu, comme à Parme, dix mille hommes tués ou blessés, et en outre cinq pièces de canon et trois étendards. Le prince de Wirtemberg avait été blessé à mort. La perte des alliés était presque aussi forte. Le roi de Sardaigne, malgré la pusillanimité qu'on lui reprochait depuis l'ouverture de la campagne, montra dans cette journée une bravoure et des talens dignes de ses aïeux : il avait commandé le centre de l'armée. Le maréchal de Broglie avait senti qu'il lui fallait plus que de la valeur pour réparer la déroute de la nuit du 15; ses manœuvres avaient été celles d'un militaire qui s'était long-temps distingué sous les ordres de Villars; mais ce fut son dernier jour de gloire. On en peut dire autant du maréchal de Coigny, qui depuis soutint faiblement la renommée acquise par les deux batailles de Parme et de Guastalla. Le duc d'Harcourt et le comte de Châtillon s'étaient montrés avec éclat dans cette journée. Le marquis de Lanion et le marquis de Pezé y

furent tués. On citait parmi les blessés, d'Affry, Châtillon, Louvigny, le marquis d'Estaing, le comte de Boissieux, Monjeon, d'Avaray, Lachâtre, Lamothe, Guébriant, Juigné, d'Armentières et Tessé.

Inutilité de ces deux victoires.

Ce sang fut inutilement versé : la victoire de Guastalla eut encore moins de résultats que celle de Parme. Le roi de Sardaigne, en sortant du champ de bataille, revint bientôt à la timidité ou à la perfidie qui l'avait fait s'opposer à tout progrès des alliés. D'autres causes arrêtèrent encore les Français ; une partie de l'armée avait perdu ses bagages dans la nuit du 15, ce qui était alors un obstacle pour marcher en avant. Le général Kœnigsegg se posta auprès de Luzara, entre des digues ; on le laissa se fortifier dans cette position. Peu de temps après, par une marche hardie, il fit lever le siége de la Mirandole au marquis de Maillebois ; à la fin d'une campagne signalée par deux victoires, les Français avaient perdu un peu de terrain, et ils attendaient, sous les murs de Crémone, des secours de don Carlos. On eut lieu, dès le commencement de 1735, de se repentir d'avoir si peu profité des plus brillans avantages. L'indiscipline et les maladies, suite ordinaire de l'inaction, se déclarèrent dans l'armée d'Italie. On se maintint dans la con-

quête du Milanais, parce qu'on y fut faiblement attaqué. En Allemagne, les opérations militaires eurent si peu de résultat, qu'elles ne méritent aucune mention dans l'histoire. On négociait déjà.

Fleury se presse de négocier; pourquoi.

Le cardinal de Fleury était pressé de terminer une guerre à laquelle il avait été entraîné. La honte d'avoir abandonné, ou plutôt trahi Stanislas, semblait couverte par les succès des armées d'Allemagne et d'Italie. L'Autriche, qui avait payé par la perte des deux Siciles, de Philipsbourg et d'une partie de la Lombardie, le stérile et trompeur avantage de donner le trône de Pologne à un roi tributaire de la Russie, commençait à réparer ses fautes, et surtout était en mesure de profiter de celles que les Français lui faisaient espérer par leur indiscipline et par les discordes élevées entre leurs généraux. Un secours de quarante mille hommes que la czarine, touchée des malheurs de Charles VI, envoyait à ce monarque, allait demander des efforts nouveaux à la France. Fleury craignait par-dessus tout l'intervention de l'Angleterre. Cette puissance avait gardé, pendant la guerre de 1733, un calme auquel ni la France ni l'Espagne n'osaient se fier. Le nouveau trône dont la maison de Bourbon venait de s'emparer, ce-

lui de Naples, devait exciter l'envie de la Grande-Bretagne. Au parlement, on accusait déjà Robert Walpole de rester spectateur immobile d'un événement si digne de l'attention des puissances maritimes; mais ce ministre avait des desseins à exécuter dans l'intérieur de l'Angleterre, avant de se livrer à d'autres entreprises. La maison de Hanovre ne lui paraissait pas encore assez solidement établie sur le trône. Georges Ier., qui était mort en 1707, n'avait été, pendant son règne, que l'instrument d'un parti. Les démêlés qu'il avait eus avec le prince de Galles son fils, devenu le moteur déclaré du parti de l'opposition, avaient encore affaibli sa puissance. Ce fils régnait sous le nom de Georges II. Walpole, auquel il donnait toute sa confiance, entreprit de rendre flexible la constitution qu'il ne voulait pas briser. Il imagina, le premier, les moyens de s'assurer une majorité constante dans le parlement. Il formait à Georges II un trésor particulier, que ce monarque faisait passer dans son électorat de Hanovre. Les opérations que Walpole méditait sur les finances lui rendaient la paix nécessaire encore pendant quelques années. Cette circonstance permit aux puissances européennes de finir en deux ans une guerre dont, un peu plus tard, l'Angleterre aurait

su prolonger les désastres. Cependant Walpole et son frère l'ambassadeur, sous le voile des négociations pacifiques, commençaient à faire sentir leur influence. Le cardinal de Fleury eut le bonheur de les éluder et de conclure sans eux la paix la plus utile et la plus glorieuse que la France eût faite depuis celle de Nimègue.

L'empereur Charles VI avait été d'autant plus ému des disgrâces de la guerre, qu'elles étaient le fruit de l'imprévoyance et des fausses combinaisons de son cabinet. Il éprouvait ce genre de confusion et de tristesse qu'avait montré Philippe V, au moment où tous les projets d'Albéroni furent déconcertés. Le prince Eugène pouvait alors accabler de mépris la faction imprudente qui avait engagé cette guerre malheureuse. Il représentait à l'empereur le danger de faire traverser ses États à des auxiliaires aussi redoutables et aussi suspects que les Moscovites. Charles VI était humilié et découragé. L'avantage de faire reconnaître sa fameuse pragmatique lui paraissait une compensation de quelques sacrifices. Ceux auxquels il consentit furent étonnans ; l'Autriche n'avait pas encore fait un pas rétrograde aussi marqué. Au mois d'octobre 1735, des préliminaires furent signés à Vienne. Voici les

résultats inattendus qu'ils présentèrent à l'Europe.

Stanislas abdiquait la couronne de Pologne, et conservait le titre de roi. Ses biens lui étaient rendus. On lui donnait les deux duchés de Lorraine et de Bar, qui seraient réunis à la France après sa mort. Le duc de Lorraine était reconnu héritier du grand-duc de Toscane. Les royaumes de Naples et de Sicile étaient cédés à don Carlos, qui en était reconnu roi. L'empereur cédait au roi de Sardaigne le pays de Novare et celui de Tortone. Les duchés de Parme et Plaisance étaient cédés à l'empereur. La France lui rendait les conquêtes qu'elle avait faites en Allemagne; enfin elle garantissait la pragmatique sanction de Charles VI.

Acquisition de la Lorraine.

Personne ne s'était attendu que la Lorraine, étrangère à la querelle des plus puissans monarques du midi et du nord de l'Europe, devînt le gage de la paix. Le cardinal de Fleury n'avait pas d'abord une prétention aussi haute que celle de la réunion de cette province à la couronne de France. Il s'était contenté de demander le Barrois. Le garde des sceaux, Chauvelin, qui avait le portefeuille des affaires étrangères, obtint, par son adroite fermeté, une acquisition que Louis XIV, au mi-

lieu de ses triomphes, avait en vain ambitionnée[1]. La France réparait ainsi, par cette clause habile, le honteux abandon qu'elle avait fait de la cause de Stanislas. Au lieu d'un trône miné depuis long-temps par l'anarchie, humilié par la noblesse la plus turbulente et par les Moscovites, qui déjà en disposaient comme d'un fief, Stanislas était appelé à gouverner un État paisible, où tous les germes de bien public avaient été semés par le duc Léopold, un des princes les plus sages et les plus heureux de son siècle[2]. Marie Leczinska, que Louis XV avait épousée lorsqu'elle était obscure et indigente, lui apportait une dot, non pas tout-à-fait de la même valeur,

[1] En 1662, Louis XIV avait fait un traité pour l'acquisition de la Lorraine, sous condition d'adopter tous les princes lorrains pour princes du sang de France, et de les reconnaître pour héritiers de la couronne au défaut des Bourbons. Les princes du sang protestèrent contre la volonté de S. M. Les ducs et pairs murmurèrent, et le chancelier Le Tellier dit nettement au roi qu'il ne pouvait faire des princes du sang de France qu'avec la reine sa femme.

[2] Léopold, duc de Lorraine, naquit en 1679, de Charles V et d'Élisabeth d'Autriche. Le malheur l'avait poursuivi dès sa naissance. L'inconstant et le turbulent Charles IV, son grand-père, chassé plusieurs fois de ses États, tandis qu'il avait voulu en soumettre, ou plutôt en troubler d'autres, avait fini

mais au moins du même genre que celle qu'Éléonore de Guyenne et Anne de Bretagne avaient apportée aux rois leurs époux. Le duc François recevait un vaste dédommagement de l'héritage de ses pères. Charles VI faisait bien mieux que de lui assurer la fertile et belle Toscane; il lui donnait la main de sa fille aînée, Marie-Thérèse, l'héritière de ses États, et lui faisait espérer la couronne impériale. Mais ce jeune prince devait éprouver une longue suite de périls et de traverses, avant de voir réaliser cette brillante espérance. Le grand-duc de Toscane, le dernier

par les perdre. Charles V ne put y rentrer, quoiqu'il fût un des guerriers les plus distingués de son siècle. Enfin Léopold y fut rétabli par la paix de Ryswick, en 1697. La jalousie réciproque de la France et de l'Autriche lui avait imposé des conditions humiliantes. Léopold eut à repeupler le pays peut-être le plus malheureux qui fût alors en Europe. Il réussit, au bout de quelques années, à en faire un État florissant. Ni la France ni l'Autriche ne purent l'entraîner dans la guerre de la succession d'Espagne. Il se fit respecter de l'une et de l'autre. Louis XIV rechercha son alliance, et lui donna sa nièce, fille de Monsieur et sœur du régent. Léopold était éclairé, vigilant, plein de mesure et de discernement dans ses bienfaits. Son administration était celle d'un bon père de famille. Il mourut en 1729, âgé de cinquante ans.

des Médicis [1], vit avec étonnement, mais avec résignation, l'héritier nouveau qui lui était assigné. Il demandait si on n'avait pas un troisième successeur à lui donner. Depuis vingt ans les cours de l'Europe s'occupaient sans cesse de son héritage, et jamais de lui-même. Il mourut deux ans après la signature des préliminaires, âgé de soixante-six ans. L'illustre maison qui s'éteignait en lui, avait régné deux cent trente-sept ans sur la Toscane. Elle eut la gloire de faire dire le *siècle des Médicis* dans le même sens que l'on dit le *siècle d'Auguste*, le *siècle de Périclès*. Les articles préliminaires relatifs à cette succession furent exécutés sans aucun obstacle.

La reine d'Espagne et le roi de Sardaigne sont mécontens des préliminaires.

La reine d'Espagne et le roi de Sardaigne cherchèrent et réussirent à retarder la paix définitive. La première, après avoir obtenu pour son fils les Deux-Siciles, était encore mécontente de son partage. Elle regrettait le duché de Parme et la Toscane, qu'elle avait destinés à son second fils don Philippe. Il fallait que l'Europe fût toujours agitée pour l'établissement de ces deux princes. Cent

[1] Ce prince se nommait Jean Gaston. Il était le sixième descendant direct de Cosme Ier, *dit* le Grand, fait duc de Toscane par Charles-Quint en 1537, après l'assassinat du premier Médicis qui ait porté ce titre. Le pape Pie IV donna à Cosme celui de grand-duc.

mille hommes périrent pour que l'infant don Philippe régnât sur deux ou trois cent mille hommes. La reine d'Espagne avait encore un autre motif qui l'engageait dans des guerres perpétuelles. Son époux, dès qu'il cessait d'être occupé par ces grands intérêts, lui faisait craindre une nouvelle abdication. Ce roi visionnaire éprouvait tous les genres de scrupule, hormis celui de faire couler le sang de ses sujets, dans des querelles qui leur étaient entièrement étrangères.

Quant au roi de Sardaigne, il était mécontent de n'avoir obtenu qu'une petite portion du Milanais. Lui qui avait borné les conquêtes des Français, il osait leur reprocher de n'avoir point assez payé ses perfides secours. La résistance que les deux cours de Turin et de Madrid opposaient aux préliminaires aurait pu ramener celle de Vienne à des regrets sur les sacrifices auxquels elle venait de souscrire. Mais l'empereur ne voyait de repos pour lui que dans l'accession de chacune des puissances de l'Europe à sa pragmatique. La France, en reconnaissant et en garantissant ce pacte, avait calmé toutes ses inquiétudes. Le prince Eugène était bien loin de partager la sécurité de son maître ; il lui disait souvent qu'il n'y avait pour la pragmatique sanction qu'une seule bonne ga-

rantie, une armée de deux cent mille hommes. La paix définitive fut signée à Vienne au mois de novembre 1738. Les rois d'Espagne, de Sardaigne et des Deux-Siciles y accédèrent l'année suivante.

Prospérité de la France.

La France éprouva, depuis 1735 jusqu'à la fin de 1741, ce que la paix produit de plus doux. Elle put bénir son gouvernement d'un genre de bienfait qui était alors presque inouï. Le cardinal de Fleury avait fait face à tous les frais de la guerre par l'établissement d'un dixième. Il ne s'était engagé à le faire cesser qu'après la publication de la paix. Cette publication n'eut lieu qu'au mois de juin 1739, et l'impôt du dixième avait été supprimé dès le mois de janvier 1737. Ainsi le roi faisait grâce à son peuple de deux années et demie d'une imposition très-productive. La France bénit cet acte paternel, qui eut des suites heureuses pour le crédit public; mais des hommes d'État gémirent de ce que le cardinal de Fleury n'avait point employé à l'accroissement de la marine française une ressource qu'il pouvait prolonger sans de graves inconvéniens. L'événement ne tarda pas à justifier leurs regrets.

Chauvelin.

Un ministre qui devait son élévation au cardinal de Fleury, et qui passait pour lui être supérieur en vues politiques, Chauvelin,

fier d'avoir provoqué une guerre couronnée de succès, et d'avoir obtenu dans les négociations de la paix un résultat brillant et solide, osa tenter de renverser le premier ministre. Celui-ci déconcerta ses efforts presque avec la même facilité qu'il avait confondu la vaine tentative de deux jeunes gens présomptueux. Le roi vint révéler à son instituteur les intrigues dont il avait été obsédé, et livra Chauvelin à sa vengeance. Le cardinal l'exerça d'abord avec une grande sévérité. Chauvelin était accusé d'avoir trahi les intérêts du roi et le secret de l'État dans l'intention de rallumer la guerre [1]. On le fit arrêter avec beaucoup d'appareil, on parla de lui faire son procès; mais Fleury sut bientôt s'abstenir d'une rigueur qui n'était point dans son caractère. Chauvelin perdit ses deux fonctions de garde des sceaux et de ministre des affaires étrangères, et fut exilé à Bourges. Les sceaux furent enfin rendus au chancelier d'Aguesseau, qui avait perdu l'affection et presque l'estime des corps auxquels il avait offert une conciliation trop timide. Un intendant des finances, Amelot, fut nommé ministre des

[1] On prétend qu'il fit donner avis aux cours de Madrid et de Turin des négociations entamées avec l'Autriche, et que le cardinal de Fleury prenait le plus grand soin de cacher à ces deux cours alliées de la France. Chauvelin mourut en 1762, dans son exil.

affaires étrangères. Il n'avait ni l'ambition ni les talens de Chauvelin.

Tentative en sa faveur, funeste à ceux qui la font.

Peu de temps après, il se fit une sorte de mouvement à la cour pour faire rappeler Chauvelin. Louis avait parlé de lui avec quelques expressions d'estime et de regret. Le duc d'Antin et le duc de La Trémouille profitèrent de leur facile accès auprès du roi pour seconder cette intrigue. Louis s'était habitué à faire au cardinal des confidences qui pouvaient passer pour des délations. Il trahit d'abord le duc d'Antin, que le crédit de la comtesse de Toulouse ne put sauver de l'exil. Le duc de La Trémouille vint alors trouver le roi, et en obtint la promesse de n'être point désigné au cardinal comme l'un des défenseurs de Chauvelin. Cette parole fut violée; mais Fleury se contenta d'adresser une réprimande sévère au duc de La Trémouille. Ce seigneur eut la noble fierté, dès ce moment, de séparer des devoirs du courtisan les formes qui tiennent à une vive affection : il osa, disent quelques mémoires, déclarer au roi qu'il désirait être rayé de la liste de ses familiers, puisqu'il ne ne se considérait plus comme son ami.

Changement dans les mœurs du roi.

Il s'était fait à la cour et dans les mœurs du roi un changement qui menaçait pour l'avenir, mais qui troublait peu le présent. Louis XV avait enfin trahi cet irrésistible penchant pour

la volupté qui fit la honte et les malheurs irréparables de son règne. Deux fils et plusieurs filles qu'il avait eus de la reine, avaient prolongé pour lui ce bonheur de famille que les séductions de la cour ne peuvent remplacer; mais il ne savait comment tromper l'oisiveté à laquelle il se condamnait. Il devint moins réservé dans ses jeux, moins sobre dans ses festins. La reine, qui ne croyait devoir mêler aucun art à sa tendresse, fatiguait son époux par des exhortations répétées. Le dépit qu'il en ressentait était observé par des courtisans qui se regardaient comme maîtres du royaume s'ils parvenaient à donner une maîtresse au roi. On voyait que son imagination était souvent séduite par plusieurs femmes; mais, d'un côté, des terreurs religieuses, et, de l'autre, la crainte d'offenser le vieux évêque dont il supportait la tutelle avec une si longue docilité, déconcertaient l'espoir des plus savans corrupteurs et de Richelieu lui-même. Résolu enfin d'être infidèle à la couche nuptiale, Louis ne se détermina par aucune préférence du cœur. Il fit un choix si peu contraire aux vues du cardinal, que ce ministre fut soupçonné lui-même de l'avoir en secret dirigé.

Les cinq demoiselles de Nesle.

Il y avait à la cour cinq sœurs de la famille de Nesle, qui avaient excité l'intérêt de la

reine, parce que leur fortune n'était pas proportionnée à l'éclat de leur naissance. La nature avait réparti ses dons entre elles avec beaucoup de diversité. Les trois premières n'avaient qu'une beauté médiocre. L'aînée, qui, en 1726, avait épousé le comte de Mailly, se faisait aimer par sa bonté, par sa simplicité. Elle était susceptible de faiblesse, mais capable de constance, exempte d'artifices. Un esprit brillant distinguait la seconde (depuis marquise de Vintimille), et donnait une vive expression à ses traits peu réguliers. La troisième, depuis mariée au duc de Lauraguais, avait plus d'éclat et de fraîcheur. Les deux dernières, la marquise de Flavacour, et la marquise de La Tournelle, l'emportaient en beauté sur toutes les femmes de la cour. Les courtisans qui avaient espéré diriger les amours du roi, et qui tenaient ou qui attendaient leur fortune du cardinal, craignirent pour eux et pour lui l'empire d'une maîtresse dont les charmes eussent vivement enflammé le monarque.

L'aînée devient maîtresse du roi.

Madame de Mailly fut préférée à ses jeunes sœurs. On donna une maîtresse au roi comme on lui avait donné une épouse, sans le consulter, sans chercher ce qui pouvait le séduire ou le fixer, enfin d'après les convenances personnelles des négociateurs de l'intrigue. On excita l'imagination de Louis par des éloges

concertés. On écarta ses scrupules; et madame de Mailly, étonnée d'une préférence qu'elle désirait sans oser l'espérer, fut conduite dans ses bras. La nouvelle favorite consentit au mystère qu'on demandait d'elle; il fut pendant quelque temps assez bien gardé pour que le cardinal pût fermer les yeux, et pour que la reine pût encore douter de l'infidélité de son époux. Madame de Mailly n'était l'objet d'aucune libéralité; sa fortune restait médiocre; son crédit paraissait nul, et les courtisans ne lui rendaient pas des hommages fort empressés.

Les armées du roi se battaient alors en Allemagne et en Italie. Cette circonstance eût fait redoubler les murmures de la nation, si Louis eût déclaré un amour adultère. Après la paix il garda moins de ménagemens. Il avait, par degrés, écarté plusieurs des freins de sa jeunesse. Il s'abandonnait surtout à l'intempérance. C'est dans l'ivresse des festins que les rois s'habituent le plus à braver l'opinion. En 1735, toute la France fut instruite que Louis avait une maîtresse déclarée. Le cardinal de Fleury crut devoir, pour l'honneur de sa vieillesse et de son caractère, essayer quelques représentations. Le roi, quoique faiblement amoureux, les reçut avec impatience, et il exigea que le ministre, auquel il abandonnait

son royaume, le laissât libre dans ses plaisirs. Le cardinal ne crut pas que ce fût l'occasion de tenter une nouvelle retraite à Issy. Il resta en place, et sut garder envers une favorite désintéressée une conduite qui n'exposait point son crédit, et qui ne paraissait pas une complaisance avilissante. L'on vit le phénomène d'une maîtresse du roi qui ne coûtait rien à l'État, qui n'avait ni grâces à répandre, ni vengeances à exercer.

Madame de Vintimille supplante sa sœur.

Madame de Mailly ne jouit pas long-temps sans amertume de l'humiliant honneur qu'elle venait de recevoir. Sa seconde sœur, mademoiselle de Nesle, avait formé, dans un couvent, le projet de devenir sa rivale. Elle vint la trouver; et, voilant son dessein avec art, elle parvint à assister aux fêtes clandestines que le roi donnait, soit dans ses petits appartemens de Versailles, soit à Choisy, soit à la Muette. Elle excita l'attention du monarque par une conversation enjouée et brillante. Moins timide que sa sœur, elle osait discourir sur les affaires de l'État, flattait le roi sans attaquer son ministre, et jouait à la fois une gaieté qui ne s'alliait pas avec son ambition, une décence qu'elle devait bientôt oublier, enfin une tendresse vive et ingénue. Ce manége eut autant d'effet qu'en auraient produit des charmes éblouissans. Louis fit un pas hardi

dans le scandale, il brava la reine, son instituteur, et la femme qui venait de lui tout sacrifier. Mademoiselle de Nesle, qu'il fit épouser au marquis de Vintimille, neveu de l'archevêque de Paris, fut déclarée maîtresse du roi avec autant de publicité que madame de Mailly; et celle-ci eut la faiblesse de rester encore auprès de lui, d'attendre son retour, et de partager ses embrassemens. Le cardinal de Fleury avait pris le parti de se taire. Il n'avait plus rien à attendre de ses représentations auprès d'un roi qui se livrait avec si peu de réserve à ses désirs. Il tint la balance entre les deux favorites, et souvent il se servit de madame de Mailly pour déconcerter les entreprises dont le caractère altier et l'esprit plein de ressources de madame de Vintimille menaçaient sa puissance. Il lutta plusieurs fois ouvertement contre le crédit de cette dernière, et surtout il eut soin de lui fermer le trésor royal.

Le duc de La Trémouille étant mort de la petite vérole, laissa vacante la place de premier gentilhomme de la chambre. Le roi avait parlé d'en disposer pour un neveu du cardinal, Rosset, créé duc de Fleury en 1736, modeste et désintéressé autant que son oncle. Madame de Vintimille avait proposé le duc de Luxembourg, et s'était fait seconder par madame de

1741. Intrigue de cour, vie privée, etc.

Mailly. Le roi, pressé par ces deux dames, avait paru changer de résolution, et s'était plaint avec un peu d'amertume de l'ambition que montrait le cardinal pour sa famille. Celui-ci, inquiet et offensé, parla de démission. Le roi passa une nuit agitée. Il lui semblait voir mille disgrâces répandues sur son règne s'il perdait un guide aussi sage. Madame de Mailly, témoin de sa douleur, en fut sincèrement affligée. Elle le conjura d'apaiser le cardinal, et de nommer son neveu. Le roi, le lendemain, fit ce choix. Fleury défendit à son neveu d'accepter, et vint supplier le roi de ne pas attirer l'envie sur sa famille par cette grande et subite élévation. Il fallut que le roi, madame de Vintimille et madame de Mailly fissent de longs efforts pour vaincre la résistance du rusé vieillard.

Ainsi, l'ambition d'une favorite altière était toujours réprimée. Le roi, confiné dans ses petits appartemens, était plus que jamais étranger aux affaires du royaume. Les mœurs de la régence revenaient par degrés. Les courtisans, usés dans la dissolution, trouvaient quelque nouveauté dans le scandale qui était offert au public, celui d'un jeune monarque prodiguant à la fois ses caresses à deux sœurs, et même à une troisième. La duchesse de Lauraguais passait pour avoir cherché et obtenu

une intimité d'un genre aussi honteux. Toutes trois se réunissaient contre deux sœurs dont la beauté les éclipsait; elles cherchaient à les cacher au roi. Madame de Flavacour seule ne leur enviait pas un triomphe si honteusement partagé. Madame de La Tournelle, déjà veuve, gémissait de l'obscurité où on voulait la retenir; fière de ses charmes, elle attendait que le roi lui rendît un hommage plus passionné et plus durable qu'à ses sœurs. Un amant plein de grâces, le duc d'Agénois, la consolait dans cette attente, pendant que le duc de Richelieu la traitait déjà avec le respect et l'amitié empressée d'un courtisan qui attendait tout de sa puissance. Comme cette dame ne tarda pas à exercer une grande influence, ainsi qu'on le verra dans le Livre suivant, je me hâte de rapporter l'événement qui fut l'occasion de sa faveur.

Couches et mort de madame de Vintimille.

Madame de Vintimille accoucha en 1741. Son accouchement, d'abord peu pénible, fut suivi des douleurs d'entrailles les plus vives. Les médecins n'arrivèrent que pour déclarer le mal sans remède. La malade resta enfermée quelques heures avec son confesseur, et mourut bientôt après dans d'horribles convulsions. Par un coup inexplicable du sort, le confesseur, qu'elle avait chargé d'aller porter ses dernières paroles à sa sœur madame de Mailly, tomba

mort en entrant chez cette dame. Ces deux catastrophes excitèrent beaucoup de rumeur à la cour. Des bruits d'empoisonnement coururent et furent long-temps répétés, sans qu'on pût cependant les appuyer sur des faits vraisemblables. Le roi, qui, au sein de ses plaisirs, avait déjà éprouvé cette sombre inquiétude qui naît du mécontentement de soi-même et de la fatigue des sens, en apprenant les circonstances de la mort de madame de Vintimille, fut poursuivi par les pensées les plus sinistres. On crut que le remords allait lui rendre des sentimens religieux. La plupart des courtisans se seraient regardés comme ruinés par le retour du roi aux vertus domestiques. Madame de Mailly pleurait sincèrement une sœur par laquelle elle avait vu comblés son malheur et sa honte. Louis eut besoin de venir mêler ses larmes aux siennes. Mais on voyait qu'elle le consolait sans pouvoir remplir son cœur. Alors il se forma une ligue des hommes et des femmes les plus habiles en intrigues, pour lui susciter une rivale dangereuse dans sa sœur, madame de La Tournelle.

Madame de La Tournelle succède à ses deux sœurs.

Le duc de Richelieu, le cardinal de Tencin qui s'indignait de n'être pas encore arrivé à tous les honneurs du cardinal Dubois, son appui, son modèle; madame de Tencin qui rapportait tout à l'élévation d'un frère pour

lequel elle avait une vive amitié que les mœurs de l'un et de l'autre faisaient soupçonner d'inceste; Pâris-Duverney qui brûlait de ressaisir l'influence que le cardinal de Fleury lui avait fait perdre, étaient les moteurs principaux de cette intrigue; des princes et des princesses les secondaient. Le duc d'Agénois, neveu du duc de Richelieu, et formé par ses leçons, se tenait prêt à faire à l'ambition le sacrifice d'un amour heureux. Le roi vit madame de La Tournelle dans une réunion qui n'avait d'autre but que de la produire à ses yeux. Le deuil de sa sœur qu'elle portait encore, l'expression d'une douleur recueillie, et l'éclat de sa beauté, attiraient sur elle tous les regards. Le roi s'approcha d'elle avec trouble; jamais il n'avait montré à aucune femme un empressement ni plus vif ni plus respectueux. Madame de La Tournelle sut dissimuler sa joie et ses espérances, et enflamma le monarque par l'indifférence avec laquelle elle parut recevoir ses hommages. Dès ce moment il ne fut occupé qu'à vaincre une résistance calculée. Madame de La Tournelle paraissait rougir de l'exemple de ses sœurs, faisait entendre qu'elle voulait régner seule, et n'admettait aucun partage avec madame de Mailly. Elle demandait des titres et des honneurs; et, quand le roi hésitait à la satisfaire, elle ne parlait plus que du bonheur de

rester fidèle au duc d'Agénois. Louis était combattu par un peu de pitié pour madame de Mailly, dont il savait être aimé avec un dévouement sans bornes. Le cardinal de Fleury et le comte de Maurepas s'efforçaient de conserver quelque faveur à l'ancienne maîtresse, et la reine elle-même s'intéressait à celle qui la première avait troublé son bonheur. Ce conflit fut enfin terminé, et le triomphe de madame de La Tournelle éclata par la disgrâce de sa sœur, dont elle occupa la place auprès de la reine; moyen imaginé pour couvrir un scandale, et qui le rendait plus choquant. Madame de Mailly, abandonnée avec dureté, imita le repentir de madame de La Vallière; et madame de La Tournelle, nommée duchesse de Châteauroux, se proposa de suivre l'exemple d'une autre favorite qui se rendit chère aux Français, d'Agnès Sorel.

FIN DU SIXIÈME LIVRE.

LIVRE SEPTIÈME.

MINISTÈRE DU CARDINAL DE FLEURY.

Les événemens politiques et militaires furent très-variés dans la guerre de la succession d'Autriche. C'est un tableau imposant et susceptible d'un grand intérêt si l'on peut y éviter la confusion. Il faut voir d'abord quelle était la situation de toutes les puissances qui allaient s'engager dans cette querelle. Ceux qui écrivent l'histoire de France, à dater du seizième siècle, se trouvent presque forcés d'écrire l'histoire de l'Europe entière, et celle même d'autres parties du monde. Le courage qui les anime à remplir une tâche aussi difficile, ne peut être soutenu que par la curiosité vaste et patiente qu'ils supposent à leurs lecteurs.

Fleury, arbitre de l'Europe dans plusieurs occasions.

Le cardinal de Fleury, depuis les préliminaires de 1733 jusqu'à la fin de l'année 1740, avait joué plusieurs fois le rôle d'arbitre de l'Europe. Partout où un débat s'était engagé, où une guerre s'était allumée, sa médiation avait été demandée et suivie d'un effet heureux; genre de gloire que la France n'avait jamais

aussi souvent obtenu depuis le règne de saint Louis, le conciliateur des rois. Fleury avait apaisé, à Genève, des troubles civils, qui renaissent fréquemment dans une petite république où les limites de l'aristocratie et de la démocratie sont indécises. Il avait eu le même succès auprès de quelques cantons de la Suisse. Ses secours avaient puissamment aidé les Génois contre la Corse révoltée [1]. Un corps d'armée qu'il avait envoyé dans cette île, sous le commandement du marquis, depuis maréchal de Maillebois, s'était distingué par des victoires auxquelles la France alors attachait quelque orgueil, et qui n'étaient pas sans utilité pour son influence dans la Méditerranée. Fleury avait écarté, par d'adroits ménagemens, la résistance que le pape Clément XII avait montrée pour reconnaître le nouveau roi de Naples.

Rupture entre l'Espagne et le Portugal. 1735.

L'Espagne, qui était entrée dans ce démêlé, en avait beaucoup d'autres à soutenir. La reine était d'une activité sans égale pour les multiplier. Quoique les cours de Madrid et de Lisbonne se fussent unies par de nouveaux

[1] Cette révolte, qui éclata en 1729, ne fut jamais entièrement apaisée; j'en parlerai avec quelque détail à l'époque de la conquête que la France fit, pour son propre compte, de l'île de Corse, que les Génois finirent par lui abandonner.

traités, et que l'héritier du Portugal eût épousé cette jeune infante que le duc de Bourbon avait renvoyée de France, un désordre causé dans Madrid par les domestiques de l'ambassadeur de Portugal, faillit exciter une guerre sanglante entre les deux puissances. Le Portugal menacé invoqua l'appui de l'Angleterre, qui envoya une escadre pour le défendre. L'Espagne appela le secours de la France. Robert Walpole et le cardinal de Fleury se réunirent pour apaiser ces troubles naissans, et leur médiation réussit.

Guerre sourde de l'Espagne avec l'Angleterre.

Mais, bientôt après, une querelle qui avait été excitée en Amérique par des matelots espagnols et anglais, devint le sujet d'une guerre beaucoup plus sérieuse, que le cardinal de Fleury crut vainement avoir calmée, et qui fut fatale à Robert Walpole. Les Anglais n'avaient cessé de faire des efforts, tantôt avec adresse et tantôt avec audace, pour établir dans l'Amérique méridionale un commerce qui leur livrait une partie des trésors et des riches productions du nouveau monde. La reine d'Espagne, toute préoccupée de l'établissement de ses fils en Italie, et charmée de voir l'Angleterre lui prêter des vaisseaux pour y transporter don Carlos, avait fermé les yeux sur une contrebande qui causait les plus vives alarmes aux négocians et aux hommes

d'État. Quand elle n'eut plus besoin du secours intéressé de la Grande-Bretagne, elle fit donner l'ordre aux gouverneurs de l'Amérique espagnole de repousser par la force les Anglais qui tenteraient de s'introduire dans les ports de cette contrée. Les gardes-côtes, dont la connivence avait long-temps facilité leurs entreprises, les attaquèrent, les emprisonnèrent, et punirent par des voies de fait leur rébellion. Des bâtimens anglais, qui n'avaient évidemment d'autre but que la contrebande, furent saisis et confisqués. Les équipages prisonniers étaient traités avec beaucoup de rigueur, et quelquefois même avec inhumanité. Les Anglais ne tolérèrent point des outrages qu'ils étaient plus habitués à faire essuyer qu'à recevoir. Robert Walpole, par de puissans armemens, effraya l'Espagne, et encore plus la France. Fleury ne doutait pas que, d'après les nouveaux liens qui unissaient les deux branches de la maison de Bourbon, Louis XV ne fût entraîné dans la querelle de Philippe V. L'état languissant où il avait laissé la marine, lui inspirait, à l'égard de l'Angleterre, une pusillanimité qui ne s'était déjà que trop montrée au siége de Dantzick; cependant Robert Walpole ne se prévalait pas avec trop d'orgueil des ménagemens de Fleury.

Médiation de la France; convention du *Pardo*.

Jamais il n'y eut un plus long accord entre les ministres de deux nations rivales. L'un et l'autre aimaient la paix, et peut-être Walpole était-il encore celui qui avait fait les plus grands sacrifices au désir de la maintenir. Il ne refusa point la médiation du cabinet de Versailles, et une convention fut conclue au Pardo le 14 janvier 1739. Le roi d'Espagne s'engageait à payer aux Anglais 95,000 livres sterling pour indemnité des prises faites par les Espagnols. Cet accommodement était humiliant pour l'Espagne, et cependant le peuple anglais s'en plaignit comme d'une lâche transaction sur les offenses qu'il avait reçues. On l'avait échauffé par les moyens qui agissent le plus sur l'imagination. Un patron de vaisseau, nommé Jenkins, que les Espagnols avaient arrêté, et auquel ils avaient fendu le nez et coupé les oreilles, fut conduit à la chambre des communes. Il fit le récit de toutes les circonstances de son malheur, et ajouta ces mots : *Quand on m'eut ainsi mutilé, je recommandai mon âme à Dieu et ma vengeance à ma patrie*. L'orage éclata contre Walpole. Il se vit abandonné de plusieurs de ses partisans salariés. L'accommodement qu'il avait conclu fut rejeté avec indignation. Telle était cependant sa dextérité dans les intrigues parlementaires, que, di-

visant avec art les chefs de l'opposition, il parvint à contenir son puissant rival, le lord Carteret, et resta encore dans le ministère pendant près de trois ans. Deux expéditions qu'il entreprit, l'une confiée à l'amiral Vernon, et qui avait pour objet de ravager ou de conquérir les possessions espagnoles dans le nouveau monde; l'autre, confiée à l'amiral Anson, et qui fit la gloire de ce hardi navigateur, engagèrent une guerre maritime, dont les fléaux vinrent correspondre à ceux de la guerre continentale qui, bientôt après, embrasa toute l'Europe. Walpole paraissait craindre l'intervention de la France autant que Fleury craignait la colère du gouvernement anglais. L'intelligence de ces deux ministres ne fut pas rompue; mais la chute du premier décela combien le second avait été imprévoyant en se reposant sur les dispositions d'un homme quand il avait une nation ambitieuse à observer.

Guerre de l'Autriche et de la Russie contre les Turcs.

Le cardinal de Fleury avait été plus heureux en terminant une lutte sanglante, qui, pendant trois ans, avait tout mis en feu depuis les bords du Danube et du Dniéper jusqu'à ceux de l'Indus; qui avait humilié et appauvri l'Autriche, étendu, non les frontières, mais la gloire et l'influence de la Russie; rendu aux armes ottomanes un éclat momentané;

élevé la Perse et désolé l'Inde. Voici quelle en avait été l'origine.

Affaires de Perse, Thamas-Kouli-Kan. 1739.

Après un demi-siècle de guerres civiles et de guerres étrangères, qui avaient rempli la Perse de meurtres, de trahisons et de ruines, le terrible Thamas-Kouli-Kan [1] avait usurpé le trône d'un prince faible dont il s'était long-temps montré l'unique défenseur. La Perse

[1] Thamas-Kouli-Kan fut connu d'abord sous le nom de Nadir; il était de l'une des familles puissantes qui, depuis un demi-siècle, agitaient la Perse par des révoltes et des dissensions continuelles. Un de ses oncles avait usurpé sur lui, dans sa jeunesse, un gouvernement auquel Nadir prétendait avoir un droit héréditaire; il s'enfuit, et médita pendant près de vingt ans sa vengeance; il alla demander du service à différens gouverneurs des provinces de la Perse. Chacun de ceux-ci travaillait à se rendre indépendant de de l'autorité du sophi, et le plus souvent y réussissait. Cet empire était dans la situation où la France avait été sous les derniers descendans de Charlemagne. Les tribus de Tartares les plus voisines profitaient de ces divisions. Nadir, devenu chef d'un corps de cavalerie, se distingua en repoussant leurs incursions; mais il n'obtint pas de ses victoires le salaire auquel il pouvait prétendre. Comme il ne cessait de le réclamer avec hauteur, on lui fit donner la bastonnade. Nadir, furieux, se mit à la tête d'un parti de brigands, et vint dévaster sa patrie. Il entra dans le Korasan, province dans laquelle il avait vu le jour, et qui était soumise au gouvernement de son oncle. Ne se croyant pas en état de l'opprimer par la force, il eut recours

avait repris sous lui cette vigueur surabondante qui est souvent le fruit des plus cruelles dissensions. Formidable à tous ses voisins,

à la perfidie : il feignit de se réconcilier avec son oncle, convint avec lui d'une entrevue, se rendit maître de la place où elle devait avoir lieu, et le tua de sa propre main. Thamas, qui régnait alors, loin d'être irrité de l'attentat de Nadir, le remercia de l'avoir délivré de l'un de ses ennemis les plus dangereux. Deux ou trois provinces restaient à peine à Thamas, lorsqu'il mit Nadir à la tête de ses armées. Celui-ci vainquit successivement les Aghuans, les Tartares Usbecks et les Turcs qui avaient envahi la Perse sur tous les points. Thamas ne mit point de bornes à sa reconnaissance; il voulut que Nadir fût appelé Thamas-Couli (l'esclave de Thamas), et qu'on y ajoutât le mot *Kan*, qui signifie seigneur; mais il eut bientôt à se repentir d'avoir confié ses armées, son palais et sa personne à un chef de brigands. Kouli-Kan excita une révolte contre son maître, l'arrêta et le déposa; bientôt après il le fit mourir, et plaça sur le trône son fils au berceau. Les victoires qu'il remporta pendant la minorité du jeune prince, et surtout celle d'Érivan, où les Turcs perdirent, dit-on, plus de 50,000 hommes, accrurent son audace. Il se fit déférer la couronne par ses troupes, et les conduisit à à une nouvelle entreprise; ce fut celle de l'Indostan, dont on résume dans cette histoire les principaux événemens. Thamas-Kouli-Kan fut massacré en 1747, dans son palais, à la suite d'une conspiration conduite par un neveu de Thamas, qui remonta sur le trône de ses ancêtres.

c'était surtout la Turquie qu'il paraissait vouloir renverser. Ses succès avaient prouvé que cet empire était aussi vulnérable en Asie qu'en Europe même. Les Russes s'en étaient réjouis. Thamas les invitait à fondre sur un État dont le prochain démembrement était prédit par tous les politiques. La czarine Anne, excitée par le comte de Munich et par plusieurs autres étrangers dont les talens illustraient son règne, résolut de réparer, par une guerre contre les Turcs, les seules disgrâces militaires qu'eût éprouvées Pierre le Grand, et dont le traité du Pruth [1] offrait encore un hu-

[1] Pierre le Grand avait fait, en 1711, une campagne très-malheureuse contre les Turcs; il était entré sans précaution dans les provinces de la Moldavie et de la Valachie; toutes les forces ottomanes s'ébranlèrent pour l'accabler. Il se vit obligé de résister avec 37,000 combattans à une armée que quelques historiens portent à 250,000 hommes; il était déjà cerné de toutes parts, lorsque, pour échapper au sort que lui-même avait fait subir à Charles XII à Pultawa, il tenta de s'échapper dans la nuit; au point du jour il fut atteint par une grande partie de l'armée turque. La bataille s'engagea sur les bords du Pruth. Pierre fit de vains efforts pour repasser ce fleuve; mais les Turcs ne réussirent point à forcer son camp. Après le massacre affreux qui eut lieu dans cette journée, Pierre restait toujours enfermé. Catherine qu'il avait déjà épousée secrètement, et qui l'avait suivi dans cette expédition, releva son courage abattu. On pré-

miliant témoignage. La czarine s'aida de l'Autriche dans les efforts qu'elle allait faire, de concert avec Thamas-Kouli-Kan, contre la Turquie. Le cabinet de Vienne entra dans cette ligue avec le plus vif empressement. Il lui semblait que la destinée lui offrait une riche compensation des sacrifices qu'il venait de faire en Italie. Mais Eugène n'était plus; ce héros avait succombé, à l'âge de soixante-treize ans[1], à ses glorieuses fatigues. Jamais un empire ne sentit davantage le vide que produit la mort d'un grand homme. A la vérité, son génie militaire avait paru un peu affaibli dans

tend qu'elle alla trouver le grand-vizir dans sa tente, et qu'elle le séduisit par des présens considérables. Celui-ci, qui ne se regardait pas comme certain du succès d'une attaque nouvelle, conclut avec le czar un traité par lequel les Russes rendaient le territoire d'Azof, et faisaient démolir plusieurs forteresses. Ce traité contenait un article qui faisait honneur à la politique et à la générosité ottomane : les Turcs y prenaient la Pologne sous leur protection; et le czar s'engageait à retirer ses troupes des frontières de cette république.

[1] François-Eugène de Savoie naquit à Paris, en 1663; il était arrière-petit-fils de Charles-Emmanuel, duc de Savoie, par son père le comte de Soissons; et par sa mère, Olympe Mancini, petit-neveu du cardinal Mazarin. On sait combien il en coûta à Louis XIV pour n'avoir pas discerné le mérite de l'abbé de Carignan (c'était le nom qu'Eugène portait dans sa

la campagne où il vit prendre Philipsbourg par les Français; mais il servait encore l'Autriche par ses conseils et par sa renommée. Des ministres et des généraux pleins d'orgueil

jeunesse), à qui d'abord il refusa une abbaye, et ensuite un régiment; et de quelle manière Eugène vérifia les paroles qu'il prononça en quittant la France, où Louvois annonçait qu'il ne rentrerait plus. *J'y rentrerai un jour, en dépit de Louvois, et même de son maître.* La première victoire éclatante qu'il remporta au service de l'empereur, fut celle de Zehnta, contre les Turcs, qui procura à l'Autriche la paix glorieuse de Carlowitz. Il est inutile de rappeler ici ses nombreux exploits pendant la guerre de la succession; sa haine contre Louis XIV était si vive, qu'elle éclata quelquefois par des traits peu généreux. Lorsque ce monarque était humilié par de sanglantes défaites, Eugène faisait chanter les prologues de Quinault, et disait à des prisonniers français : *Vous voyez, Messieurs, combien j'aime à entendre chanter les louanges de votre maître.* On rapporte de lui une foule de mots qui annoncent un esprit distingué autant qu'une grande âme. Ses rares qualités n'étaient ternies par aucun genre de faiblesse; il était aussi propre aux soins du gouvernement qu'à la guerre. La maison d'Autriche décroissait depuis près d'un siècle, lorsqu'il en releva la fortune et la gloire. Les malheurs qu'elle éprouva immédiatement après la perte de ce grand général, manifestèrent ce que peuvent le génie et le nom d'un seul homme. Il avait soixante-treize ans quand il mourut. On lui fit les plus magnifiques obsèques.

et dépourvus de talens avaient pris sa place. Persuadés que la Russie et la Perse porteraient les plus grands coups à la Turquie, ils commencèrent avec de faibles moyens une entreprise qui avait pour but la chute de l'empire ottoman.

Le comte de Munich, qui était alors pour la Russie ce que le prince Eugène avait été pour l'Autriche, avait mis beaucoup de vigueur et d'activité dans ses préparatifs. Mais tous les obstacles semblèrent réunis pour arrêter ses progrès ; il s'avançait à peine dans la Crimée, qu'il se vit joué par Thamas-Kouli-Kan. Ce conquérant barbare, dont la dissimulation égalait l'audace, avait demandé à Munich un train d'artillerie, des ingénieurs et des officiers capables de discipliner ses troupes. Aussitôt qu'il eut reçu ce secours, il abandonna la guerre dont il avait été le principal moteur. Il consacra toutes ses ressources à l'exécution d'un projet qu'il avait dès long-temps médité, et osa suivre la route qu'Alexandre s'était ouverte pour pénétrer dans l'Inde. Il traverse d'immenses déserts avec une armée à laquelle il a communiqué sa patience, son courage et son avidité. Il est déjà dans les États du Grand-Mogol ; il s'empare du Caboulistan, boulevart de cet empire, défait des armées trois fois supérieures

en nombre à la sienne, passe l'Indus en leur présence et les culbute encore une fois ; il soumet l'Indostan et le royaume de Lahor, marche à Delhy, et fait prisonnier dans son palais un stupide empereur qui n'a point encore combattu. Il s'abreuve de sang, il se gorge de trésors, et reprend la route de ses États après s'être fait céder de vastes provinces, et après avoir imposé un tribut annuel de soixante-dix millions à l'empereur qu'il voulait bien laisser languir sur le trône de Tamerlan.

Succès des Russes, prise d'Azof et d'Oczakow.

Munich, privé de la puissante diversion qu'il attendait de la Perse, eut encore à repousser cent mille Tartares que la Turquie avait armés pour sa défense. C'était une entreprise difficile que de chasser de la Crimée ce peuple belliqueux. Quoique Munich ne parvînt pas à soumettre tout entier ce pays qui devait un jour accroître la puissance de la Russie, il porta ses armes jusqu'à Azof, et s'empara des bouches du Don ; il frappa un coup plus décisif en assiégeant et en prenant un des boulevarts les plus importans de la Turquie, Oczakow[1].

[1] C'est à ce siége qu'on vit les effets les plus étonnans de la discipline que Munich avait imposée à un peuple guerrier, superstitieux, exalté dans l'esclavage. Il y avait dans son camp plusieurs maladies, suite de l'intempérance, ou prétextées par le dégoût d'un ser

Bientôt il pénétra jusqu'aux provinces de la Moldavie et de la Valachie, habitées par des chrétiens, qui, les derniers de l'empire grec, avaient subi le joug de la Turquie. Il établit avec eux, par le rapport de la religion et celui des mœurs, une intelligence qui s'est maintenue jusqu'à nos jours, et qui menace l'empire ottoman.

Revers constans des Autrichiens dans la même guerre.

Mais, pendant que Munich agrandissait l'influence de la Russie par ses combinaisons politiques et par sa capacité militaire, les Autrichiens expiaient toutes les fautes nées de l'anarchie qui régnait entre les présomptueux conseillers de l'empereur Charles VI. Des généraux sans génie appliquaient, d'une manière maladroite et servile, les règles d'une vieille tactique à une guerre dirigée contre d'impétueux barbares qu'il eût fallu tenir dans

vice laborieux; il fit défendre aux soldats d'être malades, sous peine d'être enterrés vifs. Une bombe ayant éclaté dans la ville d'Oczakow, et y ayant allumé l'incendie, Munich choisit ce moment pour un assaut. La flamme gagna bientôt jusqu'aux ouvrages sur lesquels s'avançaient les assiégeans; des bataillons entiers y périrent. Munich ne renonça point à son entreprise; il fit pointer une batterie de canons contre un nouveau corps qu'il avait forcé de monter à l'assaut, et la ville fut emportée par des hommes qui avaient moins à craindre les ennemis que leur terrible général.

l'étonnement et l'épouvante. La disette et des maladies contagieuses découragèrent les troupes. Les Turcs avaient en toute rencontre des avantages signalés sur les Autrichiens. Ces derniers abandonnaient tous les siéges entrepris, et ne cherchaient plus que l'honneur, un peu trop estimé, des belles retraites. Le Bannat de Temeswar avait été repris par les Turcs. D'un côté, ils dévastaient les frontières de la Hongrie, et de l'autre ils pénétraient jusqu'à Belgrade, dont ils faisaient le siége. Au général Seckendorff[1], sous lequel avaient commencé ces désastres, et que l'empereur fit arrêter, avait succédé le comte de Kœnigsegg, qui soutint mal dans cette guerre la gloire de sa campagne d'Italie. Wallis, par lequel il fut remplacé, fut encore plus malheureux. L'empereur voulait lui faire payer de sa tête ses mauvais succès. Le baron de Neuperg partit avec l'instruction de faire la paix la plus prompte; il y fut si fidèle, qu'il signa une paix déshonorante.

Intervention de la France.

Le cardinal de Fleury, sincèrement touché des malheurs d'un État chrétien, faisait négocier cette paix auprès de la Porte-Ottomane par le marquis de Villeneuve. La pré-

[1] On verra bientôt ce général passer au service de la Bavière.

cipitation de Neuperg à souscrire à des conditions honteuses, fit perdre le fruit d'une médiation aussi puissante et aussi respectée que celle de la France. Par un traité signé le 22 septembre, l'Autriche avait rendu Belgrade, ce prix des victoires du prince Eugène. Le marquis de Villeneuve, qui avait cherché à prévenir cette cession, exigea et obtint que les fortifications de la place fussent démolies. Les Autrichiens abandonnaient, de plus, la Servie, la Valachie; et les Turcs se retiraient du Bannat de Temeswar. Le Danube et la Save servaient de bornes aux deux empires.

La czarine fait aussi la paix.

La czarine Anne, malgré les succès de ses armes, s'inquiéta de cette défection de l'Autriche, et ne se crut plus en état de réaliser un projet brillant que Munich avait conçu pour la conquête de la Grèce. En vain le victorieux Thamas-Kouli-Kan, revenu de son expédition des Indes, s'offrait à elle pour traiter les faibles successeurs de Mahomet II comme il avait traité les descendans de Tamerlan. La czarine se défia de promesses devenues suspectes par une première perfidie. Elle conclut, au mois de novembre 1739, un traité de paix par lequel elle rendait Azof et presque toutes ses conquêtes. Mais elle fit annuler les

conditions imposées à la Russie par le traité du Pruth.

Affaires de Suède.

Un autre motif avait engagé l'impératrice Anne à faire une paix si peu proportionnée aux avantages de trois brillantes campagnes. Elle était menacée par la Suède. La France payait un subside annuel d'un million à cette puissance, dont elle voulait faire un boulevart contre les Moscovites. Frédéric de Hesse, époux d'Ulrique-Éléonore, sœur de Charles XII, régnait dans ce pays, si l'on peut appeler règne une autorité qu'il avait laissé détruire pièce à pièce par une noblesse non moins arrogante que celle de Pologne. La Suède avait, en quelques années, passé du despotisme sous lequel Charles XII l'avait fait fléchir, au régime d'une république mal organisée. Le sang du comte de Goërtz [1] avait cimenté cette révo-

[1] Après la mort de Charles XII, la monarchie qu'il avait rendue la plus absolue de l'Europe, en devint tout à coup la plus limitée. Le sénat de Stockholm fit arrêter le comte de Goërtz, qui avait secondé les mesures despotiques de son maître; et fit trancher la tête à ce ministre, qui porta la peine de tous les expédiens auxquels la nécessité avait réduit Charles XII; comme ce héros malheureux était mort sans enfans, le sénat et les États de Suède résolurent de rendre la couronne élective. Ulrique-Éléonore, sœur de Charles XII, qu'ils proclamèrent, se vit obligée de signer un pacte qui ne laissait presque plus que d'insigni-

lution ; elle l'eût été bien mieux par l'énergie et par la pureté des mœurs républicaines. Mais la noblesse suédoise, au milieu de son orgueil et de sa pauvreté, se montra mercenaire, et les factions qui la divisèrent furent toutes conduites par l'or des étrangers. Les pensionnaires de la France luttaient contre ceux de la Russie. Le parti des premiers prévalut et opéra une diversion qui se mêla aux événemens de la guerre de la succession d'Autriche, et qui compléta les misères de la Suède.

Danemarck. Tranquille au sein d'un despotisme qui avait eu la sanction populaire[1], le Danemarck ne partageait point l'agitation de ses voisins, mais comme eux il avait pris la dangereuse habitude de recevoir des subsides. C'était l'Angleterre qui les lui fournissait. Un roi,

fiantes prérogatives à l'autorité royale. Son époux, Frédéric de Hesse, auquel elle remit bientôt les rênes de l'État, respecta scrupuleusement les conditions rigoureuses qui lui avaient été imposées. « Il considérait » son poste, dit le roi de Prusse, à peu près comme » un vieux lieutenant-colonel invalide regarde un » petit gouvernement qui lui procure une retraite » honorable. »

[1] En 1660, sous le règne de Frédéric III, le royaume de Danemarck, qui de tout temps avait été électif, fut déclaré héréditaire ; la noblesse fut dépouillée de tous ses plus beaux priviléges, et le monarque fut investi par la nation même d'une autorité illimitée.

d'une dévotion presque visionnaire, laissait languir ce royaume, et sa paresse lui tint lieu de prudence.

Provinces-Unies.

Une paix de vingt-huit ans avait fait fleurir le commerce, l'agriculture et les finances de la Hollande, mais avait interrompu cette surveillance qui est la sauvegarde des républiques. Tandis qu'elle conservait sa liberté politique, elle perdait chaque jour quelque chose de son indépendance extérieure. La guerre de la succession, pendant laquelle elle s'était imprudemment enivrée du plaisir d'humilier Louis XIV, lui avait été fatale. Dès ce moment, le gouvernement anglais avait su l'entraîner dans toutes ses entreprises. L'armée hollandaise, écrasée à la bataille de Malplaquet, s'était mal réparée. La marine avait langui, et elle n'aurait plus été en état de soutenir contre l'Angleterre ces combats glorieux qui avaient arrêté quelque temps les progrès de la puissance maritime la plus redoutable. Elle ne comptait que vingt-cinq vaisseaux de ligne quand l'Angleterre en avait plus de cent trente; mais celle-ci se gardait bien de troubler la sécurité de la Hollande par un orgueil indiscret; elle ne dominait pas encore les Provinces-Unies, elle les protégeait. Enfin, des républicains qui, pendant deux

siècles, avaient montré de l'héroïsme, n'étaient plus que des marchands.

Pologne.

La Pologne elle-même paraissait se calmer sous un roi faible. Auguste III, sans avoir ni l'affabilité entraînante, ni la magnificence, ni la grâce de son père, réussissait à contenir les factions. Son ministre, le comte de Brül, ne connaissait qu'un art, celui de corrompre les grands. Il avait persuadé à son maître que rien ne le secondait mieux que d'avoir un ministre opulent et prodigue, qui faisait oublier aux Polonais l'esprit de liberté dans des festins. Les trésors de la Saxe étaient livrés à son avidité. Leipzick alimentait le luxe de Varsovie. Nous verrons cependant que l'ambition put séduire un pareil roi et un pareil ministre; le rôle qu'ils jouèrent dans la guerre de la succession d'Autriche n'offrit ni plus de gloire, ni plus de dignité que le reste de leur administration.

Prusse. Mort de son second roi. Jeunesse du grand Frédéric.

Il est temps de parler de la puissance qui devait porter à l'héritière d'Autriche les premiers et les plus cruels coups. Le second roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, mourut au mois de mai 1740, et fit place au seul prince d'un esprit vaste et d'un grand caractère qui régnât à cette époque. Frédéric II, alors âgé de vingt-huit ans, avait d'abord été connu par les malheurs de sa jeunesse. Sa passion

pour les belles-lettres, contrariée par un père ignorant et féroce, avait été la source de ses longues disgrâces. Il fut près de subir le destin du czarowitz Alexis, et l'Europe aurait vu, dans un intervalle de dix ans, deux souverains égorger leurs fils, l'un parce que son héritier avait repoussé les beaux-arts, et l'autre, parce que le sien les avait chéris avec trop d'ardeur. Le jeune prince de Prusse, fatigué des persécutions de son père, et d'un despotisme que celui-ci exerçait encore plus violemment sur sa famille que sur ses sujets, voulut en 1730 exécuter la résolution qui avait été si fatale au czarowitz, et chercher un asile au dehors. Il avait fait entrer dans son projet d'évasion deux jeunes officiers qui lui étaient dévoués, et une jeune fille d'une naissance obscure, dont il était épris. Son père eut connaissance de ce projet, y vit le plus grand crime d'État, et se vengea comme un tyran. Il fit enfermer le prince dans la citadelle de Custrin. La princesse Guillelmine, qui depuis épousa le margrave de Bareuth, fut punie, par un traitement d'une brutalité sans exemple, d'avoir osé intercéder pour son frère [1]; l'un

[1] Voltaire, dans des Mémoires qu'il écrivit peu de temps après sa rupture avec le roi de Prusse, et qui sont très-injurieux à ce monarque, parla avec une

des amis du prince, le jeune Keit, s'était échappé; l'autre, qui se nommait Katt, fils d'un des plus braves officiers de la Prusse, fut arrêté et condamné à avoir la tête tranchée. Le barbare monarque voulut que Frédéric vît couler le sang de son ami, et lui-même vint repaître ses yeux du supplice de ce jeune homme, et de l'horreur qui devait glacer son fils à ce spectacle affreux. L'échafaud fut dressé devant la citadelle de Custrin; et, pendant que l'infortuné Katt y montait, des gardes enchaînaient Frédéric à une croisée. Il tendit la main à son ami, et s'évanouit. Auparavant

légèreté cruelle et peu décente de la catastrophe dont Frédéric faillit d'être victime dans sa jeunesse; mais il donne sur cet événement des particularités assez curieuses. En voici une concernant la sœur de Frédéric.

« Le roi (Frédéric-Guillaume) crut d'abord que la princesse Guillelmine, sa fille, était du complot; et, comme il était expéditif en fait de justice, il la jeta à coups de pied par une fenêtre qui s'ouvrait jusqu'au plancher. La reine mère, qui se trouva à cette expédition dans le temps que Guillelmine allait faire le saut, la retint à peine par ses jupes. Il en resta à la princesse une contusion au-dessous du téton gauche, qu'elle a conservée toute sa vie comme une marque des sentimens paternels, et qu'elle m'a fait l'honneur de me montrer. »

VOLTAIRE, *Mémoires*.

on lui avait montré la jeune fille qu'il aimait, fouettée par la main du bourreau. Lui-même n'évita le supplice que par la généreuse intercession de l'empereur Charles VI, qui eut la fermeté de faire déclarer par son ambassadeur Seckendorff, que le prince royal, comme prince de l'empire, ne pouvait être jugé à mort que dans une diète.

La cruauté de Frédéric-Guillaume se ralentit depuis cette catastrophe. Le prince royal ne fut plus gêné que par l'avarice de son père. Nous avons vu qu'il l'accompagna dans cette campagne de 1734, où le nom du prince Eugène appela tant de souverains sous ses drapeaux. L'immobilité inattendue de ce grand capitaine fut insupportable à Frédéric, qu'elle privait de la plus belle occasion d'annoncer ou de former ses talens militaires. Les lettres le dédommagèrent, et la gloire qu'il n'avait pu trouver en servant sous Eugène, il chercha à l'obtenir, ou du moins à la préparer par une correspondance avec Voltaire. L'héritier d'une couronne et l'illustre poëte se devinèrent, comme les deux hommes qui devaient donner le plus de mouvement à leur siècle. L'inégalité du rang se compensait entre eux par l'inégalité du talent poétique. A l'exemple de Voltaire, le prince royal voulait embrasser toutes les sciences, et cherchait surtout leurs résultats

les plus applicables. Comme lui, il se déclarait ennemi des superstitions, et même des croyances religieuses, et les poursuivait avec les armes d'un cruel badinage. Comme lui enfin, il foulait aux pieds la gloire des conquérans, et paraissait détester les maximes scélérates de la politique autrefois professée en Italie. Il avait mis tous ses soins à réfuter, dans un livre bien raisonné et bien écrit (*l'Anti-Machiavel*), d'affreuses leçons que les bons souverains réfutent bien mieux par leur exemple. Il régna ; une occasion de conquêtes s'offrit à lui ; les règles de conduite qu'il s'était tracées, l'engagement qu'il avait pris avec la justice et l'humanité, les bénédictions prématurées qu'il avait reçues dans des vers brillans, enfin la reconnaissance qu'il devait à l'Autriche, tout fut oublié, tout céda au désir d'étendre une domination encore faible et mal assurée. L'Europe apprit, par une guerre longue et cruelle, qu'elle avait un grand guerrier et un grand politique de plus. Son père lui laissait un trésor évalué à vingt-huit millions de livres tournois (si l'on en excepte quelques républiques, c'était le seul trésor qui existât en Europe), un revenu de 23 millions, une armée de soixante-seize mille hommes, dont vingt-six mille étrangers, et moins de trois millions de sujets. Les troupes étaient

parfaitement disciplinées, mais n'avaient point fait la guerre depuis vingt ans [1].

Frédéric II était monté sur le trône le 31 mai 1740. Le 20 octobre de la même année, l'empereur Charles VI mourut à Vienne, âgé de cinquante-cinq ans. Son règne, ouvert par des succès éclatans, s'était terminé

Son avénement au trône ; mort de l'empereur Charles VI ; portrait de Marie-Thérèse, sa fille et son héritière.

[1] La France, à la fin de 1740, possédait un revenu de 180 millions de livres, dont 30 millions acquittaient l'intérêt de la dette ; elle avait une armée de cent soixante mille hommes ; elle pouvait mettre en mer quatre-vingts vaisseaux, y compris les frégates.

L'Espagne avait soixante mille hommes de troupes réglées, cinquante vaisseaux de ligne, un revenu de près de 60 millions, l'intérêt des dettes acquitté.

L'Angleterre avait cent trente vaisseaux de ligne, environ trente mille hommes de troupes réglées. Les efforts qu'elle pouvait faire en temps de guerre, par la voie des impôts et des emprunts, surpassaient de beaucoup son état de paix, qui n'excédait pas 70 millions

La Hollande avait trente mille hommes de troupes réglées, quarante vaisseaux de guerre, 36 millions de revenu.

La Russie avait cent soixante-dix mille hommes de troupes réglées, cinquante vaisseaux de ligne, et 45 millions de revenus.

L'Autriche n'avait pas cent mille hommes effectifs ; son revenu (de 60 millions) était embarrassé par beaucoup de dettes.

par des revers. Marie-Thérèse, son héritière, était protégée par tous les pactes qui peuvent lier les souverains, et par l'équité naturelle qui devrait les lier encore plus. Sa beauté n'avait pas cette expression de fierté sévère qui caractérisait sa famille. La bonté y était empreinte. Chaste épouse d'un prince qui, comme elle, séduisait par des qualités extérieures, elle était la mère la plus tendre, comme elle avait été la fille la plus respectueuse. Sa santé pouvait suffire à de grandes fatigues, et son âme était faite pour résister aux plus fortes épreuves. Comme si elle eût prévu les orages qui l'attendaient sur le trône, elle avait fait une continuelle étude de tout ce qui gagne les cœurs et assure la fidélité. Le malheur devint son plus bel ornement; quand le malheur cessa, elle ne fut plus qu'une souveraine médiocre. Elle succéda paisiblement aux vastes États de son père; mais comme les armées autrichiennes venaient d'être battues, la plupart des souverains élevèrent des prétentions sur les domaines de l'Autriche. Il se fit dans plusieurs cabinets un travail honteux avec les publicistes les plus habitués à torturer les droits naturels. Charles Albert, électeur de Bavière, appuyait ses prétentions sur un testament de Ferdinand Ier.,

frère de Charles-Quint. L'électeur de Saxe, Auguste III, réclamait tout l'héritage de l'Autriche au nom de sa femme, fille aînée de l'empereur Joseph Ier.

Les deux souverains les plus habitués à étourdir l'Europe de leurs prétentions, la reine d'Espagne et le roi de Sardaigne, demandaient tout, afin d'obtenir par composition quelques nouveaux États en Italie. Il n'est pas nécessaire de faire mention de leurs titres, tant ils étaient absurdes. Le roi de Prusse se bornait à réclamer la Silésie comme usurpée sur ses aïeux [1]. Mais de ces différens compé-

[1] La Silésie, fief du royaume de Bohême, était autrefois partagée en petites souverainetés. Plusieurs des ducs qui la possédaient s'étaient étroitement alliés aux électeurs de Brandebourg, pour se faire un appui contre les rois de Bohême, dont ils étaient vassaux, et avaient appelé les premiers à succéder à leurs États au défaut de leur postérité masculine. La maison d'Autriche, ayant acquis le royaume de Bohême, du chef de la femme de Ferdinand Ier., frère de Charles-Quint, annula ces différens actes, et se mit successivement en possession des duchés de la Silésie. Les électeurs de Brandebourg firent des protestations qu'ils n'osèrent appuyer par la voie des armes ; le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume, avait renoncé formellement à ses droits sur ces duchés. Frédéric prétendait que son père n'avait pu faire cette renonciation.

titeurs, un seul se préparait à agir, c'était le dernier. Il était jeune, il avait un trésor, l'amour de la gloire et peu de scrupules. Il marcha; le roi le moins puissant de l'Europe l'ébranla toute entière.

Entrée du roi de Prusse en Silésie.

Dès le mois de décembre 1740, deux mois après la mort de l'empereur, Frédéric s'avança sur la Silésie avec vingt bataillons et trente escadrons. Il prit ou dispersa de faibles détachemens qui erraient dans cette province; il surprit des places, en assiégea d'autres, souleva en sa faveur les protestans, et se garda bien d'opprimer les catholiques. Quand il se vit maître de la Silésie, à l'exception de deux ou trois forteresses, il s'expliqua; et, comme si la reine de Hongrie ne devait avoir aucun ressentiment d'une si brusque invasion, il lui offrit son amitié, son alliance, le secours de ses armées et sa voix électorale dans la diète de l'Empire pour le grand-duc de Toscane, pourvu qu'on lui laissât la paisible possession d'une province qui donnait une face nouvelle à son royaume. La reine ne vit qu'une insulte dans des offres qu'avait précédées l'acte d'hostilité le plus violent et le plus injuste. Elle crut devoir confondre un roi qu'à la cour de Vienne on considérait encore comme un vassal. Elle fit sortir de prison le baron de Neuperg à qui l'on reprochait le honteux traité conclu avec la

Porte, et lui donna le commandement d'une armée de vingt-quatre mille hommes, destinée à secourir les villes de Brieg et de Neiss qui se défendaient encore contre le roi de Prusse, et à délivrer la Silésie. Neuperg mit de la vigueur et de l'habileté dans ses premières opérations. Il tendait à séparer le roi de Prusse de ses magasins, et déjà il avait coupé ses communications avec un corps commandé par le duc de Holstein. Le roi de Prusse ne pouvait sortir d'une position si fâcheuse que par le gain d'une bataille. Neuperg, rassemblant toutes ses forces à l'approche d'une journée décisive, ne chercha plus à surprendre les détachemens prussiens qui se réunissaient avec beaucoup de difficulté. Il vint se présenter à Molwitz, sur la rivière de Neiss, devant le roi, dont l'armée était déjà rangée en bataille. Neuperg, qui s'aperçut de l'infériorité de la cavalerie prussienne, la fit charger avec impétuosité, et parvint bientôt à l'enfoncer. Frédéric voulut la rallier, ses efforts furent vains; après une charge malheureuse, il fut lui-même entraîné dans la déroute. Porté à deux ou trois lieues du champ de bataille, il crut que son premier jour de combat était un jour d'ignominie. La fortune veillait sur lui. Son excellente infanterie répara tout le désordre. A l'exemple de Gustave-Adolphe, il avait placé deux bataillons

entre les rangs de sa cavalerie qu'il jugeait trop faible. On vit ces deux bataillons se rejoindre en bon ordre à l'infanterie de la droite. Celle-ci eut d'abord à écarter, par son feu, les cavaliers prussiens qui dans leur fuite auraient enfoncé ses rangs. A découvert devant la cavalerie autrichienne, elle la contint par des décharges rapides et continuelles, et ne fut point entamée. Pendant que le combat se soutenait ainsi à l'aile droite des Prussiens, leur aile gauche, commandée par le maréchal Schwérin, élève de Charles XII, se maintint avec avantage dans une position où elle ne pouvait être tournée. Mais l'infanterie de la droite touchait au moment le plus périlleux; ses munitions étaient épuisées par un feu de cinq heures, et déjà les soldats fouillaient les morts pour avoir des cartouches. Ce corps, après une si glorieuse résistance, allait poser les armes, lorsque le maréchal Schwérin, se portant avec sa gauche sur le flanc droit des Autrichiens, décida la victoire. Les Autrichiens gardèrent peu d'ordre dans leur retraite. Cette journée leur avait coûté plus de huit mille hommes, dont douze cents faits prisonniers. La perte des Prussiens était à peu près de six mille hommes. Le roi de Prusse apprit cette victoire au moment où il songeait à réparer une défaite. L'Europe admira en lui un grand

capitaine, lorsqu'il venait seulement d'apprendre à le devenir. Ce qui restait à conquérir de la Silésie fut le prix de la bataille de Molwitz, et la ligue contre l'Autriche en fut le résultat le plus important.

L'électeur de Bavière n'attendait, pour éclater, qu'un signal de la France. Il recherchait ardemment une alliance qui avait été si fatale à son père Maximilien. Lui-même, dans sa jeunesse, avait vu les suites déplorables de la bataille d'Hochstet. Il avait été fait prisonnier par les Autrichiens, maîtres de la Bavière. Ce souvenir mêlait aux vœux de son ambition des motifs de vengeance.

Fleury répugne à cette guerre comme à la précédente.

Le cardinal de Fleury n'était point séduit par la vaine gloire de substituer la maison de Bavière à la maison d'Autriche, ni par la gloire, plus fausse encore, de dépouiller à main armée une héritière légitime que la France avait reconnue par un pacte solennel. La perspective d'une semblable guerre inquiétait sa conscience et désolait sa vieillesse. Il alléguait la foi des traités, la probité magnanime que les souverains doivent conserver entre eux, les dangers d'une guerre où la France, en comptant beaucoup d'alliés, aurait à craindre beaucoup de trahisons; enfin les chances redoutables des expéditions lointaines qui usent la patience, les forces et la discipline des

armées. Ces pressentimens d'un sage vieillard étaient accueillis avec une sorte de dérision.

Le comte de Belle-Isle la fait résoudre.

Un homme beaucoup trop vanté par le cardinal échauffait tous les esprits; c'était le comte, bientôt maréchal de Belle-Isle. Il possédait le talent, souvent pernicieux, de concevoir avec facilité, d'expliquer avec une clarté séduisante, de vastes plans politiques et militaires. Dès qu'il touchait une carte de l'Europe, son imagination cherchait et trouvait les moyens d'en changer toute la face : c'était l'Albéroni de la France. Son frère le secondait. On appelait l'un l'*imagination*, et l'autre le *bon sens*. Nous verrons celui dont on honorait ainsi la sagesse, périr avec un courage imprudent et forcené.

Les Belle-Isle furent écoutés. Un ministre âgé de quatre-vingt-six ans ne put lutter contre le parti chaque jour plus puissant de ces brillans aventuriers. Pour son malheur et pour celui de la France, il eut la faiblesse de garder encore le pouvoir, lorsqu'il ne put maintenir la paix. Sa lenteur, son économie, et peut-être son dépit, traversèrent des plans qui demandaient à être exécutés avec audace. Il ne voulut point déclarer la guerre; il la commença sous le titre d'allié, n'accorda que la moitié des troupes nécessaires, et les mit sous le commandement de l'électeur de Bavière; celui-ci

reçut le titre de lieutenant-général des armées du roi de France, pendant que tout s'agitait pour lui faire décerner le titre d'empereur.

1741. Les Français entrent en Allemagne.

Les armées françaises entraient dans l'Allemagne, et le maréchal de Belle-Isle la remplissait du fracas de ses négociations. Il courait de Francfort à Dresde, et de là au camp du roi de Prusse. Partout il signait un traité, ourdissait une intrigue et achetait un suffrage. Il avait séduit le faible Auguste III, qui déjà faisait marcher ses troupes saxonnes. Les autres électeurs, dont les états étaient ouverts, soit à l'invasion du roi de Prusse, soit à celle des Français, se tenaient heureux d'obtenir une neutralité, et promettaient leurs voix. Le roi d'Angleterre lui-même promettait la sienne comme électeur de Hanovre. On attendait l'Espagne; on marchandait le roi de Sardaigne.

Premiers succès de leurs armes et de leurs négociations.

Les succès des armées alliées furent d'abord aussi rapides que ceux des négociations; mais leurs progrès n'étaient le résultat d'aucune victoire. On prenait les provinces de Marie-Thérèse sans pouvoir rencontrer ses armées. De la Silésie, le roi de Prusse s'était porté sur la Moravie; l'armée française et bavaroise s'avançait dans l'Autriche; Passau et Lintz avaient ouvert leurs portes. Déjà on menaçait Vienne. Des partis, qui s'étaient portés à peu de distance de cette capitale, voyaient faire

plus de préparatifs de fuite que de résistance. L'électeur de Bavière se défia de la fortune au moment où elle paraissait tout faire pour lui. Il ne tenta point de profiter de la première épouvante d'une ville qui semblait lui livrer tout l'Empire. Il considéra le peu de moyens qu'il avait pour entreprendre un siége, tandis que tout lui montrait le peu de moyens qu'avaient les habitans de Vienne pour se défendre. Il se détourna de cette ville pour marcher sur la Bohême, quittant ainsi un pays ouvert pour le pays le plus difficile.

La jalousie, qui corrompt toutes les ligues, avait éclaté dès le commencement de celle-ci. L'électeur de Bavière avait craint que l'électeur de Saxe ne s'emparât de la Bohême et ne la gardât pour lui. Les Français craignaient, de leur côté, de livrer à la Bavière tous les états de l'Autriche, et d'élever une maison plus puissante sur les ruines de la maison de Hapsbourg. A l'approche de l'hiver de 1741, tous les corps de l'armée française et bavaroise se mettaient en route pour une expédition qui allait les disséminer sur un long espace, et pouvait les isoler. Le plus habile des généraux français, le comte Maurice de Saxe, prévit seul ce danger. Il voulait qu'on ne s'écartât point du Danube. Une barrière telle que ce fleuve mettait à l'abri des surprises, assurait

les conquêtes, et en promettait de nouvelles. C'était aux Saxons, disait Maurice, à subjuguer la Bohême. L'armée prussienne, qui déjà s'était emparée d'Olmutz, suffisait à l'occupation de la Moravie. Charles-Albert eut le malheur d'être indocile aux représentations du seul guerrier dont les talens pussent conduire cette campagne.

On pénétra dans la Bohême, on s'empara des postes importans de Tabor et de Budweiss, on marcha droit à Prague, et on se réunit, sous les murs de cette ville, à l'armée saxonne. Le marquis de Ségur gardait l'Autriche avec un corps de quinze mille hommes. Tabor et Budweiss étaient gardés par des corps plus faibles. Des détachemens autrichiens chassés de la Silésie, et qui erraient sans direction, attaquèrent ces deux postes, chassèrent de l'un le maréchal bavarois Thoring, et de l'autre l'officier français de Leuville. Par cette opération, tout le corps de Ségur était déjà coupé de l'armée de Bohême. Le grand-duc de Toscane s'avançait dans la Moravie, au secours de Prague; une trêve conclue avec le roi de Prusse lui avait permis ce mouvement. Il n'était plus qu'à cinq lieues de la ville assiégée; tout était perdu pour les Français et pour leurs alliés, si l'on ne s'en rendait maître. Point de retraite à travers des montagnes couvertes de neiges, 1741. Octobre.

point de vivres, pas une seule forteresse de refuge. Le comte de Saxe sauva, par son courage, l'armée qu'il avait voulu sauver par sa prudence. Un officier français, né dans cette classe plébéienne qui depuis a donné tant de grands généraux à la France, Chevert, alors lieutenant-colonel du régiment de Beauce, fut, après lui, le libérateur de l'armée.

Assaut et prise de Prague

La nuit du 25 novembre 1741 fut choisie pour donner un assaut général à Prague. Cette ville était mal fortifiée, mais ses murs semblaient devoir la mettre à l'abri d'une surprise. Elle était défendue par une garnison de trois mille hommes, sous les ordres de l'Irlandais Ogilvi. On avait résolu de faire trois attaques différentes : les deux premières étaient fausses; elles trompèrent ce commandant qui dégarnit trop la ville neuve, laquelle n'était défendue que par quelques ouvrages avancés, en mauvais état. Le comte de Saxe allait, après un long circuit, diriger une attaque sérieuse de ce côté; il en avait déjà fait la reconnaissance avec Chevert. Ce dernier appela un grenadier intrépide de son régiment, et eut avec lui ce dialogue d'une simplicité héroïque : « Vois-tu » cette sentinelle là devant? — Oui, mon colonel. — Elle va te dire : *qui va là?* ne réponds rien, mais avance. — Oui, mon colonel. » — Elle tirera sur toi, et te manquera. —

» Oui, mon colonel. — Va l'égorger, et je suis là » pour te défendre. » Le grenadier s'avance, est manqué par la sentinelle, la tue; Chevert le suit; le fils aîné du maréchal de Broglie marche après lui; on est sur le rempart, la porte neuve est enfoncée; le comte de Saxe entre dans la ville, à la tête d'un corps de cavalerie qui fait mettre bas les armes à la garnison et à des étudians enrégimentés; et cette conquête, qui sauve une armée, n'a coûté que cinquante hommes.

L'électeur de Bavière, empereur sous le nom de Charles VII.

Mais ce fut là le terme des succès des alliés. La fortune se lassa de couvrir leurs fautes. Charles Albert fut élu empereur le 14 janvier 1741, et n'eut plus que des désastres à éprouver.

Marie-Thérèse se rend aux États de Hongrie.

1741. 11 septembre.

Marie-Thérèse avait inspiré à ses peuples l'ardeur et l'énergie qui sauvent les empires. Dans la première invasion de ses états, la Hongrie avait été son refuge; elle faisait une première preuve de courage en s'adressant à un peuple que de justes ressentimens avaient animé contre son père. L'empereur Charles VI avait usé de tous les moyens qui s'offrent à l'autorité absolue, pour restreindre les priviléges de ce royaume. Dans la guerre malheureuse qu'il avait soutenue contre la Turquie, il avait vu la fidélité des Hongrois ébranlée. Les nobles, ou refusaient leurs se-

cours, ou voulaient au moins les faire acheter à sa fille : elle vint les trouver, et fit, de ces seigneurs irrités, des défenseurs intrépides. Elle parut dans l'assemblée des États, sans pompe, sans cortége, en habit de deuil. Elle tenait sur son sein son enfant âgé de six mois [1]. La douleur n'avait point altéré ses traits; la bonté, la grâce, l'héroïsme, s'y peignaient; à aucune époque la beauté ne produisit une si vive impression sur des hommes assemblés. Elle s'exprimait avec facilité en latin. Les Hongrois ont conservé dans leurs diètes l'usage d'une langue qui semble donner plus de force à tous les sentimens nobles et belliqueux. Appuyés sur leurs armes, ils cherchaient, par tous les signes du respect et du dévouement, à rassurer la jeune reine, qui en appelait à eux du parjure de tant de souverains garans de son héritage, et de la trahison de ses parens armés pour sa ruine. « Gardez-vous de les craindre, disait-elle; » ils ont violé la foi qu'ils avaient engagée » à mon père; ils violeront celle qu'ils se » donnent entre eux. Mes dépouilles les attirent; ils vont se diviser pour celles qu'ils » possèdent et pour celles qu'ils ne possèdent pas encore. Une femme, un enfant,

[1] Depuis empereur sous le nom de Joseph II.

» ne sont rien pour eux, mais sont beaucoup
» aux yeux du Dieu protecteur de l'innocence,
» du Dieu vengeur des traités. C'est par ma
» famille que je suis persécutée, mais j'ai en
» vous une autre famille qui me sera plus
» fidèle. C'est sur vous que j'ai compté. Voilà
» mon fils, je vous le confie. Il croîtra pour
» vous aimer et pour vous défendre un jour,
» comme il aura été défendu par vous. »

Le silence est rompu par les sanglots, par les acclamations les plus vives. On tombe aux genoux de la reine. Elle présente son fils à chacun, tous les magnats sont fiers d'avoir à le protéger. Alors, dans un profond recueillement, s'avancent des vieillards qui, la main étendue, prononcent ce serment que toute l'assemblée répète en agitant ses armes : *Moriamur pro rege nostro Mariâ-Therezâ.* Dévonement des Hongrois.

La même scène se répète au dehors de l'assemblée ; tous les soldats jurent, et tout ce qui peut porter les armes devient soldat. Les vivres sont apportés ; jamais de si abondantes provisions n'étaient sorties de la fertile Hongrie. Les tributs levés par la violence n'auraient point égalé l'abondance de ces dons volontaires.

La plupart des provinces autrichiennes, émues du récit de cette scène, imitèrent l'exemple des Hongrois ; mais l'enthousiasme

d'un peuple qui cède à l'indignation, va rarement sans mélange d'indiscipline et de férocité. Les milices qui se formèrent au milieu de ces transports, furent animées par un esprit de vengeance qui devint bientôt un instinct de rapine et de cruauté. C'est de là que sortaient les troupes irrégulières, connues sous le nom de Pandours, de Croates ou Cravates, de Talpaches, conduites par des partisans qui ne respectaient aucune des lois de la guerre. A leur tête était Mentzel, qui fut long-temps la terreur de l'Allemague, et même des frontières de la France; guerrier intrépide et féroce, qui passait à travers des armées, faisait des excursions de deux cents lieues, et laissait sur sa route de longues traces de dévastation et de carnage.

Les Autrichiens entrent en Bavière.

Un général habile, Kévenhuller, marchant derrière eux avec un corps d'armée discipliné, sut donner à leurs exploits les résultats d'opérations régulières. La Haute-Autriche, que le comte de Ségur gardait avec quinze mille hommes, fut inondée de ces troupes. Les Français n'osèrent plus rester disséminés dans cette province; ils se rassemblèrent à Lintz. Le comte de Ségur y fut étroitement bloqué; mais, pendant qu'une armée le contenait, les *partisans* pénétraient dans la Bavière. On leur avait dit que tous les excès étaient légiti-

mes contre les États d'un prince usurpateur. Ils se livraient à des fureurs qu'on ne connaît que dans les guerres civiles. Les malheureux Bavarois payaient de leur sang et de leur ruine l'orgueil de leur souverain, qu'alors on couronnait dans Francfort, et devant lequel on portait un globe de la terre, comme devant un héritier de l'empire des Césars et des maîtres du monde.

Celui qui venait de lui faire décerner cette fatale couronne, le maréchal de Belle-Isle, jouissait, avec une vanité non moins frivole, du succès de sa négociation. Tandis qu'il devait commander en chef toute l'armée française, il s'arrêtait, sous le moindre prétexte, dans les cours de l'Allemagne. Les généraux qui étaient sous ses ordres se divisaient. Le maréchal de Broglie ne savait où se porter; on échouait dans des entreprises dont le succès était nécessaire pour assurer la position de l'armée. On ne pouvait reprendre les postes de Tabor et de Budweiss, ni marcher au secours du comte de Ségur. Tantôt on rentrait dans la Bavière, tantôt on en était encore une fois expulsé. Munich était reprise, abandonnée. De vingt mille hommes, l'armée bavaroise était réduite à six mille. Le comte de Saxe montrait seul de la vigilance et de l'audace; prévoyant que les Français ne tarderaient pas

d'être enfermés dans Prague, il voulut leur ménager un point d'appui ou de refuge, par la prise d'Égra. Il réussit dans cette conquête, et Chevert fut encore une fois son second.

Activité du prince Charles de Lorraine.

Le roi de Prusse observait et maudissait toutes les fautes de ses alliés. Errant sans cesse de la Moravie dans la Bohême, il trouvait partout, devant lui, un guerrier auquel son extrême activité, sa bravoure, et plus encore sa patience, tenaient lieu d'un génie éclatant, et même de bonheur [1]. C'était le prince Charles de Lorraine, frère du grand-duc; on pouvait le comparer au prince d'Orange, ce redoutable adversaire de Louis XIV. Il fut, comme lui, souvent vaincu, et, comme lui, redoutable après ses défaites. Le roi de Prusse n'avait pu l'entamer; enfin, ayant réuni sous ses ordres l'armée saxonne, ce monarque s'avançait en Bohême, dans l'intention d'attirer sur lui les Autrichiens, qui assiégeaient Lintz. Mais cette place avait capitulé; le comte de Ségur s'était rendu prisonnier pour un an avec une garnison de six mille hommes.

[1] Le prince Charles de Lorraine possédait un grand moyen de succès dans la confiance et l'affection qu'il avait inspirées aux troupes; il était particulièrement renommé pour son intelligence dans le détail des vivres. Ce prince épousa l'archiduchesse Marianne, sœur cadette de la reine de Hongrie.

Les négociations devenaient partout défavorables. La France avait voulu contenir la Russie par la Suède; mais ce malheureux royaume avait expié, par un prompt désastre, son dévouement à la puissance dont il recevait les subsides. Un corps suédois de douze mille hommes avait été taillé en pièces dans la Finlande [1], par le général russe Lascy : cette défaite était, pour la Suède, comme un complément de la fatale journée de Pultawa. Quelque difficile qu'il lui fût de réparer un pareil échec, ce peuple belliqueux s'apprêtait cependant à de nouveaux efforts pour venger l'honneur de ses armes. La cour de France ne pouvait envoyer de secours à ces alliés; à défaut d'autres moyens de diversion, elle s'occupa de changer le gouvernement de leurs vainqueurs, par une révolution de palais. Le maréchal de Belle-Isle prépara cette intrigue, pour laquelle on trouva des facilités inespérées. Mais ni la France, ni la Suède ne recueillirent aucun fruit de la catastrophe qui agita le trône, la famille et les vieux compagnons de Pierre le Grand. Jetons un coup d'œil sur ces événemens, qui ouvrirent un vaste champ aux combinaisons politiques.

Désastre de la Suède.

[1] A Willmanstrund, en septembre 1741.

Deux révolutions en Russie. Novembre 1740. Décembre. 1741.

La czarine Anne était morte le 27 octobre 1740. La fermeté qu'elle n'avait cessé de montrer, avait contenu un peuple inquiet dans son esclavage, et qui subissait à regret la domination des étrangers dont l'impératrice écoutait les conseils, et savait balancer le crédit. Deux ennemis acharnés, Biren et Munich, se disputaient en vain une domination exclusive ; Anne rendait impuissante leur haine mutuelle, et ne sacrifiait point, dans Munich, le défenseur de ses États à l'orgueilleux Biren, dont elle avait fait son amant. Avant de mourir, elle avait nommé son successeur ; c'était un enfant au berceau, fils de la princesse Anne de Mecklembourg, mariée au duc de Brunswick Bévern [1], et nièce de l'impératrice. Il fut proclamé sous le nom d'Yvan VI. Biren avait été nommé régent, au préjudice de la mère de l'empereur ; il n'avait osé frapper le vainqueur d'Oczakow dans les premiers jours de son autorité ; sous le voile d'une apparente réconciliation, il l'attirait dans le piége. Munich employa, de son côté, la dissimulation avec d'autant plus d'avantage, qu'il passait pour être peu versé dans cet art des cours. Tout était prêt pour une conspiration qu'il avait ourdie avec le duc et la duchesse de

[1] Ce mariage s'était fait le 15 juillet 1739.

Brunswick; elle devait éclater dans la nuit du 20 novembre. Avant de partir pour rallier les conjurés, Munich soupait avec le régent ; celui-ci lui demanda s'il n'avait jamais rien entrepris de considérable pendant la nuit. Munich, sans se déconcerter d'une question qui semblait annoncer l'arrêt de sa perte, répondit qu'il n'avait jamais fait d'attaque nocturne; mais qu'ordinairement il ne laissait pas échapper une occasion favorable. Trois heures après ce redoutable entretien, il entra dans le palais, se fit reconnaître des gardes qui avaient été les compagnons de ses exploits, surprit le régent plongé dans un profond sommeil, le chargea de fers, fit arrêter toute sa famille, et dispersa ses créatures. La régence fut confiée à la mère de l'empereur. Munich savoura le plaisir de la vengeance; il envoya Biren en Sibérie, et traça lui-même le plan de la prison dans laquelle cet homme abhorré devait expier ses crimes.

Munich allait porter au plus haut degré la puissance de la Russie; mais des ombrages s'élevèrent bientôt entre lui et la duchesse de Brunswick. Celle-ci, dans la grande querelle qu'alluma la succession d'Autriche, prit d'abord parti pour le roi de Prusse, parent de son époux. Munich ne trouvait ni généreux, ni politique, d'abandonner la reine de Hon-

grie, après les garanties solennelles que la cour de Pétersbourg avait souvent données à l'empereur Charles VI. La régente et le duc de Brunswick se virent forcés de fléchir devant l'autorité de cet homme d'État. Mais, prévoyant qu'il ne tarderait pas à leur imposer des lois nouvelles, ils l'accablèrent de tous les signes avant-coureurs d'une disgrâce. On le priva d'une occasion de gloire en envoyant à sa place le général Lascy combattre les Suédois. Munich était déjà réduit à craindre l'exil en Sibérie; il avait pris la résolution de quitter l'empire russe; mais il fut arrêté par des alarmes qu'il conçut pour la sûreté de celle même dont l'ingratitude allait le contraindre à la fuite. Il voyait un parti se former autour de la princesse Élisabeth, la seconde fille de Pierre-le-Grand [1]. Il vint en donner avis à la régente. Celle-ci ne regarda la sollicitude de Munich que comme l'artifice d'un ambitieux qui voulait encore se rendre nécessaire.

C'était un Hanovrien, d'origine française, nommé l'Estocq, chirurgien assez habile, qui préparait ce mouvement de concert avec la

[1] L'aînée, Anne Pétrowna, avait épousé le duc de Holstein-Gottorp, et leur fils fut déclaré, par la czarine Élisabeth, son successeur au trône de Russie, en novembre 1742.

légation de France. Ce que fit le maréchal de Belle-Isle pour seconder de loin le parti de la princesse Élisabeth, n'est point connu d'une manière positive; mais on peut conjecturer la part qu'il y prit, d'après le témoignage du roi de Prusse. Ce monarque rapporte que le général français lui avait demandé s'il verrait avec déplaisir une conspiration qui renverserait, en Russie, l'autorité du duc de Brunswick, son parent. « Je ne connais, répondit » Frédéric, de parens que parmi mes amis. »

Élisabeth put déguiser son complot à la faveur d'un penchant à la volupté, qui semblait supposer en elle un entier oubli de ses droits et de ses plus justes sujets de ressentiment; elle était favorisée par une de ces dispositions nationales qui préparent les révolutions des empires. Les Russes étaient las de subir, depuis douze ans, le joug d'impérieux étrangers. La vengeance des Dolgorouki, si barbarement immolés par les ordres de l'impératrice Anne, couvait parmi les restes de leur famille et leurs derniers partisans. Les nobles moscovites se ménagèrent des intelligences dans la garde du jeune empereur. Dans la nuit du 6 décembre 1741, soixante vieux soldats, dévoués à la princesse Élisabeth par leur vénération pour Pierre-le-Grand, son père, la conduisirent au palais, et l'en

rendirent maîtresse sans éprouver aucune résistance. Ils avaient pénétré dans l'appartement du jeune empereur ; ils n'attendaient plus pour l'immoler qu'un ordre d'Élisabeth. Cette princesse fut émue en voyant cet enfant qui lui tendait la main, et répétait le cri de félicitation (huzza) qu'il entendait retentir autour de lui. Elle le prit dans ses bras avec tendresse : « Pauvre innocent, lui dit-elle, tu ne » te doutes pas que c'est contre toi-même que » tu cries. Non, je ne ferai pas mourir un » enfant. » Le duc et la duchesse de Brunswick furent arrêtés. La fureur populaire et la vengeance réfléchie des nobles éclatèrent contre des étrangers qui s'étaient naturalisés en Russie par des victoires. Plusieurs périrent dans d'épouvantables supplices. Munich fut conduit dans cette prison de Sibérie dont lui-même avait tracé le plan pour enfermer Biren. Celui-ci en fut tiré, et vit adoucir son exil. Trois illustres généraux, Keith, Lascy, Lowendalh, eurent le bonheur d'échapper, par la fuite, à la proscription qui enveloppait de toutes parts les étrangers. Le premier passa au service du roi de Prusse, et devint l'un de ses lieutenans les plus distingués. Le second se retira en Autriche, et le troisième vint se couvrir de gloire en France, à côté du maréchal de Saxe.

Le cabinet de Versailles vit bientôt avorter les espérances qu'il avait attachées à cette conspiration. Quoique l'impératrice Élisabeth dût tout au chirurgien l'Estocq, voué au parti de la France [1], elle ne put élever bien haut son crédit dans un moment si formidable pour les étrangers ; elle se sentait portée d'admiration pour la reine de Hongrie, et elle crut devoir céder plutôt à un sentiment d'équité naturelle, qu'à des considérations politiques. L'intervalle des discordes de la Russie avait été trop court pour que les Suédois pussent le mettre à profit ; de faibles essais qu'ils firent de leurs armes n'en rétablirent point l'honneur. Leurs meilleures troupes, cernées dans Helsingfort par les Russes, ne pouvaient plus espérer de secours, ni par terre, ni par mer. Elles furent délivrées par un traité signé dans cette ville, et qui ressemblait plus à une capi-

[1] L'historien Rhulières, qu'on ne peut trop consulter lorsqu'il s'agit des affaires du Nord, présente le chirurgien l'Estocq comme un homme éminemment doué du funeste génie des conspirations. « Comme il » voyait Élisabeth hésiter à prendre son parti, il » dessina sur une carte cette princesse, la tête rasée, » et lui sur une roue ; et au dos de la carte, la prin- » cesse sur un trône et lui sur les marches, paré d'un » grand cordon ; et lui montrant ces deux envers, il » lui dit : *Ce soir l'un, ou demain l'autre.* »

tulation qu'à une paix. La Suède céda, par ce traité, la Finlande à la Russie.

1742. L'Angleterre prend le parti de Marie-Thérèse.

L'Angleterre rompait enfin le système pacifique dans lequel Robert Walpole l'avait si long-temps retenue. Ce ministre avait succombé au parlement, et reçu des honneurs qui le condamnaient à l'inutilité [1]; il était remplacé par un fougueux partisan de la guerre, le lord Carteret. Georges II était animé d'une ardeur belliqueuse; il commençait à se déclarer le protecteur de la jeune et courageuse reine, que tant d'ennemis avaient accablée. La nation anglaise partageait cet enthousiasme; on avait vu la veuve de Marlborough proposer aux dames de Londres une souscription pour secourir une reine, honneur de leur sexe. Elles eurent l'orgueil d'offrir à l'héritière de tant d'États, cent mille livres sterling qui ne furent point acceptées. Mais, entraîné par ce mouvement national, le parlement avait fait des efforts plus dignes d'une telle cause. Sous le voile de ces résolutions magnanimes, les Anglais voulaient profiter d'une occasion d'accabler la marine et les colonies françaises et espagnoles.

[1] Robert Walpole quitta le ministère et fut créé comte d'Orford, en février 1741; sa mort arriva trois ans après, en 1744.

Par l'entremise de l'Angleterre, le roi de Sardaigne, qui avait menacé la reine de Hongrie, venait de s'unir avec elle. Nous verrons combien cette alliance fut utile à l'Autriche pour la défense de l'Italie.

Et y attache le roi de Sardaigne.

Le cardinal de Fleury était consterné d'avoir vu si promptement confirmer ses tristes prédictions sur les résultats de cette guerre. La paix la plus prompte lui semblait le seul remède aux nouveaux désastres qu'il prévoyait : pour obtenir des conditions plus favorables, il voulut faire les premières ouvertures. La reine de Hongrie parut l'écouter, mais bientôt elle se joua de ce vieillard, et publia une correspondance qui rendait la France suspecte à ses alliés.

Fleury veut négocier; Marie-Thérèse le joue.

Le roi de Prusse n'avait pas attendu cette révélation des desseins du cardinal pour sortir le premier d'une ligue imprudente et malheureuse. Depuis un an il ne se battait plus que pour arracher à l'Autriche une cession formelle de la Silésie. Marie-Thérèse, quoique pressée par l'Angleterre d'éloigner à ce prix le seul de ses ennemis qui fût encore vainqueur, n'y pouvait consentir. Frédéric résolut de l'y déterminer par une victoire. Il vint en Bohême à la rencontre du prince de Lorraine, et l'attaqua auprès de Czaslaw. La bataille fut sanglante, et cependant ne dura que trois heures.

Le roi de Prusse s'y montra un grand général; son infanterie soutint la réputation qu'elle s'était acquise à Molwitz. Ainsi que dans cette journée elle répara le désordre de la cavalerie. Le roi saisit avec rapidité l'un de ces instans qui décident de la victoire ; elle lui coûta trois ou quatre mille hommes ; les Autrichiens en avaient perdu plus de six mille ; mais le lendemain ils occupaient encore des positions imposantes. On négocia. Le cabinet de Vienne céda enfin la Silésie; et remit à d'autres temps le soin de reconquérir cette belle province.

Situation critique des Français en Bohême.

La défection du roi de Prusse avait pour les Français l'effet d'une trahison cruelle. Le maréchal de Broglie et le maréchal de Belle-Isle, l'un déjà vieux, et qui venait d'être frappé de deux attaques d'apoplexie, l'autre d'une santé faible; le premier, arrêté par une circonspection craintive ; le second, animé d'une confiance que les troupes ne partageaient pas, commandaient trente mille hommes perdus dans la Bohême. Ils n'étaient pas encore tout-à-fait resserrés dans Prague. Un peu avant la défection du roi de Prusse, les deux maréchaux avaient remporté à Sahai une petite victoire sur un corps autrichien commandé par le prince de Lobkowitz. Ils lui avaient pris six canons et fait un millier de prisonniers. Belle-Isle avait fait sonner très-haut cet exploit. Le

roi de Prusse, auquel il était venu l'annoncer, fut piqué de ce qu'on osait comparer ce combat à sa victoire de Czaslaw. Le parti qu'il prit de se retirer de la Bohême força bientôt les Français à revenir sous les murs de Prague. Après beaucoup d'efforts, le prince de Lorraine parvint à les tenir assiégés dans cette ville. Ils s'y défendaient avec courage. Une sortie qu'ils firent fut si bien concertée et si impétueuse, qu'elle coûta trois mille hommes à l'armée autrichienne. Le cabinet de Versailles s'occupait enfin de leur délivrance. La France avait dans les cercles de la Basse-Saxe et de la Westphalie une armée de cinquante mille hommes, qui n'avait d'autre but que d'arracher des suffrages pour l'électeur de Bavière. Le maréchal de Maillebois, qui la commandait, reçut l'ordre de marcher au secours de Prague.

La cour de Vienne, inquiète des progrès de cette armée, et craignant la prochaine délivrance des Français enfermés dans Prague, prit ce moment pour entamer des négociations avec le cardinal de Fleury. Ce ministre, affaibli par les années, et découragé par les malheurs d'une guerre qu'il n'avait cessé de condamner, oublia que l'Autriche venait de dénoncer aux alliés de la France des ouvertures de paix qu'il avait faites sans leur concours; et il eut l'imprudence d'écrire au maréchal de Maillebois

(si l'on en croit celui-ci) de ne point presser sa marche. Il ne se vit que trop obéi. Les Français n'avaient jamais mis tant de lenteur à se mouvoir. Enfin, comme les négociations ne prenaient pas une tournure sérieuse, le maréchal de Maillebois résolut de s'avancer jusqu'à Égra. Sur le bruit de cette marche, Broglie sortit de Prague avec un corps de douze mille hommes, et vint à la rencontre d'un libérateur si peu empressé. Mais quel fut son étonnement, en arrivant à Égra, de n'y plus trouver Maillebois! Célui-ci s'était rejeté précipitamment dans le Haut-Palatinat, instruit que le grand-duc se mettait en mouvement pour lui présenter bataille. Dès ce moment, Broglie ne sut plus que se retirer lui-même. Ces généraux s'accusaient entre eux, et murmuraient contre les ministres. Le général bavarois Seckendorff appelait en vain leurs secours; lui-même était l'objet de leurs reproches. La reine de Hongrie s'amusait des discordes qu'elle avait adroitement suscitées, et le prince de Lorraine en tirait parti pour ravager encore une fois les États du malheureux empereur Charles VII.

1742. Retraite de Prague.

Cependant cette diversion avait fait un peu respirer les Français enfermés dans Prague. Ils étaient sortis de la ville, et y étaient rentrés avec des provisions qui leur permettaient

de s'y défendre long-temps. Le général autrichien n'avait que seize mille hommes pour les assiéger; le maréchal de Belle-Isle avait les mêmes forces à lui opposer. Il se disposait à la plus vive résistance, lorsqu'il reçut [1] un ordre du cabinet de Versailles de sortir de Prague avec son armée, et devenir renforcer celle de Maillebois, qui, jointe par le corps de Broglie, avait passé sous le commandement de ce dernier. Un tel ordre n'était pas d'une exécution facile. On n'avait pas songé à Ver-

[1] On lit dans plusieurs Mémoires, que le maréchal de Belle-Isle prit de lui-même la résolution de sortir de Prague. Mais ce général affirme, dans une lettre au général bavarois Seckendorff, qu'il avait reçu du cabinet de Versailles l'ordre réitéré de faire une retraite aussi difficile. Voici comment il rend compte, dans cette même lettre, du succès de sa marche : « J'ai » dérobé vingt-quatre heures pleines au prince de » Lobkowitz, qui n'était qu'à cinq lieues de moi; » j'ai percé ses quartiers et j'ai traversé dix lieues de » plaine, ayant à traîner mes haras avec onze mille » hommes de pied et trois mille deux cent cinquante » chevaux délabrés : M. de Lobkowitz ayant huit » bons mille chevaux et douze mille hommes d'infan- » terie, j'ai fait une telle diligence, que je suis arrivé » aux défilés avant qu'il eût pu m'atteindre..... Je » lui ai caché le chemin que j'avais résolu de prendre; » car il avait fait couper tous les défilés et rompre » tous les ponts qui se trouvent sur les deux grands » chemins qui conduisent de Prague à Égra... J'en

sailles à la rigueur du mois de décembre dans la Bohême. Belle-Isle avait trente lieues à faire à travers des montagnes et des ravins couverts de neige, pour arriver à Égra. Il résolut d'obéir. Il sortit de Prague pendant quelques jours, comme s'il eût voulu amasser des vivres. Le 16 décembre 1742, après avoir laissé dans la ville une garnison sous les ordres de Chevert, il partit avec douze ou treize mille hommes. Il gagna trois marches sur le prince de Lobkowitz, qui le poursuivait avec le même

» ai pris un qui perce entre les deux autres, où je
» n'ai trouvé que les obstacles de la nature ; et je
» suis enfin arrivé le dixième jour sans échec, quoi-
» que continuellement harcelé de housards en tête,
» en queue et sur mes flancs. »

Dans cette relation, le maréchal de Belle-Isle avoue avoir perdu sept ou huit cents hommes dans les neiges, et en avoir fait porter plus de cinq cents à l'hôpital.

Comme le gouvernement fit répandre d'abord que M. de Belle-Isle avait exécuté cette retraite sans en avoir reçu l'ordre, on commença par le blâmer avec excès. On fit contre lui une chanson, dont voici le premier couplet :

Quand Belle-Isle partit une nuit
De Prague à petit bruit,
Il dit, en voyant la lune :
Lumière de mes jours,
Astre de ma fortune,
Conduisez-moi toujours.

nombre de troupes. Pour se mettre à couvert de la cavalerie ennemie, il passa à travers des défilés jugés impraticables. Cet excès de précaution fut plus fatal à son armée que ne l'eût été le choc de cette cavalerie. Dans une marche de dix jours, quatre mille Français périrent de froid et de misère. Le reste, après avoir longé l'Éger, arriva dans l'état le plus déplorable à la ville d'Égra. Voilà cette fameuse retraite du maréchal de Belle-Isle, qui fut long-temps comparée à celle des dix mille. Il convient de rejeter aujourd'hui cette illusion, que les Français se firent, ou plutôt cherchèrent à se faire, dans un temps peu favorable à la gloire de leurs armes. Cette retraite ne pouvait être illustrée que par un ou plusieurs combats. Il en coûta trop pour se cacher à l'ennemi. Nulle précaution n'avait été prise : en sortant d'une ville approvisionnée, on manquait de vivres et de vêtemens; les soldats, presque nus sous un ciel rigoureux, mouraient en poussant des cris de rage contre un général qui les avait fait entrer dans la Bohême avec une funeste imprévoyance, et qui les en faisait sortir avec une précipitation barbare. Il fallut renvoyer en Alsace la moitié de ceux qu'il ramenait. La plupart n'eurent plus à traîner que des jours languissans. Le jeune Vauvenargues, officier dans le régiment

du roi, fut de ce nombre. Sa mort prématurée priva la France d'un philosophe dont les pensées hautes ne cherchaient, dans un temps de licence, que de nouveaux mobiles pour la vertu [1].

Les Français évacuent la Bavière. 1743.

On n'entendit plus parler que de retraites. Les généraux français semblaient avoir horreur des combats. Ce fut sans combat que le maré-

[1] Nous ne pouvons nous empêcher de rappeler ici quelques traits de l'hommage que Voltaire rendit à son ami Vauvenargues, dans le beau discours qui a pour titre : *Eloge funèbre des officiers qui sont morts dans la guerre de* 1741.

« Tu n'es plus, ô douce espérance du reste de mes » jours ! la retraite de Prague, pendant trente lieues » de glace, jeta dans ton sein les semences de la mort » que mes tristes yeux ont vues depuis se développer. » Familiarisé avec le trépas, tu le sentis approcher » avec cette indifférence que les philosophes s'efforçaient jadis ou d'acquérir ou de montrer. Accablé » de souffrances au dedans et au dehors, privé de la » vue, perdant chaque jour une partie de toi-même, » ce n'était que par un excès de vertu que tu n'étais » point malheureux, et cette vertu ne te coûtait point » d'effort... Par quel prodige avais-tu, à l'âge de » vingt-cinq ans, la vraie philosophie et la vraie éloquence ? Sans autre étude que le secours de quelques » bons livres, comment avais-tu pris un essor si haut » dans le siècle des petitesses ? et comment la simplicité d'un enfant timide couvrait-elle cette profondeur » et cette force de génie ? Je sentirai long-temps le » prix de ton amitié, etc. »

chal de Broglie s'éloigna de la Bavière, dont une partie avait été reconquise pendant la diversion du maréchal de Maillebois. Il ne défendit ni les bords de l'Inn, ni ceux de l'Iser. Prague capitula. Chevert, qui défendait cette ville avec une garnison de quatre mille hommes, composée, en grande partie, de malades et de blessés, avait annoncé une si forte résistance, que les Autrichiens lui permirent de se retirer à Égra avec toute sa troupe. Braunau fut prise, les alliés échouèrent dans une tentative pour la reprendre. Égra, assiégée, ne fut point secourue. La maladie, le froid et la faim enlevaient à l'armée confédérée plus de trois mille hommes par mois. Le malheureux empereur Charles VII, dépouillé de ses États, mal servi ou trahi par ses propres généraux, en butte au mépris des généraux français, s'humiliait en vain devant la reine dont il avait voulu usurper l'héritage. Il obtint, pour unique grâce, d'aller traîner à Francfort les restes d'une grandeur éclipsée et d'une vie dont le chagrin empoisonnait le cours, et avançait le terme. Le prince Charles de Lorraine, poursuivant le maréchal de Broglie, cherchait à transporter en France le théâtre de la guerre. Une autre armée plus formidable menaçait également nos frontières.

Quelle était cette armée? Des Anglais, des

Hollandais, des Hanovriens, des Hessois la composaient. Elle était commandée par le roi de la Grande-Bretagne Georges II, et par ce lord Stairs dont l'ambassade en France avait été marquée par des formes si arrogantes, et par une tentative d'assassinat. Elle s'avançait sur les bords du Mein, et n'attendait que sa jonction avec le prince Charles pour inonder l'Alsace et la Lorraine. Déjà la France ne comptait plus un seul allié dans le Nord. La défection de la Saxe avait suivi de près celle de la Prusse. Mais un grand espoir était encore placé dans une armée nouvelle qui venait de se former, et que commandait le maréchal de Noailles. Ce général, qui, dans la guerre de la succession d'Espagne, avait eu en Catalogne des succès assez glorieux, était dans l'art militaire ce qu'il était dans l'administration, laborieux, instruit, capable de conceptions fortes et sûres; mais la vigueur et l'audace d'exécution lui manquaient. La faveur de la duchesse de Châteauroux l'avait mis à portée de rentrer dans le ministère. Un désir de gloire, un sentiment de patriotisme, lui firent préférer l'emploi de général : il se crut appelé à réparer les revers et les fautes des Broglie et des Belle-Isle. Il avait sous ses ordres le comte de Clermont, le duc de Chartres, le prince de Dombes, et le duc de Penthièvre,

fils du comte de Toulouse, l'élite de la noblesse, la maison du roi, une belle artillerie et près de quatre-vingt mille combattans. Douze mille hommes en avaient été détachés, sous le commandement du comte de Ségur, pour secourir l'armée du maréchal de Broglie, campée à Donawert. Noailles s'avançait à la rencontre de l'armée ennemie, qui se dirigeait vers les bords du Mein. Enfin on voyait dans cette guerre un général français décidé à présenter la bataille.

Même ardeur animait les Anglais et leurs alliés. Le roi Georges, qui, au sortir de l'enfance, avait combattu à Oudenarde, haïssait les Français comme un élève d'Eugène et de Marlborough. Le second de ses fils, le duc de Cumberland, depuis guerrier distingué, quoique rarement heureux, l'accompagnait, et c'était comme un autre *Prince Noir* marchant à côté d'un autre Édouard. Le lord Stairs avait dirigé cette armée avec la vivacité et la précipitation qui étaient dans son caractère. Parvenue à Aschaffenbourg, ville de l'électorat de Mayence sur le Mein, elle manqua de vivres et de fourrages. Le maréchal de Noailles avait coupé les communications par lesquelles elle les tirait de la Franconie. Le roi Georges se vit obligé de remonter le Mein. Noailles se rendit maître du cours de cette rivière, et

parvint à y établir deux ponts. Il s'empara d'Aschaffenbourg aussitôt que le roi Georges l'eut abandonné, fit passer le Mein à cinq brigades d'infanterie, sous les ordres du duc de Grammont son neveu, et les posta dans le village de Dettingen. Les alliés, en se retirant, étaient forcés de passer dans l'étroit défilé que forme ce village, dominé par des collines escarpées. Noailles avait élevé sur la rive du Mein six batteries de canon qui devaient foudroyer les Anglais dans leur marche. Le reste de l'infanterie, et toute la cavalerie française répandue dans la plaine de Dettingen et adossée à un bois, devaient attaquer de front les Anglais, et leur fermer l'accès des montagnes. Ces dispositions étaient dignes d'un grand capitaine. C'est le roi de Prusse qui, dans ses Mémoires, rend ce témoignage au maréchal de Noailles.

Une faute, du genre de celles que les Français commirent aux journées de Poitiers et d'Azincourt, c'est-à-dire dans l'enfance de leur art militaire, fit perdre le fruit de ces dispositions savantes.

Bataille de Dettingen. 27 juin. 1743.

Le village de Dettingen est partagé par un ruisseau qui coule des montagnes, et qui va se perdre dans le Mein. Ce ruisseau forme un ravin dont les bords sont remplis d'arbres et de haies vives. Le duc de Grammont avait

ordre d'attendre et d'attaquer l'avant-garde ennemie lorsqu'elle côtoierait ce ravin. Les troupes qui, sorties d'Aschaffenbourg, marchaient sur les derrières des alliés, étaient chargées de les mener tambour battant dans le défilé de Dettingen. Le maréchal de Noailles, qui n'aurait pas dû sortir du poste duquel dépendait toute la victoire, se porta sur l'autre rive du Mein pour faire avancer quelques troupes en retard. Son neveu, poussé par cette valeur turbulente qui, dans d'autres temps, avait été si fatale aux Français, se lassa d'attendre, et fit passer le ravin à une partie de la maison du roi. D'autres corps imitèrent cette indiscipline; malgré l'ardeur imprudente dont on était animé, la difficulté de passer le ravin avait retardé la cavalerie. Les alliés qui s'avançaient entendirent un grand mouvement et eurent le temps de se ranger en bataille. Le duc de Grammont, en débouchant dans la vallée, vit l'armée ennemie qui marchait en colonnes serrées, et dont le front était couvert par une artillerie formidable. Il chargea les premiers corps avec sa cavalerie; mais l'infanterie qu'il avait fait tenir immobile dans un terrain serré, inégal, après avoir reçu quelques décharges, s'ébranla. Un régiment d'élite [1], celui des Gardes-Françaises,

[1] La retraite précipitée des Gardes-Françaises devint

lâcha pied, et, craignant d'avoir à repasser le ravin, se jeta dans le Mein à la nage. Le désordre de cette fuite coûta plus de monde à ce régiment que le combat auquel il échappait. Cependant le reste de l'infanterie se ralliait. La maison du roi faisait des prodiges de valeur. Le maréchal de Noailles avait renoncé à toutes ses dispositions pour couvrir la témérité du duc de Grammont. Toute l'armée s'était portée sur un champ de bataille qui n'avait pas douze cents pas de front. Elle était foudroyée par une artillerie que les alliés faisaient jouer du haut d'une colline. Les batteries que le maréchal de Noailles avait établies sur l'autre rive du Mein lui devenaient inutiles, puisque les Français s'étaient précipités dans la position même où ils auraient dû laisser les ennemis s'engager. Le duc de Grammont cherchait à expier, à force de valeur, sa faute irréparable. On eût dit que tout le combat roulait sur la maison du roi. Elle avait percé quatre lignes de la cavalerie ennemie. Souvent enfermée au milieu des bataillons, elle s'ouvrait un large passage. Le roi Georges, qui avait manqué d'être emporté par un cheval fougueux au

un sujet de plaisanterie parmi les autres corps de l'armée. On les nomma les *canards du Mein*, et ce sobriquet fit, pendant cinquante ans, répandre beaucoup de sang dans des duels.

milieu des rangs français, combattait à pied à la tête d'un régiment anglais. Un corps de réserve que fit avancer le général autrichien Neuperg[1], jeta l'infanterie française dans un nouveau désordre. Le maréchal de Noailles fit sonner la retraite; la maison du roi se replia pour la couvrir. Les efforts de cette admirable cavalerie, qui, pendant quatre heures, avaient préservé l'armée d'une déroute, permirent aux bataillons de repasser le Mein dans un assez bon ordre. Elle le repassa elle-même après avoir chargé six fois. Le duc de Chartres, le comte de Clermont, le duc de Penthièvre, le prince de Dombes, le comte d'Eu, avaient vaillamment combattu à la tête de ce corps. Les deux derniers avaient été blessés, ainsi que les ducs d'Ayen, d'Harcourt et de Boufflers. Le duc de Rochechouart, les marquis de Fleury et de Sabran étaient au nombre des morts. Le comte de Boufflers-Rémiancourt, enfant de dix ans et demi, eut la jambe cassée d'un coup de canon, et vit la mort avec une fermeté héroïque.

La perte fut à peu près égale dans les deux armées; on l'estimait de part et d'autre à deux mille cinq cents hommes. Le roi d'Angleterre

[1] C'est ce même général qui avait été battu par le roi de Prusse à Molwitz.

dîna sur le champ de bataille, et le quitta pendant la nuit pour se rapprocher de ses magasins. Le général vainqueur Stairs écrivit au général vaincu pour lui recommander six cents blessés honteusement abandonnés dans le lieu où les Anglais se vantaient d'avoir remporté une victoire signalée.

Triste résultat des deux campagnes de Bohême.

Le salut de l'empereur Charles VII eût pu dépendre de cette journée. Les généraux français se hâtèrent de regarder sa cause comme condamnée par une bataille indécise, la première qui eût été encore livrée en sa faveur. Le maréchal de Broglie, qui, dans tout le cours d'une guerre commencée par son rival et son ennemi le maréchal de Belle-Isle, n'avait parlé que de retraite, décampa de Donawert, malgré un renfort de douze mille hommes qu'il venait d'y recevoir. Charmé d'abandonner l'Allemagne pour n'y plus rentrer, il s'approcha du Rhin en grande hâte; et, arrivé à Strasbourg, il donna un bal magnifique, comme pour célébrer une campagne où l'on avait perdu deux cents lieues de terrain et sacrifié un prince malheureux. Le maréchal de Noailles ne put, après la retraite de Broglie, se maintenir dans la Franconie, où il avait, pendant deux mois, contenu l'armée des alliés. La guerre était reportée sur les frontières de France. L'empereur Charles VII n'a-

vait plus d'États : cent mille soldats français avaient péri, et le fer n'en avait pas détruit plus de vingt mille. Les généraux et les ministres avaient rivalisé de fautes. Toutes les épargnes du trésor avaient disparu. Il fallait créer des armées nouvelles, équiper des flottes. Les Anglais, maîtres de la mer, menaçaient nos colonies et celles de l'Espagne, et faisaient la loi dans la Méditerranée.

Ce fut au milieu de ces maux que finit l'administration long-temps paisible et fortunée du cardinal de Fleury. Sa prudence avait voulu les éviter, sa faiblesse les aggrava. Il ne les vit pas tous, il était mort dès le commencement de cette année malheureuse 1743. C'était en lui une déplorable obstination que de garder les rênes de l'État à l'âge de quatre-vingt-dix ans ; de diriger une guerre dont il avait condamné l'injustice et prévu les malheurs, et de conduire à trois cents lieues de distance des armées dont il n'aurait pu ordonner les mouvemens dans un âge plus heureux. Son déclin hâtait la décadence de la monarchie, qu'il avait soutenue seize ans avec plus de sagesse que de vigueur. Dans sa dernière année, il se retirait fréquemment à Issy. Le repos de cette solitude ne retenait pas long-temps un homme qui, jusqu'à l'âge de soixante-treize ans, avait paru maître de son

Mort du cardinal de Fleury. 29 janvier.

ambition, et qui, depuis ce temps, ne pouvait plus se séparer de la puissance.

Fleury s'était rendu accessible à la flatterie à mesure qu'il devenait plus faible. On ne s'entretenait plus avec lui sans lui parler de centenaires. Les journaux avaient le soin d'en faire des listes grossièrement exagérées. Le marquis de Breteuil, ministre de la guerre, était venu travailler à Issy avec le cardinal. En sortant il fut frappé d'une attaque d'apoplexie. Les gens de la maison du cardinal furent bien moins émus de cet accident que du trouble qu'il pouvait causer à leur maître. Ils eurent l'inhumanité de jeter le marquis de Breteuil dans une voiture pour le faire ramener à Paris. Il mourut en y arrivant. Le lâche et odieux procédé de ces domestiques excita les plus grands murmures. Peu de jours après cet événement, le cardinal sentit sa fin s'avancer. Il conserva, dans les derniers momens de sa vie, la sérénité qui en avait protégé le long cours. Le roi vint le voir deux fois. A l'une de ces visites, il était accompagné du dauphin. Comme ce jeune prince montrait une vive sensibilité, le roi le tenait éloigné du lit du malade. « Ah ! laissez-le s'approcher, dit le mourant ; il est bon que M. le dauphin s'accoutume à de pareils spectacles. »

Louis XV parut seul regretter le cardinal. Il voulut lui faire dresser un monument; il en fit, dit-on, lui-même le plan, et bientôt il cessa de s'en occuper. Ce projet eût été abandonné, si la famille de Fleury n'eût fait les frais de l'exécution. Le cardinal l'avait élevée à de grandes dignités, mais il ne lui laissa point de richesses. Maître d'un royaume opulent pendant plus de seize années, il mourut pauvre. Il avait consommé son faible patrimoine. Son mobilier égalait à peine celui d'un particulier aisé. L'administrateur le plus économe qu'ait eu la France, dépensait un revenu de cent mille livres en libéralités judicieuses et en bienfaits presque toujours cachés.

Son portrait.

Quoique né loin de la cour (il était fils d'un receveur des tailles de Lodève), personne ne possédait mieux que lui tous les dons qui ouvrent une route sûre vers la faveur. Sa politesse était noble et délicatement graduée. Il mêlait de la dignité à toutes ses complaisances. Il pouvait vivre au milieu de personnages dissolus, vicieux, sans paraître ni leur complaisant, ni leur censeur. Il traitait tout avec agrément, et rien avec légèreté. Son badinage élégant paraissait un voile ingénieux donné à la sagesse. Sa figure était belle, étincelait d'esprit, et conservait l'expression la

plus naturelle de la bienveillance. Jusqu'à ses derniers jours, il s'était beaucoup plu dans la société des femmes. On prétend même qu'il les avait aimées avec passion; mais comment croire que la passion entrât dans une âme si bien habituée à commander à tous ses mouvemens[1] ?

Fleury, malgré les persécutions religieuses qu'on reproche à sa mémoire, fuyait avec grand soin le ton de l'hypocrisie. L'homme de cour paraissait plus en lui que le prêtre. Il aimait les lettres, et surtout les sciences; il fit exécuter une des plus belles entreprises du dix-huitième siècle (le voyage qui eut pour objet de reconnaître la figure de la terre). J'en parlerai ailleurs.

[1] Quoique la galanterie d'un ecclésiastique soit toujours voisine du ridicule, celle de Fleury passait pour être un modèle de délicatesse. Louis XIV s'impatientait de voir cet abbé recommandé par toutes les dames de la cour; et lui avait fait long-temps attendre un évêché, pour le punir d'avoir trop excité leur intérêt. Fleury conserva jusque dans l'extrême vieillesse ce ton de galanterie. Il ne pouvait se passer de l'entretien d'une femme aimable, la princesse de Carignan. La malignité publique s'exerça sur cet attachement, et cette dame essuya le ridicule de se voir présenter comme la maîtresse d'un octogénaire. Le roi de Prusse, assez porté à recueillir tous les traits satiriques, en parle sur ce ton.

Sur tout autre point que celui de la cupidité, il avait la morale des courtisans. Il croyait peu à la reconnaissance. Il était ingrat à mesure que les circonstances lui demandaient de l'être ; il l'était sans remords et sans acharnement. Louis XV prit auprès de lui le défaut qu'on pardonne le moins aux monarques, l'insensibilité. Fleury ne s'attacha point à donner à son élève des ressorts généreux. Il lui enseigna un genre de dissimulation moins profond, mais plus vil que le machiavélisme ; il le forma pour être gouverné. Les reproches que la France put lui faire, comme instituteur du roi, restreignent beaucoup les éloges qu'on lui doit comme ministre. Économe, désintéressé, pacifique, ce sont là de beaux titres ; mais il faut encore que l'énergie se joigne à ces qualités pour constituer le véritable homme d'État. C'est son exemple qui en fournit la meilleure preuve. Il vit en mourant les épargnes du trésor épuisées, et les maux d'une guerre qu'il n'avait su ni prévenir ni diriger.

FIN DU SEPTIÈME LIVRE

LIVRE HUITIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XV.

1743. Composition du ministère. Une femme le dirige.

APRÈS la mort du cardinal de Fleury, Louis XV avait renouvelé la déclaration qu'il allait régner par lui-même; mais il laissa bien vite retomber le fardeau que ses mains faibles et inhabiles avaient tenté de soulever. Un pouvoir oligarchique, composé de ministres qui, pour la plupart, s'étaient rendus chers à Fleury par leur docilité, de prélats signalés par leur zèle pour la bulle *Unigenitus*, et des courtisans les plus occupés des plaisirs de leur maître, remplaça le gouvernement d'un vieillard. La duchesse de Châteauroux dominait sur chacun d'eux, et c'était elle qui succédait en effet au cardinal. Le comte de Maurepas, qu'elle haïssait, n'avait plus de crédit. Elle fit renvoyer le faible Amelot du département des affaires étrangères. Le roi eut la vanité de conduire lui-même, ou plutôt de paraître conduire ce ministère [1]. Le chancelier d'Agues-

[1] Les affaires étrangères furent, de toutes les parties du gouvernement, la seule dont Louis XV parut

seau restait au conseil; mais on ne le considérait plus que comme un jurisconsulte étranger aux grandes combinaisons d'État, parce qu'il l'était aux intrigues de la cour. Le contrôleur général des finances, Orry, qui avait eu le courage de s'élever contre la parcimonie du cardinal, dans des occasions où il s'agissait du salut des armées, avait été près de succomber au ressentiment d'un ministre peu habitué à la résistance. La favorite le soutint; elle avait l'âme trop élevée pour lui faire acheter sa protection. Les ressources qu'il trouva bientôt pour donner une plus forte impulsion

toujours s'occuper avec quelque attrait. Il ne nomma point à ce ministère pendant six mois, mais il en faisait le travail si négligemment, qu'il fut obligé d'appeler à son aide Chavigny, homme très-habile en diplomatie. La correspondance de Louis XV et de Frédéric II, roi de Prusse, fit sentir au premier les inconvéniens de conduire les négociations sans intermédiaire. Frédéric savait s'y prévaloir du besoin qu'on avait de ses armes et de la gloire qu'il avait acquise. Louis était piqué du ton que prenait avec lui un monarque dont la puissance était si inférieure à la sienne. Le marquis d'Argenson fut nommé ministre des affaires étrangères au mois de septembre 1744. Celui-ci, quoiqu'il eût employé des talens et de l'activité dans ce ministère, ne le conserva que deux ans, et fut remplacé, au mois de janvier 1747, par le marquis de Puysieulx, l'un des plénipotentiaires aux conférences de Bréda.

aux armées, et même aux forces navales de la France, étaient vastes et judicieuses. Nul ministre ne fut plus heureux que lui dans les emprunts. Le crédit public ne fut ébranlé qu'après la fin de son administration. Le marquis de Breteuil avait eu pour successeur, dans le département de la guerre, le comte d'Argenson, qui contribua beaucoup au réveil de la France en 1744. C'était le second fils du magistrat qui avait perfectionné la police de la capitale, et dont le caractère s'était montré avec éclat sous la régence. Le comte d'Argenson, ainsi que son frère aîné, le marquis, tempéraient les qualités sévères et les principes absolus qu'ils tenaient de leur père, par un goût plus vif pour les beaux-arts et pour les belles-lettres. Leur attachement pour la gloire du roi avait le noble élan du patriotisme. Le comte avait plus de dextérité dans les intrigues de cour; il s'y mêlait sans s'avilir, et cachait des pensées hautes sous des formes légères. Le marquis avait des connaissances plus profondes et plus variées. Ses principes avaient beaucoup d'analogie avec ceux que le ministre Turgot développa depuis. Il tendait à unir intimement l'autorité du roi avec la cause du peuple, en faisant la guerre aux priviléges. Comme il ne montrait que du bon sens dans sa conversation, les courtisans l'appelaient *la*

bête, et décelaient leur propre ineptie par un si injuste surnom. Ces deux frères étaient appelés à réparer les maux qu'avaient causés l'esprit vague et le caractère turbulent des deux frères de Belle-Isle.

Malgré les efforts de la duchesse de Châteauroux, Louis resta encore, pendant toute l'année 1743, dans une insensibilité léthargique qui ne laissait point voir de remède aux disgrâces militaires de la France. Il suivait, avec un scrupule qui n'était qu'un voile pour sa paresse, les plans que le cardinal de Fleury avait arrêtés pour cette année. Les événemens étaient pourtant de nature à démontrer le vice de ces plans. Le prince de Lorraine avait poussé sa marche victorieuse jusqu'en Alsace; il s'était emparé d'une île du Rhin, près du vieux Brisach. L'armée du maréchal de Noailles, et une autre plus faible, dont on avait donné le commandement au maréchal de Coigny, avaient beaucoup de peine à s'opposer aux progrès des Autrichiens, et n'osaient risquer une bataille. Pendant ce temps l'audacieux partisan Mentzel, fléau de la Bavière, après avoir chassé d'Augsbourg l'empereur Charles VII, et l'avoir poursuivi de mille invectives dans sa fuite, avait pénétré dans la Lorraine, et se flattait d'opérer un soulèvement dans une province fort attachée à ses

Succès des Autrichiens.

premiers maîtres. Mais Stanislas, par une administration bienfaisante, avait mieux assuré cette conquête que des armées n'auraient pu le faire. Le farouche Mentzel fut tué d'un coup de fusil au moment où, monté sur les murs de la petite ville de Sarrebruck, il défiait les Français; et sa petite troupe se replia. Les autres partisans au service de la reine de Hongrie, et particulièrement Trenck, exerçaient en Allemagne leurs brigandages et leur férocité; ils égorgeaient des prisonniers, des soldats blessés, jusque dans les hôpitaux. Marie-Thérèse n'arrêtait point des hommes qui avaient été ses premiers libérateurs. Enivrée de ses succès, c'était avec des provinces françaises qu'elle espérait se dédommager de la perte de la Silésie, et déjà même elle semblait protester contre le traité qui lui avait fait céder cette province au roi de Prusse. Assurée de ses possessions en Italie, elle espérait reconquérir le royaume de Naples. Les Anglais et les Hollandais offraient de partager avec elle la Flandre française, qui avait coûté tant de de combats aux généraux de Louis XIV. La czarine Élisabeth s'attachait de plus en plus à la cause de la reine de Hongrie. La Suède, humiliée par une paix honteuse, et livrée à des factions mercenaires, n'était plus rien dans la balance de l'Europe. L'armée des al-

liés, que le roi Georges avait abandonnée peu de temps après sa stérile victoire, et qui était commandée par le duc de Cumberland, se portait sur les Pays-Bas. Le roi de Pologne, électeur de Saxe, se joignait au parti des vainqueurs, et devenait l'allié de la reine dont il avait voulu envahir l'héritage. Des escadres formidables sortaient des ports de l'Angleterre. L'amiral Mathews avait pénétré dans le port de Naples, et dicté des conditions honteuses au nouveau roi.

France : l'art militaire semble y languir.

La France, à l'approche d'une crise qui la menaçait d'invasion sur plusieurs points, était découragée par plusieurs pronostics de décadence. L'art militaire avait paru languir; l'infanterie, qui fait la force des armées, était mal organisée, mal instruite. La discipline se perdait, et l'honneur même était en souffrance; on n'avait pas assemblé de conseil de guerre pour juger des officiers coupables d'insubordination, et d'autres suspects de lâcheté. Le maréchal de Noailles avait perdu le droit de faire respecter ses ordres en montrant de l'indulgence pour la faute de son neveu. Louis avait consolé ce général après la bataille de Dettingen, et avait à peine osé se plaindre du duc de Grammont. Les épigrammes et les couplets satiriques étaient la vengeance du

public[1]. L'auteur de cette guerre malheureuse, le maréchal de Belle-Isle, s'attendait à être reçu comme un triomphateur après sa retraite de Prague. Le roi s'abstint cependant de récompenser ce prétendu rival de Xénophon; il l'accueillit avec froideur, et l'envoya dans son gouvernement de Metz. Le maréchal régnait dans cette province, entouré d'un cortége de panégyristes et d'admirateurs. Bientôt il fut employé dans de nouvelles négociations. Le maréchal de Maillebois avait été disgracié pour s'être si lentement approché de Prague, et pour s'en être si honteusement éloigné. Le vieux maréchal de Broglie était puni par l'exil de son inconcevable répugnance pour les batailles et pour le séjour des armées françaises en Allemagne. Ce général, en d'autres temps, s'était montré plus actif et plus heureux; mais la jalousie lui avait fait sacrifier sa propre gloire. Le comte de Saxe était celui des géné-

[1] On attacha une épée de bois à la porte de l'hôtel de Noailles, avec cette inscription : *Homicide point ne seras*. Ce général était cependant inattaquable sur le chapitre de la bravoure. Mais le public jugeait qu'il n'aurait pas dû repasser le Mein de sa personne, dans le moment où l'action allait s'engager, et où lui seul pouvait diriger avec intelligence les savantes mesures qu'il avait prises pour faire passer l'armée anglaise par des *fourches caudines*.

raux qui pouvait le mieux ranimer l'ardeur des troupes, et conduire de grandes entreprises. Il venait de recevoir le bâton de maréchal. Quoique la nature lui eût donné tout ce qui peut séduire le peuple et les cours, c'était un homme dont il n'était pas aisé d'apprécier tout le mérite. Lorsqu'il était condamné au repos, il concevait et développait avec feu des projets qui, malgré leur vaste étendue, pouvaient être regardés comme ceux d'un aventurier; mais à mesure qu'il approchait de l'événement, cette effervescence se calmait, les ressources qu'il indiquait étaient sûres, et ne s'offraient à personne. Il avait fait une étude particulière du caractère des soldats français, et pressentait les grandes choses qu'ils pourraient un jour exécuter [1]. Vif, gai, plein de franchise, il ne parut jamais un étranger au milieu des Français. La gloire qu'il acquit parmi nous est toute nationale. On voulut

[1] On lit dans les œuvres du comte de Guibert un passage très-curieux, dans lequel il résume toutes les idées du maréchal de Saxe, relativement à une nouvelle organisation du système militaire de la France. On y voit que ce grand guerrier avait conçu tout le parti que des généraux habiles pourraient un jour tirer de l'agilité, de la vivacité et du coup d'œil des soldats français. Il songeait à les débarrasser de tout cet attirail qui gênait leurs mouvemens et traînait

entendre à Versailles les plans qu'il avait si souvent développés dans des conseils de guerre. La duchesse de Châteauroux fut portée à l'admiration pour le fils de la comtesse de Konigsmarck. Le duc de Richelieu devint son partisan, n'osant être son rival. Le roi, qui s'était trop habitué à la pusillanimité d'un vieillard, se sentit ranimé par la confiance du héros saxon.

Le but de la guerre est enfin arrêté.

L'hiver de 1743 à 1744 fut employé à de grands préparatifs. Tous les plans qui furent arrêtés étaient imposans. La France, depuis la guerre de 1672, n'avait pas fait de mouvemens d'une si grande étendue. On donna enfin un but positif à la guerre; la conquête des Pays-Bas autrichiens fut l'opération principale qu'on eut en vue. On employa divers moyens pour déguiser cette entreprise et pour en assurer le succès; on fit en sorte que l'Autriche fût de nouveau inquiétée dans le centre de sa domination.

toutes les campagnes en longueur. Ce système est indiqué dans un ouvrage que Maurice de Saxe composa en 1732, et intitula modestement : *Mes réveries*. L'exécution en fut alors contrariée par l'opposition unanime des chefs, et ne put avoir lieu, même après que d'éclatantes victoires eurent mérité au comte de Saxe une influence qui semblait devoir écarter tous les obstacles.

Voltaire est envoyé auprès du roi de Prusse.

On eut recours au roi de Prusse pour rallumer la guerre dans la Bohême et dans la Moravie, et pour menacer Vienne. Déjà Voltaire avait été envoyé vers ce prince, qui ne cessait d'appeler auprès de lui le poëte le plus fait pour charmer son esprit et pour célébrer sa gloire. On se serait bien gardé de revêtir d'un caractère diplomatique un homme qui n'avait que des titres littéraires. Frédéric le reçut avec des honneurs que depuis long-temps les monarques n'accordaient plus au talent; mais il affecta de ne donner qu'une attention légère aux insinuations politiques d'un Français qui ne pouvait garantir aucune promesse faite au nom du roi de France. Le cabinet de Versailles, après une si faible tentative, se servit de moyens plus directs. Louis XV parut conduire lui-même cette négociation; mais c'était un politique habile, Chavigny, l'un des amis de la duchesse de Châteauroux, qui en était en effet chargé. Frédéric était sérieusement alarmé des victoires et des progrès de l'Autriche; il ne doutait pas que les armées de cette puissance, soit qu'elles fussent arrêtées devant les forteresses de l'Alsace et de la Flandre, soit qu'elles parvinssent à humilier et à désoler la France, ne fussent bientôt prêtes à retomber sur la Silésie. Il avait intercepté une correspondance entre la reine de

Hongrie et le roi d'Angleterre, dans laquelle il était insulté et menacé. Une paix de deux ans avait accru ses moyens; de nouvelles possessions pouvaient être le prix d'une seconde entreprise; il ne voulait pas que l'Europe perdît le souvenir de la gloire qu'il avait acquise dans la première; enfin, il ne voyait pour lui-même qu'un moyen de salut, c'était de se montrer toujours redoutable. Voilà les motifs qui le rapprochaient de la France; il l'avait abandonnée avec une précipitation qu'on pouvait accuser de perfidie; lorsqu'il se déclara de nouveau pour elle, sa conduite eut toutes les apparences de la générosité [1].

Espagne. Ses succès en Amérique contre l'Angleterre.

Il restait un allié précieux au cabinet de Versailles, c'était le roi d'Espagne. Sans le

[1] M. le maréchal de Schmettau avait été envoyé par le roi de Prusse auprès de Louis XV, tant pour rendre compte des mouvemens de l'armée française, que pour presser le roi très-chrétien de remplir ses engagemens en poursuivant jusqu'en Bavière les troupes de la reine lorsqu'elles repassaient le Rhin. Schmettau apprit à Louis XV que le roi de Prusse entrerait en campagne le 17 d'août, et qu'il emploirait cent mille hommes à la diversion qu'il allait faire en faveur de l'Alsace. Ce maréchal mit tout en usage pour donner aux armées françaises plus d'activité et de vigueur, et peut-être y serait-il parvenu, si Louis XV ne fût pas tombé malade à Metz.

Œuvres de Frédéric II, Histoire de mon temps.

secours de cette puissance, comment défier les forces navales de l'Angleterre? Philippe V régnait encore; la reine Élisabeth n'avait jamais été plus maîtresse du royaume. La nation espagnole, qu'elle avait tenue, par ses projets, dans une agitation perpétuelle, conservait de l'énergie au milieu d'une alternative de succès et de disgrâces. Elle venait d'humilier les Anglais dans le Nouveau-Monde. L'amiral Vernon, après son heureuse entreprise sur Porto-Bello, s'était regardé comme le conquérant de l'Amérique. On célébrait à Londres les triomphes qu'il allait remporter, comme s'ils eussent déjà été obtenus. On frappait une médaille sur la prise de Carthagène, tandis que les Anglais éprouvaient la plus sanglante défaite sous les murs de cette ville, et que l'amiral Vernon se retirait à la Jamaïque avec une armée que les maladies avaient réduite à un dixième. Mais les Espagnols n'avaient pas été heureux dans la nouvelle campagne qu'ils avaient faite en Italie, pour donner des États à l'infant don Philippe. La pusillanimité du cardinal de Fleury avait beaucoup contribué au mauvais succès de leurs armes. Il était impossible d'obtenir de ce ministre aucun effort, dès qu'il craignait de donner de l'ombrage à l'Angleterre. Un autre motif l'avait arrêté : le roi de Sardaigne s'était allié avec la reine de

Hongrie ; Fleury croyait ne pouvoir rien entreprendre en Italie quand le gardien des Alpes fermait cette contrée. Il avait négocié pour ramener Charles-Emmanuel au parti de la France et de l'Espagne, et lui avait fait trop tard des offres brillantes qui eussent pu le séduire dès le commencement de la guerre. Il laissa la cour d'Espagne agir seule ; elle ne fit que des entreprises faibles et mal concertées. Le duc de Montemar, qui avait donné un royaume à don Carlos, arriva à Naples avec une armée de douze mille hommes. Toute l'Italie, à l'approche d'un corps aussi peu redoutable, parut frappée d'effroi. Le pape, la république de Venise, celle de Gênes, et même le grand-duc de Toscane, déclarèrent leur neutralité. Par une autre bizarrerie, le roi de Naples déclara la sienne. Une escadre anglaise, qui avait pénétré dans ce port, et qui menaçait de bombarder la ville, avait prescrit un parti honteux au frère de don Philippe. Le duc de Montemar s'avança jusqu'à Ferrare ; mais la fortune fut bientôt infidèle au vainqueur de Bitonto. Charles-Emmanuel, aidé de quelques corps autrichiens, le battait, le poursuivait jusqu'aux confins du royaume de Naples, et déjà menaçait le nouveau roi. Pendant ce temps, l'infant don Philippe enlevait la Savoie à Charles-Emmanuel. La France lui avait

permis le passage à travers ses provinces, mais n'avait pas joint ses forces aux siennes. Cette diversion n'avait que faiblement ému Charles-Emmanuel, et ne l'avait point empêché de dominer au centre de l'Italie. La reine d'Espagne était irritée contre les Français; on s'occupa de la satisfaire, on forma une armée de vingt-cinq mille hommes pour l'Italie. On en donna le commandement au plus vaillant et au plus habile des princes français, le prince de Conti [1].

Une autre expédition plus importante encore était annoncée, c'était une descente en Angleterre. Le cardinal de Tencin était auteur de ce projet. Il devait à la nomination du prétendant ce chapeau qu'il avait vainement

Projet de descente en Angleterre.

1744.

[1] Louis-François de Bourbon, prince de Conti, naquit en 1717; il était fils de Louis-Armand, troisième prince de Conti, et petit-fils de celui qui fut élu roi de Pologne en 1697. Louis-Armand, connu seulement par ses distractions et par les profits immenses qu'il retira du système de Law, mourut en 1727, âgé de trente-un ans. Son fils, né avec beaucoup d'esprit et de courage, avait fait son étude principale de la science militaire, et s'était rendu familiers tous les auteurs anciens qui ont traité de cet art. Admirateur des exploits d'Annibal, il se félicitait surtout, en allant commander l'armée d'Italie, d'avoir une occasion d'imiter le fameux passage des Alpes du héros carthaginois.

cru arracher en persécutant à la fois un pape et les jansénistes. La maison de Stuart avait conservé à Rome le droit de présenter des cardinaux ; triste dédommagement d'un trône perdu. Tencin avait promis d'user de tout son crédit à la cour de France, pour l'engager à de nouveaux efforts en faveur d'une famille dont cinquante ans de malheurs et de proscription avaient fait oublier les droits. Tencin avait le titre de ministre, mais sans département ; il se flattait de parvenir au premier ministère, si le succès couronnait une entreprise à laquelle Louis XIV lui-même avait été forcé de renoncer. Il plaida dans le conseil la cause du prétendant avec une chaleur qui entraîna ou parut entraîner tous les esprits. On lui accorda tout ce qu'il demandait ; les flottes de Brest et de Rochefort furent en mouvement. Une escadre de vingt-six vaisseaux de ligne, sous le commandement du comte de Roquefeuil, était entrée dans la Manche. Toutes les côtes étaient couvertes de troupes prêtes à s'embarquer. Maurice de Saxe devait diriger l'expédition. Le prince Édouard, fils du chevalier de Saint-George, était parti de Rome pour venir se joindre aux Français. On avait déclaré la guerre à l'Angleterre, et le manifeste annonçait de grands projets contre cette île ; mais on trompait le prétendant et le cardinal

son protecteur. Les ministres ne s'étaient servis de cette annonce fastueuse que pour masquer l'invasion des Pays-Bas ; ils connaissaient Tencin et ne voulaient point se subordonner à cet ambitieux prélat.

Combat naval indécis devant Toulon.

Pendant que la France osait, après une longue inaction, déployer ses forces maritimes sur l'Océan, elle faisait de nouveaux efforts sur la Méditerranée. Seize vaisseaux espagnols étaient entrés à Toulon ; ils y étaient bloqués avec une escadre française, par celle de l'amiral Mathews, qui, depuis deux ans, dominait sur cette mer. Les deux puissances alliées voulaient se tirer de cette position honteuse. Leur escadre sortit de la rade au nombre de vingt-six vaisseaux de ligne. Don Joseph de Navarro commandait les vaisseaux espagnols ; le chevalier de Court, âgé de plus de quatre-vingts ans, commandait les Français. Le 22 février 1744, l'amiral Mathews se présenta devant eux avec une escadre fort supérieure en nombre ; elle était de quarante-cinq vaisseaux de ligne ; mais il crut devoir engager l'action avant d'avoir rallié toutes ses forces ; une de ses divisions resta en arrière. Les Anglais manœuvrèrent avec une habileté qui les rendit maîtres du vent ; ils parvinrent à rompre la ligne espagnole pendant que celle des Français était arrêtée par une autre divi-

sion. Un combat furieux s'engagea entre cinq vaisseaux anglais et le vaisseau amiral espagnol le Royal-Philippe, de cent dix canons. Celui-ci fit la résistance la plus héroïque. Après un long combat, il était presque totalement désemparé; mais il avait fait souffrir le plus grand dommage au vaisseau amiral anglais. Mathews résolut alors de se servir d'un de ces moyens que toutes les nations devraient rejeter comme odieux. Il fit avancer un brûlot pour embraser le Royal-Philippe. Plusieurs vaisseaux devaient masquer l'approche de ce petit bâtiment; ils manœuvrèrent mal, le brûlot fut à découvert devant le Royal-Philippe. Un marin français, de Lâage, qui commandait le vaisseau par la mort du capitaine, fait tirer sur le brûlot et l'atteint. L'Anglais, furieux, qui se voit près de couler bas, se fait sauter avec son équipage; mais les débris du brûlot ne causent aucun dommage au Royal-Philippe. L'amiral français de Court s'était enfin dégagé; il arrive au secours des Espagnols, reprend un de leurs vaisseaux, et la nuit finit le combat. L'amiral Mathews, qui avait beaucoup souffert, fut obligé de relâcher à Minorque. Les flottes combinées se retirèrent à Carthagène. L'honneur de cette bataille navale, où la victoire fut indécise, resta aux Espagnols. L'amiral

Mathews fut près de payer de sa tête un engagement maritime où les Anglais n'avaient pas vaincu. Le chevalier de Court, vivement accusé par les Espagnols de ne leur avoir apporté qu'un secours trop tardif, fut puni par une disgrâce qui pouvait être considérée comme un bienfait pour sa vieillesse ; il fut envoyé dans une de ses terres où il acheva ses jours dans un calme philosophique.

On renonce à la descente en Angleterre.

La flotte qui devait menacer l'Angleterre d'une descente, évitait le combat en toute occasion ; les Anglais, contrariés par la saison, ne pouvaient l'y forcer. Le prétendant était monté sur cette flotte, et de nombreux bâtimens de transport marchaient à sa suite ; mais, le 15 mars, une violente tempête la dispersa. Quoique tous les vaisseaux fussent parvenus à rentrer, on parut totalement découragé par le mauvais succès d'une première tentative. On fut sourd aux prières du prétendant, qui ne demandait qu'un seul vaisseau pour se saisir de son héritage. Ce qu'il osa entreprendre l'année suivante, ses rapides succès en Écosse, la terreur qu'il porta jusque dans Londres, annoncent combien l'Angleterre eût été déconcertée par l'exécution sérieuse du premier projet.

1744. Campagne des Pays-Bas.

Tout avait été subordonné à l'expédition des Pays-Bas. Deux belles armées attendaient

dans la Flandre française le signal pour entrer en campagne ; l'une était commandée par le maréchal de Noailles, et devait faire le siége de différentes forteresses de la Flandre et du Brabant, avec la plus formidable artillerie et le corps d'ingénieurs le plus distingué de l'Europe ; l'autre, commandée par le maréréchal de Saxe, servait d'avant-garde, et devait couvrir les siéges. L'armée des alliés ne s'élevait pas à plus de soixante mille hommes ; on avait le double de combattans à leur opposer. Louis XV se sentait encore retenu à Versailles, par sa mollesse et par sa timidité ! Il craignait son inexpérience dans les armes, et semblait se défier autant de ses troupes que de lui-même. La duchesse de Châteauroux voulut faire excuser sa faiblesse aux Français, en appelant leur maître aux combats, à la gloire. Le comte d'Argenson, ministre de la guerre, Chavigny, les maréchaux de Noailles et de Saxe, et le duc de Richelieu, secondaient avec zèle les nobles inspirations que le roi recevait de la duchesse de Châteauroux. Mais elle n'avait point entendu se séparer de son amant. Elle voulait le suivre au milieu des camps, et couvrait ce scandale des couleurs de l'héroïsme et de la chevalerie. La nation apprit avec ivresse que son roi allait paraître à la tête d'une armée.

La guerre est déclaré à la reine de Hongrie.

Louis avait cru donner un nouvel éclat à ses projets belliqueux en faisant une déclaration de guerre contre la reine de Hongrie, que ses armées combattaient depuis trois ans. Sa maison militaire l'avait précédé : il partit pour l'armée le 3 mai ; il avait pour aides de camp les duc de Richelieu, de Luxembourg, de Boufflers, d'Aumont, d'Ayen, et le prince de Soubise. Le comte d'Argenson et Chavigny le suivaient. La première opération fut d'investir Menin. On prit cette place après sept jours de tranchée ouverte. Les courtisans avaient eu soin de paraître souvent en alarmes quand le roi visitait les travaux du siége. On crut devoir honorer la prise d'une forteresse assez chétive par un *Te Deum*. Le roi, feignant une grande impatience d'aller remercier le Dieu des armées, revint à Lille ; la duchesse de Châteauroux l'y attendait ; elle avait pris congé de la reine, dont elle était dame d'honneur, et qui jamais ne s'était vue bravée d'une manière plus cruelle que par un tel voyage. Trois princesses du sang s'étaient offertes pour servir de compagnes à la favorite. L'une était la duchesse de Modène, cette fille du régent qui, dans sa jeunesse, avait manifesté avec tant d'éclat sa passion pour le duc de Richelieu. Les deux autres étaient la duchesse de Chartres et la princesse de Conti.

Le *Te Deum* fut chanté en présence du roi et de sa maîtresse, qui témoignaient par leurs regards la joie de se revoir : les soldats s'égayèrent sur un *Te Deum* aussi hâtif. La duchesse de Châteauroux devint l'objet des plaisanteries du camp. Le roi revint à l'armée ; il arriva au moment où Ypres, assiégée par le comte de Clermont, capitulait. Un officier d'une grande espérance, le marquis de Beauvau, avait péri sous les murs de cette ville. Furnes et le fort de la Kenoque se rendirent peu de jours après. Le maréchal de Saxe, campé auprès de Courtrai, déconcertait par ses manœuvres les efforts que tentait l'armée des alliés pour secourir ces places. Le roi quittait souvent ces siéges pour venir voir la duchesse de Châteauroux à Dunkerque, et trouvait commode, à de telles conditions, le rôle de conquérant. Le maréchal de Noailles le flattait de la prise de la Flandre avant la fin d'octobre. Les Hollandais, alarmés pour leurs frontières, commençaient à s'humilier. Le roi rejetait leurs offres avec fierté.

Progrès des ennemis sur le Rhin.

L'armée de Flandre se préparait à faire de nouveaux progrès, lorsqu'on apprit, par des courriers successifs, que le prince de Lorraine envahissait l'Alsace avec bien plus de rapidité qu'on n'en avait mis à soumettre des villes peu fortifiées; que le général bavarois Seckendorff,

en s'éloignant des murs de Philipsbourg, avait favorisé le passage du Rhin; que l'armée autrichienne s'était emparée des lignes redoutables de Lauterbourg et de Weissembourg; et qu'enfin le maréchal de Coigny, avec cinquante mille hommes, se trouvait trop faible pour défendre cette frontière. On tremblait pour la Lorraine. Le roi Stanislas s'était retiré précipitamment de Lunéville. Les partisans insultaient déjà cette province, et Trenk égalait les fureurs de Mentzel.

Le roi conduit une armée au secours de l'Alsace.

Ces nouvelles répandirent tant de consternation dans le conseil du roi, qu'on résolut d'abandonner un plan de campagne qui promettait les plus belles conquêtes. Les forces qu'on avait mises en mouvement, mieux partagées entre la Flandre et l'Alsace, auraient pu permettre l'offensive sur ces deux points, et relever le triste sort de l'empereur Charles VII. L'armée d'Alsace, composée en grande partie des troupes que les retraites de la dernière campagne avaient découragées, n'avait reçu aucun de ces puissans mobiles qui ramènent la victoire. Des chefs privés d'ardeur manquèrent aussi de vigilance. Le prince de Lorraine en avait profité. Il fallut marcher à lui. Le roi se mit à la tête de l'armée qui s'avançait au secours de l'Alsace. Le maréchal de Noailles devait en diriger les opéra-

tions. Maurice de Saxe restait en Flandre avec quarante mille hommes, pour y défendre les villes soumises par le roi, contre l'armée des alliés, à laquelle arrivaient de puissans renforts. Ce second mouvement manquait encore d'une juste proportion. La Flandre française pouvait être exposée à son tour; mais on voulut qu'il fût aisé au roi de vaincre sur le Rhin. Le comte de Saxe, en déployant toutes les ressources de l'art militaire dans une campagne défensive, difficile et glorieuse, se mit au rang des plus grands capitaines. Madame de Châteauroux suivait le roi dans sa marche, l'un et l'autre arrivèrent à Metz; cette ville fut témoin d'un des événemens qui peignent la cour et les Français.

1744. Il tombe malade à Metz. Renvoi de la favorite. Arrivée de la reine.

Le 4 août, le roi, échauffé par les fatigues de la route, et plus encore par les suites de l'intempérance à laquelle il se livrait depuis plusieurs années, fut atteint d'une fièvre assez forte. Sa maîtresse alarmée lui prodiguait des soins qui n'étaient pas propres à rendre le calme à ses sens. Les médecins exprimaient cette inquiétude qui semble donner plus de prix aux secours de leur art, mais qui en compromet le succès. Le duc de Richelieu veillait aussi auprès du roi, se rendait maître des appartemens, rassurait le malade, s'emportait contre les médecins, en faisait

quelquefois l'office, indiquait des remèdes faciles pour un mal qui lui paraissait léger, congédiait les prêtres et les courtisans dévots qui assiégeaient la porte, et ne voyait enfin de danger que dans les pensées sinistres par lesquelles on troublait le repos de son maître. Les princes du sang s'indignaient de l'audace d'un gentilhomme qui leur défendait d'approcher du roi lorsque celui-ci touchait peut-être à ses derniers momens. Plusieurs seigneurs, à la tête desquels on voyait les ducs de Bouillon et de la Rochefoucauld éclataient en murmures. Le clergé priait, gémissait. Le peuple craignait de perdre son roi, et souffrait de le voir négliger le salut de son âme; un prélat austère et emporté, Fitz-James, évêque de Soissons, sonnait l'alarme et prescrivait la pénitence. Les médecins justifiaient l'excès des craintes par tout ce qu'ils disaient sur la maladie; ils la déclaraient une fièvre maligne. Le comte de Clermont parvint à pénétrer jusqu'à Louis. Il tenait à l'église [1], quoiqu'il suivît la carrière des armes. Il se chargea de préparer le roi à recevoir les secours de la religion; mais il le fit avec une circonspection si craintive, qu'il fut peu entendu;

[1] Le comte de Clermont était abbé de Saint-Germain-des-Prés.

le duc de Chartres, qui vint après lui, et qui avait à cœur de remplir les instructions d'un père très-religieux, s'expliqua sans ambiguïté. Louis fut frappé de terreur; les plus tendres soins de sa maîtresse, et la sérénité qu'affectait Richelieu, ne purent le distraire de l'impression qu'il avait reçue. Les excès auxquels il s'était abandonné n'avaient point altéré sa foi. Il décelait dans son repentir, comme il avait décelé dans ses fautes, une âme faite pour être subjuguée. Tout s'éloignait d'une favorite qui s'était vue plus adorée qu'une reine. Le duc de Richelieu et le maréchal de Belle-Isle, auquel elle avait fait rendre quelque crédit, lui restaient seuls fidèles. Elle attendait en tremblant ce que le jésuite Perrusseau et l'évêque de Soissons ordonneraient d'elle après la confession du roi. L'arrêt fut sévère. Le roi lui fit signifier, ainsi qu'à sa sœur, la duchesse de Lauraguais, de se retirer; et il leur ôtait leur place auprès de la reine. Le peuple crut que c'étaient des victimes qu'on livrait à ses insultes, à ses violences; il les poursuivait d'imprécations; sans la fermeté du gouverneur de Metz, on eût peut-être lapidé celle qui n'avait voulu inspirer de l'amour au roi que pour l'arracher à la mollesse. Il fallut partir. Quel retour humiliant d'un voyage dont elle s'était promis tant de gloire! On refusait

à la poste de lui donner une chaise et des chevaux. Le duc de Richelieu, en faisant ce que la pitié seule eût pu prescrire, parut un prodige de fidélité. Il lui prêta une voiture, et lui fit suivre une route détournée, afin d'éviter la rencontre de la reine, qui arrivait auprès de son époux. Jamais plus de circonstances ne s'étaient trouvées réunies pour confondre un amour illégitime. Tous les vœux se portaient vers cette reine, auparavant solitaire à la cour; elle devança l'ordre qui l'appelait, et son empressement ne fut point blâmé. La douleur la tenait immobile pendant que le roi lui demandait le pardon de ses infidélités; il lui répéta : *Me pardonnez-vous?* Elle lui répondit en couvrant son visage de larmes. Cette réconciliation enchanta le peuple, qui crut voir dès ce moment le ciel calmé. Les médecins étaient loin de confirmer cette espérance; ils renonçaient à toute espèce de remèdes: un empirique vint s'offrir; une dose d'émétique qu'il donna fit cesser toute la violence du mal; le 17, on commençait à se rassurer.

Le dauphin et ses sœurs suivent de près la reine.

Le dauphin était parti de Paris après sa mère; il était conduit par son gouverneur le duc de Châtillon; les princesses ses sœurs l'accompagnaient. Un ordre expédié de Metz au nom du roi, leur enjoignit de s'arrêter à Châlons. Le prince, dans cet âge où l'on est

loin de soupçonner que les plus purs mouvemens du cœur peuvent être imputés à crime, ne crut pas devoir respecter l'ordre d'un père qu'il craignait de ne plus revoir. Il arriva à Metz. On voulait, sous le prétexte que la maladie du roi était contagieuse, lui interdire l'entrée de son appartement. Il se présenta, accompagné du duc de Châtillon; mais il ne reçut qu'un accueil glacé de son père. Le monarque commençait à se rassurer, et se dégageait par degrés de toutes les pensées de la mort; il ne vit dans l'empressement d'un fils que l'impatiente ambition d'un successeur. Depuis ce temps il se montra toujours sévère et soupçonneux envers le dauphin. Le souvenir de la pieuse humiliation à laquelle il s'était prêté lui fut odieux, et cependant il ne parut ni regretter, ni même se rappeler celle qui en avait été la victime.

Alarmes de la nation.

Toute la nation fut plongée dans les plus vives alarmes pendant qu'il y eut péril pour les jours du roi. On l'aimait, parce qu'une nation bonne et fière a besoin d'aimer celui auquel elle obéit, parce qu'elle sait tenir compte de toutes les séductions qui assiégent un roi, parce qu'elle le juge avec réserve, le condamne avec lenteur, et lui prête les meilleures pensées, les meilleurs sentimens qu'elle-même peut concevoir. On avait été près de seize ans

heureux sous son règne, et rien n'était plus juste que de savoir gré à un jeune roi d'avoir maintenu si long-temps un ministre économe. Sa maladie paraissait une suite des travaux de la guerre. C'était lui, dans l'opinion du peuple, qui avait cherché la gloire des camps, et la duchesse de Châteauroux était présentée comme celle qui l'en détournait. Pendant plusieurs jours on n'entendit dans toute la France que des prières et des sanglots. Chaque courrier arrivant de Metz était interrogé avec la plus vive sollicitude. Celui qui vint annoncer que le péril avait cessé, fut reçu avec plus d'ivresse que s'il eût proclamé la plus éclatante victoire. La joie publique n'attendit pas, pour éclater, les fêtes ordonnées par le gouvernement. Les *Te Deum* résonnaient dans toutes les églises, qui avaient été long-temps remplies d'une foule gémissante. Louis était en même temps étonné et attendri de ces preuves inespérées d'une affection si vive. Il disait : *Qu'ai-je donc fait pour être aimé ainsi?* Ces paroles ingénues et modestes redoublaient l'enthousiasme. Ce fut au milieu de cette ivresse que fut imaginé pour lui le délicieux surnom de *bien-aimé*. La France le répéta tant qu'il fut possible de le répéter avec quelque vérité.

Invasion du roi de Prusse en Bohême.

Louis voulut se montrer digne de l'amour de son peuple. Les courtisans le pressaient,

après sa convalescence, de retourner dans sa capitale; il n'écouta point ce conseil, et se rendit à l'armée que le maréchal de Noailles commandait. Ce ne fut point ce général qui fut le libérateur de l'Alsace; cet éminent service fut dû à la puissante diversion qu'opérait alors le roi de Prusse. Ce monarque remplissait les engagemens qu'il venait de contracter. Avec trois corps d'armée il avait inondé la Bohême, contenu la Saxe, et menacé la Moravie. Il investit Prague le 4 septembre; telle fut l'activité de ses opérations, et la fortune de ses armes, qu'en douze jours il se rendit maître de cette ville, et fit prisonnière une garnison de quinze mille hommes. La cour de Vienne avait eu l'imprudence de laisser le commandement de Prague à ce même Ogilvi, que Maurice de Saxe avait eu l'art de surprendre. Frédéric s'avançait avec la rapidité d'un Gustave Adolphe. L'Autriche allait perdre le fruit de deux ans de victoires; mais Frédéric avait à vaincre la belle armée du prince de Lorraine, qui s'ébranlait pour marcher à la défense des États héréditaires. C'était au maréchal de Noailles à remplir cet espoir que la France avait donné au roi de Prusse. Tous les malheurs qu'on avait éprouvés provenaient d'un excès de circonspection. Il était temps d'y renoncer devant un ennemi qui se repliait et

qu'on pouvait placer entre le feu de l'armée prussienne et le feu de l'armée française. Un militaire envoyé par le roi de Prusse au camp des Français, le feld-maréchal Schmettau, sollicitait en vain l'activité si vantée de cette nation; Noailles ne parvint à gagner aucune marche sur l'armée autrichienne. Le prince de Lorraine, dont un habile tacticien, le général Trawn, dirigeait les mouvemens, put repasser le Rhin avec tranquillité. Il semblait au général français que toute bataille devait avoir la triste issue de celle de Dettingen. Tout faisait un devoir d'engager une action générale; eût-on dû perdre la bataille, le prince de Lorraine n'en continuait pas moins sa retraite; en la gagnant, on permettait au roi de Prusse d'entrer à Vienne.

Fribourg est pris. 1744.

Louis arriva lorsqu'on avait laissé échapper la plus belle occasion de vaincre; on se garda bien de la chercher de nouveau. Une forteresse prise en Allemagne suffisait à la gloire du roi; on assiégea celle de Fribourg avec une armée de soixante mille hommes, qui aurait pu porter en Allemagne bien plus de terreur que n'avaient fait auparavant les faibles corps de Belle-Isle, de Broglie, de Ségur et de Maurice de Saxe. Fribourg fut prise après trente-huit jours de tranchée ouverte. Mais pendant qu'on célébrait ce succès à Paris, le roi de Prusse

éprouvait tout le fardeau de la guerre. Le prince de Lorraine marchait à sa rencontre. Les Autrichiens avaient laissé reprendre la Bavière au général de l'empereur Charles VII; ils avaient su renoncer momentanément à cette possession pour rassembler toutes leurs forces contre leur ennemi le plus redoutable. L'habile général Trawn déployait devant Frédéric des manœuvres qui firent le désespoir et l'admiration de ce grand capitaine. Il reprit sur les Prussiens les postes de Tabor et de Budweiss, dont la perte, deux ans auparavant, avait commencé les malheurs des Français en Allemagne; par-là il coupait toutes les communications de l'armée prussienne avec la Bavière; il s'avançait entre tous les postes prussiens, que la nécessité de chercher des vivres dans un pays épuisé tenait trop éloignés; il faisait prisonniers des détachemens égarés. Le prince de Lorraine passait l'Elbe, et menaçait de séparer l'armée prussienne de la Silésie. Les Saxons se mettaient en mouvement. Enfin le roi de Prusse se vit contraint de s'éloigner de ses conquêtes, et même d'abandonner Prague. Il emportait dans son cœur l'amer dépit de paraître avoir imité toutes les fautes qu'il avait reprochées aux généraux français dans leurs premières campagnes, et d'être en effet victime du peu d'ar-

deur qu'ils avaient mis dans celle-ci à seconder ses armes.

Les Français et les Espagnols avaient ouvert en Italie la campagne de 1744, avec autant d'éclat que le roi de Prusse en Allemagne; mais leurs succès, ainsi que les siens, s'étaient mal soutenus. Le prince de Conti, convaincu que les entreprises audacieuses sont faites pour le soldat français, avait voulu gravir les Alpes pour en attaquer le redoutable gardien. L'infant don Philippe s'était réuni à lui; deux Bourbons se partageaient le commandement d'une armée de cinquante mille hommes. On passa le Var le premier avril; mais on fut obligé de perdre un temps précieux en attaquant les différens châteaux de Nice, de Villefranche et de Montalban. Vers la fin de juillet on avait forcé tous ces remparts du Piémont; il ne restait plus à prendre que Château-Dauphin. Deux mille Piémontais défendaient ce roc escarpé; mais le bailli de Givry, chargé de cette entreprise, avait avec lui le héros de Prague et d'Égra, Chevert. Ce brave officier monte avec quelques grenadiers à l'escalade; une brigade, commandée par le duc d'Agénois, les suit, et d'autres corps viennent les soutenir. Après un combat acharné, le fort est emporté, la garnison est prisonnière. Ce succès avait été acheté par la perte de deux mille

Brillant début des Français et des Espagnols en Italie.

hommes; le duc d'Agénois y avait été blessé. Un autre combat livre les barricades. Les Alpes sont franchies, le fort de Démont est réduit, Coni est investi. Le roi de Sardaigne montre, en se défendant contre les Français, autant de vigilance et d'activité qu'il avait mis de lenteur et d'inertie calculée lorsqu'il combattait avec eux. Il avait réparé et approvisionné avec beaucoup de soin toutes ses forteresses, et surtout celle de Coni. La saison avancée contrariait le siége de cette ville; on était à la fin de septembre, les neiges commençaient à tomber en abondance. Ces obstacles ne suffisaient pas pour rassurer Charles-Emmanuel. Emporté par un désir de gloire, et peut-être par sa haine contre les Français, il voulut détruire, dans une bataille, l'armée assiégeante. Il s'avança le 30 septembre, et il attaqua une redoute qui couvrait les Français et les Espagnols. Pendant que ce poste était vaillamment défendu, le prince de Conti, par une manœuvre habile, fit avancer sa cavalerie, de manière à tenir en échec toute la droite des Piémontais. Le roi de Sardaigne redoubla en vain ses efforts contre la redoute; il fut repoussé par l'infanterie espagnole; cependant on ne put jeter aucun désordre dans les rangs des troupes sardes, qui profitèrent de la nuit pour exécuter leur retraite. La perte des

vaincus avait été de cinq mille hommes, mais il était facile à Charles-Emmanuel de recruter son armée. La perte des Français et des Espagnols ne s'élevait pas à trois mille hommes; mais les Alpes allaient bientôt être fermées aux renforts qui leur étaient nécessaires. La garnison de Coni ne se montra point ébranlée par la défaite du roi. Des pluies continuelles gênèrent les travaux de l'armée alliée; le débordement de la Stura emporta les ponts; les assiégeans se trouvaient séparés de l'armée d'observation, qui n'avait osé poursuivre sa victoire. Charles-Emmanuel parvint à leur faire des surprises et à jeter quinze cents hommes dans la citadelle. Les vainqueurs levèrent le siége. Ils repassaient les Alpes, tandis qu'à Paris et à Madrid on les considérait comme solidement établis en Italie. Malgré un si triste résultat, l'orgueil national était flatté d'avoir eu à inscrire une victoire de plus dans ses fastes militaires. Le prince de Conti, qui avait rendu ce stérile honneur à nos armes, était encore vanté, quoiqu'on se fût trop hâté d'en faire un Annibal. On s'entretenait des beaux faits d'armes de Chevert, des comtes de Lautrec et de Stainville, du marquis de Villemur, des chevaliers de Chauvelin et de Chabannes, et des ducs d'Agénois et de Montmorenci. Paris s'apprêtait à recevoir le roi,

dont le péril l'avait tant alarmé. Des succès médiocres étaient regardés comme des essais d'un heureux augure.

Retour du roi à Paris. Novembre. 1744.

Louis le *bien-aimé* revint, après la prise de Fribourg, jouir des transports de la capitale. Sa physionomie majestueuse s'embellissait de toutes les grâces que donne le bonheur de se voir tendrement chéri. Les Parisiens ne se lassaient point de fêtes; c'étaient eux qui les inventaient plus que leurs magistrats. Au bout de quelques jours le roi parut recevoir avec quelque importunité des témoignages d'affection qui lui imposaient de grands devoirs, et surtout une privation cruelle. Il n'osait reprendre des liens qu'il avait brisés avec éclat, et que le peuple condamnait avec emportement. Personne ne sentait plus que lui l'injustice de la haine populaire qui poursuivait une femme dont les conseils généreux lui avaient ouvert le chemin de la gloire. Il était fatigué de lutter contre le sentiment le plus impérieux qu'il eût encore éprouvé. La duchesse de Châteauroux attendait le retour de son amant sans le provoquer par de tendres plaintes, ni par d'humbles prières. Elle parlait avec une sensibilité assez vive du duc d'Agénois, qui avait été blessé dans la campagne d'Italie. Une jalousie secrète ajoutait à l'agitation de Louis. Le duc de Richelieu, qui, depuis la maladie du roi à

Metz, avait été envoyé dans son gouvernement du Languedoc, était revenu à la cour. Il donnait au monarque un genre de conseils toujours écoutés, ceux qui flattent la passion. Il était chargé par le roi de calmer la duchesse de Châteauroux, et, par cette dame, d'entraîner le roi à un éclat qui pût confondre et faire trembler tous ses ennemis. L'éclat se fit : la reine, les princes, les prêtres, le peuple, rien ne fut ménagé. Louis traita avec la duchesse comme avec une souveraine offensée que la raison d'État eût prescrit de satisfaire. On ne voulut point qu'elle trouvât à la cour les témoins ni les auteurs de son humiliation. Le duc de Châtillon fut exilé; ce seigneur était bien plus sacrifié aux ombrages du roi qu'aux ressentimens de la favorite; sa femme fut comprise dans sa disgrâce. On avait intercepté une lettre de cette dame à la reine d'Espagne; on y avait vu, dans un récit de la scène de Metz, l'horreur d'une femme pieuse pour un commerce adultère. Le temps ne dissipa point la malveillance que le roi avait conçue pour ce sévère instituteur de son fils. Les ducs de Bouillon et de la Rochefoucauld furent également exilés dans leurs terres. Le dernier supporta cette disgrâce avec une fierté qui ne se démentit jamais; le roi n'attendait de lui que des paroles de soumission pour le rappeler; le

duc de la Rochefoucauld ne voulut jamais témoigner du repentir pour des conseils qui lui avait été inspirés par la religion. L'évêque de Soissons, Fitz-James, reçut ordre de rester dans son diocèse [1]. Ce prélat s'applaudissait du ministère qu'il avait rempli; il continua d'effrayer le roi par des lettres dans lesquelles il imitait les menaces que les pontifes d'Israël adressaient à des rois pécheurs. Il perdit sa place de premier aumônier, et ne reparut plus à la cour. On n'osa pas porter plus loin la rigueur envers un prêtre janséniste; on craignait alors cette secte, après tant d'inutiles persécutions. On exila aussi Balleroy, ancien gouverneur du duc de Chartres, qui avait excité ce jeune prince à montrer tant de zèle

[1] L'évêque de Soissons, Fitz-James, ne fut d'abord exilé dans son diocèse que par un ordre verbal. Ce fut en 1748, quatre ans après la mort de la duchesse de Châteauroux, que Louis XV le força de donner sa démission de la charge de premier aumônier. Le roi, chaque fois qu'il se rendait à Compiègne, dans le diocèse de Soissons, trouvait sur son bureau une lettre de cet évêque, dans laquelle le scandale public de ses amours lui était reproché du ton le plus menaçant. Fitz-James, issu de la maison de Stuart, avait reçu du prétendant la promesse d'un chapeau de cardinal à la nomination de ce prince. Louis XV refusa toujours d'y donner son consentement.

pour amener le roi malade au pied du tribunal de la pénitence.

Voilà quels furent les préliminaires du retour de la duchesse de Châteauroux à Versailles; on croyait que sa vengeance ne s'arrêterait pas à ces personnages. Les princes et deux ministres, le comte de Maurepas et le comte d'Argenson, avaient tout à craindre de ses ressentimens. Le premier était pour elle un ancien ennemi, mais sans chaleur et sans audace dans sa haine; le second avait été un ami timide ou infidèle. C'était lui qui avait signifié à Metz, aux deux sœurs, l'ordre de se retirer. Louis, décidé à l'humilier, mais non à se priver de ses services, le chargea de porter à la favorite l'ordre qui la rappelait à la cour, et qui lui rendait tous ses emplois. On prétend que d'Argenson avait été également chargé de lui demander la liste de ceux dont elle souhaitait l'éloignement, et qu'il s'y était vu inscrit le premier de tous. Cette anecdote paraît avoir été inventée pour donner de la vraisemblance à une calomnie odieuse. La duchesse de Châteauroux jouissait à peine du plaisir de voir toute la cour revenue à ses pieds, qu'elle fut atteinte d'une maladie mortelle; elle désespéra la première de ses jours. Au milieu des plus vives douleurs, qui étaient quelquefois accompagnées de délire, elle s'écriait qu'elle avait été

empoisonnée; elle en indiquait l'époque d'une manière qui rendait cette supposition invraisemblable. C'était à Reims, et pendant son triste retour de Metz, qu'elle croyait avoir reçu le fatal breuvage. Mais dans un tel moment l'ennemi le plus cruel, l'ambitieux le plus endurci n'eût pas cru avoir à la redouter. Sa maladie se développa pendant onze jours avec les plus affreux symptômes. Elle n'éloigna point de son lit de mort les prêtres qu'elle avait voulu éloigner de son amant en danger; elle revit sa sœur, madame de Mailly, à laquelle elle avait enlevé le cœur du roi; elle reçut son pardon de cette âme tendre et religieuse qui ne pouvait plus rien se pardonner à elle-même. Pendant que la duchesse de Châteauroux se réconciliait avec le ciel, l'empressement de son amant à savoir de ses nouvelles faisait encore sa joie et son orgueil; elle pressentit et annonça le jour et presque l'heure de sa fin; elle avait toujours demandé, disait-elle, de mourir à l'une des fêtes de la Vierge: que le cœur humain allie de sentimens contraires! elle était charmée de se voir exaucée; elle mourut le 8 décembre, pleurée par le peuple, qui, peu de jours auparavant, la couvrait d'imprécations. Les favorites qui lui succédèrent firent regretter son désintéressement et l'élévation de son âme.

Louis ressentit encore une fois ces regrets mêlés de terreur que lui avait fait éprouver la mort de madame de Vintimille. Les ennemis les plus déclarés de la duchesse affectaient un profond désespoir; ses amis parlaient d'empoisonnement, sans oser, ou plutôt sans pouvoir former une accusation directe. Deux hommes, distingués par l'aménité de leurs mœurs, étaient les objets de ces soupçons vagues que toute leur vie réfutait; c'était le comte de Maurepas et le comte d'Argenson. Le crédit de l'un et de l'autre auprès du roi n'en fut point ébranlé; bientôt les soins d'une cour brillante et corrompue effacèrent de son âme ces impressions de douleur et de tendresse, les dernières qu'il dût ressentir.

Madame de Mailly, après la mort de sa sœur, se voua encore à une pénitence plus profonde. Elle eut le courage de ne point chercher la retraite, et de supporter dans le monde les souvenirs les plus pénibles. Un jour où elle entrait à l'église, un homme du peuple lui donna l'épithète la plus grossière. Puisque vous me connaissez, répondit-elle, priez Dieu pour moi.

Pendant que l'hiver retardait encore les opérations de la guerre, on préparait dans la capitale des fêtes magnifiques pour un événement qui remplissait de joie tout le royaume: c'était

1745. Mariage du dauphin; fêtes à cette occasion. 23 janvier.

le mariage du dauphin avec une infante d'Espagne. Philippe V, accablé de maux plus insupportables que la vieillesse, et qui touchait au terme de sa languissante carrière, voyait réparé par ce moyen l'outrage qu'il avait reçu de son neveu; c'était le second nœud qu'il formait avec Louis XV. En 1739, la fille aînée de ce monarque avait épousé l'infant don Philippe. On n'était plus retenu dans les fêtes qu'appelait ce nouveau mariage, par l'économie sévère que le cardinal de Fleury avait fait régner si long-temps. Les courtisans, et bien plus encore les dames de la cour, se réjouissaient d'une occasion dans laquelle devait se déclarer le règne d'une nouvelle favorite. Une femme, que l'obscurité de sa naissance semblait éloigner d'une telle ambition, osa rivaliser avec les dames de la cour : c'était madame Lenormand d'Étioles, qui, depuis, sous le nom de la marquise de Pompadour, fut pendant vingt ans arbitre des destinées de la France. Son père, nommé Poisson, avait, dit-on, été boucher; sa mère avait eu dans la capitale le genre de célébrité que donnent la beauté et la galanterie; cette femme, formée à l'intrigue par des amans habiles dans cet art, avait depuis plusieurs années destiné sa fille, dont la beauté était célèbre, à subjuguer un roi voluptueux; elle l'avait mariée à un homme de

finance assez riche, Lenormand d'Étioles, sous-fermier. Attentive à la guider dans toutes ses démarches, elle ne lui permettait de se distraire de ses grands projets, ni par l'affection de son mari, ni par de vulgaires amours. Madame d'Étioles avait osé défier la duchesse de Châteauroux, dans le moment où tout pliait devant cette superbe favorite; elle s'était montrée à des chasses brillantes que faisait le roi dans la forêt de Sennar. Tout appelait dès lors l'attention sur elle; nul équipage n'était plus léger que le sien; elle se présentait sous les attributs des divinités de la fable, et de Diane même. Elle paraissait, disparaissait aux yeux du roi, qui avait dans son cortége des personnes intéressées à la faire remarquer. Louis décelait sa curiosité, son émotion, ses désirs, mais craignait la jalousie d'une amante plus digne de ses vœux : quelquefois il avait envoyé des pièces de sa chasse à celle qui en avait fait l'attrait le plus vif. Au milieu d'une fête que la ville de Paris donna au roi pendant les réjouissances du mariage du dauphin, madame Lenormand fut reconnue par celui dont elle avait excité l'admiration dans la forêt de Sennar. Son triomphe se décida peu de jours après, dans un bal masqué. Le roi, en butte aux séductions des femmes les plus habiles, paraissait plongé dans une ivresse vague, lorsque ma-

dame d'Étioles vint, sous le masque, lui rappeler quelques scènes de ces chasses où elle avait entrevu son bonheur. Quand elle se fut trahie autant qu'elle désirait l'être, elle eut soin de se rejeter dans la foule ; mais elle laissa tomber son mouchoir. Le roi le releva avec une galanterie passionnée ; et, déjà trop loin d'elle pour le lui présenter, il le jeta de l'air le plus respectueux. *Le mouchoir est jeté*, fut le cri de toute la salle ; et depuis ce moment on vit une jeune femme, étrangère par son éducation, par ses goûts, aux premières notions de l'art de gouverner, s'élever, par des degrés rapides, à un empire aussi absolu que celui du cardinal de Fleury.

Le roi part pour l'armée de Flandre avec le dauphin. 1745 8 mai

La voix de la nation appelait Louis XV à son armée ; madame d'Étioles, qui craignait tout dans le commencement de sa faveur, se garda bien de l'en détourner ; mais elle obtint sans peine de le suivre dans les camps. Le peuple, si sévère contre une dame de la cour qui avait pris ce parti avec un éclat imprudent, parut peu s'apercevoir du voyage d'une favorite encore obscure. Le dauphin, ému par le désir de la gloire bien plus vivement que son père, obtint de l'accompagner. Les périls qui menaçaient deux têtes aussi chères étaient présens à l'imagination de tous les Français ; les adieux qu'ils reçurent de la cour furent touchans ; le

peuple y mêlait les siens. La France n'avait jamais mieux offert l'image d'une famille où chacun s'unit par les mêmes sentimens, et entre dans le partage de tous les devoirs. Le peuple, qui se montrait si puissamment animé par les mobiles de l'honneur et de la morale, avait pourtant vu la régence. Il y a d'aimables qualités qui semblent tenir au sol de la France, dont certaines circonstances arrêtent l'essor, et qui renaissent comme d'elles-mêmes; en aucun pays, à aucune époque, une nation ne fut aussi active, aussi ingénieuse dans ses soins pour rendre son roi digne d'elle. Mais suivons Louis; il a encore quelques années heureuses à parcourir.

Mort de l'empereur Charles VII.

Le roi de Prusse, qui, par un cruel retour de la fortune, après avoir menacé Vienne dans la dernière campagne, commençait à craindre pour la Silésie, n'avait cessé d'appeler de nouveau les Français en Allemagne. Libérateur de l'Alsace par la diversion qu'il avait faite en Bohême, il avait droit de demander qu'on vînt le délivrer à son tour : on fut sourd à ses représentations; la conquête des Pays-Bas parut préférable à toutes celles qu'on pourrait faire au delà du Rhin et dans des États qu'il faudrait rendre. D'ailleurs, un grand événement venait d'absoudre à cet égard la politique des Français. L'empereur Charles VII, le

déplorable objet d'une guerre si longue et si cruelle, à peine rentré dans sa capitale, succomba aux chagrins qui avaient été le châtiment de son ambition. Il mourut le 20 janvier 1745, âgé de quarante-sept ans. L'état de dissolution où l'on trouva ses organes, à l'ouverture de son corps, fit considérer avec effroi de quelles peines avait été dévoré ce malheureux prince, qui, sans avoir aucune des qualités des conquérans, en avait voulu jouer le rôle. Il laissait pour héritier de ses États un fils âgé de dix-sept ans, Maximilien-Joseph. L'âge et la situation de ce prince ne permettaient pas de songer à l'élever au trône impérial. La France offrit ce vain et dangereux honneur au roi de Pologne Auguste III, qui, de faible ennemi de la reine de Hongrie, était devenu son faible allié. Retenu par la crainte, entraîné par le vil appât des subsides de l'Angleterre, il persévéra dans la nouvelle alliance qu'il avait contractée, et la destinée voulut que l'électeur de Saxe, après avoir refusé la dignité impériale, fût exposé aux mêmes humiliations que l'électeur de Bavière, qui l'avait si imprudemment briguée. Il n'y a point de parti sûr pour la faiblesse et l'indolence. Maximilien-Joseph, à son avénement à la couronne électorale, tendit les bras aux Français. Les Autrichiens, après

avoir repoussé le roi de Prusse jusque dans ses États, vinrent de nouveau fondre sur la Bavière; le jeune électeur fut forcé d'abandonner Munich. La France lui avait envoyé un secours de troupes allemandes qu'elle avait à sa solde; mais, pendant que ce corps s'avançait, Maximilien négociait en secret avec l'Autriche, promettait sa voix à la diète de l'empire pour l'élection de l'époux de la reine de Hongrie, obtenait de cette princesse la restitution de ses États, et signait avec elle [1] une paix qui, sans le déshonorer, le dégageait de tous ses périls. La défection de cet allié servait d'excuse à la France pour se livrer à des opérations militaires dont elle recueillerait les fruits. La Flandre lui offrait un théâtre de la guerre bien différent de la Bohême.

C'était au seul maréchal de Saxe que restait, sans mélange de revers, la gloire de cette campagne, où il s'était peu avancé dans les Pays-Bas, mais où il avait su se maintenir dans les conquêtes faites sous les yeux du roi. Comme on lui connaissait un esprit entrepre-

[1] Cette paix fut signée dans la ville de Fuessen, sur les frontières du Tirol. Le jeune électeur recouvra tous ses États, Marie-Thérèse se réservant néanmoins de garder les forteresses de Braunau, d'Ingolstadt et de Scharding, jusqu'après l'élection d'un roi des Romains.

nant, un caractère fougueux, on ne cessait d'admirer les grands efforts de patience et de dextérité qu'il avait opposés pendant six mois à une armée supérieure à la sienne de plus de vingt mille hommes. On savait l'histoire de ses campemens et de ses petits combats, qu'on égalait à des marches de Turenne. Peut-être ont-ils encore aujourd'hui de l'intérêt pour les militaires, mais le récit en serait déplacé dans une histoire qui a pour objet principal le développement des mœurs et l'examen des ressorts politiques pendant l'époque qui a précédé et amené la révolution. Le roi se rendait à cette armée qu'on avait élevée pour l'ouverture de la campagne jusqu'à quatre-vingt-dix mille hommes. Elle avait commencé une entreprise digne de forces aussi imposantes. Le maréchal de Saxe, après avoir feint de diriger ses efforts contre Mons, s'était rapidement porté sur Tournay, et l'avait investi dès le 25 avril. Cette place était dans un aussi bon état de défense que lorsque les alliés en firent la conquête avant la bataille de Malplaquet. Elle renfermait une garnison de neuf mille hommes, que commandait un officier distingué, le baron de Dort. Les alliés marchaient à son secours; ils avaient à leur tête le second fils du roi d'Angleterre, le duc de Cumberland, qui s'était distingué

à la bataille de Dettingen. Le maréchal de Kœnigsegg, que sa campagne d'Italie, en 1734, avait placé au rang des généraux les plus estimés, et le prince de Waldeck, connu par un courage impétueux, étaient auprès du duc de Cumberland. Leurs forces ne s'élevaient pas à plus de cinquante-cinq mille hommes. On ne comptait, dans une armée qui défendait la plus belle possession de l'Autriche, que six mille Autrichiens. Le reste était composé d'Anglais, de Hollandais, de Hanovriens et d'autres Allemands soldés par l'Angleterre.

Le roi et le dauphin avaient été reçus à l'armée française le 6 mai, avec des transports de joie. L'allégresse redoubla quand on apprit que les alliés s'avançaient. On n'avait eu jamais ni une plus belle occasion, ni une plus vive espérance de vaincre. Une seule circonstance mêlait quelques alarmes à cette noble ardeur; c'était la maladie du maréchal de Saxe. Ce héros, qui tirait vanité d'être indomptable dans les plaisirs, expiait des excès nombreux. Mais, à l'approche d'une action générale, il luttait avec l'énergie de son âme contre les souffrances d'un corps défaillant. Résolu de se rapprocher des ennemis qui le cherchaient, il laissa un corps d'armée de vingt mille hommes pour observer

la garnison de Tournay, et choisit un terrain où le duc de Cumberland serait forcé de combattre. C'était dans une plaine resserrée, baignée par l'Escaut, à une lieue de Tournay. Un triangle formé par le village de Fontenoy, par celui d'Antoing, et par le bois de Barri, lui offrait un espace favorable pour placer trois redoutes dont les ennemis ne pourraient éviter les feux. Le 10, toutes ses dispositions étaient prises. Son infanterie, distribuée entre les trois points d'attaque qui s'offriraient aux ennemis, couvrait sur deux lignes toute la plaine. Sa troisième ligne était formée par la cavalerie. Il avait assigné au roi et au dauphin un poste d'où ils pouvaient, avec beaucoup d'apparence de sécurité, contempler la bataille et avoir dans tous les cas une retraite facile. C'était sur une éminence qui couvrait le village d'Antoing, à côté d'un moulin ; il éprouva bientôt que rien n'est moins commode en un jour de combat, que la présence d'un roi qui n'ordonne ni n'opère aucun mouvement.

Bataille de Fontenoy. 1745. 11 mai.

Le 11, dès l'aube du jour, les ennemis débouchèrent par une des pointes du bois de Barri, qu'on avait vainement voulu rendre impraticable par des abatis faits la veille. Les Hollandais commencèrent l'action en attaquant les villages de Fontenoy et d'Antoing. Ils

furent repoussés. Les Anglais, irrités du peu de vaillance de leurs alliés, tentèrent d'emporter les redoutes qui couvraient ces deux villages ; mais ils furent repoussés à leur tour. Comme ils s'étaient avancés par un point fort étroit entre les différentes batteries, la retraite devenait difficile pour eux. Le duc de Cumberland prit conseil de la nécessité ; il ralliait les différens corps qui revenaient d'une attaque infructueuse ; sans parvenir à les former dans un ordre de bataille régulier, il les faisait s'appuyer entre eux. Ses flancs souffraient beaucoup du feu des redoutes ; mais son centre, qui en était à l'abri, pouvait se développer avec plus de méthode et d'aisance. Le courage s'offrant à lui comme unique ressource dans une position désespérée, il ordonne à ses troupes vaincues de marcher en avant. Il néglige les villages et les redoutes, et se porte contre l'infanterie française en essuyant les plus terribles décharges d'artillerie. Ce sont les lieux qui déterminent la forme que prend sa petite armée. Douze mille hommes, qui d'abord s'étaient avancés en triangle, deviennent une colonne serrée. Ils gagnent du terrain ; les Français se troublent ; deux lignes de leur infanterie sont rompues, leur cavalerie n'a pu entamer cette masse impénétrable.

Le duc de Cumberland se fortifie par de

nouveaux corps, qui suivent la trouée entre le village d'Antoing et le bois de Barri. Antoing peut être tourné, que deviendra le roi? Le maréchal de Saxe s'occupe avant tout du péril qui s'approche du monarque. Une puissante réserve, composée de presque toute la cavalerie et de la maison militaire du roi, offre de grands moyens de repousser les Anglais. Le maréchal de Saxe n'ose en disposer jusqu'à ce que Louis et son fils soient en sûreté. Les plus vives alarmes régnaient autour d'eux. Le jeune prince brûlait de s'élancer à la tête des combattans; son père le contenait, et ne montrait ni le feu du courage, ni le trouble de la crainte. Un officier, qu'on croit avoir été le comte de Lally, s'étonne qu'on n'emploie pas à percer la terrible colonne, quatre pièces de canon qui devaient protéger la retraite du roi. Le duc de Richelieu, en passant dans les rangs, entend ce conseil, et vient le rapporter au roi [1]. Louis donne un ordre que l'honneur lui demande; les pièces de canon roulent, tout a repris de la con-

[1] Un moyen aussi simple s'était certainement offert à l'esprit du maréchal de Saxe; mais il fallait trouver le roi disposé à sacrifier une précaution prise pour sa sûreté. Les relations les moins suspectes de flatterie, disent que Louis XV n'hésita pas un moment à adopter le conseil donné par Richelieu.

fiance; le maréchal de Saxe dispose tout pour une attaque nouvelle; l'artillerie a déjà ouvert les rangs des Anglais; la maison du roi se précipite, la colonne recule; elle retrouve, en se retirant, les feux croisés des batteries; elle ne peut se disperser sur un terrain étroit. Mutilée, écrasée, elle regagne enfin le bois de Barri. Les Anglais reviennent se plaindre à leurs alliés, et particulièrement aux Hollandais, du peu d'ardeur qu'ils ont mis à seconder la victoire qui s'annonçait comme le prix de leur brillante témérité. Ils avaient laissé neuf mille hommes sur le champ de bataille, parmi lesquels il n'y avait qu'un petit nombre de prisonniers. La perte des Français s'élevait à près de cinq mille hommes tués ou blessés. Sept ou huit canons étaient le gage de leur victoire. Louis avait peu fait pour ce triomphe; il en parut digne par plusieurs traits d'une touchante humanité. Au lieu de se livrer dans sa tente à la joie d'un si grand succès, que rendait encore plus vive la crainte où l'on avait été d'un si grand revers, il conduisit, pendant la nuit, son fils sur le champ de bataille, en lui montrant étendues les tristes et glorieuses victimes de la journée; il lui donna la plus belle leçon qu'un roi puisse donner à son fils. « Méditez sur cet affreux spectacle, lui dit-il, apprenez à ne pas vous

jouer de la vie de vos sujets, et ne prodiguez pas leur sang dans des guerres injustes. » Cette lèçon, il l'avait reçue lui-même de son ambitieux bisaïeul : cependant la guerre d'Autriche avait été entreprise, et, depuis, la fatale guerre de Hanovre fut résolue et conduite avec un esprit de vertige. Il faut de la force à un roi pour être toujours aussi juste et aussi humain que son cœur le lui inspire.

Peu de victoires ont été plus célébrées que celle de Fontenoy. On l'opposait à des revers assez récens : elle avait été remportée sur les ennemis les plus acharnés et les plus orgueilleux de la France : un monarque et son fils s'étaient trouvés là pour venger les affronts de la journée de Poitiers : Louis XV avait fait lui-même ce rapprochement, qui flattait l'honneur national. L'exemple de Fontenoy contribua à changer le système des batailles. Le maréchal de Saxe avait appris de Charles XII, en combattant contre ce héros, un nouvel emploi de l'artillerie. Depuis, on se servit davantage de cette arme; le roi de Prusse, surtout, sut en étendre et perfectionner l'usage. On connut mieux aussi le prix des réserves, composées de troupes d'élite. L'infanterie française s'était peu distinguée dans cette journée. Elle avait attaqué, sans ordre et sans ardeur, une phalange, dont la for-

mation subite, irrégulière, était plutôt l'œuvre du hasard que du génie. Nul succès n'était assuré et ne pouvait avoir de vastes suites, jusqu'à ce qu'on eût vu revivre l'infanterie de Turenne et de Condé. Le duc de Grammont, cet imprudent officier dont la fougueuse indiscipline avait causé les malheurs de Dettingen, fut tué par un boulet dès le commencement de l'action. Il venait de recevoir les embrassemens de son oncle, le maréchal de Noailles, celui auquel il avait enlevé à Dettingen, une victoire certaine. Ce vieux général avait donné un bel exemple en combattant sous les ordres du maréchal de Saxe, moins ancien que lui. Il avait la noblesse de n'en être point jaloux, quoiqu'il fût l'auteur de sa fortune. Depuis, on ne vit plus entre les généraux de Louis XV, cette simplicité et cette fermeté de patriotisme. Un Clisson avait été tué, un Duguesclin avait été blessé dangereusement. Le duc de Biron, le comte d'Estrées, un illustre étranger, le comte de Lowendalh, le duc d'Harcourt, le comte d'Eu, le duc de Penthièvre, le prince de Soubise, avaient eu une part éclatante à ce mémorable succès. Le duc de Richelieu voulut en attribuer tout l'honneur à l'heureux conseil qu'il avait donné, et persuader que c'était lui qui avait, dans le moment du plus grand danger, rempli l'office

de général. Il fit tout pour obscurcir la gloire du maréchal de Saxe; mais ce dernier n'avait montré un peu d'hésitation et de trouble que parce qu'il n'était pas sûr d'inspirer au roi une résolution magnanime. Lorsqu'il vit le péril[1] plus imminent, il s'opposa avec indignation à une retraite qu'il avait conseillée d'abord. Ses dispositions, avant la bataille, étaient celles d'un grand capitaine. L'ordre d'attaque par lequel il enfonça la colonne anglaise, annonce qu'à la fin d'une journée si laborieuse il conservait encore toute l'activité de son esprit dans un corps épuisé de souffrances.

[1] Le maréchal de Saxe apostropha très-vivement ceux qui parlaient au roi de se retirer lorsque la colonne anglaise s'approchait du quartier de ce monarque. « C'était mon opinon, disait-il, avant que le » danger fût aussi grand; mais maintenant il n'y a » plus à reculer. » Voltaire, entraîné par sa partialité pour le maréchal de Richelieu, a beaucoup trop cherché à le faire valoir aux dépens du maréchal de Saxe. Le roi de Prusse rend une justice complète au héros saxon. Il dit, dans une lettre écrite long-temps après la bataille de Fontenoy, qu'*agitant il y a quelques jours la question de savoir quelle était la bataille qui avait fait le plus d'honneur au général, les uns avaient proposé celle d'Almanza, et les autres celle de Turin; mais qu'enfin tout le monde avait été d'accord que c'était sans contredit celle dont le général était à la mort lorsqu'elle se donna.*

Les alliés ne furent point poursuivis dans leur retraite; l'armée victorieuse ne voulut point s'éloigner des murs de Tournay. Cette ville ouvrit ses portes le 23 mai, douze jours après la bataille de Fontenoy. Gand fut emportée par un coup de main hardi. Le comte de Lowendalh et le marquis du Chayla étaient chargés de l'attaquer, en se rendant sous ses murs par des routes différentes. Ce dernier fut rencontré par un corps d'ennemis de six mille hommes qui venaient au secours de Gand. Il le battit auprès de Mêle. Le marquis de Crillon, le marquis de Laval, et le jeune comte de Périgord, se distinguèrent dans cette journée. Le corps de du Chayla put se présenter devant Gand au jour indiqué. On se rendit maître de cette ville importante. Bientôt le maréchal de Saxe soumit Oudenarde, Bruges et Dendermonde. Ostende, dont les fortifications étaient vantées, et que les Anglais secouraient par la mer, offrait beaucoup plus de difficultés. Lowendalh, secondé par les meilleurs ingénieurs et par la meilleure artillerie de l'Europe, la prit en quatre jours. Louis XV crut avoir assez fait pour la gloire; il revint, dès le mois de septembre, chercher les fêtes de la capitale et les plaisirs de la cour. Reddition de Tournay.

Tout brillait d'espérance et de joie dans Succès en Italie.

cette année 1745. On avait eu d'éclatans succès en Italie : on était rentré dans le Milanais. Le prince de Conti ne dirigeait plus cette entreprise ; l'infant don Philippe avait vu d'un œil jaloux un prince français ambitieux de gloire. On avait envoyé ce dernier commander une armée qui couvrait l'Alsace et menaçait l'Allemagne. Le maréchal de Maillebois, qui lui avait succédé, n'eut pas comme lui à se frayer un chemin difficile au travers des Alpes. La république de Gênes, après une longue fluctuation, s'était déclarée pour la France[1]. A la faveur d'une alliance aussi précieuse, le maréchal de Maillebois arriva par Vintimille et Oneille, et descendit dans le Montferrat sur la fin du mois de juin. En s'approchant du Tanaro, il fut en présence de l'armée

[1] Par le traité d'Aranjuez, signé le 1er. mai, il fut convenu que la république de Gênes ferait cause commune avec les trois couronnes de France, d'Espagne et de Naples, qui lui garantiraient solennellement toutes ses possessions ; qu'elle joindrait un corps de dix mille hommes d'infanterie aux armées combinées ; qu'elle prêterait trente-six canons de bronze à l'Espagne tant que la guerre durerait, et qu'elle ouvrirait à ses nouveaux alliés les passages par les Rivières du Levant et du Ponant ; qu'aussitôt qu'ils seraient établis en Lombardie, on lui céderait une partie du Tortonnais, et des territoires dans les vallées de l'Apennin, frontières du Milanais et du Montferrat.

du roi de Sardaigne et de l'armée autrichienne, fortes chacune de vingt-cinq mille hommes. Il avait des forces supérieures. Une manœuvre, dont son fils le comte de Maillebois eut tout l'honneur, décida le succès de cette campagne. Il tendit à séparer les deux armées ennemies, et feignit de prendre, avec un corps assez considérable, le chemin de Milan. Ce mouvement inquiéta les Autrichiens, qui se pressèrent d'abandonner le roi de Sardaigne, pour prévenir l'invasion du Milanais. Les troupes françaises et espagnoles s'élancent alors dans le Tanaro, et surprennent le roi de Sardaigne dans son camp. Celui-ci, après avoir perdu une partie de son armée dans un combat inégal, se retire sous le canon de Valence, et de là jusqu'à Casal. Les Français et les Espagnols se rendent maîtres du cours du Pô. Le Montferrat, Alexandrie, Tortone, Parme et Plaisance deviennent leur conquête. Milan leur ouvre ensuite ses portes; mais leur ardeur se ralentit trop tôt. Ils firent sans vigueur le siége du château de Milan, et ne réussirent point à s'emparer d'une forteresse de peu de renommée. Pendant ce temps, le roi de Naples, don Carlos, se vengeait des affronts qu'il avait reçus dans les précédentes campagnes. Aidé d'une armée espagnole, que son père lui avait envoyée sous le comman-

dement du comte de Gages, après avoir chassé les Autrichiens de ses frontières, il les poursuivait jusqu'à Bologne. Le duc de Modène, à qui son alliance avec la France avait coûté la perte de son petit État, y rentrait victorieux.

Campagne défensive sur le Rhin.

Le prince de Conti n'avait fait qu'une guerre défensive sur le Rhin; on avait sacrifié sa gloire à celle du roi de France. Au commencement de la campagne, il pouvait faire des excursions dans l'Allemagne; il campait sur les bords du Mein, et contenait les électeurs dans le moment où la reine de Hongrie sollicitait leur suffrages pour son époux le grand-duc de Toscane. Mais des renforts qu'on demandait sans cesse au prince de Conti, pour l'armée de Flandre, affaiblirent la sienne, au point qu'il fut obligé de repasser le Rhin. Ce mouvement rétrograde, qui ne fut précédé ni suivi d'aucun échec, fit entrer la couronne impériale dans la maison de Lorraine. Les électeurs, exempts d'alarmes sur leurs États, cédèrent à la reine de Hongrie, qui appuyait les prétentions de son époux par trois ans de victoires et par l'or de l'Angleterre. Cette dernière puissance n'avait jamais été plus libérale de subsides. François Ier. fut élu empereur le 13 de septembre, et couronné avec magnificence dans cette ville de Francfort, où son

prédécesseur avait long-temps caché sa honte et sa misère. La reine de Hongrie, témoin de cette cérémonie auguste, en paraissait seule l'objet. On oubliait un prince et un guerrier vulgaire, pour s'occuper d'une reine courageuse. Dans ce moment même, elle paraissait exposée à de nouvelles épreuves de la fortune; mais la confiance qu'elle témoignait, avait pour gage les ressources qu'auparavant elle avait opposées à de grands désastres.

Embarras du roi de Prusse.

Le roi de Prusse, depuis sa malheureuse expédition dans la Bohême, avait fui long-temps devant l'armée du prince Charles. Les succès de son puissant allié en Flandre amélioraient peu sa position. L'Autriche paraissait voir avec une complète indifférence les pertes qu'elle éprouvait dans des provinces isolées du centre de sa domination. L'Angleterre et la Hollande se chargeaient de défendre ou de reconquérir les Pays-Bas. Frédéric écrivait à Louis XV, que la victoire de Fontenoy ne signifiait pas plus pour sa délivrance, que si elle eût été remportée aux bords du Scamandre. La retraite du prince de Conti sur l'Alsace acheva de lui ôter tout espoir. Il ne compta plus que sur lui-même, et voulut négocier une paix séparée. Mais, comme il était vaincu, ses offres furent rejetées avec dédain. Il avait besoin de nouvelles victoires pour se faire écouter d'une

puissance qui voyait un opprobre dans la cession de la Silésie. Il fit, pour conserver cette province, plus de prodiges d'habileté qu'il ne lui en avait fallu pour la conquérir. Il feignit de céder à sa fortune ; et, pendant que des partis Autrichiens poussaient déjà jusqu'à Breslau, il se replia jusqu'aux environs de Schweidnitz. Les Autrichiens et les Saxons, trompés par des espions du roi de Prusse, qui leur dépeignaient la marche de ce monarque comme une retraite précipitée, s'avancèrent avec trop de confiance. Les deux armées se rencontrèrent à Friedberg ; celle du roi de Prusse était déjà rangée en bataille sur le mont Topaze, qu'il avait garni de batteries. Celle du prince de Lorraine s'avançait sur huit colonnes, dont les mouvemens avaient été mal concertés. Les Saxons furent attaqués au moment où ils se formaient derrière un bois. La cavalerie prussienne les mettait en désordre, tandis que l'infanterie manœuvrait sur les derrières. Le prince de Lorraine ne vint à leur secours que lorsqu'ils avaient déjà éprouvé une déroute complète. Il soutint mieux le choc des Prussiens ; mais leur cavalerie, que jusque-là l'Autriche avait méprisée, perça ses bataillons et en fit un grand carnage. Les Autrichiens et les Saxons ne purent garder aucun ordre dans leur retraite. Ils perdirent sept mille hommes

faits prisonniers, quatre mille tués ou blessés et soixante canons. Les vainqueurs n'avaient pas perdu plus de deux mille hommes.

La victoire de Friedberg n'eut pas cependant pour les Prussiens tous les avantages qu'elle semblait promettre. Le prince de Lorraine eut bientôt réparé le désordre qu'avait causé son imprévoyance. Les Prussiens hésitaient à le poursuivre dans la Bohême, pays épuisé, que la haine des habitans leur rendait toujours funeste. Les cours de Vienne et de Dresde prodiguaient les secours à une armée qui les défendait d'une nouvelle invasion. Le roi de Prusse avait partagé ses troupes entre la Saxe et la Bohême. Le vieux prince d'Anhalt, l'un des héros de la guerre de la succession d'Espagne, commandait les unes; le roi guidait les autres avec beaucoup de précaution, dans un pays qui avait été défavorable à ses armes. Après plusieurs combats, où il avait maintenu sa supériorité, il fut surpris à son tour par le prince de Lorraine dans une position très-embarrassée, auprès du village de Sohr. Il fut obligé de recevoir la bataille avant d'avoir fait ses dispositions. Son génie, l'habileté de ses troupes, et la confiance qu'inspirent des triomphes multipliés, le firent sortir vainqueur, avec dix-huit mille hommes, d'une action où il avait eu à combattre quarante

mille hommes, qui avaient sur lui tous les avantages du terrain.

Il envahit la Saxe. 1745.

Ce n'était pourtant pas assez d'une victoire remportée dans une retraite, pour forcer l'Autriche à la paix. La conquête de la Saxe put seule faire obtenir au roi de Prusse un résultat si ardemment désiré. On voit, en suivant le récit de tant de succès infructueux, combien un État dont les ressources sont encore incertaines, s'élève avec lenteur. Le prince d'Anhalt, chargé de l'expédition de Saxe, s'était ouvert le chemin de Dresde par beaucoup de petits combats. A peu de distance de cette ville, il trouva l'armée saxonne dans une position qui semblait inexpugnable. Il osa l'attaquer jusque sur la crête des rochers, et la vainquit [1]. Le roi de Prusse vint bientôt recueillir le fruit des succès de son habile lieutenant; il entra à Dresde. Le roi de Pologne venait d'abandonner précipitamment cette capitale, et y avait laissé ses ministres, sa cour et ses enfans. Frédéric se montra en vainqueur magnanime. Il se défiait trop des faveurs de la fortune pour s'en prévaloir. L'Autriche céda enfin aux instances d'un allié dont elle avait causé la ruine; elle consentit à la paix. Par le traité conclu à Dresde, le 25 décembre, Frédéric

[1] A Kesseldorf, le 15 décembre.

abandonna ses conquêtes nouvelles, pour conserver la Silésie. Mais une reine opiniâtre protestait au fond de son cœur contre la nécessité qui lui faisait céder cette belle province. Après un intervalle qui fut trop court, des flots de sang coulèrent pour satisfaire un ressentiment que ni le temps, ni un règne paisible, ni le souvenir de longs fléaux n'avaient pu calmer.

La seconde défection du roi de Prusse devait modérer l'orgueil et les espérances des Français; mais un autre événement se présentait pour exalter leurs esprits. Le plus implacable ennemi de la France, Georges II, était ébranlé sur son trône. Un jeune prince, sans autres ressources que son courage, était sur le point de réaliser ce grand projet qui avait long-temps échauffé l'imagination du cardinal Albéroni, du comte de Goërtz, de Charles XII et de Pierre-le-Grand.

Charles-Édouard, fils du prétendant, après avoir vu ses espérances trahies, bien moins par la tempête que par l'indifférence du cabinet de Versailles, était resté sur un rivage d'où il voyait les côtes d'Angleterre sans pouvoir y atteindre. Il avait conservé des intelligences dans les trois royaumes, et particulièrement en Écosse. Des hommes qui s'étaient déjà engagés dans de grands périls, en déclarant leur attachement pour la cause des

Expédition du prince Édouard en Écosse.
Juillet. 1745.

Stuarts, l'appelaient encore comme un libérateur. Ils lui persuadèrent que son entreprise recouvrait de nouvelles chances de succès, parce que ses ennemis avaient cessé de la craindre et de se précautionner. Le roi Georges était en Allemagne; presque toutes les troupes de l'Angleterre étaient employées en Flandre; elles venaient d'être battues; on s'occupait d'envoyer au duc de Cumberland les renforts qu'il ne cessait de demander. L'Écosse, depuis qu'elle avait été réunie à l'Angleterre [1], se regardait comme la conquête de ce royaume; elle regrettait sa fière et orageuse indépendance. On ajoutait que le peuple anglais lui-même supportait impatiemment le fardeau de taxes énormes qui s'écoulaient en subsides. On ne demandait au prince que le premier noyau d'une armée, pour lui en créer une toute nationale, et qu'enflammeraient le patriotisme et la vengeance. Édouard, en transmettant cet avis à la cour de France, n'en recevait que des réponses évasives. Le cardinal de Tencin,

[1] En 1603, par l'avénement de Jacques VI, fils de Marie Stuart, au trône d'Angleterre. Ces deux royaumes, unis à cette époque sous le nom de *Grande-Bretagne*, l'ont été encore plus intimement par la reine Anne, qui mit, en 1707, l'Angleterre et l'Écosse sous un même parlement. La maison de Stuart avait gouverné près de trois cents ans.

qui s'était déclaré son protecteur, sollicita pour lui des secours auprès de plusieurs familles opulentes, l'exhorta à se confier à la fortune, et fit marché avec un riche armateur de Nantes, Walsh, Irlandais d'origine. Celui-ci loua au prince un vaisseau de ligne et une frégate que le gouvernement, par un singulier usage de ce temps, lui avait loués à lui-même. Édouard s'embarqua le 14 juillet 1745, au port Saint-Nazaire. Il n'avait avec lui qu'un très-petit nombre d'amis, parmi lesquels étaient le marquis de Tullibardine, Thomas Shéridan et Jean Macdonald. La petite frégate sur laquelle était monté le prince, faisait route avec le vaisseau *l'Élisabeth*, de soixante-six canons. Cinquante Français étaient à bord de *l'Élisabeth*, avec des armes et des provisions. Comme ils s'approchaient de l'ouest de l'Écosse, ils furent rencontrés par un vaisseau anglais *le Lion*. Le combat s'engagea entre les deux vaisseaux de ligne, et se soutint avec une égale ardeur de part et d'autre. *Le Lion* fut démâté; *l'Élisabeth*, plus maltraité encore, ne put continuer sa route. La frégate qui portait le prince s'échappa et gagna les îles Hébrides. Il ne savait s'il devait bénir ou accuser la fortune. Il perdait dans le vaisseau *l'Élisabeth* le secours le plus précieux : mais quel bonheur

pour lui de n'avoir pas eu à repousser sur son petit bâtiment l'attaque d'un vaisseau de ligne ! Lorsqu'il eut gagné l'Écosse[1], il trouva tous ceux de ses partisans qui l'avaient appelé sur la foi de plus puissans secours, interdits de sa témérité. Il eut recours à de pauvres montagnards qui furent sensibles à l'orgueil de relever le trône de leurs anciens maîtres. Caché parmi eux, il était devenu leur compagnon. En partageant leur pauvreté, il promettait de la soulager. Il étudiait le parti qu'il pourrait tirer de leurs armes grossières, d'une habitude de frugalité prescrite par l'extrême indigence, d'un zèle aveugle, et d'une ignorance même qui leur voilait tous les dangers. A peine a-t-il rassemblé douze cents hommes, qu'il s'élance des montagnes. Il parcourt l'Écosse ; il trouve dans les villes qu'il soumet de nouveaux partisans, les seigneurs ses amis ont repris courage ; ils lui amènent leurs sauvages vassaux ; on trouve pour plusieurs des sabres et des fusils ; d'autres n'ont pour armes que les instrumens de leurs travaux. On marche sur Édimbourg ; on ose faire sans canon le siége de cette capitale. Elle était gardée par une faible garnison qui craignait tout d'un peu-

[1] A la fin d'août.

ple avide de changement. Les soldats se retirent dans le château; la ville est maîtresse d'obéir au mouvement qui la porte vers l'héritier des Stuarts. On le reçoit, son père est proclamé roi, et lui, il est déclaré régent. La cour de Saint-James n'est instruite que fort tard de ce péril, et ne sait quelle mesure prendre. Enfin, des Anglais se présentent : le général Cope marche sur Édimbourg avec quatre mille hommes. Stuart vient à leur rencontre avec trois mille montagnards. Il s'engage à Preston-Pans un de ces combats qui n'ont lieu que dans les guerres civiles, et que nos troubles récens nous ont trop appris à connaître. Les montagnards aperçoivent à peine les pièces d'artillerie braquées contre eux, et deux régimens de dragons, qu'ils fondent tête baissée sur tout ce qui paraît leur présenter une mort certaine. D'une main ils se couvrent d'un immense bouclier, et de l'autre ils tiennent une longue épée. Rien ne peut résister à ce choc inattendu, à ce nouveau genre d'attaque. Les dragons anglais, en déroute, écrasent leur propre infanterie. Jamais victoire ne fut plus complète. Édouard, pour en assurer mieux les fruits, avait, dès le commencement de l'action, fait gagner les montagnes à un corps de troupes qui fermait toute retraite aux vaincus. Artillerie, tentes et baga-

ges, tout est pris. Quelques cavaliers seuls ont pu fuir, le reste est prisonnier. Édouard, dont la tête est mise à prix par le parlement d'Angleterre, et dont tous les partisans sont livrés à la mort dès qu'on a pu les arrêter, veut exercer une noble vengeance en traitant avec humanité ceux que le sort des armes a fait tomber entre ses mains. Cette seule journée l'a rendu maître de toute l'Écosse, à l'exception des forteresses qu'il se contente d'investir. Il craint de perdre un temps précieux en de faibles entreprises. Il néglige des partis qui se forment contre lui sous le commandement des seigneurs écossais attachés à la cour. C'est à Londres qu'il veut marcher; il sait que s'il laisse languir ses intrépides compagnons, ils réfléchiront sur les dangers qu'ils n'ont pas encore voulu entrevoir; que les discordes naîtront dans un camp inactif; qu'il subira la loi de ses amis même, et ne pourra plus être arbitre de leurs différens. Il faut, s'il est possible, empêcher que toutes les forces dont l'Angleterre peut disposer contre lui ne se rassemblent et ne s'organisent. Elle n'a pas rougi d'appeler dans son péril six mille Hollandais; ils sont arrivés. Le duc de Cumberland ramène avec lui les troupes qui ont combattu dans la Flandre. Le parlement a ordonné des levées; tout sera prêt dans quelques mois contre le

prétendant. Celui-ci brûle de se mettre en marche, mais il attend et s'indigne d'attendre trop long-temps les renforts que lui ont promis les rois de France et d'Espagne. Ils honorent actuellement le prince dont le malheur les avait importunés. Ils le traitent de frère, mais ils craignent de commettre aux hasards de la mer de faibles embarcations. Les secours qu'Édouard reçoit en vivres et en armes, en argent, de ces deux monarques, lui font regretter de n'avoir pas reçu d'eux une armée. Mais celle qu'il commande est animée d'un enthousiasme qui peut suppléer au nombre. Il entre en Angleterre, il s'empare sans résistance de Newcastle, de Carlisle, de Lancastre; il porte son quartier-général à Manchester, et de là à Derby; il n'est plus qu'à cent milles de Londres: telle était, au mois de décembre 1745, la situation d'un prince qui, six mois auparavant, n'avait, pour soutenir ses espérances, que la pitié intéressée d'un prêtre et d'un marchand.

De telles nouvelles ouvraient un vaste champ à l'imagination vive des Français, et servaient d'ornement aux triomphes qu'ils avaient à célébrer. Le maréchal de Saxe continuait les siens. Ostende, Ath et Nieuport s'étaient rendus. Il avait pris des quartiers d'hiver pour

tromper les ennemis qui couvraient la ville de Bruxelles. Une extrême fatigue les engageait à prendre le même parti. Ils avaient laissé douze mille hommes dans cette ville, alors assez bien fortifiée pour résister à un coup de main. Le maréchal avait affecté la plus profonde inaction. Dans une nuit de février, où il donnait un bal aux dames de Lille, il fait ses dispositions, il part, et bientôt Bruxelles est investi. Cette capitale florissante des Pays-Bas ouvre ses portes après quelques jours de siége.

Fêtes brillantes. L'hiver de 1745 à 1746 fut la plus brillante époque du règne de Louis XV. L'ivresse nationale, les plaisirs et les fêtes faisaient taire tous les partis, entraînaient jusqu'aux sévères jansénistes, charmaient le peuple qui pardonnait au roi de nouvelles amours, éveillaient les talens des poëtes et des artistes, et cachaient sous une riante perspective le désordre qui renaissait dans les finances, le défaut d'harmonie dans le conseil du roi, la perte qu'on avait faite de l'allié le plus précieux, enfin des fautes déjà commises en Italie, et qui allaient être suivies de grands désastres [1].

[1] Voltaire composa quelques intermèdes pour ces fêtes. Il en reçut de magnifiques récompenses, dont

Madame d'Étioles, qui venait de recevoir le titre de marquise de Pompadour, dirigeait toutes ces fêtes. Elle aimait les arts, elle en avait habilement emprunté le secours dans le temps même où son ambitieuse coquetterie aspirait de loin à subjuguer le roi. Elle suppléait, par ce genre d'éclat qui sait tout ennoblir, à la naissance illustre qui avait soutenu l'orgueil des précédentes favorites. Voltaire, qu'elle élevait à la fortune et aux honneurs, cessait enfin de craindre le roi sans cesser d'en être craint. Un homme plus illustre à la cour, mais bien moins distingué dans les lettres, l'abbé de Bernis, entretenait avec art le prestige qui conduisait sa protectrice à une domination suprême. Des poëtes et des artistes médiocres, et libéralement récompensés, concouraient à ce but par des productions auxquelles la mode attachait quelque prix. Louis XV était ramené par le bonheur à son indolence. Il était plus facile de lui faire voir

Madame de Pompadour les dirige.

nous parlerons ailleurs. Ces libéralités lui inspirèrent ces vers si connus :

Mon *Henri quatre* et ma *Zaïre*
Et mon américaine *Alzire*
Ne m'ont valu jamais un seul regard du roi,
J'avais trop d'ennemis avec très-peu de gloire :
Les honneurs et les biens pleuvent enfin sur moi
Pour une farce de la foire.

encore quelques combats, que de lui inspirer cette activité soutenue, qui dirige à la fois la guerre, les négociations et les finances.

Ivresse des Français ; le maréchal de Saxe en est l'objet.

L'ivresse fut au comble, quand on vit arriver le maréchal de Saxe dans la capitale. L'imagination des Français sait créer pour les héros des triomphes plus doux que ceux qui rassasiaient l'orgueil des Romains. Un mouvement subit qui sort des règles communes, est souvent, en France, le brillant témoignage de l'allégresse publique. Un jour où le maréchal de Saxe assistait à l'Opéra, une actrice qui, dans un prologue, représentait la Gloire, détacha de son front une couronne de laurier, attribut de son rôle, pour la présenter au héros saxon. De longs, d'universels transports firent de cette heureuse inconvenance un hommage national. Louis XV ne fut point jaloux du général qui donnait presque seul du luxe à ses armes. Il le combla de biens et d'honneurs [1], et résolut d'ouvrir avec lui

[1] En 1745, le roi, pour reconnaître les services du maréchal de Saxe, déjà comblé de gloire, de dignités et de biens, lui accorda les honneurs du Louvre, lui donna à vie le château et le parc de Chambord, et augmenta ses pensions de 40,000 fr. par an. Deux ans après, le roi déclara le comte de Saxe maréchal général de ses camps et armées.

Journal de Louis XV.

une campagne dont les succès avaient été bien préparés.

Le roi voulut se trouver en personne à la prise d'Anvers. La Hollande avait un grand intérêt à ce qu'une ville, qui pouvait devenir rivale d'Amsterdam, ne passât point sous une autre domination que celle de l'Autriche. Mais les alliés étaient trop découragés pour tenter les hasards d'une bataille en secourant Anvers. Les Français y entrèrent sans coup férir. Après cette importante, mais facile conquête, le roi revint à Versailles pour se trouver aux couches de la reine. Prise d'Anvers. 1746. 30 mai.

Mons, Namur et Charleroi restaient à prendre. Ces trois forteresses assuraient la conquête des Pays-Bas autrichiens. On voulut indemniser le prince de Conti du rôle difficile et peu brillant qu'on lui avait donné pendant la dernière campagne, en le chargeant dans celle-ci de la conduite du siége de Mons. Cette ville capitula le 10 juillet. Charleroi, attaqué par le même prince, n'opposa qu'une faible résistance. Il ne fallut au comte de Clermont que dix jours de tranchée ouverte pour soumettre Namur. Brûlart, excellent ingénieur, avait dirigé ces différens siéges. De Mons et de Namur.

L'orage paraissait prêt à tomber sur les Hollandais; l'expédition, d'abord si brillante et bientôt si malheureuse, que Louis XIV Danger et fuite des Hollandais.

avait faite contre eux, avait offert moins de chances de succès, puisque les Français n'avaient pas alors autant de points d'appui pour les attaquer. Ces républicains, qui avaient presque disparu de l'histoire depuis qu'ils s'étaient soumis à la puissance maritime qui devait un jour engloutir leur commerce, s'agitaient et se divisaient à l'approche des dangers dont ils étaient menacés. Les partisans du gouvernement aristocratique luttaient depuis plusieurs années contre l'ambition adroite, opiniâtre de Guillaume IV, prince d'Orange, qui travaillait à faire rétablir pour lui la dignité de stathouder[1]. Sans s'être rendu recommandable par aucun exploit, il avait l'art de se présenter comme le seul espoir de la patrie dans un péril extrême. Il lui était facile d'attaquer des magistrats dont aucun ne retraçait les grandes qualités qui avaient rendu le pen-

[1] Le stathoudérat avait été aboli, pour la deuxième fois, en 1702, à la mort de Guillaume III, roi d'Angleterre. Les Hollandais, malgré leur reconnaissance pour la maison de Nassau, avaient toujours montré beaucoup d'ombrage pour cette magistrature qui menaçait leur liberté. La cour de Versailles, en 1747, parut s'applaudir d'avoir vu passer cette république à un gouvernement qu'on pouvait regarder comme une monarchie mixte. Mais l'Angleterre ne cessa de conserver le plus grand ascendant sur une maison dont elle avait rétabli les honneurs et la puissance.

sionnaire Heinsius si formidable à Louis XIV. Le peuple, toujours porté pour la maison d'Orange, secondait les prétentions de Guillaume IV, et voyait, dans la continuation d'une guerre malheureuse, l'occasion de créer une espèce de monarque pour dompter l'orgueil des grands. L'Angleterre appuyait de son or un prince qui, pour prix de son élévation, lui promettait la durée de l'alliance la plus utile pour elle. Plusieurs magistrats aspiraient à rompre le joug de l'Angleterre; ils négociaient avec la France. Louis XV leur promettait d'arrêter ses conquêtes, et leur faisait les plus belles offres, s'ils voulaient se détacher de la puissance dont la Hollande allait devenir tributaire. Malheureusement ils craignaient que cette modération ne leur cachât un piége. Ils s'effrayaient aussi des pertes qu'une rupture avec l'Angleterre ferait éprouver à leur commerce. L'avarice les détourna d'un parti qui eût assuré leur indépendance. Ils perdirent une occasion de maintenir la sévérité de leurs institutions républicaines, et la France perdit la chance la plus favorable qui lui restât pour garantir, ou plutôt pour recouvrer la liberté des mers.

Le prince Charles vient au secours des Pays-Bas.

La cour de Vienne avait enfin porté ses regards sur les Pays-Bas, où elle ne possédait presque plus rien. Le prince Charles de

Lorraine était venu, avec de puissans renforts, relever le courage d'une armée que tant de forteresses prises sous ses yeux avaient couverte de honte. Il s'avançait sur la Meuse, entre le pays de Liége et de Namur. On lui laissa passer ce fleuve. Ce défaut de résistance lui persuada que les Français cherchaient à éviter une bataille ; il fit toutes ses dispositions pour les y contraindre; mais le maréchal de Saxe l'attendait avec calme. Les plaisirs et l'ardeur de la gloire animaient également les soldats, qui se regardaient comme sûrs de vaincre sous cet habile général. Maurice accordait beaucoup à la vivacité et à la légèreté des troupes dont il connaissait mieux le caractère qu'aucun des généraux français. Dans quelques momens il se relâchait sur la discipline, et dans d'autres il l'exerçait avec une extrême sévérité. A force de soins, il était parvenu à faire une bonne infanterie de ses soldats joyeux, braves et spirituels. Il était fertile en traits heureux qui inspiraient à son armée une confiance héroïque. En voici un exemple. On jouait la comédie dans son camp. La veille de la bataille de Raucoux, une actrice, madame Favart, s'avança pour annoncer le spectacle de cette manière, que le maréchal lui avait indiquée : *Demain, relâche à cause de la*

bataille ; après-demain nous aurons l'honneur de vous donner le Coq du Village, etc. En même temps le maréchal prenait des dispositions qui indiquaient une résolution inébranlable de vaincre à quelque prix que ce fût. Voici l'ordre qu'il envoya aux colonnes qui se formaient devant l'ennemi : *Que les attaques réussissent ou non, les troupes resteront dans la position où la nuit les trouvera, pour recommencer à attaquer l'ennemi*[1].

La bataille se donna le 11 octobre sur le chemin de Saint-Tron à Liége, auprès des villages d'Ance, de Varoux et de Raucoux, tous trois occupés par les ennemis, dont une longue suite de haies très-épaisses et garnies de batteries protégeait les lignes. Le comte d'Estrées, le comte de Lowendalh et le comte

Bataille de Raucoux.
1746.
11 octobre.

[1] On lit dans les notes que Thomas a ajoutées à l'éloge du maréchal de Saxe, que la nuit qui précéda la bataille de Raucoux, ce général répondit au médecin Sénac, qui lui demandait le sujet de la tristesse dans laquelle il était plongé, en parodiant ces vers d'Andromaque :

Songe, songe, Sénac, à cette nuit cruelle
Qui fut pour tout un peuple une nuit éternelle ;
Songe aux cris des vainqueurs, songe aux cris des mourans
Dans la flamme étouffés, sous le fer expirans.

Six des canons pris sur les ennemis à cette bataille furent donnés par le roi au maréchal de Saxe.

de Clermont conduisaient trois attaques différentes. Le village d'Ance fut d'abord emporté. L'aile gauche des alliés s'était déjà retirée de plus de six cents pas, mais elle se tr[...] dans une position plus forte. Le comb[...] maintint long-temps sans qu'il y eût un [...]tage marqué. La cavalerie des ennemis f[...] des charges brillantes. Une partie de cell[...] Français était contenue, et l'autre se p[...] sur le derrière des alliés afin de leur ferm[...] retraite. Le maréchal, pour décider le succ[...] ses attaques, eut recours alors à la baïonn[...] Les alliés cédèrent enfin à cette arme terri[...] Les villages de Varoux et de Raucoux fu[...] emportés. Vingt-deux pièces de canon y ava[...] été laissées. La bataille s'était donnée su[...] terrain très-étendu. Une journée d'octobre [...] peu favorable pour les grandes dispositio[...] maréchal. La nuit sauva les ennemis d'une [...]truction entière. Ils l'employèrent à rep[...] la Meuse, et se précipitèrent si tumultue[...]ment sur les ponts, qu'un grand nor[...] d'entre eux y périt. Leur perte s'élevait à [...] mille hommes tués, blessés, ou faits pr[...]niers. Celle des Français était à peine de [...] mille hommes. Ils n'avaient à regretter q[...] seul officier-général, le marquis de Féné[...] neveu de l'archevêque de Cambrai, et qui [...]pelait les vertus de ce prélat. Plusieurs [...]

diers et colonels avaient été blessés ; on citait parmi eux le prince de Monaco, Lugeac, Laval, Montmorin, Ségur, Latour-d'Auvergne et le prince de Guise.

Cette victoire n'a pas de résultat important.

Une victoire si complète, et remportée par le plus actif et le plus hardi des généraux français, n'eut cependant que de faibles résultats. On revint sur Tongres ; bientôt même on s'en éloigna pour prendre des quartiers d'hiver. Plusieurs causes concoururent à cette inaction. Le prince de Lorraine, quoiqu'il n'eût pas épargné le sang des alliés pendant l'action, avait ménagé sa réserve autrichienne, et des renforts lui arrivaient. Jamais général ne fut moins abattu que lui par des défaites. Il se montrait toujours prêt à donner une bataille nouvelle. D'un autre côté, les difficultés du recrutement étaient trop bien senties par le cabinet de Versailles, pour que les généraux osassent faire succéder rapidement des actions meurtrières [1]. Enfin, le gouvernement fran-

[1] J'ai déjà dit, dans une note, que le maréchal de Saxe n'avait pu parvenir à faire adopter un plan qui donnait une nouvelle organisation aux armées françaises. Les victoires ne pouvaient être suivies de conquêtes importantes, tant que les armées traînaient avec elles un immense attirail ; je crois devoir rappeler ici qu'après le gain de la bataille de Guastalla, le maréchal Coigni se vit arrêté, parce qu'une partie de

çais, pour repousser une invasion des Anglais sur les côtes de Bretagne, tira de l'armée victorieuse un fort détachement. La guerre alors se faisait beaucoup plus par vanité que par ambition. On voulait plutôt sauver la gloire qu'accroître la puissance. Les trophées de la bataille de Raucoux vinrent distraire les Français des revers qu'ils éprouvaient ailleurs.

Mésintelligence, mauvaises opérations, désastres en Italie.

L'Italie était perdue. Il existait à peine de faibles débris des armées espagnole, française, napolitaine et génoise, qui, dans la campagne précédente, paraissaient devoir achever sans peine la conquête de cette contrée. On s'était divisé, on s'était aigri pendant le repos de l'hiver. Les opérations avaient été suivies sans chaleur et sans intelligence. Quoiqu'on fût maître de Milan depuis plusieurs mois, on

ses troupes avait perdu ses bagages dans une surprise nocturne. Le système militaire a tellement changé de nos jours, qu'un pareil motif de retard peut à peine être compris. Comme le maréchal de Saxe était alors le seul des généraux français qui eût des succès constans, on lui demandait du renfort pour d'autres armées, dès que sa position était affermie par une victoire, et on l'empêchait ainsi d'en profiter; il ménageait ses troupes avec le plus grand soin, et ne fatiguait point le gouvernement par des demandes de nouvelles levées d'hommes. Son nom, la gloire et les plaisirs qu'il assurait aux soldats, attiraient sous ses drapeaux une foule de volontaires.

n'avait pas même pris le château de cette ville. La licence et l'indiscipline avaient ajouté à tous les funestes effets de la discorde. L'infant don Philippe, le général espagnol de Gages et le maréchal de Maillebois s'accablaient réciproquement de prédictions chagrines, sans pouvoir convenir d'aucune mesure ni d'attaque, ni de défense.

Le danger devenait pressant. La paix de Dresde, conclue avec le roi de Prusse, donnait à l'Autriche le moyen de porter de puissans renforts en Italie. Marie-Thérèse s'était occupée de cette portion de ses états héréditaires beaucoup plus que de la Flandre. Le prince de Lichtenstein, jeune, impétueux, avide de gloire, était à la tête d'une belle armée qui se rassemblait sur les confins de la Lombardie. Le roi de Sardaigne avait redoublé d'efforts. Les Français et leurs alliés allaient se trouver placés entre deux armées, qui avaient chacune des points d'appui dans d'excellentes forteresses. Eux, ils n'en possédaient aucune. Don Philippe voulut rester dans une situation que jugeait dangereuse le maréchal de Maillebois. Bientôt on fut accablé de toutes parts. On était battu en détail ; il n'y avait plus un moment à perdre pour se retirer vers le pays de Gênes, où toutes les difficultés du terrain viennent protéger une armée affaiblie et peu nombreuse ; mais

la cour d'Espagne ne se lassait ni de dépenses, ni de sacrifices, pour conserver ces duchés de Parme et de Plaisance, si chers à l'orgueil d'Élisabeth Farnèse. Il fallut y demeurer; on y fut poursuivi. Enfin, au mois de juin, une bataille s'engagea entre sept ou huit peuples de l'Europe, pour décider à qui resterait la possession de cette petite souveraineté. On se battit sous les murs de Plaisance. Ce fut un épouvantable désastre pour les Français qui avaient mal pris leurs mesures. Les Espagnols avaient eu d'abord quelque avantage; ils s'étaient précipités sur des redoutes dont le feu les accablait. Mais le maréchal de Maillebois fut moins heureux que le comte de Gages [1]. Une partie de son armée, qui se débanda, le laissa long-temps dans le plus grand danger. Il n'y eut plus à consulter aucune règle de l'art. Le prince de Lichtenstein rompait tout les rangs. Les Français, dispersés et mis en déroute, essuyèrent

[1] Le comte de Gages s'était distingué dans la défense du royaume de Naples contre les Autrichiens. Dans l'année 1744, il avait été surpris par eux dans son camp de Velletri; il réussit à les chasser et à les battre complétement; mais ce succès ne l'empêcha pas d'avouer son défaut de vigilance. Voici la lettre pleine de candeur et de loyauté qu'il écrivit au roi en lui apprenant cette victoire :

« J'ai été surpris dans mon camp; il a été forcé; les

la perte énorme de douze mille hommes tués, blessés ou faits prisonniers, et d'une partie de leur artillerie et de leurs bagages. Le fils du maréchal de Maillebois sauva les débris de l'armée, qui venait d'être taillée en pièces, de l'affront de poser les armes. Le roi de Sardaigne marchait pour l'enfermer entre le Pô, le Sidone et la Trébia ; le comte de Maillebois osa présenter le combat à ce monarque. L'armée française et espagnole assura sa retraite par les plus grands efforts de bravoure. Les funestes duchés de Parme et de Plaisance furent enfin abandonnés, ainsi que toutes les conquêtes d'Italie. On y perdit de nombreux détachemens qui se trouvaient isolés.

Il restait une belle et noble tâche à seize mille hommes, qui formaient l'unique reste de tant de forces réunies ; c'était de couvrir la ville de Gênes. L'honneur commandait de secourir cette république. La politique voulait aussi que l'on conservât un poste qui donnait pied en

» ennemis sont entrés jusque dans notre quartier général, d'où ils ont ensuite été chassés avec perte. » Vos armes sont victorieuses, et le royaume de » Naples est en sûreté. Mais ce succès appartient tout » entier aux troupes de votre majesté. Leur valeur » a réparé mes fautes, que l'événement ne justifie » pas, et qui deviendraient impardonnables si je » cherchais à les diminuer. »

Italie. On fut sourd à la voix de l'honneur, et même à celle de la prudence. On se regarda comme perdu si l'on était forcé de s'enfermer dans Gênes, que les Anglais bloquaient par mer. Les pensées généreuses ne s'offrent point aux hommes découragés. Les soldats espagnols étaient dans cette position qui rompt tous les projets et livre à toutes les craintes. Ils avaient appris, depuis la bataille de Plaisance, la mort de Philippe V, et toute l'Europe voyait, ainsi qu'eux, dans cet événement, la fin du règne inquiet d'Élisabeth Farnèse. Ferdinand VI, né du premier mariage de Philippe, était monté sur le trône. Il ne montrait qu'un froid respect à une belle-mère qui l'avait tenu dans la contrainte et l'humiliation. Assez de sacrifices avaient été faits à l'élévation de son frère don Philippe. L'Espagne était lasse de recommencer des efforts dont les résultats les plus heureux n'eussent servi que faiblement à sa prospérité. Voilà les circonstances qui se réunissaient pour le malheur de Gênes. Cette république fut lâchement abandonnée à la vengeance de l'Autriche. On se retira derrière les Alpes. Les vainqueurs descendirent bientôt de ces montagnes, en poursuivant des troupes harassées de fatigue, et qui n'avaient plus la forme d'une armée. Tout le pays qu'arrose le Var fut ouvert à leur invasion. Ces partisans,

ces féroces Pandours, ces Croates qui trois ans auparavant avaient fait la désolation de l'Alsace et de la Lorraine, ravageaient maintenant la Provence et le Dauphiné. L'infant don Philippe et le duc de Modène, chassés de leurs États, le vieux général Maillebois étourdi de ses disgrâces, fuyaient de ville en ville, et ne savaient s'ils pourraient couvrir Toulon et Marseille. Depuis la guerre de la succession d'Espagne, la France n'avait point reçu d'humiliation plus sanglante. Les malheurs des Génois furent bientôt pour elle un autre sujet de honte et de chagrin.

Les Autrichiens maîtres de Gênes.

C'est le sort des États républicains, que les discordes n'y sont jamais plus vives qu'à l'approche des grands revers. Tous les partis augmentent le danger en se disputant le droit de veiller au salut public; c'est surtout alors que l'aristocratie est menacée. En Hollande, le peuple se jetait dans les bras d'un chef; à Gênes, il brûlait de ressaisir le pouvoir lui-même. Les nobles voyaient naître un vif enthousiasme qui pouvait sauver la patrie, mais qui devait aussi limiter leur autorité; ils ne le secondèrent point. La timidité qu'ils portaient dans leurs négociations accrut la dureté impérieuse du général autrichien, le marquis de Botta, à qui tous les postes les plus importans et les plus aisés à défendre,

même celui de la Bochetta, cédaient sans résistance. Marie-Thérèse lui avait donné des instructions sévères. Cette reine voulait faire un exemple éclatant de ceux qui avaient ouvert l'Italie aux Français et aux Espagnols. Quatre des principaux sénateurs s'étaient en vain présentés en supplians au marquis de Botta. Il fallut souscrire aux conditions les plus dures. Les portes, la citadelle et l'arsenal de Gênes furent livrés aux Autrichiens le 7 septembre. Une taxe de 24 millions et demi, imposée à cette ville commerçante, la menaça d'une ruine entière. Le précieux dépôt de la banque de Saint-George fut violé; on en tira 16 millions : le reste se levait sur les particuliers avec la plus grande violence. Marie-Thérèse, lorsqu'elle avait eu à créer des armées et à reconquérir ses États, avait emprunté une somme considérable aux Génois et leur avait laissé ses diamans en gage. Le droit de la guerre annula un pacte dont elle avait long-temps ressenti l'humiliation. La brutalité allemande s'exerçait sans relâche sur un peuple qui n'avait encore montré aucune espèce de courage. Les prêtres et les moines voulurent intercéder pour leurs malheureux compatriotes; ils furent repoussés avec un mépris qu'ils n'étaient pas habitués à supporter en Italie. De supplians rebutés, ils devinrent bientôt des

ennemis redoutables. Le marquis de Botta crut devoir les livrer à tout ce qu'une soldatesque effrénée peut se permettre contre des hommes sans défense. Le peuple fut plus touché des outrages auxquels il les voyait en butte, que des siens propres; il ne respirait que vengeance.

Les Autrichiens, qui, sans avoir une seule pièce de siége, s'étaient emparés d'une ville qui en était abondamment pourvue, enlevaient des canons qu'ils destinaient à leur expédition de Provence. Ils forçaient les Génois à les aider dans le transport de ces canons; ceux-ci frémissaient de rage en voyant ce nouvel opprobre de leur patrie. Un capitaine autrichien frappa l'un de ces ouvriers au moment où il faisait entendre quelque murmure; celui-ci répond en lui enfonçant un coup de couteau. Tous ses compagnons viennent à son aide. Les soldats autrichiens, accablés d'une grêle de pierres, se sauvent dans leurs casernes. Le cri *aux armes* retentit de toutes parts. Les moines sont à la tête du peuple qui s'attroupe. L'arsenal est investi; on égorge, on disperse les soldats qui le gardent. Dix mille hommes se sont déjà couverts des armes qu'ils ont conquises. Femmes, enfans, vieillards, élèvent partout des barricades. Tout s'est fait par le peuple. Le sénat,

Les Génois se soulèvent. 5 décembre 1746.

qui n'a pris aucune part à ce mouvement, craint d'en porter seul la peine. Les Autrichiens font succéder une extrême pusillanimité à leurs violences. Ils n'osent plus s'avancer au milieu d'un peuple furieux. Cet état de guerre dure plusieurs jours dans l'enceinte de Gênes. Les Autrichiens aimeraient mieux avoir à en assiéger les murs, que de la posséder à de si tristes conditions. Les nobles se rendent médiateurs entre leur patrie et les étrangers qui l'oppriment. Le doge intercède d'un côté pour les insurgés, et les échauffe de l'autre. Enfin, un homme qui porte le nom le plus cher aux Génois, Doria, dirige les mouvemens de la multitude ; il en fait une armée. Les Autrichiens osent un jour sortir de la citadelle pour se porter sur l'arsenal. On les affronte, on les cerne. Du haut des toits, des femmes font pleuvoir sur eux tout ce que leur fureur rencontre. Quatre mille Autrichiens périssent dans la mêlée ; mais un si beau mouvement est souillé par les excès des discordes civiles. On pille les hôtels des nobles que leur inactivité fait soupçonner de trahison. Partout le tocsin répond au tocsin. Les Génois, avec leurs canons, assiégent une tour qui les domine. Le marquis de Botta, blessé, fuit de poste en poste. Il ne possède plus rien dans la ville ; il se réfugie au phare,

et sauve, par une capitulation honteuse, une armée à laquelle ces scènes de tumulte ont coûté plus d'hommes qu'une bataille rangée. Gênes est délivrée. Le courage d'une ville qui venait de rappeler les plus beaux jours des républiques anciennes, fut admiré en France comme y sont toujours admirées les actions généreuses. Le gouvernement eut honte d'avoir abandonné un allié si précieux. Il envoya aux Génois, avec des secours de toute espèce, un corps de six mille hommes, sous le commandement du duc de Boufflers, noble et sage guerrier, qui se montrait digne de son père. Cet armement échappa à la tempête. Les Anglais le rencontrèrent, et ne prirent qu'une faible partie du convoi.

Le duc de Boufflers arrive au moment où le parti vainqueur faisait expier sa victoire à ceux qui l'avaient faiblement secondé. Il relève une aristocratie timide; il contient une multitude furieuse, et qui est enivrée de ses succès. Il parvient à faire un seul corps des deux factions qui se sont combattues. Ceux qui veulent prolonger l'anarchie sont sacrifiés, quels qu'aient été leurs services. Le gouvernement aristocratique s'est maintenu, mais s'est modifié; vous diriez une de ces révolutions qui exerçaient l'énergie, et finissaient par affermir la sagesse de Rome naissante.

Belle conduite et succès du duc de Boufflers.

Les Autrichiens, chassés de Gênes [1], bloquaient encore cette ville; ils en occupaient tout le territoire. Savone, défendue par un vaillant sénateur (Adorno), leur avait résisté trois mois, mais s'était enfin rendue. Le duc de Boufflers, à la tête d'une armée que des moines et des femmes grossissaient et enflammaient sans y porter le désordre, parvint à faire lever le blocus aux Autrichiens. Il les poursuivit dans un territoire stérile, où l'hiver accroissait pour eux tous les genres de misère. Déjà il avait reconquis plusieurs postes importans. Il secourait sa propre patrie par cette heureuse diversion. Les Autrichiens commençaient à être arrêtés par de puissans obstacles dans leur invasion de la Provence. Il ne fut pas donné au duc de Boufflers de jouir de la gloire attachée à la délivrance de Gênes. Il mourut dans cette ville, de la petite vérole, à l'âge de quarante et un ans. Le duc de Richelieu, qui le remplaça, vint recueillir sans peine

[1] La défense de Savone fit le plus grand honneur au sénateur génois Adorno. Comme la ville de Gênes avait passé sous le joug des Autrichiens, le sénat écrivit à ce gouverneur de cesser une résistance inutile. Voici en quels termes Adorno répondit au sénat : « La place que je commande m'a été confiée par une » république libre ; je ne la rendrai point d'après les » ordres d'une république esclave. »

le fruit de la sagesse et du courage de son prédécesseur. Gênes le proclama son libérateur; et, par les témoignages exagérés de sa reconnaissance, elle trompa la France et l'Europe qui oublièrent le duc de Boufflers. L'histoire le rappelle.

Suite de l'expédition du prince Edouard.

L'année 1746 avait vu renverser les espérances qu'on avait conçues de la brillante expédition du prétendant en Écosse et en Angleterre. En s'approchant de Londres (il n'en était plus qu'à vingt-cinq lieues), il s'était effrayé de ce que les Anglais ne venaient point grossir son armée, ni reconnaître en lui leur souverain. Ce n'était point la terreur qui les enchaînait; ils rétractaient, à l'approche du péril, toutes les plaintes qu'ils avaient pu former contre le gouvernement de Georges II; et le prétendant sentait, mais trop tard, le danger de se fier à des paroles d'opposition, traits fugitifs qui échappent à l'esprit de parti, et que le patriotisme désavoue en présence de l'ennemi. Il songea à se replier sur l'Écosse, heureux s'il pouvait conserver ce royaume sincèrement attaché à sa cause. Il fit sa retraite avec ordre, parce qu'il n'évita point les occasions de combattre. Il tailla en pièces des régimens de dragons qui marchaient à sa poursuite.

Bataille de Folkirk.

Il fallait, pendant les rigueurs de l'hiver,

mois, leurs opérations furent tellement incertaines, qu'elles décelaient de l'anarchie dans leurs conseils.

Sa tête est mise à prix.

Les Anglais n'avaient encore pris d'autres mesures contre l'entreprise du prétendant, qu'un code pénal tel que les guerres civiles l'inspirent ordinairement, et le justifient à peine. Ils appelaient, par l'appât d'une somme considérable, un assassin contre le prince qui avait battu leurs armées. Ils enfermaient dans les prisons, et réservaient pour le supplice des rebelles âgés, infirmes ou blessés. Édouard cherchait à gagner les cœurs par des procédés tout contraires. Il traitait avec humanité ses prisonniers, le pillage avait rarement déshonoré ses troupes; il annonçait les principes d'une tolérance éclairée, et d'une sorte de neutralité politique entre les religions qui divisent l'Angleterre. Le ministère et le parlement britanniques qui, sur le continent, mettaient aux prises plus de cent mille combattans, étaient humiliés de n'en point trouver pour la défense de leurs foyers. Un pays si renommé par son esprit public, n'avait encore produit, depuis plus de huit mois, aucun de ces grands efforts que partout ailleurs le patriotisme suggère ardemment. On ne savait ce qu'étaient devenues les troupes qui avaient balancé la victoire à Fontenoy. Le

jeune guerrier qui les avait conduites dans cette journée, et qui s'était distingué même dans une défaite, le duc de Cumberland, fut enfin chargé d'aller défendre le trône de son père contre l'héritier des Stuarts. L'élite de son armée consistait dans des troupes mercenaires, six mille Hessois, qui remplaçaient six mille Hollandais. Il s'avança dans l'Écosse, mais sans paraître d'abord chercher son ennemi. Il reprenait quelques villes tandis que celui-ci en prenait d'autres. Enfin, le prince Édouard résolut de marcher à la rencontre d'un général dont la circonspection lui paraissait l'effet de la crainte. Il avait fait un plan hardi pour le surprendre aux environs d'Aberdeen. Comme le duc de Cumberland devait le croire éloigné, Édouard s'était approché de lui par des marches forcées. Son armée en avait d'abord bravé les fatigues avec cette ardeur qui se signale dans les discordes civiles; mais, arrivée à une petite distance du camp des Anglais qu'elle devait attaquer sur tous les points, la fatigue l'accabla. Les uns éprouvaient le tourment de la faim, les autres, la langueur du sommeil. Le prince Edouard se défia de troupes dont l'ardeur était ainsi ralentie. Peut-être qu'un glorieux péril, et surtout l'espérance d'une victoire décisive, eussent ranimé ces robustes et fidèles



montagnards. Il se replia sur Culloden. Dès que son armée eut gagné ce village, elle ne songea plus qu'à se reposer, à boire, et à s'étourdir par l'ivresse.

Le duc de Cumberland le défait complétement à Culloden.

1746 27 avril.

Le prince Édouard ne pouvait réprimer ce désordre. Après bien des efforts, il était parvenu à mettre en bataille quatre mille hommes, lorsqu'une canonnade lui annonça l'approche du duc de Cumberland. Il avait bien quelque artillerie à lui opposer, mais ses troupes étaient mal exercées à l'usage de cette arme. Les montagnards, fatigués du feu de leurs ennemis, s'élancèrent bientôt sur les pièces qui portaient le ravage dans leurs rangs. Dès leur premier choc, ils enfoncèrent un régiment; mais le duc de Cumberland trouva dans une armée de dix mille hommes de quoi réparer ce désordre. Il manœuvra pour enfermer les intrépides Écossais qui s'avançaient toujours, rompaient des lignes, et en trouvaient d'autres toutes formées. Le prétendant faisait au milieu d'eux tous les efforts d'un courage désespéré. Enfin, voyant le champ de bataille tout jonché des cadavres de ses compagnons, il se fit jour à travers la cavalerie anglaise, et s'échappa plutôt qu'il ne fit une retraite. A peine vingt-cinq ou trente guerriers le suivaient, le reste courait au hasard dans les champs.

Barbarie de ses vainqueurs.

Les Anglais souillèrent par mille traits d'inhumanité la victoire tardive qu'ils avaient obtenue. Comme s'il n'avait pas été répandu assez de sang dans la chaleur de l'action, ils revinrent pendant la nuit donner la mort à tous les Écossais blessés qui étaient étendus sur le champ de bataille. Leurs officiers eux-mêmes (c'est l'historien anglais Smolett qui le raconte avec une vive indignation) vinrent prendre part à cette vengeance des lâches.

Traits de dévouement à sa personne.

Le prince fuyait, et de quelque côté que se portassent ses regards, il voyait ses partisans massacrés. Le duc de Perth, le lord Elcho et quelques cavaliers lui servaient encore d'escorte; mais l'appareil des guerriers ne sert qu'à trahir les fugitifs qui n'ont plus d'armée. Le secours de ces amis lui devenait funeste, il fallut se séparer. Édouard marcha seul à travers un pays sur lequel sa témérité avait appelé mille désastres. Il eut à se dérober pendant cinq mois aux poursuites de ses ennemis qui suivaient ses traces de rivage en rivage, de caverne en caverne. Dans ce long espace de temps, il fut forcé de se confier à la foi de plus de cent individus presque tous pauvres. Aucun d'eux ne voulut acheter par la trahison le passage à une subite opulence. Trente mille livres sterlings étaient promises à qui livrerait la tête d'Édouard;

des paysans eurent horreur de ce salaire. Il y a de nobles ressorts dans la nature humaine, et l'histoire est heureuse quand elle peut les montrer. Le prince avait cru trouver un asile plus sûr dans les îles Hébrides; mais c'était là que la vigilance de ses ennemis l'attendait. Il fallut se rembarquer avec précipitation et affronter la tempête sur quelques planches mal jointes. Plusieurs femmes veillèrent sur son salut. Mademoiselle de Macdonald vint pendant plusieurs jours lui apporter des alimens dans une grotte qu'elle croyait inaccessible à toutes les recherches. Bientôt elle fut inquiète sur cet asile. Elle fit prendre au prince un déguisement, (que ne peut la nécessité!) c'était celui d'une servante, et le guida vers la demeure d'un Écossais de son parti. Il se sépara les larmes aux yeux de sa bienfaitrice. Elle fut arrêtée au retour de son voyage; le prince l'apprit lorsque ses dangers n'étaient pas encore passés. Un jour où sa perte paraissait inévitable, il entra dans un château appartenant à l'un de ses ennemis les plus déclarés. Il sut si bien exciter sa magnanimité, que ce seigneur s'exposa au plus grand danger pour celui qu'il venait de combattre. Enfin, comme Édouard s'était rapproché du rivage, un de ses amis les plus intrépides, le jeune Shéridan, lui amena, dans un lieu

convenu, un bâtiment de Saint-Malo qui le conduisit en France.

Le sang coulait dans l'Angleterre et dans l'Écosse. Tous les châteaux des rebelles étaient pillés, démolis, brûlés. La vengeance se porta surtout sur le pays qui avait été le foyer de l'insurrection. On y chassait les hommes comme des bêtes féroces. Les femmes ne survivaient à leurs maris, à leurs pères, que pour assouvir la brutalité des soldats. On les laissait ensuite nues dans leurs foyers dévastés. Des familles entières furent enfermées dans une grange et consumées par les flammes. Telle fut la barbare célérité des satellites du roi Georges, qu'en quinze jours on ne trouvait plus, dans un espace de cinquante milles, ni habitation, ni créature humaine.

Supplice de ses partisans, dévastation de l'Écosse.

Le châtiment des jacobites pris les armes à la main, n'était ni moins prompt, ni moins terrible. Ceux qu'épargnait le glaive, périssaient presque tous dans des prisons malsaines ou à bord des vaisseaux. Le supplice des chefs fut accompagné de mille tortures, inventées durant les querelles des maisons d'York et de Lancastre, et qu'on renouvela dans une occasion destinée à effrayer à jamais les rebelles. Plus de cent d'entre eux montèrent à l'échafaud, et y portèrent cette vive exaltation qu'inspirent des efforts imprudens

et coupables, mais qui ne sont pas sans dévouement, sans générosité. Parmi les plus illustres victimes, on remarquait les lords Balmerino et Kilmarnock, Jean Murray, secrétaire du prétendant, et un octogénaire qui avait été long-temps l'âme de ce parti, le lord Lovat. Ce dernier, avant de recevoir le coup fatal, prononça d'une voix forte ces paroles : *Dulce et decorum est pro patriâ mori.*

Pendant que ces scènes tragiques se passaient à Londres, à Édimbourg, le prince Édouard démentait à Paris la gloire funeste qu'il avait acquise dans une guerre civile. La nation française le plaignait d'autant plus, qu'il paraissait avoir été sacrifié par le gouvernement. Les cœurs volaient vers lui; on le cherchait, mais il ne se montra que trop. Quand les nouvelles des exécutions de Londres venaient glacer les Parisiens, lui, comme s'il eût été insensible à la mort de ses compagnons, paraissait à tous les spectacles, à toutes les fêtes, à tous les bals. Un défaut obscurcissait et finit par effacer ses qualités brillantes : c'était l'intempérance, remède trompeur contre l'adversité, et qui ne fait qu'y ajouter l'avilissement.

Coup d'œil sur les puissances belligérantes.

Nous approchons de la fin d'une guerre fertile en événemens dignes de l'histoire, et qui change à chaque instant de théâtre. Beau-

coup d'États y paraissaient ébranlés dans leurs fondemens, tous se relèvent. Londres, Vienne, Naples, Marseille et Strasbourg ont été menacées; Prague, Munich, Dresde, Milan et Gênes ont subi toutes les vicissitudes de la guerre. Les faibles ont été quelquefois secourus par la fortune, le plus souvent ils ont été sauvés par la subite énergie d'un prince ou du peuple. Les combats qui se renouvellent fournissent aux souverains, et même aux armées, la preuve que s'ils peuvent se nuire, ils ne peuvent s'accabler. Le concours de mille événemens fortuits accroît de toutes parts le vieux respect pour la balance de l'Europe. Le premier moteur de cette guerre, Frédéric II, en contemple maintenant avec sécurité les ravages. A lui seul, entre tant de rois armés, reste une gloire personnelle et la conquête d'une province. Il se montre aussi bienfaisant dans la paix, qu'il a été redoutable dans la guerre. Berlin, orné de ses trophées, devient une ville nouvelle. Postdam s'élève; partout des villages se bâtissent. Frédéric appelle autour de lui tout ce qui hâte la civilisation et embellit les mœurs. Le plus puissant de ses moyens est la tolérance; mais, en pacifiant des cultes divers, il affiche le mépris pour la religion. Aucun des rois, ses contemporains, n'échappe à ses épigrammes, aucun ne les lui pardonne.

L'Autriche. L'Autriche est fatiguée; mais Marie-Thérèse est encore animée d'un esprit de vengeance. Les subsides qu'elle reçoit, les contributions qu'elle lève, diminuent trop pour elle les horreurs de la guerre. Ses peuples bénissent les ressources de sa vigilante économie, admirent sa piété, et sont tous les jours plus charmés de son affabilité, de sa grâce, de ses vertus domestiques; mais toute l'Europe a droit de l'accuser des fléaux qu'elle prolonge.

La Saxe. Le roi de Pologne est rentré dans Dresde. Son électorat a reçu un choc facile à réparer. Ce n'est point Auguste III qui contient les Polonais, ce sont eux-mêmes qui se contiennent. Sans autorité, sans prudence, il tient d'une main languissante les rênes de deux États. Il parle de paix à tous les combattans, et malgré ses défaites il est considéré de chacun d'eux parce qu'il a déjà gagné le port.

La Bavière. Même bonheur est arrivé au jeune électeur de Bavière. Qui peut le blâmer de sa soumission à l'Autriche en songeant aux désastres de son père? La Bavière, tant de fois traversée par des armées et par des partisans beaucoup plus terribles encore, est moins ruinée qu'elle ne paraît l'être. Si les soldats enlèvent beaucoup d'or, leurs besoins les rendent tributaires des pays où ils séjournent, et les nouveaux

capitaux qui s'y forment, raniment bientôt l'agriculture et le commerce.

Toute l'Allemagne, depuis que le théâtre de la guerre s'en est éloigné, a reçu du mouvement qui vient de l'agiter une activité nouvelle qui se dirige surtout vers les arts de la paix. Partout dans cette contrée les mœurs se polissent, les études se perfectionnent. Les sciences et les lettres ont acquis une nouvelle patrie. Les Allemands n'ont plus pour unique gloire d'être un peuple belliqueux : ils portent dans toutes leurs entreprises une ardeur soutenue, et une fierté qui conserve à leurs productions un caractère original. L'Allemagne.

L'Espagne va retomber dans sa léthargie. Le nouveau roi Ferdinand VI annonce un prince vulgaire; Élisabeth Farnèse, dont la turbulence et les caprices ont si long-temps influé sur ce royaume, a perdu son autorité. Elle intercède auprès de Ferdinand en faveur de don Philippe son fils, et frère consanguin de ce monarque. Ferdinand, après avoir laissé languir ce prince, se détermine enfin à le secourir. Tout lui prescrit de rester uni à la France : l'Espagne est frappée coup sur coup dans son commerce; sa marine est accablée des mêmes disgrâces que celle de son alliée; une paix commune peut seule relever deux L'Espagne.

rois ne s'était élevée à une influence politique aussi directe. Elle avait compris que de toutes les craintes qui agissent sur un roi faible, indolent, égoïste, la plus active est celle de l'ennui. Elle n'était occupée qu'à imaginer pour lui des plaisirs, et à les combiner sous mille formes nouvelles. Tout lui servait. En favorisant le penchant aux nouveautés qui se manifestait de toutes parts, elle voulait connaître tous les projets, moins pour améliorer le sort du royaume que pour amuser le roi. Les jansénistes, les molinistes, les philosophes, le parlement, étaient tour à tour les objets de sa faveur ou de ses petites persécutions. Elle influait sur la réputation des hommes de lettres comme sur la fortune des hommes de cour. Son goût pour le luxe, qu'elle décorait du nom de goût pour les beaux-arts, entraînait le roi à de grandes dépenses qui ajoutaient beaucoup au fardeau de la guerre. Elle avait fait renvoyer le contrôleur général Orry, trop habitué aux principes d'économie du cardinal de Fleury, et l'avait remplacé par Machault, homme habile, complaisant pour elle, intrépide adversaire du clergé.

Second mariage du dauphin. 1747. 9 février.

Une campagne où les succès des Pays-Bas avaient été balancés par les cruels revers de l'Italie, fournissait peu d'occasions aux fêtes pendant l'hiver de 1746 à 1747; un autre

événement y donna lieu, c'était le second mariage du dauphin. La première dauphine, qui avait inspiré la plus tendre affection à ce jeune prince, mais que la France et même la cour avaient eu peu le temps de connaître, mourut en couches, le 22 juillet 1746; elle n'avait laissé qu'une fille. Le besoin de l'État ne permit pas d'abandonner le dauphin à ses regrets. Le maréchal de Saxe fit jeter les yeux sur une fille de son frère Auguste III. Un tel choix pouvait blesser la reine, en lui présentant pour bru la fille de l'heureux antagoniste et de l'implacable ennemi de son père; mais sa pieuse résignation avait supporté de plus rudes épreuves. Le mariage fut conclu. La nouvelle dauphine [1], sans être belle, gagnait les cœurs par une expression de franchise et de bonté; avec un esprit vif, piquant et très-cultivé, elle veillait à ne blesser et à n'éclipser personne. Elle s'occupa de mériter l'amitié de sa belle-mère et y parvint par des soins assidus, par des attentions délicates auxquelles le cœur ne peut résister. L'étiquette lui prescrivait de porter en bracelet le portrait du roi son père. Elle avait pensé que la vue de cet ornement ferait une impression pénible sur la reine. Elle parut

[1] Cette princesse se nommait Marie-Josèphe de Saxe.

dans l'une des fêtes avec un bracelet enrichi des diamans les plus précieux. Personne n'osait regarder le portrait. La reine crut devoir rompre un silence qui pouvait inquiéter la dauphine, et lui dit en se faisant quelque effort : « Ma fille, voilà donc le portrait du roi votre » père ? — Oui, maman, lui répondit la prin» cesse en approchant le portrait de ses yeux; » voyez comme il est ressemblant. » C'était celui de Stanislas.

Ce grand mariage élevait le maréchal de Saxe au faîte des honneurs. Le roi lui donna le titre de maréchal-général des armées, dont Turenne seul avait été honoré, et se résolut à l'accompagner dans une nouvelle campagne.

Opérations militaires. 1747.

La guerre était déjà portée dans la Flandre hollandaise. Le comte de Lowendalh avait soumis l'Écluse, le Sas-de-Gand, et tout le pays qui est entre l'Escaut et la mer. Ces nouveaux échecs qu'éprouvait la Hollande, furent le signal de la révolution politique que l'Angleterre et le peuple d'Amsterdam méditaient depuis long-temps. Le 4 mai, Guillaume de Nassau fut déclaré stathouder, amiral et capitaine des Provinces-Unies. Le stathoudérat fut rendu héréditaire dans la maison d'Orange, même dans la ligne féminine, sous la seule condition que la princesse héritière de cette dignité n'aurait épousé ni

un roi, ni un électeur. Mais le nouveau stathouder ne répondit pas avec l'activité et l'héroïsme de ses ancêtres à l'espoir de sa patrie; il ne parut pas à la tête de l'armée qui devait arrêter les Français. Les Anglais, qui se faisaient payer de leurs services, avaient disposé du commandement général de cette armée en faveur du duc de Cumberland. Le prince de Waldeck commandait les Hollandais, et le maréchal de Bathiany les Autrichiens. Cette armée, supérieure de près de dix mille hommes à celle des Français, couvrait la ville de Maestricht. Le maréchal de Saxe tournait toutes ses vues vers le siége de cette importante forteresse. Louis XV croyait y trouver la paix dont il était avide, le maréchal l'entretenait dans cette espérance.

On se mit en mouvement. Le roi partit de Tongres à la fin de juin; il se dirigea sur Herderen. L'armée, rangée sur les hauteurs de ce dernier poste, aperçut celle des alliés en avant de Lawfelt. Elle occupait une position formidable derrière des revêtemens terrassés, qui faisaient une citadelle de chaque verger de ce village. Les ennemis avaient tellement pour eux la faveur des lieux, que tous leurs postes se soutenaient par des feux croisés. Le maréchal ne voulut pas néanmoins renoncer à l'offensive, ni différer l'attaque; il fit, dans

1747. 2 juillet. Bataille de Lawfelt.

la nuit du 1er. au 2 juillet, toutes ses dispositions, et prit la précaution de tenir le roi à une distance telle que la crise de Fontenoy ne dût point se renouveler. Au point du jour, une pluie orageuse présentait partout de nouveaux obstacles à l'ardeur des soldats. Le terrain était glissant, la poudre était mouillée; on part, on commence les attaques. Le comte de Clermont s'approche avec trois colonnes d'infanterie du village de Lawfelt, après s'être emparé de quelques postes qui le couvraient. Mais il ne peut parvenir à passer un chemin creux sous le feu des redoutes ennemies. Une partie de la cavalerie, sous les ordres du comte de Ségur, s'avance pour soutenir l'infanterie qui chancelle, pendant que le reste, sous les ordres du comte d'Estrées, cherche à prendre les alliés en flanc. Trois attaques contre le village de Lawfelt ont été repoussées avec beaucoup de perte pour les assaillans. Le maréchal de Saxe manœuvre pour tourner cette position; le duc de Cumberland suit ses mouvemens pas à pas. Pendant que le maréchal occupait ainsi l'attention des ennemis, les dragons français avaient passé le ravin, l'infanterie les avait suivis. Lawfelt fut emporté, mais on ne s'en trouvait pas moins sous le feu d'autres redoutes qui dominaient ce village. La cavalerie anglaise descendait des

hauteurs, sous les ordres du général Ligonier, et elle était parvenue à rompre les escadrons français ; le maréchal les rallie, charge à leur tête. Le comte d'Estrées vient avec d'autres escadrons ; le corps du général Ligonier est enveloppé et met bas les armes [1]. Après ce succès, le grand objet de la bataille n'était pas encore rempli. Il s'agissait de fermer à l'armée du duc de Cumberland, qui se retirait en bon ordre, le chemin de Maestricht; la fatigue accablait nos troupes. Le maréchal de Saxe sentait tellement l'importance d'une opération à laquelle était attaché le sort de la campagne, et même de la guerre, qu'il crut devoir se livrer à toute l'impétuosité de son courage. Il marchait à la tête des brigades, et se précipitait sous le feu le plus vif des ennemis. Mais il n'obtint pas de son armée les prodiges que nos généraux en obtiennent aujourd'hui (qu'on me permette ces rapprochemens fréquens, ils font paraître la gloire de la patrie dans un plus beau lustre ; ils montrent d'un seul trait les différens âges d'une nation). Si les soldats français faisaient beaucoup alors pour obtenir le champ de bataille,

[1] Le soldat français qui força Ligonier à se rendre, prit le nom de ce général. Il a combattu contre les Vendéens à un âge très-avancé.

ils aimaient à se contenter de ce gage de la victoire. Le maréchal de Saxe vit leur ardeur ralentie. On gagna encore un peu de terrain; mais le duc de Cumberland, faiblement poursuivi, put, pendant la nuit, repasser la Meuse, et venir se reformer derrière la place de Maestricht.

Le roi avait vu cette action des hauteurs de Herderen. Il arriva vers le soir sur le champ de bataille. Chacun s'empressait à le féliciter de sa victoire; elle avait été sanglante, et les résultats en étaient incomplets. La perte, de part et d'autre, fut évaluée à peu près à six mille tués ou blessés. Les Français firent huit cents prisonniers; ils avaient pris vingt-neuf pièces de canon, neuf drapeaux et sept étendards. Le comte de Bavière, frère naturel de l'électeur, et lieutenant général au service de France, avait péri dès le commencement de l'action. Le marquis de Froulay, le marquis de Derlarch, officier suisse, trois colonels, d'Autichamp, Dillon et d'Aubeterre, y furent tués. Parmi les blessés, étaient le comte de Lautrec, lieutenant général, les comtes de Guerchi et de Créqui, maréchaux de camp, et d'autres officiers distingués, tels que le chevalier de Dreux, la Tour du Pin, et un fils du marquis de Fénélon tué à la bataille de Rauçoux. Le marquis de Ségur eut le bras

emporté. Le roi dit au comte de Ségur, qui, de son côté, avait vaillamment combattu : *Votre fils méritait d'être invulnérable.*

Siége et prise de Berg-op-Zoom. 1747. Juillet.

Le maréchal de Saxe ne se crut point assez fort après le succès de cette journée, pour entreprendre le siége de Maestricht; mais il voulut montrer ailleurs un autre trophée de sa victoire. Il envoya, le 4 juillet, le plus habile et le plus intrépide de ses lieutenans, le comte de Lowendalh, attaquer une ville qui avait résisté à deux grands capitaines du seizième siècle, Spinola et le duc de Parme; Berg-op-Zoom, dont les fortifications passaient pour être le chef-d'œuvre de Cohorn, et qui était réputée imprenable. Les Anglais et les Hollandais, maîtres de la mer, avaient tous les moyens de la secourir. L'armée hollandaise ne pouvait manquer de venir à sa défense. Cette entreprise, même avec un heureux succès, n'était pas un assez digne prix d'une campagne laborieuse. Mais la cour de France, fatiguée de la guerre, ne demandait point d'États nouveaux; elle ne voulait plus qu'être respectée. Louis se prêtait à toutes les négociations que le stathouder ouvrait pour ralentir et tromper les vainqueurs. Il fallait au moins la prise d'une forteresse pour conserver quelque dignité à une modération qui décelait tant d'épuisement. Le maréchal de Saxe n'hé-

des îles Sainte-Marguerite, où étaient renfermés de nombreux prisonniers d'État, qui se flattèrent en vain de leur délivrance : par une prompte capitulation, le commandant du fort obtint de les emmener. Les alliés avaient poussé jusqu'à Antibes; ils en faisaient le siége ; les Anglais excitaient vivement leur ardeur. Quel triomphe pour la marine anglaise si l'on pouvait s'emparer de Toulon ! Louis XV jeta les yeux sur le maréchal de Belle-Isle pour sauver cette belle partie de son royaume. Au moment où la guerre était devenue si importune à ce monarque, le général qui l'avait provoquée aurait dû trouver peu de faveur auprès de lui ; mais les combats avaient beau se multiplier, il ne se formait point de ces talens militaires que l'heureux Louis XIV avait vus se produire en foule sous son règne. Ceux du maréchal de Belle-Isle, peu signalés par les événemens, étaient préconisés par des panégyristes ardens. Cet habile discoureur venait de séduire l'imagination de la marquise de Pompadour, comme il avait séduit auparavant celle de la comtesse de Mailly et de la duchesse de Châteauroux. Sa carrière politique et militaire avait été interrompue pendant près de deux ans par un accident imprévu. Dans l'année 1743 [1], il avait été

[1] Le maréchal de Belle-Isle s'était conduit avec sa

chargé d'aller négocier avec le roi de Prusse. En se rendant à Berlin avec son frère, il eut l'imprudence de traverser le Hanovre. Le bailli d'Elbingerode, petit bourg d'une principauté enclavée dans cet électorat, crut plaire au roi Georges en arrêtant ces deux illustres négociateurs. On les conduisit à Londres. Ils y fussent restés jusqu'à la paix, si l'Angleterre eût eu autant d'estime de leurs talens qu'on en avait en France. Ils obtinrent enfin d'être renvoyés sans cartel.

Ils avaient promis à la cour de Versailles une nouvelle conquête de l'Italie. En arrivant en Provence, le maréchal de Belle-Isle ne trouva que des débris épars et mutilés d'une

légèreté ordinaire, en traversant sans nécessité l'électorat de Hanovre pour se rendre auprès du roi de Prusse. L'empereur Charles VII protesta en vain contre cet attentat commis sur la personne d'un Français auquel il avait donné le titre de prince de l'empire. Le roi Georges saisit cette occasion de se venger d'un négociateur impérieux, qui, deux ans auparavant, lui avait arraché la déclaration de neutralité de Hanovre. Cependant Belle-Isle fut traité avec beaucoup d'égards en Angleterre. Il aimait à s'entretenir avec un chef d'office qui le servait à Windsor ; et celui-ci racontait que le maréchal de Belle-Isle lui développait ses magnifiques opérations de guerre et de cabinet avec autant d'emphase que s'il se fût adressé au chevalier Walpole ou au duc de Marlborough.

armée. Vingt mille hommes, tant Espagnols que Français, étaient accablés de honte, de lassitude et de misère. Quelques renforts qu'il amenait, mais surtout un esprit d'ordre, d'activité, et des soins paternels, rendirent le courage à des guerriers que l'indiscipline avait encore plus désolés que leurs défaites. Pendant une campagne d'hiver, il fit lever le siége d'Antibes, que les Anglais bombardaient pendant que les Autrichiens attaquaient cette place par terre. Il chassa l'armée du roi de Sardaigne de poste en poste, et força le général Brown à repasser le Var en abandonnant son artillerie. Les îles Sainte-Marguerite avaient été reprises. L'escadre anglaise avait été contrainte de s'éloigner d'un rivage où tout était préparé pour repousser une invasion. Enfin, au mois de juin, on put reprendre l'offensive. On passa le Var; le comté de Nice fut envahi et le fort Montalban emporté. L'armée s'était accrue de nombreux renforts venant de la France et de l'Espagne. Le maréchal de Belle-Isle s'occupa de justifier ses promesses et de pénétrer en Italie. Il ne voulut prendre ni la route qu'avait suivie le prince de Conti, ni celle du maréchal de Maillebois. En se portant dans le Dauphiné, il crut pouvoir franchir le col de Fenestrelles et d'Exiles. Il se flattait de surprendre le roi de Sardaigne qui l'attendait

sur la route du Ponant. Mais ce monarque, en guerrier vigilant, avait pénétré les desseins du maréchal de Belle-Isle. Il avait fait élever dans des lieux fortifiés par la nature tout ce qui pouvait rendre inexpugnable ce rempart de ses États. Le chevalier de Belle-Isle, que son frère avait chargé de forcer le passage d'Exiles, s'avança sur trois colonnes. Le plan qui lui avait été tracé était sage; l'exécution fut le comble de l'imprudence.

Combat d'Exiles, funeste aux Français.

Le 19 juillet 1747, le chevalier de Belle-Isle était parvenu, avec l'une de ses colonnes, jusqu'au pied des retranchemens du passage d'Exiles. Une autre colonne tournait avec beaucoup d'efforts les sinuosités de la montagne, et devait dominer les troupes piémontaises. Une troisième, qui formait l'arrière-garde, marchait avec un train d'artillerie qui s'avançait lentement dans ces lieux escarpés. Il est difficile de concevoir quel motif put porter le chevalier de Belle-Isle à précipiter son attaque avant l'arrivée des deux colonnes qui devaient en assurer le succès. Voici un fait qui peut-être l'explique, mais qui ne le justifie pas. Le roi de Sardaigne, instruit par des espions de tout le plan de l'attaque, l'avait jugé irrésistible, et avait donné l'ordre au commandant de ce poste, Brigueras, de l'abandonner. Belle-Isle apprit, par des déserteurs,

l'ordre que venait de recevoir Brigueras. Ce n'était pas assez pour sa gloire d'emporter, sans résistance, une position si formidable; il voulut faire mettre bas les armes à vingt-deux bataillons qui la défendaient. Mais Brigueras avait osé désobéir à son souverain. Comme il ne voyait point d'artillerie aux Français, il les écrasa de la sienne. Ceux-ci n'écoutèrent que trop leur courage. Sous le feu de l'artillerie et de la mousqueterie, ils se précipitaient sur les palissades qu'ils tentaient d'arracher. Le chevalier de Belle-Isle ne cessait de les ramener à la charge, et tous les officiers imitaient son intrépidité. Après un combat de deux heures, on n'avait fait aucun progrès; l'ennemi était dans une telle position, qu'il pouvait ajuster tous ses coups. Le chevalier de Belle-Isle, navré de repentir et transporté de fureur, prit la résolution de ne point survivre à ses malheureux compagnons. Il revint presque seul attaquer encore les terribles palissades. Blessé aux deux mains, il tâchait d'arracher les bois avec ses dents, lorsqu'il reçut le coup mortel. Les Français se retirèrent enfin de ce champ de carnage; ils y avaient laissé près de quatre mille morts; ils ramenaient près de deux mille blessés. On juge, par une proportion des morts et des blessés si contraire aux chances de la guerre, quelle avait

été la nature de ce combat épouvantable. Des régimens avaient perdu tous leurs officiers. La retraite se fit sur Briançon [1].

Le peuple, toujours porté à prêter aux décrets de la Providence une justice analogue à celle qui dirige nos jugemens, regarda le malheur du chevalier de Belle-Isle comme un châtiment exercé par le ciel sur l'un des auteurs d'une guerre injuste, qui avait coûté la vie à plus d'un million d'hommes. Le maréchal de Belle-Isle se voyait encore une fois confondu dans tous ses projets de gloire; il pleurait un frère dont l'amitié était le seul bien véritable qu'il eût connu.

Le combat d'Exiles ne permit plus de suivre aucune opération contre l'Italie. Il se passa plus d'un demi-siècle avant que les Français pussent venger ce désastre, et tous ceux qu'ils avaient éprouvés, soit au passage, soit au delà des Alpes.

Affaires maritimes.

La situation des affaires maritimes était déplorable. Cependant il s'en fallait de beaucoup que les Anglais eussent fait des efforts,

[1] Voltaire a cru devoir conserver, dans son Précis historique, le nom du marquis d'Audiffret, commandant de Briançon, qui prit le soin le plus vigilant des blessés du combat d'Exiles. Sa femme, qui n'avait cessé de les visiter dans les hôpitaux, succomba à ces généreuses fatigues.

et obtenu des succès proportionnés à leur puissance sur les mers. Le nombre de leurs vaisseaux était au moins quadruple de ceux de la France, et la Hollande leur fournissait à peu près de quoi balancer les forces navales de l'Espagne. Ils se montraient sur tous les rivages de l'univers, et le plus souvent ils y paraissaient sans rivaux. Londres était chargée des dépouilles du commerce européen. Une foule de négocians et de matelots prisonniers étaient répandus dans les trois royaumes; mais de toutes les entreprises que les Anglais tentèrent sur les établissemens coloniaux, objets constans de leur jalousie, une seule réussit. L'orgueil qu'avait eu leur gouvernement d'intervenir dans les affaires de l'Europe, fit une diversion à des projets qui eussent dès lors rendu leur domination maritime aussi exclusive qu'elle l'a été depuis. Par l'enthousiasme avec lequel ils célébrèrent leurs victoires navales, ils en imposèrent à leurs rivaux, qui montrèrent trop de penchant à les craindre.

Expédition de l'amiral Anson.

Cet enthousiasme avait éclaté au retour du commodore Anson, au mois de juin 1744; cependant le but principal de son expédition avait été manqué. Mais les talens et l'intrépidité de ce célèbre marin y avaient paru avec éclat; et la fortune, après l'avoir éprouvé

pendant deux ans, l'avait enfin dédommagé. Nous avons vu que, dès le commencement de la guerre entre l'Angleterre et l'Espagne, Robert Walpole avait dirigé deux expéditions contre l'Amérique espagnole. Celle de l'amiral Vernon n'avait donné aux Anglais que de trompeuses espérances. L'échec qu'il éprouva devant Carthagène [1] anéantit bientôt tous les effets de la prise de Porto-Bello. Anson, qui devait attaquer le Chili et le Pérou par la mer du Sud, n'avait qu'un armement assez faible, et les troupes que portait sa petite escadre, presque toutes composées d'invalides, n'étaient pas propres à renouveler les prodiges de bravoure et d'impétuosité par lesquels les flibustiers avaient autrefois désolé ces rivages. Des tempêtes furieuses et continuelles assaillirent le commodore quand il voulut doubler le cap Horn. Le vaisseau qu'il montait, *le Centurion*, lui restait seul, après qu'il eut franchi ce terrible passage de la mer du Sud. Deux autres vaisseaux avaient été si maltraités, qu'ils furent obligés de regagner le Brésil, et de là l'Europe. Une frégate avait fait naufrage; l'île solitaire de Juan-Fernandès fut une terre de salut pour un équipage que le scorbut dévorait. Un heureux coup du sort amena dans

[1] En 1741, au mois d'avril.

Cet événement fait connaître à quel degré de force était déjà parvenue l'Amérique anglaise. La France se résolut à faire un effort pour reprendre le cap Breton ; mais la flotte qu'elle y envoya, maltraitée par la tempête, ne put rien entreprendre.

Tentatives des Anglais sur les côtes de France.

Quand les Anglais se virent délivrés des alarmes que leur avait données l'expédition du prétendant, ils brûlèrent de se venger sur des provinces françaises de l'humiliation et du trouble qu'ils venaient d'éprouver. Pendant qu'une de leurs flottes insultait la Provence, une autre osa tenter une descente sur les côtes de la Bretagne. L'objet de celle-ci était de s'emparer du port et de la ville de Lorient, dépôt de tout le commerce de l'Inde. Les Anglais, après avoir effectué leur débarquement, inspirèrent une telle terreur aux habitans de cette ville, que ceux-ci offrirent de se rendre, sous la condition que les ennemis s'abstiendraient du pillage. Le refus de cette capitulation donna aux habitans le courage du désespoir. Ils transportèrent sur leurs faibles remparts les canons des vaisseaux ; ils devinrent tous soldats ; ils firent des sorties et reçurent des renforts. Les Anglais levaient déjà le siége, pendant que la cour de France, trop prompte à s'alarmer, affaiblissait l'armée vic-

torieuse du maréchal de Saxe, pour repousser une invasion si peu sérieuse.

On songeait toujours à ce fort de Louisbourg qu'on avait perdu. On était déterminé à ne pas céder aux Anglais l'empire exclusif du nord de l'Amérique. On préparait dans le port de Brest une expédition destinée pour les Indes occidentales; mais l'épuisement des finances ne permit pas de la rendre aussi imposante qu'elle devait l'être. Une escadre de six vaisseaux de ligne, d'autant de frégates, et de quatre vaisseaux de la compagnie armés, sortit sous le commandement du vice-amiral La Jonquière. Les Anglais, sous les ordres des amiraux Anson et Warin, l'attendaient auprès du cap Finistère. Le marquis de La Jonquière, ne pouvant éviter un combat inégal, le soutint avec beaucoup d'intrépidité; mais enfin il fut forcé de céder au nombre. Tous ses bâtimens armés furent pris. Une partie du convoi qu'il conduisait tomba aussi au pouvoir des Anglais. Le vaisseau *le Centurion*, si célèbre par le voyage autour du monde, vint apporter en Angleterre la nouvelle de cette victoire. Plus de vingt millions qui en étaient le prix, furent conduits en triomphe à Londres, et distribués aux vainqueurs. Un nouveau coup fut porté à la marine française dans cette même année 1747. Quatorze vaisseaux

Combat naval au cap Finistère. 1747. 14 juin.

anglais, sous le commandement du vice-amiral Hawkes, rencontrèrent sept vaisseaux français, et en prirent six après un combat aussi vaillamment soutenu que celui du Finistère. De riches convois de la Martinique et de Saint-Domingue furent interceptés; ce qui restait de vaisseaux dans les ports de France était mal équipé, sans officiers, sans matelots. La marine de l'Espagne avait moins souffert, mais le commerce de ce royaume avait fait des pertes immenses.

Succès des Français dans l'Inde.

Les Français s'étaient fait pourtant un titre de gloire au delà des mers, et avaient obtenu sur la côte de Coromandel des succès qui inquiétaient la domination des Anglais dans l'Inde. Le système de Law avait donné naissance à une compagnie des Indes dont le gouvernement et les capitalistes français concevaient de grandes espérances. Ces derniers la soutenaient avec une patience inépuisable. Elle mettait beaucoup de faste dans ses entreprises, et n'en avait fait encore recueillir aucun fruit à ses actionnaires. Le gouvernement indemnisait ceux-ci par la concession d'une partie de la ferme du tabac. La guerre, qui paraissait devoir porter un coup mortel à cette compagnie, éveilla au contraire l'activité de ses chefs. Ils avaient à leur tête un homme habile, entreprenant, l'armateur Dupleix, fondateur de la ville de Chandernagor

dans le golfe du Bengale, et qui, devenu gouverneur général des établissemens français dans l'Inde, vivait à Pondichéry avec le luxe d'un roi, et y méditait les projets d'un conquérant. Un autre armateur, La Bourdonnaie, était parvenu, dans les îles de France et de Bourbon, au même degré de gloire et de puissance. Il était en quelque sorte le créateur de ces deux colonies, dont la culture commençait à devenir florissante. Une marine qu'il avait formée paraissait avec honneur dans les mers de l'Inde. Dupleix et La Bourdonnaie étaient jaloux l'un de l'autre. Tels étaient l'activité de leur caractère et l'avantage de leur position, qu'ils eussent pu, en concertant leurs efforts, renverser l'empire que les Anglais se formaient dans le Bengale et dans la presqu'île. La Bourdonnaie voulut prévenir Dupleix. Il sortit de l'île de Bourbon avec neuf vaisseaux qu'il avait armés à ses frais, et trois mille hommes de troupes parmi lesquelles étaient des nègres enrégimentés. Il va au-devant d'une escadre anglaise commandée par le vice-amiral Burnett; il la rencontre auprès de Madras, la bat et la disperse. Il fait le siége de Madras; et cette ville, rivale de Pondichéry, capitule. Elle paie une contribution de neuf millions de France, et par cette rançon elle sauve ses magasins et ses vaisseaux. Le gouverneur général Dupleix, ja-

loux de cet exploit et des richesses qu'il procure à La Bourdonnaie, casse la capitulation, entre dans Madras, réduit en cendres une partie de cette ville après l'avoir pillée, et tourne ensuite sa colère contre son rival qui a cru devoir s'abstenir de ces odieux excès. Il l'accuse de trahison, il le fait mettre aux fers et conduire en France. La Bastille devient le prix de celui qui, le premier, a fait respecter le nom français dans les mers de l'Inde. Mais Dupleix a tout perdu, ou du moins tout compromis en s'abandonnant à sa fureur et à sa jalousie. Les Anglais, que ces discordes ont favorisés, reprennent l'empire de la mer ; ils rentrent dans Madras ; impatiens de se venger sur Pondichéry des pertes qu'ils viennent d'éprouver, ils assiégent cette ville. Dupleix, qui n'a encore montré que sa jalousie, déploie alors ses talens. Il repousse les Anglais, et leur fait sentir qu'ils ont trouvé dans l'Inde l'ennemi le plus dangereux.

Situation de la France à la fin de la guerre.

Quand l'Angleterre ne vit plus à la France que quelques carcasses de vaisseaux, elle permit à ses alliés de traiter de la paix. La France conservait toutes ses frontières ; Louisbourg était la seule perte qu'elle eût éprouvée dans ses établissemens coloniaux. Elle possédait dans les Pays-Bas autrichiens les provinces les mieux cultivées et les plus populeuses de

l'Europe. Elle avait pénétré sur le territoire hollandais. L'honneur de ses armes s'était soutenu par les victoires de Fontenoy, de Coni, de Raucoux et de Lawfelt. Les siéges qu'elle avait entrepris avaient montré qu'aucune ville n'était imprenable pour les ingénieurs français. Les contributions levées sur les pays conquis, l'avaient un peu dédommagée des pertes de son commerce. Les alliés ne pouvaient concevoir que Louis XV ne demandât aucune indemnité des grands efforts qu'il avait faits dans cette guerre. La paix ne pouvait lui rendre ses vaisseaux ; il fallait donc qu'elle lui offrît quelque compensation par un accroissement de territoire. La dette publique était augmentée de soixante millions. La marine, à peu près anéantie, pouvait difficilement se rétablir. L'existence des colonies devenait précaire. Le gouvernement anglais, qui se présentait comme libérateur de l'Autriche, s'était formé en Europe un système d'alliance qui allait l'en rendre l'arbitre. C'étaient là de bien fortes raisons pour modérer dans Louis XV l'impatience de tout céder en faveur de la paix. Il éprouvait l'affront de voir ses offres rejetées. Pour parvenir au repos, il ne lui restait plus d'espérance que la prise de Maëstricht ; il fallait se hâter dans cette expédition. La czarine Élisabeth avait

cédé aux intentions et à l'or de l'Angleterre. Une armée de trente-cinq mille Russes marchait au secours de la Hollande. Le maréchal de Saxe, qui n'avait pu, après la victoire de Lawfelt, entreprendre le siége de Maëstricht, réussit en 1748, par une suite de manœuvres compliquées, à cerner cette place. Il avait donné aux ennemis de l'inquiétude sur plusieurs points. Ses dernières dispositions paraissaient menacer Breda. Quand les Hollandais vinrent pour la défendre, il était devant Maëstricht. Cependant des négociations se suivaient à Aix-La-Chapelle. Il y fut convenu que les Français pourraient entrer dans Maëstricht. La suspension d'armes eut lieu le 13 mai, et la paix fut conclue le 18 octobre 1748. Il fut enfin permis à Louis XV de rendre toutes ses conquêtes. Il ne le fit pas cependant sans donner quelque apparence de magnanimité à cette modération. Son gendre don Philippe fut mis en possession des duchés de Parme, Plaisance et Guastalla. Le duc de Modène rentra dans ses états. Gênes recouvra les parties de son territoire qu'elle n'avait pu encore reconquérir. La pragmatique de l'empereur Charles VI fut reconnue une seconde fois par des puissances qui ne s'étaient pas regardées comme liées par une première accession. L'Angleterre restitua l'île du cap Breton. Le roi de Sardaigne

garda la portion du Milanais par laquelle l'Autriche avait payé son utile alliance. Voilà toute la paix d'Aix-La-Chapelle ; voilà ce que la France recueillit d'une guerre dont le but avait été de renverser la domination de l'Autriche, et de former quatre royaumes sur les ruines de ses vastes états. Que l'on compare cette paix avec celle d'Utrecht, on croira que celle-ci fut le prix de plusieurs victoires, et que l'autre a été précédée de revers. Une branche de la maison de Bourbon établie sur le trône d'Espagne, n'offre aucune proportion avec une autre branche de cette maison établie dans le duché de Parme. Un résultat aussi insignifiant annonçait, dans la première puissance de l'Europe, une tendance à déchoir du rang où l'avaient élevée par degrés la valeur et la loyauté de ses rois chevaliers, la magnanimité du plus brillant d'entre eux, Henri IV ; les vastes combinaisons de Richelieu, les adroits artifices de Mazarin, le génie militaire de Turenne et de Condé ; enfin, le caractère de grandeur imprimé par Louis XIV au plus beau siècle de la monarchie.

FIN DU LIVRE VIII ET DU TOME SECOND.

TABLE

DES SOMMAIRES DE CE VOLUME.

LIVRE CINQUIÈME.

LOUIS XV;

MINISTÈRE DU DUC DE BOURBON.

LIVRE SIXIÈME.

LOUIS XV;

MINISTÈRE DU CARDINAL DE FLEURY.

LIVRE SEPTIÈME.

MINISTÈRE DU CARDINAL DE FLEURY.

LIVRE HUITIÈME.

RÈGNE DE LOUIS XV.

FIN DE LA TABLE DU SECOND VOLUME.

7

